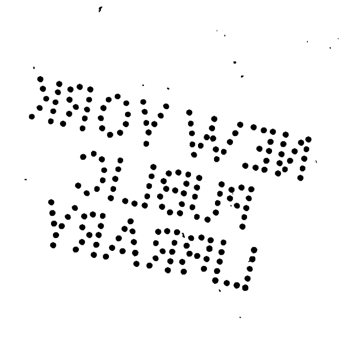
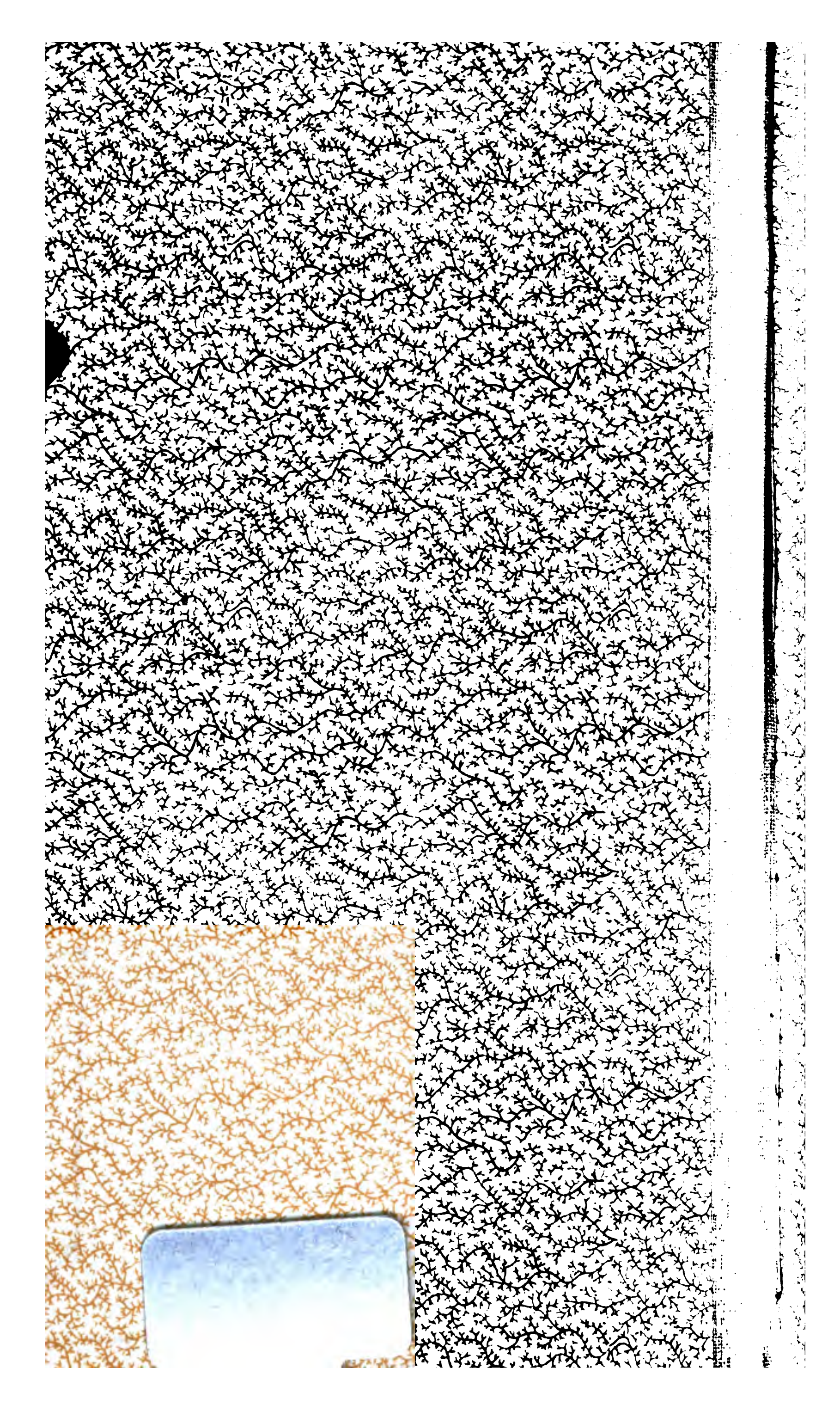
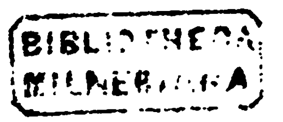


TABLE

DES MATIÈRES.

Pages.





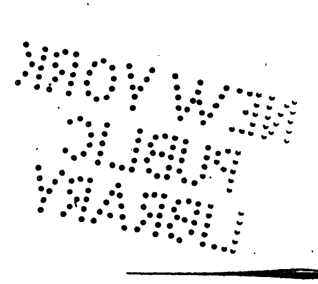
L'EUROPE

PAR

RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA RÉFORMATION

DE LA TURQUIE.



IMPRIMERIE DE HUZARD-COURCIER,
rue du Jardinet, n° 12.

L'EUROPE

PAR

RAPPORT A LA GRÈCE

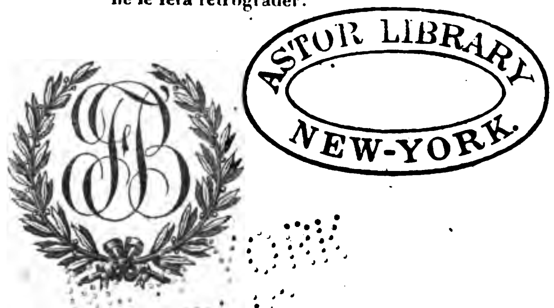
ET A LA RÉFORMATION

DE LA TURQUIE;

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

Le genre humain est en marche et rien ne le fera rétrograder.



PARIS,
BÉCHET AINÉ, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 47.

1826.

laire. A force de prodiges, la Grèce s'est fait regarder; à force de douleurs, elle a fait taire les détracteurs de son caractère et de sa gloire : il n'y a que l'*Observateur autrichien* que dans sa citadelle de mensonges intéressés, elle n'a pu ramener ni à la justice ni au silence. Chez elle, on a vu les triomphes succéder aux triomphes, les héros s'enchaîner aux héros; comme aux jours de Salamine et de Marathon, la terre et la mer concourir à fournir des théâtres divers à l'héroïsme et à la victoire; les Canaris, les Miaulis rivaliser avec les Botzaris, ces frères glorieux qui ont réalisé dans la Grèce nouvelle les travaux des jumeaux demi-dieux que la fable avait donnés à l'ancienne Grèce. Nouvelle Troie, Missolonghi a repoussé les efforts de l'Asie comme Ilion résista à ceux de la Grèce; il n'a pas succombé comme lui, sous une déception, mais sous cet ennemi dont rien ne peut défendre, la pâle famine... Les dieux se partageaient entre Troie et la Grèce; ils ont abandonné à lui-même Missolonghi, pour que sa gloire fût sans partage. Le vieil empire des sultans s'en allait croulant sous les coups

des nouveaux affranchis; pour rétablir la balance, il a fallu que le génie européen façonnât aux arts meurtriers de l'Europe les hordes féroces et indisciplinées qui foulent les bords du Nil, qui, dans leur course vagabonde, parcourent le Lybie, ou que noircit le soleil de la Nubie. C'est ce ramas impur qui, guidé par des transfuges de l'Europe, est venu effrayer, étonner et ravager la Grèce. Elle avait cru n'avoir à combattre que la Turquie; tel était l'ennemi qui seul paraissait devant elle : tout à coup la Grèce a eu à se défendre contre l'Afrique marchant sous les drapeaux des sciences de l'Europe. De grands maux ont suivi cette survenance inattendue; elle a créé de grands dangers; ils subsistent encore; ils peuvent tenir en suspens l'accomplissement des augures favorables que j'avais annoncés à la Grèce : ma responsabilité n'était pas engagée à la fois contre la Turquie, l'Afrique et les polygones de l'Europe transportés en Égypte. Mais, quelque grave que soit ce changement, il n'altère pas la nature même des choses; la Grèce résiste, le besoin de résister s'accroît chaque jour. *Vaincre ou*

mourir n'est souvent que le luxe du courage ; ici cette résolution est l'expression de la nécessité, et d'une nécessité que chaque instant renouvelle avec un redoublement de clarté et d'horreur : dans ces momens suprêmes, la Grèce ne s'abandonne pas, nous ne l'abandonnerons pas non plus. Ce qui était vrai à son égard en 1821, l'est encore, et même plus, en 1826; il le sera tous les jours davantage et d'une manière plus sensible. Il est des causes dont on n'est plus le maître de se séparer, quand on en a connu la beauté ; telle est celle de la Grèce, telle fut pour nous celle de l'Amérique : avec celle-ci, il n'y a plus qu'à admirer et qu'à applaudir ; avec celle-là, il faut combattre encore ; avec toutes les deux, *c'est à la vie et à la mort*. ..

Si la vérité est le premier devoir de l'homme, c'est aussi le premier de ses besoins : hors de la vérité, point de bons services ; je la dirai donc telle qu'elle m'apparaît, telle que je la dis, quel que soit le sujet que je traite..... De sa nature, la vérité est inoffensive ; je ne lui retirerai rien de ce paisible attribut : blesser les uns ne me semble pas le moyen

de servir les autres. Peut-être sur quelques points m'écarterai-je des routes battues; peut-être n'accuserai-je pas là où l'on a beaucoup accusé; peut-être n'admettrai-je pas des mobiles auxquels on a vulgairement attaché un poids décisif; peut-être me trouverai-je séparé pour quelques instans de ceux à côté desquels je m'honore de combattre: la conviction, le vœu du bon service ont également tout dicté. Je ne connais, je le répète, de service que dans la vérité et la nature des choses: d'ailleurs le vœu du service n'est que la partie faible et facile du service lui-même; le bon choix des moyens lui donne seul de l'efficacité. Il ne servira de rien à la Grèce de dire: *Pour moi, quelque chose qui arrive, je mourrai Grec!* mais il est indispensable de chercher les moyens d'empêcher la Grèce de mourir, en montrant à tous l'intérêt direct et pressant qu'ils ont à sa vie. De même, il est superflu d'ajouter des reproches à des reproches, de répéter aux gouvernemens: *Vous avez fait de grandes fautes; le sang qui a été versé retombera sur vous;* mais il faut leur montrer en quoi consiste la faute, et ce

que réclament leurs intérêts. Que servira de les menacer une fois de plus des anathèmes de l'histoire? Si l'aiguillon avait dû rencontrer une fibre sensible, dès long-temps l'effet salutaire eût été produit: on doit savoir que la diplomatie n'est pas sentimentale...

La cause de la Grèce ne peut que gagner à être dégagée de tout cortége étranger et de tout principe d'irritation : c'est sous ce rapport qu'elle nous a frappé, et que nous en traiterons. L'humanité, le génie, la liberté, la civilisation, la plus glorieuse filiation, la reconnaissance que lui doit l'univers, forment pour la Grèce comme un faisceau de droits, tels qu'aucune cause n'en a encore renfermé, et qu'aucun peuple n'en peut montrer. Dans cette cause, tout est attrait pour l'homme sensible comme pour l'homme d'état; et si des principes funestes et des exemples pervers, dans le même homme, ont trop souvent séparé l'un de l'autre, cette cause est faite pour les amener à se réunir et comme à se confondre dans les mêmes opinions et dans les mêmes sentimens.

L'EUROPE

PAR RAPPORT A LA GRÈCE

ET A LA

RÉFORMATION DE LA TURQUIE.

CHAPITRE PREMIER.

Nature véritable de la révolution de la Grèce.

Le temps a fait justice des allégations et des clameurs par lesquelles, pendant longtemps, la révolution de la Grèce fut accueillie. Qui, en Europe, oserait aujourd'hui répéter l'anathème de Laybach : *Le signe révolutionnaire a apparu du côté de l'Orient ?* Qui voudrait prendre sur soi les déclamations pour lesquelles, montant sa voix sur le diapason des tréteaux, faisant de l'esprit sur les ruines sanglantes de Scio, attribuant aux

Grecs les malheurs qui les accablent, on a célébré la mansuétude du Grand-Turc. Chaque chose a son temps, le langage des partis a aussi le sien; mais ce temps est court, bientôt la raison reprend ses droits, l'esprit désabusé ne peut plus supporter ce que, dans un autre temps, il accueillait non-seulement avec confiance, mais avec satisfaction : alors la vérité revient avec ses certitudes et ses préservatifs contre de nouvelles illusions et de nouvelles surprises. Tel est l'état auquel est arrivée la question de la Grèce. La nature de cette révolution est fixée et généralement reconnue; c'est un peuple opprimé qui demande à ses oppresseurs la fin de ses misères, et de quelles misères, grand Dieu ! et qui ne peut l'obtenir que par la force. A entendre les ennemis des Grecs, on dirait que ce sont des hommes heureux qui obéissent à un sentiment de mutinerie calculée, ou d'ingratitude contre un gouvernement protecteur; on dirait qu'ils n'ont eu besoin que de présenter une simple requête pour obtenir le redréssement de leurs griefs. Nous leurs répondrons : Allez,

hommes de l'Occident, ce pays des sybarites de la civilisation, propriétaires certains de votre vie et de vos champs, vous qui trouvez á chaque pas une justice effective, à l'ombre de laquelle vous reposez en paix, vous et vos biens; allez dans le despotique Orient, adressez-vous, avec les Grecs, à Constantinople, et là vous apprendrez de quelle valeur est le droit de pétition. Par ces fausses évaluations, la Grèce se trouve comprise dans un des plus grands fléaux qui affligent l'humanité, l'ordre de choses qui rend les heureux du monde arbitres du sort des malheureux, les hommes d'un pays appréciateurs de la position de ceux d'un autre; ce qui a l'effet ordinaire qu'en ayant l'air de parler des autres, on ne parle réellement que de soi-même. Lit-on en Europe sur le récépissé des tributs, ce que, d'un œil consterné, le Grec voit gravé sur celui des siens, *Pour la permission de vivre pendant la présente année.*

Un peuple qui ne jouit que d'une vie permissive a toujours le droit de la consolider. Et de quel droit des hommes n'accordent-il

que permissivement ce que le Créateur a donné définitivement ?

Lord Erskine a judicieusement observé, dans son écrit sur la Grèce, que, tout affreux qu'il soit, le sort du nègre transporté aux colonies est moins mauvais que celui du Grec esclave des Turcs; car le nègre, sous la main policée des Européens civilisés, va vers le jour, et le Grec, sous la main de fer des Turcs, va vers les ténèbres; il rétrograde sans cesse, tandis que le nègre a tous les moyens d'avancer : mais si, malgré cette supériorité comparative de condition, aucun lien moral n'attache le nègre à la soumission imposée par la violence cupide et frauduleuse qui l'a arraché à sa terre natale pour aller à deux mille lieues féconder les champs d'un inconnu qui s'intitule son maître, d'un autre côté, quel devoir attache les Grecs à l'obéissance du Grand-Turc ? L'esclavage, comme tout autre état résultant de la violence, ne forme pas de liens et ne crée pas des obligations morales équivalentes à celles qui résultent de contrats volontaires. La force de ceux-ci vient de la liberté qui préside à leur forma-

tion, par le concours de deux volontés semblables, accord capable de former un lien véritable. Mais dans l'esclavage turc, comme dans tous les autres, il n'y a qu'une volonté unique qui soumet l'autre, qui décide et qui ne transige pas, qui commande et qui fait obéir; ce qui exclut la seule chose qui soit obligatoire de sa nature, le contrat entre les hommes; le reste appartient au soin de la sûreté personnelle, placée sous la sauvegarde d'une soumission que son absence menacerait sans cesse. Ceci se rapporte à la prudence, mais non pas au devoir, et se réduit à cet adage vulgaire, signal de misère, *souffrir ce que l'on ne peut pas empêcher*. Il est des conditions tellement élémentaires dans la société humaine, que leur absence porte avec elle un vice radical qui exclut toute idée de société et de devoir pour ceux qui se trouvent compris, ou plutôt emprisonnés dans ces associations de contrainte. Or, tel est l'état des Grecs à l'égard des Turcs. Les Grecs ne sont pas avec eux des concitoyens, des membres de la même famille, tendant au même but social; au contraire ce sont des

sujets donnés par la conquête, et remis à la garde de la force, agissant dans une brutalité continue. Quel lien peut-il résulter de là? quel devoir naît-il d'une pareille législation? La fin de cette domination ne découle-t-elle pas légitimement de son principe même, la survenance d'une force égale ou supérieure à celle qui l'a produite. Les Grecs travaillent à mettre fin à l'oppression par les mêmes moyens qui la leur ont imposée. Quoi de plus naturel, et à quel titre s'en plaindre? Ils ne font que tourner contre les Turcs les armes par lesquelles ceux-ci ont prévalu sur eux. A quel devoir manquent-ils? Le droit des armes n'appartient-il qu'aux Turcs et aux autres oppresseurs? et quand il n'y a pas de liens, à quel devoir manque-t-on, et pourquoi un jour ou l'autre une épée n'en vaudrait-elle pas une autre? Or, entre les Grecs et les Turcs, il n'y a que l'épée et son droit variable. D'ailleurs, ceci n'est plus qu'une affaire de politique positive, et d'après tout ce qui se passe à l'égard de l'Amérique, dont la cause, au titre du droit, le cède de beaucoup à celle de la Grèce, on ne conçoit plus les incriminations contre la

Grèce, à titre de prise d'armes contre la prétendue souveraineté du Grand-Turc. Il faut le reconnaître, il y a des délicatesses qui prennent singulièrement leur temps. Où mènerait, grand Dieu, l'investigation des archives de tous les peuples? Lequel sortirait pur de ce creuset, depuis les fils de Romulus jusqu'à ceux qui remplacent les rois de Pologne et les doges de Venise ou de Gênes? La révolution de la Grèce a quatre causes principales :

1°. L'effet du mouvement général du monde, s'avançant graduellement vers la régénération sociale, substituant le droit au fait, ainsi qu'un ordre régulier au produit du hasard, de l'ignorance et de la dureté des mœurs apportées par les barbares du Nord.

2°. L'action de la civilisation respective des Grecs et des Turcs. Ce qui se passe en Grèce n'est pas nouveau, et n'a été inventé ni par elle ni pour elle : cela date de loin; Robertson en a indiqué l'époque avec précision dans son admirable *Introduction à l'Histoire de Charles-Quint*. Quand le soleil se lève sur la terre, on voit les germes des

plantes se développer, tous leurs élémens entrer en fermentation suivant leur nature, et d'après les degrés de cette action vitale, on peut calculer le jour et l'abondance de la moisson. Il en est de même ici : le soleil de la civilisation s'est levé sur le monde vers le seizième siècle; de nouvelles lumières ont frappé les yeux des hommes; avec elles, ils ont détourné leurs regards sur eux-mêmes, sur leur condition, sur leur nature, sur les droits qui en découlent. Par là de nouveaux goûts se sont formés parmi eux; ils ont trouvé et parcouru des routes nouvelles; une gravitation sociale vers un but uniforme s'est établie dans le cours entier de l'humanité: religion, mœurs, consistance politique des divers états, tout s'est ressenti du mouvement imprimé à la masse. Comment aurait-on pu s'y soustraire? L'Angleterre d'abord, après elle les États-Unis, ont ouvert la marche de cette grande régénération; bientôt la révolution française est venue y apporter un poids irrésistible. Dès lors la brèche déjà faite dans le vieil édifice s'est trouvée élargie; chaque jour en a détaché quelques pierres.

La démolition continue de s'opérer pièce à pièce, et déjà des façades régulières s'élèvent sur l'emplacement qu'occupait en entier le gothique monument. La Grèce n'a fait ni plus ni moins que ce qui a eu lieu en vingt autres endroits; l'Espagne, l'Italie, le Portugal, l'avaient précédée dans la carrière. Pourquoi, sous le poids de malheurs plus grands, n'aurait-elle pas recouru au même remède? La nature de la révolution de la Grèce est donc bien certaine; elle est une branche de la réformation sociale qui, entamée depuis trois cents ans, se propage en tous sens, court de l'Europe en Amérique, revient d'Amérique en Europe, et, incapable de repos, finira par changer la face du monde. Depuis long-temps on a tiré son horoscope, et rien n'est capable de le démentir. Jugez-en par le résultat des tentatives faites pour l'arrêter; elle est devenue plus rapide par les obstacles qu'on a prétendu lui opposer, comme les fleuves que l'on prétend barrer, et qui forment des *rapides*... Naguère cette Russie, qui était représentée comme le rempart et le vengeur des révolutions, a tressailli à son tour, et le feu s'est

trouvé allumé sous la surface glacée qui la couvre. Là même on veut cesser d'être Scythe, et l'on aspire à échanger l'antique costume sarmate contre le vêtement des modernes Européens (1). Tel est l'état du monde auquel la Grèce avait pris part silencieusement, et qui a réalisé ce que Rousseau avait dit d'un autre peuple, qu'il annonçait dans son étroite enceinte, et dans un profond silence, protecteur de ses progrès secrets, se préparer à étonner le monde. Aussi quelle

---

(1) Que de choses dans le mouvement de la Russie! Combien de réflexions ne naissent pas de la lecture du rapport bien maigre, quoique bien long, auquel il a donné lieu! Toutes les fois qu'on parle de *la Russie*, il n'en est question que comme d'un poids incommode dans la balance politique; on n'a pas encore vu une seule fois aller plus loin, et pénétrer plus avant dans l'évaluation des dangers de cette puissance exorbitante. Par exemple, si un changement dans l'ordre politique intérieur de la Russie avait lieu, quelle ne serait pas son influence sur le reste de l'Europe? On a entendu avec stupeur le nom de *république russe : c'était une folie;* substituez-y le mot de la raison, du droit et de l'humanité, *constitution;*

singulière idée est celle d'après laquelle on se figure que lorsque les hommes ont acquis la puissance de lire dans les profondeurs des cieux et dans les entrailles de la terre; lorsqu'ils reculent les limites des arts et des sciences par des découvertes journalières, lorsque l'ancien monde s'enrichit de celles de mondes nouveaux, que quelque partie du genre humain restera volontairement stationnaire, et que les communications établies entre tous les peuples, qui lui apportent

---

faites-le prononcer par un organe semblable à celui qui l'a donné au Portugal, et vous verrez si les retardataires en constitution ne se dépêcheront pas de se costumer d'après le nouveau code russe. Tel est l'inconvénient attaché aux états qui jouissent de pouvoirs démesurés avec tous ceux qui les entourent; il ne laissent à ceux-ci qu'une liberté nominale et de convention : aussi, en Europe, n'y a-t-il plus de liberté réelle que pour l'Angleterre ; encore cette liberté est-elle bien laborieuse, avec la charge de beaucoup de soucis et d'une observation continuelle. On peut dire *que l'Angleterre ne dort que d'un œil, contrainte qu'elle se trouve être d'en tenir un toujours ouvert sur la Russie.*

d'heure en heure le tableau de ces progrès avec celui de leurs heureux effets, la trouveront insensible, et qu'elle restera immobile, et comme sans yeux, sans goût et sans appétit à la vue du grand banquet social, auquel tous sont également invités, et auquel beaucoup sont déjà assis! Comment supposer que les Grecs, les yeux frappés de tant de merveilles, aient pu balancer entre adhérer à la sociabilité européenne, ou rester attachés à la porte du sérail. C'est démentir l'esprit et le cœur humain que les supposer susceptibles d'une pareille insensibilité.

3°. L'inégalité de la civilisation entre les Grecs et les Turcs est aussi une des causes les plus efficaces de leur révolution. Les Grecs se sont assimilés aux européens; ils ont fondé des écoles, ils ont formé des relations commerciales fort étendues; ce sont eux qui font les affaires des Turcs et qui dirigent leur administration, par l'occupation des postes qui lui donnent le mouvement. Les Grecs sont pourvus de connaissances qui manquent aux Turcs, dont ceux-ci ne se soucient guère, et que les Grecs sont très jaloux

d'acquérir ; les Grecs voyagent, fréquentent en grand nombre les écoles étrangères : comment, avec tous ces mobiles, auraient-ils pu rester sous la domination turque, sans ressentir le besoin de se soustraire à ce joug de fer et de boue? Pour le faire trouver supportable, il faut, en forçant les lois de la nature, chose impossible à la longue, amener la lumière à reconnaître la suprématie des ténèbres; il faut que le travail, l'activité, l'industrie se tiennent soumises devant la mollesse, la paresse, la routine; il faut que la force intellectuelle se laisse guider par l'hébêtement : or telle est la position des Grecs à l'égard des Turcs. Si, dans notre Occident, nous sommes si péniblement affectés quand l'administration se montre disproportionnée avec nos lumières, que ne doit pas faire éprouver aux Grecs le sentiment de leur état moral, comparé avec celui des Turcs! N'oublions pas que les Grecs ne sont pas un peuple réuni politiquement à un autre peuple, comme la Norwége à la Suède, la Pologne à la Russie, l'Irlande à l'Angleterre; ils ne sont pas même

dans la classe des peuples conquis, mais vivant en communauté de lois et d'avantages sociaux : leur sort est celui d'êtres auxquels la vie est permise, comme aux animaux, comme aux plantes, en vue d'utilité pour le maître, non en raison du droit, mais par le calcul qu'il y a plus à gagner à conserver qu'à détruire; car voilà tout ce que les Grecs trouvent sous le gouvernement turc. Les gouvernemens orientaux n'ont rien de commun avec les nôtres : le sort de l'homme n'y est pas le même que dans l'Occident. Si l'homme est le moyen du gouvernement en Occident, de plus, il en est le but. Mais les Grecs ne sont pas un but social pour le gouvernement turc, ils ne sont qu'un moyen; ils ne participent à aucun de ses avantages, ils ne font point corps avec la Turquie; ils la surpassent infiniment dans l'ordre moral. Il en faudrait beaucoup moins pour expliquer et pour légitimer la révolution de la Grèce.

4°. Les souffrances passées et présentes, l'aspect des souffrances à venir sous un gouvernement qui ne connaît que deux choses, les bourreaux et les exacteurs, le sabre et

les avanies, qui à chaque instant porte à la fois la main sur la personne et sur la fortune, qui assassine pour voler, qui forme son trésor avec des dépouilles, qui rit des larmes et des douleurs, qui ne sait commander que du haut des échafauds; tous ces maux réunis ont porté les Grecs à s'affranchir au prix des plus durs travaux et de la perte d'une partie de leur propre sang. Ils en perdront encore beaucoup; mais ils mettront celui de leurs enfans à l'abri de ce qui en a tant coûté à leurs pères et à eux-mêmes. Jamais entreprise ne fut plus légitime, plus sainte, plus digne d'admiration et de succès; et quand on porte un cœur humain, et non pas un cœur turc, on espère son succès avec foi et on le désire avec ardeur.

CHAPITRE II.

La révolution de la Grèce est une question d'humanité, de civilisation, et non de religion.

La croix et le croissant, Mahomet et Jésus-Christ, le christianisme et l'islamisme, voilà des noms qui, depuis cinq années, ont souvent frappé nos oreilles, et, parmi eux, il en est que l'on a placés en tête des titres de la Grèce à l'intérêt de l'Europe. Cette question touche à des points délicats, aussi la traiterons-nous avec tous les égards qu'elle commande; mais comme nous sommes persuadés que les mauvais raisonnemens et les fausses inductions sont plus propres à nuire qu'à servir, nous ne séparerons pas le respect dû à l'ordre religieux d'avec celui qui revient aussi à la logique.... Être pieux est bon, mais être logicien n'est pas un mal.

C'est un grand mot que celui de la re-

ligion, et telle est la puissance qu'il porte avec lui, qu'il arrive souvent chez ceux qui le prononcent de se regarder derrière lui comme à l'abri d'un rempart d'où ils sont autorisés à lancer des traits, même contre ceux qui usent de plus de tempérance dans l'emploi de ce motif sacré. Si la religion est la source de beaucoup de vertus, elle peut aussi servir de voile à beaucoup de passions, de texte à beaucoup d'allégations; et quand la lumière ne préside pas à cet emploi, il peut s'y mêler beaucoup d'irréflexion, et même s'y trouver des points d'appui pour la paresse de l'esprit. Dans tous les cultes, on rencontre un bon nombre d'hommes qui, soit par incapacité d'examen, soit pour se soustraire au travail qu'il exige, disent comme les Turcs, et croient suffire à tout avec cette réponse : *Dieu est grand, et Mahomet est son prophète*. Ces espèces de formules sont des oreillers sur lesquels l'esprit de beaucoup d'hommes aime à sommeiller. C'est ce qui s'est représenté souvent dans la cause dont nous traitons; et, chose à remarquer, le silence gardé par le clergé

catholique a redoublé l'ardeur de ces provocations religieuses ; ce qui a rendu le monde témoin d'un contraste singulier, lorsqu'il a vu les pasteurs des peuples catholiques se taire sur les dangers de la croix, et leurs troupeaux élever de toutes parts la voix pour demander qu'on volât à son secours. Dans cette sanglante querelle, la barbarie turque s'est déployée dans toute son horreur. La férocité est innée avec le Turc : ces hommes étrangers à toute civilisation ne connaissent que la destruction et la mort; ils se complaisent dans le sang et dans les ruines : tel est leur instinct. C'est une race destructrice par nature; elle a porté la dévastation partout où elle a posé le pied, depuis Maroc jusqu'à l'isthme de Suez, depuis Jérusalem jusqu'aux frontières de la Hongrie. Qui dit *un Turc*, par là même dit un destructeur; ce sont deux idées inséparables et deux mots synonymes. Un Turc massacre, démolit sans remords comme sans souci du lendemain; il place sa tente à côté d'un cadavre avec autant d'indifférence qu'à côté d'un débris. Quand un Turc a stérilisé un lieu, il va

plus loin porter le fléau de cette stérilité qui le suit partout. Chez ce peuple, l'instinct destructeur est surajouté aux autres attributs qui lui sont communs avec les peuples de l'Orient, presque tous doués d'une grande barbarie de mœurs. Les Turcs sont étrangers à ces ménagemens que, dans l'Occident, la politique a créés dans son intérêt, et qui, hors de son intention directe, deviennent favorables à l'humanité. Aucune combinaison sociale n'existe parmi les Turcs : dans d'autres contrées, on calcule les avantages de la population et de la richesse ; le glaive, l'avarice, l'orgueil, la vengeance même, s'arrêtent devant ces considérations qui font trouver à l'homme une sauvegarde dans les intérêts propres de ses dominateurs ; mais en Turquie, rien de pareil n'existe : on tue, on extermine, on renverse, on brûle, on sourit aux ruines. Les lieux sur lesquels le cimeterre et la flamme ont passé deviendront ce qu'ils pourront, qu'importe à des Turcs? ils iront plus loin, en attendant d'y porter les mêmes ravages.

Dans la révolution grecque, obéissant à

leur naturel atroce et incapable de discernement, les Turcs s'en sont pris à tout; hommes et choses, tout a été compris dans la destruction commune. Comme le culte, les ministres et les objets du culte ont été confondus dans cette série de sévices. On a pu croire qu'ils avaient pour objet la haine contre le christianisme et le vœu de son abolition : ceci demande une explication; car c'est de là que sont parties les fausses inductions, objets de ce chapitre. Le principe de l'erreur consiste dans une connaissance incomplète de l'état religieux de la Grèce, ainsi que dans l'habitude trop générale de faire de ce qui se passe dans une contrée, la mesure de ce qui se pratique dans toutes.

Le clergé grec est très nombreux; il exerce beaucoup d'influence, comme le fait tout clergé dont le culte n'est que toléré. Le sort du clergé et du peuple dissident ordinairement est fort dur. Voyez ce qu'ils sont en Irlande : le peuple voyant dans son clergé son seul appui et le seul répondant à sa croyance, s'y attache fortement. Tout cela est dans la nature; le clergé grec est donc à

Constantinople le représentant et en quelque sorte l'otage du peuple grec... Les écoles se trouvent sous la direction du clergé. Les couvens et les monastères ne ressemblent pas à ceux de l'Occident; le besoin de la sûreté en a fait des espèces de châteaux forts, dans lesquels vit une population nombreuse: en temps de guerre, ils se changent en lieux de défense... Ce sont les châteaux de la féodalité religieuse, correspondans à ceux dont la féodalité militaire avait couronné la cime de la plupart des montagnes dans l'Occident. Quand la révolution de la Grèce a éclaté, les Turcs se sont jetés sur le clergé. L'Europe a frémi au récit des tortures infligées aux chefs du clergé grec : en eux les Turcs voulaient tuer, non des prêtres, mais des chefs de rebelles, et ceux qu'ils supposaient les pousser à la révolte et les y guider. Ils ont porté le fer et la flamme dans les lieux saints de la Grèce, comme dans les citadelles de l'insurrection. Le clergé grec s'est couvert d'une gloire immortelle par le dévouement sans bornes qu'il a montré à la patrie: plus son héroïsme éclatait, plus la rage de ses ennemis

croissait ; de là ces atrocités dont on croyait à peine l'homme capable, et dont il ne devrait jamais être l'objet. Dans cette occasion, les Turcs s'en prenaient aux chefs des Grecs plutôt qu'à leurs prêtres, plus aux instigateurs de leur révolte qu'aux directeurs de leur conscience. Comme aucune notion de justice n'existe parmi ces hommes livrés aux impressions brutales de l'ignorance et de l'intérêt, ils ont confondu les prêtres avec les insurgens, et, dans leur aveuglement barbare, ils ont tué les uns pour les autres et comme les autres... C'est tout ce que l'on peut attendre d'hommes chez lesquels la civilisation n'a pas pénétré. Pour savoir ce que fera un peuple, il suffit de savoir à quel point il est civilisé. Les Turcs ne l'étant point du tout, ce qu'ils ont de lumières n'agit pas chez eux comme chez les autres hommes, c'est-à-dire d'en haut, mais d'en bas, en ne leur donnant que le jour nécessaire pour le service de passions grossières. Ainsi les Turcs ont cru que la terreur des sévices infligés au clergé aurait l'effet de faire tomber les armes des mains des Grecs, jaloux de préserver les

chefs de leur culte; calcul atroce, mais par là même plus digne de ces barbares. Mais, dans cela, rien n'avait un trait direct à la haine non plus qu'à l'abolition du christianisme; il était en dehors de la querelle. Il est vrai que la destruction des temples et des objets consacrés au culte a été la suite de la lutte, mais elle n'en faisait pas le but, ou même l'objet secondaire, tel qu'il était en France et en Allemagne à l'époque des guerres de religion, temps dans lesquels les combattans des deux côtés détruisaient avec une fureur religieuse et systématique les objets du culte de leurs ennemis... Alors il était l'objet direct des haines mutuelles; au lieu qu'ici les Turcs n'ont pas sévi contre des religionnaires, mais contre des sujets échappés à la chaîne. En eux, le divan n'a vu que des rebelles faits pour être ramenés par tous les moyens, et nulle part on ne se gêne avec ceux que l'on regarde comme des esclaves... Il est même à remarquer qu'on a beaucoup moins parlé *du signe révolutionnaire* à Constantinople qu'on ne l'a fait à Laybach, et dans beaucoup d'autres lieux.

Ces réflexions n'autorisent-elles pas à signaler quelque inadvertance dans les invitations répétées *à la croix*, dans les appels au secours du christianisme menacé de la destruction en Orient? En effet, du moment que le nom de la croix était prononcé dans l'Occident, pourquoi celui de l'Alcoran ne l'eût-il pas été dans l'Orient? Puisque l'Occident et l'Orient sont partagés entre ces deux drapeaux, pourquoi un cri religieux élancé dans une de ces grandes divisions religieuses n'eût-il pas été repoussé par un cri semblable dans l'autre partie? Si le *labarum* menacé devait mettre en mouvement l'Occident, pourquoi les dangers de l'étendard du prophète ne produiraient-ils pas une secousse correspondante chez ses sectateurs? Appeler les guerriers de l'Occident au secours de la croix était légitimer l'envoi d'Ibrahim-Pacha à l'aide de l'islamisme... Il est évident qu'en procédant d'après cette méthode, on arrive infailliblement au renouvellement des croisades, aux guerres de religion, et à toutes les excitations qui les produisent. Or, il ne faut pas perdre de vue que de toutes les guerres, les

plus propres à exalter les passions sont les guerres religieuses, et celles qui ajoutent le plus aux calamités inhérentes à l'état de guerre. Hélas ! la triste humanité a bien assez à faire de fournir aux frais des guerres purement politiques.

Dans la manière d'envisager la question que nous discutons relativement à son adjonction avec les motifs religieux, le zèle a donc pu faire apparaître des lueurs décevantes : plus leur principe était respectable, plus leur cours a dû s'étendre avec rapidité. Plût au ciel que toutes les illusions eussent des sources et un but aussi louables ! Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu interversion réelle dans la manière de présenter la question, parce que, 1° il y a eu absence de cause religieuse directe ; 2° la cause de la Grèce porte avec elle tout ce qui touche le plus à l'humanité : conserver la vie physique, acquérir la vie morale pour tout un peuple, ne suffit-il pas pour exciter le plus vif intérêt ?.. L'ordre de l'humanité, l'ordre social, l'ordre politique, sont-ils donc des motifs trop faibles pour avoir besoin du secours des motifs re-

ligieux? Les premiers ne se trouvent-ils pas tous réunis dans la cause de la Grèce? De tous les peuples connus, le plus intéressant n'est-il pas le peuple grec? Quel est celui qui l'égale en droits à la reconnaissance de l'univers? Qui l'égale en souffrances, et dans ce temps, en héroïsme? Qui apporta jamais à l'Europe une dot d'avantages politiques égale à celle que la Grèce vient lui offrir? Pendant un long temps, on s'est épuisé à célébrer *la Vendée*; et qu'était *la Vendée* en comparaison de la Grèce? La crainte des sévices, le sentiment de ce qu'on regarde comme un devoir, soutenus par un courage père d'actions brillantes, peuvent et doivent jeter beaucoup d'éclat sur une cause et lui valoir de nombreux suffrages. A ce titre, beaucoup d'illustration revient *à la Vendée*; mais des Français civilisés à l'égal d'autres Français, pour leur résister, n'ont pas les mêmes difficultés à surmonter que les Grecs éprouvent dans leur sublime tentative pour reprendre la liberté de leurs pères, et pour montrer un héroïsme égal au leur. Des paysans enflammés par le désir de garder leurs curés, leurs

seigneurs et leur ignorance native ne peuvent être placés au niveau des Grecs cherchant à rompre la chaîne dont ils sentent le poids avilissant. De plus, *la Vendée* combattant pour détruire une révolution fille de l'esprit humain et mère de ses progrès, est loin d'équivaloir à la Grèce combattant pour s'associer à la civilisation générale, et pour la porter aux lieux dans lesquels elle n'a pas encore pénétré. Sous ce grand rapport des progrès de la civilisation, *la Vendée* fut une faute, tandis que la Grèce a le grand mérite d'être un véhicule de cette civilisation, premier besoin des sociétés humaines. Tout cet appareil religieux est donc superflu dans la cause de la Grèce; elle peut très bien s'en passer, elle trouve tout en elle-même.

3°. L'appel de la religion dans la cause de la Grèce n'a-t-il pas de plus l'inconvénient d'effectuer un retour vers le mélange du spirituel avec le temporel, ce fléau de l'humanité depuis 1500 ans. On dit : Si la Grèce périt, le christianisme périt avec elle dans l'Orient. Fort bien; eh bien! sauvez la Grèce, et avec elle vous sauverez le christianisme; mais

ne dites pas : Sauvons la Grèce pour sauver le christianisme. Ici la Grèce est le principal, et le christianisme l'accessoire : tous deux sont embarqués sur le même vaisseau ; mais on conçoit la Grèce sans christianisme, on s'intéresse, on doit s'intéresser aux descendans de nos instituteurs dans les sciences, dans les arts, indépendamment de leur culte, sans avoir à s'informer s'ils sont du rit latin et sujets de Rome. La Grèce encore païenne parlerait vivement à nos cœurs ; son courage, ses malheurs remueraient jusqu'au fond nos entrailles ; à leur seul titre d'hommes, nous ferions tout pour que les Grecs jouissent du droit qu'ils ont à vivre, à se civiliser, à participer avec nous aux bienfaits de la création. Ici l'invocation de la religion est donc entièrement superflue, le mélange du spirituel avec le temporel a fait trop de mal au monde pour ne pas écarter avec soin tout ce qui peut y ramener. Notre temps commande d'autant plus cette attention, que les menaces d'une nouvelle invasion de ce fléau se réalisent chaque jour davantage. La raison n'assigne à chaque chose tout son prix que lorsqu'elle a sa

place : celle de la religion est dans les temples, et non pas dans les affaires de la terre. Chaque chose a ses lois propres, et doit s'y tenir; celles de la terre doivent se régir dans l'ordre des intérêts humains, celles du ciel dans l'ordre des intérêts religieux ; et cette démarcation conservant à chacun leur caractère propre, prévient toute collision entre elles. L'état de nos lumières nous élève au-dessus de ces peuples qui, par le retard de leur éducation, étant inhabiles à rien expliquer, sont réduits à tout rapporter à la magie et à d'autres causes occultes, supplément de leur ignorance. Renvoyons à nos pères l'astrologie et les *jugemens de Dieu* (1); et dans la direction des choses d'ici bas, ne voyons et ne

---

(1) On renouvelle en Europe, dans l'ordre politique, ce qui se pratiquait au théâtre chez les anciens : dans presque toutes les pièces de théâtre, un dieu était chargé du dénouement, et de tirer l'auteur d'embarras. Cela était dans l'ordre chez des hommes qui fabriquaient eux-mêmes leurs dieux, et dont l'Olympe se confondait avec le Parnasse, peuplé par Homère et par les fictions de la Grèce. On peut ne pas se gêner dans

cherchons que ce que la nature des choses porte avec elle ; tout le reste est inutile à la terre et peut être funeste à la religion. Me serait-il permis de confirmer ces principes généraux par une application directe à la position particulière de la Grèce par rapport à son clergé? En le faisant, je cède à la nécessité, et j'ai besoin, en quelque sorte, de

---

un ordre religieux arrangé de manière à renverser l'ordre de la création et de la dépendance. Dans le paganisme, l'homme créait ses dieux, et les faisait dépendre de lui, au lieu d'en dépendre lui-même ; mais les peuples modernes, voués à un culte qui remet tout à sa place, et qui rend au ciel sa supériorité sur la terre, ne peuvent pas procéder de même. Un Dieu si haut, habitant des tabernacles éternels ; un Dieu dont les cieux et la terre suffisent à peine à contenir le trône, dont le firmament étale la gloire et la puissance; tant de grandeurs réunies se prêtent-elles au mélange continuel avec des intérêts qui rampent sur la surface de cette terre, qui est un des plus petits ouvrages de cet Être immense et infini? Le respect, guidé par le bons sens, ne proscrit-il pas ces rappels quotidiens de l'action de la Providence, dans les affaires humaines, comme voisins de la profanation,

m'excuser à mes propres yeux, car l'admiration et la reconnaissance s'associent avec peine aux défiances et aux précautions. On aime à s'abandonner à qui l'on doit beaucoup, et sûrement la Grèce doit beaucoup à son clergé. S'il est schismatique, ce n'est sûrement pas avec les intérêts de la patrie; et s'il est vrai que les Grecs soient le peuple le

---

et ne commande-t-il pas de les borner au maintien des lois générales, hors des cas assignés par l'autorité établie d'en haut pour en juger? Je voudrais bien savoir à quel titre chacun, dans son intérêt propre, s'avise de déclarer la réalité de cette action de Dieu, et tire, pour ainsi dire, la Divinité à lui. Cette manie a tout infecté, elle a gagné ceux-là mêmes qui, par leur génie, devaient être le plus à l'abri de cette contagion : on en trouve un exemple éclatant dans l'écrit de lord Erskine pour les Grecs. Sûrement c'était un beau génie que celui de lord Erskine; c'était un esprit bien épuré que le sien; il a dû toute son élévation sociale à l'élévation de cet esprit. Eh bien! la première partie de son ouvrage appartient à une mysticité indéfinissable, et semble être sortie du cerveau de M. De Maistre, beaucoup plus que de la puissante tête de l'aigle du barreau anglais.

plus héroïque des temps modernes, il l'est également que le clergé grec est le plus patriotique de tous les clergés, bien supérieur à ce que s'est montré le clergé espagnol lors de l'invasion de 1808; car le clergé grec n'a pour but que le service de la patrie, et n'emploie que les moyens avoués par la raison, au lieu que le clergé espagnol, tout en voulant la liberté contre l'étranger, voulait aussi l'asservissement du peuple à son profit, et le dirigeait par les voies de la superstition et de l'ignorance. La conduite du clergé espagnol depuis 1820 a expliqué ses intentions de 1808. Mais dans le clergé grec tout est pur, but et moyens; chez lui, il faut un autre courage pour affronter les Turcs que pour combattre les Français; d'autres dangers veulent un autre courage. Mais ces hommages si légitimement dus au clergé grec, interdisent-ils tout accès à la prévoyance et toute vue sur l'avenir? Quand il s'agit d'intérêts aussi graves que ceux de la destinée de tout un peuple, quand on a présens à l'esprit les grands exemples de l'histoire, alors n'est-il pas permis; que dis-je? n'est-il

pas commandé par la prudence de ne pas trop grossir un pouvoir dont ensuite le poids peut devenir fort incommode? Le clergé grec est d'un grand poids dans son pays; son influence vient en grande partie de sa supériorité morale sur le peuple qu'il dirige : c'est toujours l'époque du grand pouvoir du prêtre sur les hommes de son culte. Avec le temps, la révolution rétablira le niveau entre eux; cela est dans la nature, car c'est une révolution de civilisation. Dans le moment actuel, il n'y a en Grèce qu'un esprit et qu'une âme : combattre, arriver d'un effort commun au même but; c'est le temps de l'accord. D'ordinaire, celui de la division vient après le triomphe, et s'établit sur les partages. D'après cette vue générale, est-il déplacé de craindre qu'en appelant sans cesse les motifs religieux dans la cause des Grecs, on ne donne au clergé une trop haute idée de son importance, et qu'on ne le dispose à devenir un embarras là même où il a si bien servi; car il est bien évident que la consolidation de la Grèce amènera dans ce pays un ordre de choses très différent de celui que

les circonstances lui ont fait embrasser? La Grèce est engagée dans une voie pénible; il ne s'agit pas de régularité à cette heure, mais de marcher. Quand on sera arrivé, il faudra autre chose; et c'est dans ce moment qu'on retrouvera les influences dont la formation n'aura pas été réglée par la tempérance. Pour bien sentir cette vérité, il suffit de consulter la nature du cœur humain. L'homme aime le pouvoir; il s'attache facilement à ce qui le flatte; il tend à l'accroître, il souffre de sa diminution : les corps sont encore plus sujets à cette inclination que les individus; ceux qui parlent au nom *du Maître de tout* doivent ressentir un penchant inné à être aussi les maîtres. Dans cette disposition inévitable des esprits, n'est-ce pas inviter à s'arroger une domination propre à devenir embarrassante, un clergé nombreux devant lequel on proclame comme guerre de religion, celle dans laquelle il prend une si grande part? Il n'est pas sage de se ménager des motifs de combats dans l'intérieur, à la suite du triomphe qu'on aura obtenu sur l'ennemi du dehors. L'histoire de tous les peuples ne suffit-

elle point pour apprendre combien la résistance de tout clergé est longue, opiniâtre, difficultueuse, et comme impossible à surmonter ? Ceci suffit pour faire pressentir ma pensée ; je n'ai voulu que placer un fanal sur l'écueil. Il en coûte pour mêler quelques ombres à un tableau tout rayonnant de gloire, tel qu'est celui de la conduite tenue par le clergé de la Grèce.

CHAPITRE III.

Vœu de l'Europe dans la cause de la Grèce.

Tout le monde veut, et tout le monde dit. Ainsi parle chaque parti, et en cela il ne fait que rendre ce que le parti dit...; à quatre pas de là un autre parti en dit autant d'une opinion contraire, qui est la sienne, et, de part et d'autre, cela signifie seulement, nous et les nôtres disons et pensons. A quoi donc reconnaître la nature véritable des vœux publics, car il en est de tels; que faire pour les dégager des fausses apparences dont on les entoure trop souvent, pour faire considérer comme tels ce qui, dans la réalité, n'en présente pas le caractère véritable? Quand se fait entendre avec certitude cette voix du peuple qu'on dit être la voix même de Dieu? En quoi consistent les règles de cette appréciation? Il semble que rien ne soit plus facile que de les indiquer. De tout temps, chez

tous les peuples, le témoignage unanime des hommes a passé et a été accepté comme une garantie certaine, comme une preuve irréfragable de la vérité. Rejeter un témoignage de cette nature est déclarer mensongère la conscience du genre humain, et l'on peut attribuer à celle-ci ce que le poëte a dit du soleil :

Solem quis dicere falsum,
Audeat.

Quand les preuves matérielles manquent dans le cours ordinaire de la justice, au défaut du langage des choses, elle s'adresse à la conscience des hommes; elle demande, pèse, apprécie leurs témoignages; elle y cherche les motifs de ses déterminations. La raison humaine a fixé des règles pour ces témoignages, et quand elles sont accomplies, il en sort pour la justice des certitudes équivalentes à celles mêmes des faits, et suffisantes pour le repos de la conscience du juge. C'est surtout dans l'évaluation des voix du grand nombre que ces hautes règles d'appréciation trouvent leur application,

car le nombre exclut, par son étendue, l'idée de séduction et d'intérêt, et la conformité du témoignage entre tant d'hommes séparés de positions et d'intérêts ne peut naître que de l'uniformité sous laquelle une chose leur apparaît et les frappe, ce qui suffit pour constater son existence.

Appliquons ces règles au vœu de l'Europe par rapport à la Grèce, et demandons : 1° ce vœu est-il dans la nature des Européens actuels ? 2° existe-t-il par le fait dans les dispositions connues des Européens ?

3°. Qu'est l'Europe, que sont ses habitans?

La patrie de la civilisation, et en quelque sorte *la grande Grèce du monde*, par les sciences et les arts qui la rendent l'institutrice du reste de l'univers, car surpassée dans l'ordre politique par les États-Unis de l'Amérique, elle leur est encore très supérieure par l'éducation intellectuelle et industrielle. Qu'est l'Europe ? Un vaste théâtre de savoir, d'industrie, de commerce, de littérature, une arène remplie d'athlètes haletant après toutes les acquisitions de la richesse, de la renommée, de l'extension de l'esprit humain, travaillant

en tout sens pour agrandir le domaine des jouissances matérielles ou morales que la nature a livré à l'exploitation des mains de l'homme.

Que sont les habitans d'une contrée formée de pareils élémens? Des êtres aussi sensibles aux jouissances de la vie intellectuelle qu'à celles de la vie physique et matérielle; des êtres parmi lesquels circule une même pensée de perfectionnement de leur espèce, un même vœu pour l'extension de ce bienfait à tout ce qui leur ressemble, un même cri de douleur pour les malheurs qu'ils ressentent. La liberté, l'égalité légale, la fin des sévices dans les gouvernemens, l'établissement du *droit* et d'un ordre certain et régulier, sont évidemment et éminemment le fond de la pensée et du désir des Européens; ils y tiennent à la fois par leur esprit et par leur cœur, on pourrait dire par le fond de leurs entrailles. On en verrait la preuve sans les obstacles que les gouvernemens y opposent; car il est bien évident que, sans ces obstacles, cette réformation sociale, ce grand établissement constitutionnel, le même jour, à la même heure,

d'un commun effort, couvrirait l'Europe et remplacerait tous les régimes violens et irréguliers auxquels elle est encore soumise. L'Europe deviendrait le *pays du droit*, à la place de l'arbitraire, avec la même joie et le même empressement qui se sont manifestés dans les pays qui jusqu'ici ont obtenu quelques modifications à leur ancien état, car aucun ne possède encore pleinement l'établissement *du droit*. Si ces données, comme on n'en peut douter, sont incontestables, comment pourrait-il se faire que l'Europe ne fût vivement portée en faveur de la Grèce? Elle y trouve ce qui est en elle-même, la civilisation, tout ce qui entre dans ses goûts et dans ses affections. Comment supposer qu'elle puisse donner la préférence à la cause des Turcs? Ce serait admettre qu'elle préfère les ténèbres aux lumières, la barbarie à la civilisation, le sang asiatique au plus noble sang de l'Europe, les fils des Omar aux enfans d'Homère et de Sophocle. Rien n'intéresse et ne frappe le cœur de l'homme comme le spectacle du courage dans une cause juste et héroïque. Quelle est celle qui a réuni à un

plus haut degré ces attributs ? Qui a porté plus loin l'héroïsme que les Grecs ? Il semble que ce nom le porte avec lui, à quelque époque qu'il paraisse sur la scène du monde. La cause de la Grèce réunit donc au plus haut degré tout ce qui peut remuer en sa faveur les affections des Européens et lui concilier leurs suffrages. A-t-elle produit cet effet ? Voyez et regardez... Que signifie ce mouvement auquel tout sexe, toute condition, tout âge prennent part ? Quels sont les noms qui se font remarquer en tête de cet élan général, comme les drapeaux qui marchent en avant des armées et qui guident leurs pas ? Quel sentiment fait entendre dans toute l'Europe le même cri d'admiration, de douleur, d'espérance ou d'effroi, suivant la variété des succès dans cette dure lutte ? Qui porte l'Europe à *s'organiser, pour ainsi dire, en comité de secours en faveur de la Grèce ?* Qui peut réunir ainsi, pour le même but, tant d'hommes, séparés d'ailleurs par les lieux qu'ils habitent, par la langue qu'ils parlent, et par les intérêts qu'ils poursuivent sur tout autre objet. On ne peut pas nier, l'*Observateur autrichien lui-*

même ne l'oserait pas, que tel ne soit aujourd'hui le tableau que présente l'Europe relativement à la Grèce. Son vœu à cet égard est donc bien certain : il est même encore plus prononcé en faveur de la Grèce que pour l'Amérique ; et la différence n'est pas sans honneur pour l'Europe, car elle peut ne s'attacher à la dernière qu'en vue des avantages qu'elle lui promet, au lieu qu'elle ne s'attache à la cause des Grecs que par les nobles motifs de l'humanité et du malheur. On peut dire que l'Europe tient à l'Amérique par une chaîne d'or, et à la Grèce par les liens du sang et de l'humanité.

CHAPITRE IV.

Embarras et vues de la diplomatie européenne, relativement à la révolution de la Grèce.

Voici un sujet très compliqué. Je désire le faire bien entendre : pour cela, j'ai à développer la situation politique de l'Europe. Elle est singulièrement embarrassée ; on y voit les pouvoirs alliés sur quelques points, très dissidens sur d'autres, et tout en menaçant quelquefois les autres, se menacer aussi quelquefois entre eux. On y aperçoit des ménagemens forcés, dictés par la crainte de se commettre avec un pouvoir supérieur, gonflé par une multitude de causes, parmi lesquelles l'imprévoyance ne tient pas la moindre place. Là encore se révèle la crainte d'être englobé dans des collisions entre des rivaux qui se surveillent, se suivent

pas à pas, et ne se passent rien. De plus, on se sent enlacé dans les conséquences de principes poussés avec une extrême rigueur, et l'on ne veut point, et avec raison, paraître contraire à soi-même.

Au jour où il fut proclamé que *le signe révolutionnaire avait apparu du côté de l'Orient*, au jour où il fut dit que *les machinations qui avaient bouleversé l'Occident, en se renouvelant dans l'Orient, pouvaient amener des résultats incalculables* (1), par ces seuls mots, la part de la Sainte-Alliance dans l'affaire de la Grèce se trouva toute faite. Il fut clair que la Grèce n'avait à attendre, de la part des pouvoirs dont émanaient ces paroles, ni appui ni intérêt, et que bien lui en prendrait, si elle en était quitte pour des dégoûts, pour des tracasseries, et pour tous les signes de malveillance qui se lisent inscrits dans le code de la force, à l'égard de la faiblesse qui déplaît, et à laquelle la force croit faire grâce en ne la punissant pas des

(1) Paroles du Congrès de Laybach.

contrariétés qu'elle lui fait éprouver. On devait, de plus, compter qu'il ne manquerait pas contre la Grèce, auprès de la Sainte-Alliance, d'excitations semblables à celles dont Naples et l'Espagne avaient été les objets. Pour savoir ce qui serait fait pour la Grèce, il ne fallait que voir comment avait été traitée la pacifique révolution de Naples, et comment l'abandon si généreux de son parlement à l'égard du Roi avait été récompensé. Ce n'était pas en empêchant à Naples et à Madrid l'établissement d'institutions régulières, qu'on pouvait se montrer disposé à les favoriser en Grèce. Et comment supposer que ceux qui hésitent ou reculent devant la reconnaissance de l'Amérique, dont la révolution a pris un caractère de solidité si prononcé, et qui déjà repose à l'ombre de ses lauriers, et des drapeaux arrachés à des ennemis vaincus, impuissans, relégués au-delà des mers, incapables de remettre le pied sur un sol où ils ne leur reste pas un pouce de terre; comment, dis-je, supposer que les pouvoirs si timorés dans une cause finie, courraient d'un pas dégagé à l'entrée de la lutte

qui s'établissait entre la Grèce et la Turquie? Cela ne paraissait pas assez réfléchi.

On a beaucoup reproché à la cour de Rome son apparente insensibilité à l'égard des Grecs, comme membres de la famille chrétienne; mais cette cour eût-elle été libre de suivre l'impulsion qui l'eût portée vers ses frères en christianisme? Placée comme elle l'est dans la sphère de la prépotence qui régente l'Italie, lui est-il loisible de sortir du cercle dans lequel elle est enfermée avec les autres états de cette contrée? Sans doute Rome se fut beaucoup honorée en franchissant cette barrière; mais l'héroïsme n'est pas de rigueur pour Rome moderne, et l'aigle ne plane plus sur le Capitole. Quoi qu'il en soit de cet incident local, il n'est pas moins vrai que la Grèce, incriminée de *révolution*, de provenir d'une source révolutionnaire, de menacer l'Orient de résultats révolutionnaires, a dû trouver auprès de la Sainte-Alliance les dispositions qu'étaient dans le cas de produire chez elle l'origine et les effets d'une révolution envisagée sous ce point de vue. Dès lors, elle n'a dû rencontrer que dé-

fiances et éloignement. Dans quelques lieux, on a été plus loin; car aux démonstrations d'une vive et âcre inimitié, s'est joint une partialité envenimée contre les Grecs : presque partout, pendant long-temps, tout a été obstacle à la manifestation d'un sentiment en faveur des Grecs, à l'émission des secours, au passage vers leur patrie. Depuis combien de temps des procédés moins hostiles ont-ils acquis de la publicité et de la facilité? L'Europe n'a-t-elle pas retenti long-temps de réclamations contre les convois accordés aux Turcs navigant de conserve avec eux, et contre les militaires qui guidaient leurs bataillons, et suppléaient à leur ignorance dans la tactique guerrière; il y a là quelques vilaines pages à arracher de l'histoire de nos jours.

Le principe d'animadversion contre la Grèce une fois posé d'un commun accord, les germes de division politique qui existent dans la contexture des pouvoirs européens, ont repris leur action d'après leur nature propre; ces pouvoirs haïssent bien en commun, mais ils n'aiment pas de même. Ici a paru, pour

la première fois depuis le congrès de Vienne, qui en est l'auteur, toute la défectuosité de la constitution politique de l'Europe; elle provient principalement de la disproportion de la puissance russe avec toutes les autres, et du mauvais arrangement adopté pour la Prusse. Ceux qui se trouvent placés dans le redoutable voisinage de la Russie, et qui se voient menacés de ses premiers coups, sont sans cesse aux aguets de tout ce qui peut accroître ce pouvoir exorbitant, ou les commettre avec lui : tel est l'état de la Prusse et de l'Autriche, auxquelles le voisinage de la Russie ne permet plus le sommeil, encore moins à la dernière qu'à l'autre. L'Autriche a l'instinct de ses dangers; ils sont et dans sa position géographique, et dans l'étendue même de son pouvoir; car plus capable d'opposition que ne l'est la Prusse, elle doit présenter à la Russie plus d'apparence de rivalité, et rivalité est en politique synonyme d'inimitié : la Prusse n'étant qu'au second rang des obstacles, par là même ne doit être qu'au second rang de la malveillance; l'Autriche est l'avant-mur de l'Europe contre la

Russie, et son intérêt personnel se confond avec celui de l'Europe dans son opposition avec elle. On peut croire que cette vérité est aussi bien comprise à Pétersbourg qu'à Vienne même. La révolution de la Grèce exposant l'Autriche à des collisions avec la Russie, a donc dû lui être très odieuse à ce seul titre. Dès qu'elle éclata, un cri général appela la Russie au mouvement. L'affaire des principautés s'engagea; la Russie se montra, quoique faiblement, et cette simple apparition remplit Vienne de terreur et d'animadversion contre la Grèce. De plus, la Russie étant coréligionnaire avec la Grèce, et les deux pays étant saturés d'influence ecclésiastique, l'Autriche voit dans cette conformité religieuse un acheminement à la conformité politique, un attrait de la Grèce vers la Russie, et un principe d'affaiblissement pour elle-même, par ce surcroît de puissance apporté à la Russie. On a commis la faute de rappeler souvent cette *coréligiosité*, et d'en faire un motif déterminant pour la Russie de prendre les armes contre les Turcs : rien ne pouvait être plus maladroit, ni plus con-

traire au but que l'on se proposait. Le premier mouvement guerrier de la part de la Russie appelait l'Autriche sur le champ de bataille, ce qui est ce qu'elle craint le plus : elle donnerait *dix Grèces* pour le maintien de la paix avec la Russie ; elle avait donc en horreur tout ce qui était capable de la faire sortir de cet état pacifique qui est le gage de sa sûreté, et c'était dans la révolution de la Grèce qu'elle voyait ce qui devait le troubler (1). Voilà, ce me semble, l'explication la plus naturelle ou la moins improbable, de

(1) Les inductions tirées de cette coréligiosité sont une suite de la disposition habituelle à mêler le spirituel avec le temporel ; c'est une désastreuse manie, et dans laquelle il semble que l'on tende à s'enfoncer tous les jours davantage. Les anciens, plus heureux que nous, en ont été exempts : chez eux, les affaires de l'état ne se réglaient point par celles du culte ; on n'était pas allié ou ennemi comme coréligionnaire, mais comme participant aux mêmes intérêts. Le christianisme et l'alcoran ont établi une incompatibilité entre l'Europe et l'Asie ; les dieux mâles du Capitole ne tinrent pas Rome éloignée des lieux où régnaient les dieux amollis de l'Asie. Rome n'avait pas

la conduite de l'Autriche. Mais il y a plus : la distribution des pouvoirs européens est telle, que désormais toute guerre en Europe sera générale : c'est une vérité élémentaire dont il est défendu aux hommes d'état de détourner les yeux ; car ces pouvoirs ne peuvent plus assurer leur conservation particulière que par la conservation générale. Le déplacement de l'un amènerait le déplacement de tous les autres, comme on voit dans les corps qui sont choqués, le mouvement se commu-

---

voué une haine implacable à l'Égypte, en raison de la multitude ridicule, ou plutôt de la populace de divinités qui dégradaient ses temples. Quelle relations dans l'ordre moral et politique peut établir ou empêcher, entre les hommes, la ressemblance ou la différence de quelques articles de symbole religieux, ou de quelques rites du même ordre? en quoi cela touche-t-il aux choses de la terre, leur sert-il ou leur préjudicie-t-il? D'une part, voyez les États-Unis : trente cultes y vivent dans le plus parfait rapprochement d'intérêts et d'affections mutuelles. De l'autre, voyez ce qu'a produit la séparation des cultes, et l'introduction du spirituel dans le temporel : la domination sacerdotale dans l'état, ou la

niquer du premier au dernier : tous interviendront donc dans toute querelle. Il règne aujourd'hui en Europe une loi d'union et de coalition tacite, résultant du besoin de la conservation mutuelle : ainsi ni l'Angleterre ni la France ne souffriraient une attaque contre la Suède ou contre la Prusse. Si la Russie attaquait, l'Autriche défendrait ; si le rôle d'assaillant était du côté de l'Autriche, on verrait la Russie prendre celui de défenseur. Mais, dans l'état général de surveillance

---

domination du pouvoir civil sur le sacerdoce, suivant qu'il y a plus de foi que d'ambition, ou plus d'ambition que de foi, témoins Henri VIII et le czar Pierre. Ailleurs, on a fait dépendre l'état de la religion; aussi y a-t-il eu des combats perpétuels entre les deux pouvoirs; ces deux princes ont tranché les difficultés en soumettant la religion aux chefs de l'état. Les successeurs ont trouvé la chose fort commode, et à ce titre, ils l'ont maintenue comme firent les empereurs à Constantinople. Ils furent d'abord fort effarouchés de la scission avec Rome, mais ils ne tardèrent pas à s'accommoder d'un patriarche qui était sous leur main, plus que d'un pape qui en était loin.

des pouvoirs européens les uns par les autres, qui paraît au premier rang ? N'hésitons pas à le dire, la puissante Angleterre. Quel est l'objet principal de sa surveillance? la Russie. Elle possède au plus haut degré tout ce qu'il faut pour remplir efficacement ce protectorat. Voyez sa séparation du continent, qui la met à l'abri des coups de tout ennemi, et qui lui permet d'unir dans son action la virilité et l'indépendance. Qu'elle est bien mieux située pour s'opposer à la Russie, que ne l'est l'Autriche, contenue par les dangers du contact de ses frontières avec celles de la Russie ! Aussi l'Angleterre forme-t-elle le pivot sur lequel porte et s'appuie la politique du continent, dès que la Russie veut entrer en jeu : c'est ce que l'on vient de voir. L'Angleterre et l'Autriche, également pénétrées de la nécessité du maintien de la paix et de la conservation de l'ordre établi aux congrès de Vienne et d'Aix-la-Chapelle, ont réuni leurs efforts pour arrêter le bras de la Russie levé sur la Turquie, et pour engager celle-ci à cesser de provoquer les coups de son puissant ennemi. On ne peut douter que la France

et la Prusse n'aient uni leur action secondaire à celle de ces premiers acteurs; c'est ce qui a paru avec évidence dans le but des négociations relatives aux principautés, ainsi que dans l'allégresse qui a éclaté à Paris comme à Vienne, à la nouvelle de leur résultat pacifique; car chaque soldat russe rentrant dans ses casernes, dispense autant de soldats autrichiens, français et allemands de sortir des leurs, et autant de vaisseaux anglais de lever l'ancre, et de cingler vers la Baltique et Odessa.

La mission de lord Wellington n'avait pas et ne pouvait pas avoir un autre objet : les Grecs n'y entraient pour rien, au moins directement. Il y a paru dans la réponse de lord Liverpool aux interpellations qui, dans la Chambre des Pairs d'Angleterre, lui ont été adressées, sur les projets de l'Angleterre relativement à la Grèce : une dénégation positive de participation à sa cause a été formellement articulée par le ministre, et avec elle, il a proclamé la similitude du système anglais avec celui des systèmes français, prussien, autrichien, de ne pas s'occuper

directement de la cause de la Grèce, et de tout rapporter au maintien de la paix. Dès long-temps ce résultat était évident, et il l'était aussi que ceux qui en attendaient un autre n'y avaient pas regardé d'assez près.

Par ce qui vient d'être exposé, on voit que si les puissances sont alliées contre les révolutions, elles vivent en défiances continuelles entre elles pour leurs frontières; on voit dans l'ordre politique, qu'unies pour le maintien du pouvoir sur les peuples, elles sont divisées sur la conservation de leur fortune personnelle, et que, liguées contre les tribunes, elles sont divisées sur les degrés de leur pouvoir politique. Il résulte de cette complication une action double, une attitude équivoque et contrainte qui fausse l'allure de la politique continentale : il ne peut plus s'y trouver rien de franc ni de correctement dessiné. Passons à un autre objet.

On a beaucoup invoqué une intervention armée de la part de l'Europe en faveur de la Grèce. Hélas ! elle eût épargné de grands malheurs; elle entrait bien avant dans nos vœux. Mais ici, comme en tout, n'y a-t-il

pas des règles dont il n'est jamais permis de s'écarter? Je m'explique. Le droit est le même pour tous : le crime lui-même n'en dispense pas à l'égard de celui qui l'a commis; la diversité de religion ne l'annule pas. Nous sommes loin des temps fanatiques et ténébreux qui admettaient le manque de foi aux hérétiques. Si la diversité de religion annulait le droit, la moitié du monde tuerait l'autre. Les Turcs suivent un culte détestable; leurs mœurs ne valent pas mieux que lui, car elles en proviennent en grande partie : mais le droit n'a trait ni à l'un ni aux autres; les Turcs sont compris, comme tous les autres peuples, dans les règles de la sociabilité générale et du droit des gens. Or le droit veut que, lorsque les relations ordinaires d'amitié ne sont pas troublées par un grief direct imputable à juste titre, et qui ne peut être réparé que par la force, seule cause légitime de guerre, tout dommage, toute intervention dans les affaires particulières soit interdite. Ce principe est inviolable en lui-même, quelle que puisse être son application : il est la sauvegarde des sociétés;

et quoique son observation puisse comporter de grands désagrémens, cependant le respecter est si nécessaire au repos général des sociétés, que, sous aucun prétexte, il ne peut y être dérogé. Sa rigide observation peut entraîner des sacrificés : qu'ils soient pénibles, cela se conçoit; mais le plus cruel de tous les sacrifices serait l'ébranlement des colonnes qui soutiennent la sociabilité, et ces colonnes sont les principes et le droit.... Sûrement c'est un fort grand malheur, un douloureux spectacle, que celui de l'abandon prolongé de la Grèce par l'Europe; sûrement celle-ci eût obtenu beaucoup de suffrages par une autre conduite; mais, à travers les cris d'approbation, n'eût-on pas entendu les plaintes du droit, élevant aussi la voix et demandant si la puissance ottomane n'était pas reconnue par toutes les cours de l'Europe, si les ministres européens n'étaient pas accrédités à Constantinople; si les lois des nations n'étaient pas en vigueur entre la Turquie et l'Europe; si l'ébranlement de l'Europe en faveur de la Grèce ne légitimait pas celui de l'Asie en faveur de la Turquie? Que répondre

de plausible à une pareille argumentation? Les Turcs, tout barbares qu'ils sont, cependant sont rarement agresseurs; ils ne sont pas politiquement cupides, ils tiennent à l'observation des traités et à la conservation de ce qu'ils possèdent. Depuis long-temps, chefs d'un empire quiétiste, les sultans satisfont un orgueil sans danger, en datant leurs actes *de l'étrier impérial* : cette formule était réelle et redoutable au temps des *Mahomet*, des *Soliman*; elle a perdu ses dangers au sein de la mollesse asiatique, dans laquelle maîtres et sujets se sont également endormis. Aujourd'hui tout sommeille en Turquie, et le réveil est ce qui lui coûterait le plus.

Ajoutons, comment l'Europe aurait-elle franchi, à l'égard de la Turquie, les principes de la légitimité dont elle s'est imposé les liens? A ses yeux, les Grecs sont des sujets, et quand on n'a pu souffrir de simples constitutionnels à Madrid et à Naples, comment soutenir des rebelles armés à Athènes et à Sparte? Ces noms même, ces noms entourés de si grands souvenirs républicains, couronnés de la plus brillante auréole qui ait décoré

la liberté, sont plus effrayans qu'attirans pour les gouvernemens européens. L'amour des monumens et des marbres de la Grèce ne conduit pas nécessairement à celui des institutions en Grèce : il faut être conséquent et d'accord avec soi-même, et cette nécessité plaçait forcément les puissances européennes hors de cause, dans l'affaire de la Grèce, sous les rapports politiques. Nous dirons bientôt quel droit les y rappelait. Pour le moment, et ne considérant que le *droit* en général, nous n'avons pu nous dispenser de rappeler les principes. Sans doute le cœur et l'esprit suffisent à peine à ressentir et à rendre tout ce que renferme la cause de la Grèce, mais, quelque touchante qu'elle soit, elle ne dispense pas du droit. Pour être et rester le *bien*, le bien luimême doit être bien fait, c'est-à-dire d'après les règles. Dans l'ordre moral, la conservation de la vie elle-même est placée au-dessous de la violation de la vérité; tout intérêt politique l'est également au-dessous de la transgression de la justice. Avec des principes contraires, en voulant sauver un peuple, on peut prêter à en perdre dix.

Après tout ce qui s'est passé en Europe depuis un quart de siècle, on ne peut trop insister sur ces principes : le relâchement de la morale appliquée à la politique exige, pour la correction, le rigorisme le plus strict. Les interventions ont été multipliées; les sermens, les promesses ont été comme jetées aux vents. On s'est fait, au moyen de la force, l'application de la dispense de beaucoup d'obligations : comme au temps de Louis XIV, qui se croyait investi du droit de reconnaître et de méconnaître alternativement le roi Guillaume et ses héritiers, suivant qu'il les trouvait favorables ou contraires à ses vues, on a vu méconnaître les gouvernemens que l'on avait reconnus, avec lesquels on entretenait les relations habituelles qui lient les gouvernemens entre eux.

Voilà assez de désordres pour autoriser la demande du retour à l'observation rigide des principes de l'ordre social, car c'est de lui qu'il s'agit ici, et non pas seulement d'un membre de la société humaine.

Nous livrons avec confiance ces observations aux esprits sains, dégagés de préjugés

et affermis dans l'amour des principes ; ils savent qu'à la longue ils sont le fond de la vie des sociétés, et que ceux qui prétendent les mener par des écarts de ces mêmes principes, ou par des coups d'état, à la longue finissent par trouver qu'il y a à décompter.

CHAPITRE V.

A quel titre l'Europe doit-elle intervenir dans la cause de la Grèce?

A titre d'humanité. Proclamons-le, disons-le sans crainte comme sans cesse : sachons sortir des champs de l'aride politique, pour rentrer dans les domaines de l'humanité, pour substituer à des calculs, des affections qui sont un baume rafraîchissant pour le cœur de l'homme. Si nous n'avons pas reculé devant la défense politique des Turcs, d'après les règles du droit, nous ne nous montrerons pas plus timides dans la réclamation du respect dû à l'humanité. C'est toujours par principes que nous procéderons. Il est des devoirs primitifs qui dominent tous les autres; il est des alliés dont on ne peut pas vouloir : les hommes policés ne peuvent pas être les associés des

bêtes féroces. Quand on veut se servir de celles-ci, on commence par les enchaîner, ou par leur enlever les moyens de nuire. Il y a quelque chose de la participation à l'acte que l'on n'empêche pas lorsqu'on en a le pouvoir. *Non aluisti, ergo occidisti*, a dit saint Ambroise au riche impitoyable à l'égard de l'indigent; pour amollir ses entrailles, il a cru devoir aller jusqu'à prêter des anathèmes et de l'exagération à la charité même ! D'après cela, que croit-on qu'il dirait à ceux qui, réunissant tous les pouvoirs nécessaires pour arrêter le bras qui frappe, mutile et déchire des populations entières, se renferment dans l'allégation des intérêts dits d'état, sujets à mille modifications, pour maintenir et continuer leur société avec les exécuteurs de ces forfaits. Dans le monde, l'honneur sépare sans rémission et sans délai d'avec l'homme qui descend à une action basse et vile. L'honneur s'indigne du contact avec la bassesse. Que doit-ce être de la tolérance, du rapprochement avec la barbarie? Depuis 1789, l'Europe a retenti de cris et d'appels aux

armes contre la révolution française, qui du moins jusqu'au 10 août 1792, malgré quelques scènes cruelles, n'était pas reprochable dans l'ordre général de l'humanité: jusque-là elle habitait encore la région des théories, et les gladiateurs n'avaient pas encore envahi la scène. En 1792, l'apparition d'une simple réformation politique ébranla l'Europe entière et la précipita sur les champs de bataille, qu'elle ne devait plus quitter de long-temps. En 1822 et 1823, il a fallu extirper par le fer et par le feu les révolutions de Naples et de Madrid, bornées à l'établissement de l'ordre constitutionnel. On ne dormait plus dans leur voisinage! Comparez tout ce mouvement, tout ce fracas avec la quiétiste observation à laquelle on s'est rangé à l'égard de ce qui se passe en Turquie, par rapport aux scènes affreuses dont la Grèce est le théâtre.

En 1798, *Burke*, dans ses *Lettres sur la paix avec le directoire*, établit en principe que la paix ne peut être faite avec un gouvernement *cannibale par principe*. Avec quels applaudissemens cette doctrine ne fut-elle

pas accueillie par ceux-là mêmes qui aujourd'hui assistent si froidement à l'extermination de la Grèce. Burke exagérait; il était ainsi fait : l'enflure corrompait son talent. Quelque reprochable que fût encore la sociabilité française à l'époque du directoire, cependant à quelle distance n'était-elle pas de la barbarie qui forme le fonds des mœurs turques. Les excès en France n'ont été qu'accidentels et partiels, ouvrage de quelques-uns, horreur de presque tous, punis par eux dans leurs coupables auteurs : rien de pareil existe-t-il en Turquie? La masse est assassine, massacrante, les excès sont dans les mœurs, commis sans remords et restant sans vengeurs. Burke établit fort bien qu'on ne peut être en paix avec ce qui est hors de l'humanité par système de mœurs; cela veut dire : *avant tout respect à l'humanité; la politique après elle.* Or l'anathème ne trouve-t-il pas sa complète application dans ces abominables et innombrables excès auxquels les Turcs se sont abandonnés par système de mœurs et de politique habituelle à l'égard de la Grèce. Sang des Grecs répandu par torrens sous mille formes

hideuses, bûchers sur lesquels ont expiré étendus côte à côte les pontifes et les vestales saintes, mêlant ensemble les cendres de la vieillesse et de l'innocence, de tout ce qu'il y a de plus vénérable et de plus aimable parmi les hommes; ruines de Scio, d'Ypsara, champs dévastés du Péloponnèse, murs de Missolonghi rendus sacrés par l'héroïsme de vos défenseurs, vous que le fer et la flamme ont bien pu effacer du sol que vous honoriez, mais que l'histoire relèvera pour les placer à côté de ceux d'Ilium et de Sagunte, vous êtes là pour attester si les Grecs ont eu à combattre des humains ou des tigres, si l'humanité n'était pas éteinte chez vos impitoyables ennemis... Vous deviez faire plus, car, à cet horrible aspect, un mur de séparation devait s'élever entre l'Europe civilisée et la Turquie sauvage; un ordre impérieux devait partir de l'Europe pour faire rentrer ces barbares dans les voies de l'humanité : libre ensuite à eux de poursuivre leur querelle par tous les moyens reçus partout où il y a des êtres revêtus du caractère sacré de l'humanité, mais interdiction absolue de ces horribles sévices

qui dégradent ceux qui les commettent, qui torturent ceux sur lesquels ils tombent, et dont l'aspect prolongé peut corrompre en les endurcissant, en les familiarisant avec un spectacle qui ne devrait jamais être mis sous leurs yeux, ceux qui en sont les témoins. On ne voit pas que, contre l'intention de la justice, les hommes reviennent meilleurs du spectacle qu'offrent les échafauds au sein de nos paisibles cités.

Tel était le rôle que tout commandait à l'Europe; si elle n'avait aucun droit à exercer à l'égard de la Turquie, au titre de la politique, à celui de l'humanité, elle avait tous ceux qui se trouvent compris dans cet attribut primitif de l'homme. Ces droits s'étendaient jusqu'à l'autoriser à présenter à la Turquie l'alternative de la guerre ou de la cessation de ces atrocités.... Si je ne me trompe, la ligne de démarcation entre les deux droits était là. Que penser, quand, d'un côté, on voit couler à fond un mistic grec, parce qu'il ne navigue pas de conserve avec une escadre; et quand, de l'autre, on n'aperçoit pas de la part de qui en a bien le pouvoir

un seul mouvement pour arrêter et fermer à jamais les cataractes de sang qui inondent la Grèce, et les tombeaux qui engloutissent pêle mêle ses habitans... Je me sens affermi dans mon jugement, par le mouvement qui s'est manifesté en Europe : je me tiens fort avec un pareil appui. Eh bien! de quel côté s'est porté ce mouvement? est-ce du côté de la politique ou bien de celui de l'humanité? L'Europe a-t-elle demandé à qui resteraient la Moldavie et la Valachie? qui gagnerait ou qui perdrait quelques portions de territoire? Non ; un instinct plus sûr, émané du fond toujours subsistant de l'humanité, l'a guidée, et lui a fait tourner son attention vers les épouvantables scènes qui souillent la Grèce. Avant de demander qu'elle triomphât, l'Europe demandait qu'elle vécût ; elle ambitionnait moins des couronnes pour la Grèce que des sauvegardes ; avant tout, elle voulait détourner le glaive qui la moissonnait. L'attendrissement, la douce pitié redoublaient l'admiration ; et les angoisses qui se sont manifestées partout, pendant la longue mais glorieuse agonie de Missolonghi, ont placé dans le jour le plus

éclatant le fond de la pensée de l'Europe. Ceci était au nombre de ces causes que la loi protectrice des bonnes mœurs appelle *honestatis publicæ*. Il est vrai, c'était une cause d'honnêteté publique, c'est-à-dire une de ces causes compliquées, à la fois au-dessus et en dehors des lois positives, qui se décident plus par les mœurs et par le sentiment que par des prescriptions légales inscrites dans des codes, et par là même sujettes à l'erreur, tandis que ce qui émane des sentimens et de l'instinct de l'humanité est sûr, et ne peut égarer... Cette loi d'honnêteté publique ne lie pas seulement les particuliers; plus qu'eux encore les états y sont assujettis, car ils ont une plus vaste responsabilité; ils sont plus dans le domaine de la publicité et de l'opinion que les individus, qui ont tant de moyens de s'y soustraire, tandis que les gouvernemens ne peuvent jamais déserter la scène... C'est sur ces principes que les gouvernemens auraient dû se régler dans leurs relations avec le pacha d'Égypte, et dans les facilités accordées aux Turcs pour s'armer chez eux... Il y avait ici des distinctions essentielles à faire...

Il faut considérer le temps et le but.... En temps ordinaire, avec les procédés ordinaires dans les sociétés civilisées, initier les Africains aux arts de l'Europe, est un acte irréprochable, favorable même à la civilisation sous quelques rapports; car une réformation sur un point ne va pas sans une autre sur un autre point, et ouvrir l'esprit des hommes à une science, est les mettre sur la voie de beaucoup d'autres; car c'est la même famille, tout s'y enchaîne, et l'une mène à l'autre; dans cet ordre, on est conduit à acquérir de nouveau pour conserver ce qui est déjà acquis. Ainsi, les liaisons avec le pacha d'Égypte pouvaient procurer la rupture d'un des anneaux de cette longue chaîne de barbarie qui couvre et enserre l'Afrique et l'Orient : sous ce rapport, se lier avec ce barbare devenant un néophyte de la civilisation, présentait quelque chose d'élevé et d'étendu dans les vues. Un Français pouvait sourire à l'idée de voir des mains françaises achever en Égypte l'ébauche de civilisation qu'avaient tentée naguère dans cette contrée d'autres Français; et comme les rappels de l'histoire

ne sont pas interdits, j'ajouterai ici que le petit-fils de Saint-Louis contribuant à civiliser l'Égypte, me plaît davantage et me paraît plus utile au monde que son aïeul allant, en obéissant à l'esprit de son temps et à la voix d'un légat, perdre sa liberté et une partie de l'élite de ses sujets, dans la folle entreprise de détrôner un soudan qui ne lui avait rien fait, et dont tout le crime était de n'être pas baptisé, ce que l'on ne peut admettre parmi les causes qui légitiment la guerre. Les croisades ont été d'affreuses violations du droit des nations : c'est là leur premier tort, et le plus grave. Mais il fallait s'arrêter là. Au jour où il fut connu que l'éducation militaire importée en Égypte allait être tournée contre les Grecs et mise au service d'hommes étrangers à la civilisation, au jour où il fut démontré, d'après les mœurs communes des Africains et des Turcs, que la dévastation, l'égorgement, et toutes les atrocités familières à ces hommes seraient la suite infaillible d'une coopération propre à donner de l'ascendant à la Turquie sur la Grèce, et à prolonger une guerre qui est un fléau pour

l'humanité; ce jour, dis-je, donna naissance à d'autres devoirs; ce jour, les gouvernemens durent employer ce qu'ils possédaient de pouvoir sur les instituteurs des Africains pour leur faire abandonner cette école meurtrière : ceux-ci devaient, au nom de l'honneur et de l'Europe, être sommés d'interrompre des leçons dont le résultat était destiné à devenir si funeste à l'humanité. Les chantiers, les ports, les arsenaux devaient être refusés aux entrepreneurs égyptiens; les pavillons européens devaient être tenus séparés de celui de la Turquie, avec les mêmes précautions que commande le danger des communications avec les pestiférés. Alors les murmures de la conscience du genre humain eussent été apaisés, ou ne se seraient pas élevés, au grand détriment des gouvernemens; il est permis de le dire, et les cris élancés d'un bout à l'autre de l'Europe contre une espèce de fraternité d'armes mal vernissée du nom de neutralité, ne les eussent pas assaillis de toute part, en laissant des impressions fâcheuses dans les esprits, et de mauvaises pages dans l'histoire du temps. En vain dira-t-

on que la neutralité permet aux deux partis de se pourvoir également partout : cela est devenu vrai par le fait, et ne l'a pas toujours été : je doute même qu'aujourd'hui on laissât construire à Trieste pour la Grèce. Mais ici ce n'était pas seulement au principe de la neutralité qu'il fallait regarder, mais à la différence des effets de son application : entre ennemis égaux en civilisation, elle serait irréprochable ; mais entre des ennemis dont l'un est civilisé et l'autre barbare, la neutralité perd son égalité, car elle ne tend plus au même résultat. En effet, la neutralité qui favorise le barbare coopère avec la barbarie contre la civilisation. Dites, comment être censé simplement neutre, en ouvrant également ses magasins aux Américains du Nord, si distingués par leur humanité, et aux Sauvages du Canada, qui boivent dans le crâne de leurs ennemis, qui se parent de leur chevelure, et qui font quelquefois servir leurs membres à leurs affreux festins ? Dans ce cas, la neutralité n'est qu'un voile à l'usage de la politique, mais un voile incapable de couvrir les blessures faites à l'humanité ; celles-ci sont

imputables à cette politique au cœur d'airain, car elles sont tellement la conséquence de cette neutralité supposée, qu'elles ne peuvent en être séparées. Quand François Ier et Louis XIV attiraient en Hongrie les Turcs, suivis par l'extermination des hommes et par la destruction du christianisme, l'Europe se soulevait contre eux et à bon droit; car ils ne pouvaient pas se dissimuler à eux-mêmes les conséquences de cet appel; ils savaient que les Turcs portent partout ces fléaux avec eux: ils sont inséparables de cette race ennemie de tout ce qui a vie et existence quelconque. La politique ne suffisait pas pour excuser ces princes, car l'humanité et la religion passaient avant la supériorité relative de François sur Charles-Quint, comme avant celle de Louis sur Léopold. Combien les laissait loin derrière lui le généreux Sobieski, marchant droit à Vienne pour arrêter ces terribles destructeurs, en bravant l'ingratitude de Léopold. Ces monarques français n'avaient pas l'excuse de Richelieu, écrasant d'une main le protestantisme en France, et de l'autre soutenant le grand Gustave, chef de la ligue protestante, parce qu'il y

avait parité de civilisation et de procédés entre les catholiques et les protestans. Qu'elle est faible cette excuse derrière laquelle on se retranche et l'on se croit à l'abri de tout reproche, qu'une main secourable a été tendue aux victimes, et qu'on en a sauvé beaucoup! Je ne doute ni de la réalité du secours ni de l'empressement que l'on a mis à l'offrir; mais le devoir n'était pas borné à sauver des victimes, mais à faire qu'il n'y en eût pas au-delà de celles que comporte l'état ordinaire de la guerre. Hors de là, *lapides clamabunt*. Montesquieu a dit que le plus glorieux traité qui décore les pages de l'histoire est celui de Gelon avec Carthage : le vainqueur ne mit à la victoire d'autre prix que l'obligation de cesser les sacrifices humains. Gelon était païen. L'Europe s'est beaucoup honorée dans ces derniers temps par l'abolition de la traite des Noirs; mais elle est restée à moitié chemin dans la glorieuse carrière de l'humanité, en n'étendant pas sa sollicitude aux affreuses misères qui assiégent la Grèce.

CHAPITRE VI.

Plans relatifs à la Grèce : système actuel à son égard.

Il a été établi, dans un chapitre précédent, que la politique européenne avait deux objets principaux : 1° le maintien de la paix générale; 2° la crainte de la Russie. Tout ce qui peut troubler la première et mettre la seconde en mouvement est donc en tête de la sollicitude des gouvernemens.

Pour le moment, bornons-nous à indiquer les ébauches de plans qui ont circulé sur l'emploi à faire de la Grèce émancipée. Il faut en convenir, la diplomatie européenne s'est peu illustrée dans cette occasion; elle n'a montré aucune élévation dans les vues, aucune prévoyance de l'avenir; elle a eu l'air de ne pas soupçonner la magnificence du don que le ciel lui faisait avec la révolu-

tion de la Grèce. C'est rabaisser beaucoup l'art de gouverner, que de le borner à l'entretien du mouvement journalier de l'état, à l'observance de certaines formes et au maintien de ce qui existe. Toute main, ou guère s'en faut, est propre à cet emploi secondaire : réduit à cette allure, le gouvernement des états n'est plus qu'un métier tout comme un autre. L'art veut autre chose, et marque la différence entre les hommes, classe les Richelieu et les Castelreagh, les Frédéric et les Léopold... Dans l'affaire de la Grèce, le triomphe de la routine a été complet; on n'a entendu parler que de hospodorats, que de sections du territoire grec, comme s'il était déjà trop étendu; de souveraineté turque tempérée par un protectorat européen, par les garanties des puissances environnantes, et dix autres misères semblables. L'ensemble de la question a été mis en oubli; comme d'un accord commun, tout ce qu'elle présente de grand, d'afférent aux intérêts les plus sensibles de l'Europe, a été négligé ou n'a pas été aperçu; en un mot, après s'être beaucoup demandé *que ferons-*

nous de la Grèce, on est revenu, ou plutôt on est retombé au point de dire, *laissons-la faire*; effort de génie qui n'a pas dû fatiguer beaucoup les auteurs de cette héroïque résolution. Voilà donc le point précis auquel la diplomatie européenne s'est fixée : attendre, voir venir, assister au combat entre les Turcs et les Grecs, heureux si les premiers ne sont secondés que par des vœux secrets... Mais ceci n'est que la première branche du système; la seconde est la formation d'une barrière contre la Russie, du côté du midi oriental de l'Europe. Dans cette partie, l'Europe est comme à nu, sans défenses, sans remparts; la grande puissance russe, par la force des choses, se portera vers les provinces méridionales de cet empire. Il n'a plus rien à faire du côté du nord : l'acquisition de la Finlande lui a donné dans cette direction son complément long-temps cherché; il n'a pas la faculté de s'étendre du côté de l'Allemagne, où se trouverait un point très résistant; son action se dirigera donc vers le midi, favorisée par le climat, appelée par les plus heureuses situations maritimes et commer-

ciales. Cet avenir de la Russie est de l'évidence la plus frappante; mais celle des dangers de cet avenir ne l'est pas moins. Les Turcs sont seuls en présence de la Russie dans cette partie de l'Europe; barrière fragile et bien disproportionnée avec le poids immense qu'elle doit supporter. La Turquie jouit, il est vrai, d'admirables avantages de position : le Danube au cours large, aux rivages malsains, meurtriers même pour une armée campée dans leur voisinage, bordé d'une ligne de forteresses, la mer Noire, les montagnes qui coupent en tous sens le sol de l'Asie-Mineure, le *balcan* protecteur des avenues de Constantinople et de la Macédoine, avec tout autre peuple que les Turcs, ces moyens suffiraient bien pour interdire à la Russie l'accès du midi de l'Europe. Mettez à leur place des Anglais ou des Français, et vous verrez si la Russie franchira cette barrière. Mais avec les Turcs, la nature et ses bienfaits sont perdus, avec les Turcs tout est nul, tout est mort; chez eux, il n'y a de vie nulle part, parce qu'il n'y a de civilisation sur aucun point, car c'est toujours à elle qu'il faut re-

venir. En dernière analyse, voilà la maîtresse du monde : qui prétend exister hors d'elle se trompe, il ne vit pas, il est mort. Eh bien, ce sont des morts de cette espèce qui gardent les avenues du Midi contre le colosse du Nord. Pour qu'ils remplissent cet emploi, il a fallu les rappeler à la vie que donne la civilisation, et c'est ce qui vient d'être tenté à Constantinople par la Saint-Barthélemy des janissaires, et par la substitution de corps organisés à l'européenne. On n'improvise pas des peuples ni des populations. Forcé de se servir des Turcs, mais ne pouvant pas s'en servir tels qu'ils sont, la diplomatie européenne a cherché à leur faire abjurer des pratiques qui les constituaient en infériorité avec les Russes, et à leur faire adopter celles qui peuvent rétablir quelque balance entre eux et leurs ennemis. Les effets de l'éducation militaire européenne sur les Égyptiens étaient assez sensibles pour appuyer auprès du divan les excitations des diplomates européens. Enfin le grand coup a été frappé, et ce qui, dans d'autres temps, avec une préparation moins soignée, et dans

des circonstances moins impérieuses, a coûté la vie et l'empire à plusieurs sultans, n'est encore, jusqu'à cette heure, qu'un sujet de triomphe pour celui qui, d'un bras vigoureux, a effacé dans la capitale jusqu'aux traces de l'existence d'une milice qui longtemps fit la force et la gloire de l'empire, et qui n'en était plus que le fléau. Les janissaires ont été les premiers holocaustes offerts à la civilisation pour l'attirer et l'acclimater en Turquie : tentative hardie, immense, pleine de difficultés, dépassant vraisemblablement les vues de ses propres auteurs, et les frontières de la Turquie portant la civilisation dans les lieux encore inconnus pour elle, en Asie, et complétant, contre le gré de ses premiers moteurs, la grande révolution qui couvre le monde. C'est sous ces rapports étendus que nous apparaît l'évènement de Constantinople, et que nous allons le développer et en faire l'application à la question que nous traitons. Nous montrerons après en quoi elle s'y rattache.

CHAPITRE VII.

Réformation en Turquie; Mahmoud, Pierre-le-Grand et le pacha d'Égypte.

Que de choses dans ces mots : *réformation en Turquie!* Quelle carrière elle ouvre devant l'observateur attentif au mouvement du monde! Déjà ce mouvement a envahi l'Europe entière; on peut dire qu'aujourd'hui le monde est complété du côté de l'Occident : et voilà que déjà ce mouvement se propage du côté de l'Orient, et que, sous nos yeux, l'avant-mur de ces contrées interdites à la civilisation est ébranlé. Il ne s'arrêtera donc qu'aux limites du monde! Voilà un de ces coups que frappe la civilisation dans sa marche irrésistible. Qui prend-elle dans ce moment pour s'étendre? de quelle main se sert-elle? O prodige! c'est de celle du Grand-Turc; c'est son ennemi capital qui devient son auxiliaire, tant est grande la né-

cessité de l'empire de la civilisation, c'est la nécessité universelle. La diplomatie européenne elle-même, occupée d'arrêter ou d'oblitérer la civilisation dans l'occident de l'Europe, l'inocule à l'orient par le canal de la Turquie; c'est elle qui implore dans ces lieux le secours de cette civilisation qu'elle repousse dans d'autres. Spectacle curieux, immense, disposant aux plus profondes réflexions sur le présent comme sur l'avenir, et s'étendant aux plus grands intérêts de l'Europe et de l'Asie. Voilà sous quels rapports se présente à nos yeux l'évènement de Constantinople. Le borner à la destruction d'un corps militaire, à son remplacement par un autre corps armé, serait n'apercevoir que la plus petite partie de ce grand drame. Nous allons montrer qu'il renferme le germe d'une révolution qui intéresse à la fois l'Europe et l'Asie.

Ceci est tout neuf, et mérite une discussion approfondie.

Les janissaires ont péri à Constantinople; l'institution doit disparaître de tout l'empire : voilà le fait déja accompli dans un lieu, et résolu pour tout le reste de l'état... Il faut

partir de ce point. Qu'est ceci? Une révolution complète en Turquie. Lorsque les strélitz éprouvèrent le même sort en Russie, que s'ensuivit-il? en resta-t-on là? Leur abolition ne fut-elle pas le prélude de tous les autres changemens? Les vieux corps, produits des anciennes nécessités, ne sont-ils pas les remparts des anciennes institutions? Pour rajeunir celle-ci, ne faut-il pas commencer par se débarrasser de ceux-là? Et comment le prince, qui obéit à la nécessité du changement, pourrait-il l'effectuer ou le maintenir, en conservant les représentans de l'ancien ordre, ennemi naturel du nouveau? A quoi servirait un changement partiel qui ne serait pas soutenu par les autres parties de l'état, et qui, au lieu d'être en harmonie avec elles, en serait la critique et l'objet d'envie? Les janissaires, contemporains des premiers sultans, ont vieilli avec l'empire; ils sont les représentans des vieilles mœurs turques; et c'est par cela même que, devenus par l'effet du temps étrangers aux nécessités actuelles de la Turquie, ils ne sont plus qu'un embarras pour elle. Aux âges passés, ils suffisaient à sa défense et

a ses besoins; au temps présent, ils énervent l'empire et le chargent du fardeau de simulacres de défenseurs inutiles : tel est leur état actuel. Une expérience séculaire a constaté leur impuissance. Laissons les vieux Turcs dire : *Avec le sabre nous avons conquis; avec le sabre nous conserverons.* La perte de vingt provinces répond à ces jactances de la routine, dont le langage est, en Turquie, semblable à celui qu'elle tient partout... Le bon sens suffit pour indiquer que l'abolition des janissaires, enfans de la vieille civilisation ottomane, est la première nécessité de la Turquie; mais à celle-ci vient immédiatement s'en joindre une autre, celle du remplacement, et c'est ici que commence la grande révolution de l'Orient... On abolit les janissaires : pourquoi? Parce que cette institution ne cadre plus avec le temps. Pourquoi cette difformité? A cause de l'irrégularité de la formation de ce corps. Il faut donc lui substituer des corps organisés régulièrement, puisqu'ils sont destinés à garder l'empire contre des ennemis agissant avec tous les moyens des corps organisés. Il faudra donc adopter ces

moyens, car, sans eux, comment soutenir la nouvelle milice : à son tour, celle-ci devra maintenir le nouvel ordre, comme les janissaires avaient soutenu l'ancien. Les nouveaux corps seront donc les résultats d'institutions nouvelles, comme les janissaires l'étaient des anciennes. Mais comment se forment et se consolident ces institutions? Par l'organisation régulière de tout l'état. Conçoit-on la possibilité de l'existence des unes, à part de l'autre, et des institutions régulières dans un état désordonné? Les janissaires avaient été formés par les moyens irréguliers, seuls à l'usage de la barbarie plus ou moins ignorante qui alors régnait partout; ces corps ne s'élevaient guère qu'au niveau de ces milices féodales dont l'Europe s'est débarrassée à mesure qu'elle s'est civilisée. Les janissaires étaient bons contre les Persans, les Tartares et les anciens Russes; quand il y avait une Pologne, ils pouvaient équivaloir à une pospolite indisciplinée et qui n'avait pas toujours à sa tête des *Sobieski* : depuis le prince Eugène et le général Munich, les janissaires ont toujours montré une grande infériorité avec les

armées russe et allemande, avant même les immenses progrès que celles-ci ont faits à l'aide de la civilisation. Dans l'état actuel, les janissaires ne sont plus qu'un fardeau pour l'empire et un danger pour le prince... La nécessité qui leur avait donné la vie, en changeant d'objet, a dû leur donner la mort. Quelle est cette nécessité ? Celle d'opposer à l'ennemi des corps semblables aux siens. Quels sont ceux-ci ? Des corps régulièrement organisés. Que sont des corps régulièrement organisés, comment se forment-ils, comment se soutiennent-ils ? Ce sont des résultats de la science, des arts et du bon ordre du gouvernement ; ce sont les images vivantes du gouvernement lui-même, dans tous les degrés de perfection qu'il a atteints ou dont il manque... En effet, que de choses entrent dans la composition des corps armés réguliers ; que de connaissances théoriques et pratiques n'exigent-ils pas dans les chefs et dans tous les degrés de la hiérarchie, soit militaire, soit administrative ! Combien d'écoles ne faut-il pas pour propager l'instruction, pour la maintenir au niveau de celle des peuples voisins !

Quelle régularité n'exige pas l'entretien des citadelles, de la paie et celui du soldat, en santé comme en maladie! Une armée organisée est comme un état dans l'état; mais si l'état principal n'est pas bien réglé, comment l'état secondaire le serait-il? S'il l'est insuffisamment, à quoi servira-t-il? Maintenant faites l'application de ces principes à l'abolition des janissaires et à leur remplacement par une grande armée régulière, et voyez si la Turquie ne s'est pas imposé à elle-même la nécessité d'un changement complet. En ne pensant qu'à abolir un corps militaire, elle a prononcé l'abolition de toute son ancienne formation et l'adoption d'une nouvelle, elle a frappé à la fois son ancienne milice et ses anciennes mœurs. Sans ce changement total, à quoi lui servirait le premier, et quelle durée aurait-il? Un coup de main hardi, rapidement exécuté, suffit pour détruire un corps surpris; mais comment le remplace-t-on? Les janissaires vivaient de leurs timariots; ils devaient pourvoir eux-mêmes à leur armement et aux autres frais du service militaire; c'était le résultat des anciennes institutions. Mais il en

faudra de nouvelles pour les nouveaux corps; et comme pour résister à l'Europe, il faut s'organiser à l'européenne, comme il faut imiter l'Europe dans son organisation sociale, pour l'imiter dans son organisation militaire; il s'ensuit, par une conséquence invincible, que la Turquie va être obligée de s'organiser à l'européenne, ou bien qu'elle n'aura pas d'armée régulière; qu'elle est entrée à son insu dans une révolution complète, ou qu'elle va tomber dans une dissolution totale. Quoi! ce serait avec les pratiques du vieux sérail qu'une grande armée serait instruite, entretenue, payée, conservée comme le sont les armées européennes; ce serait avec des *avanies*, des confiscations perçues sur ceux dont les têtes garnissent les crénaux du sérail, avec des hôtels de monnaie placés aux pieds des échafauds, qu'on entretiendrait des armées régulières! Ce serait sans écoles, rien qu'avec l'Alcoran, qu'on formerait à l'instar et à l'égal de l'Europe les chefs et les administrateurs de cette masse armée! Pour qu'elle ait efficacité, il faut qu'elle soit guidée et administrée par des hommes éclairés. Où ceux-ci puiseront-ils ces lumières? Il

faut donc établir des moyens d'instruction tels que ceux que l'Europe possède. Avec des ignorans que ferez-vous? Autant vaut rester comme vous êtes... De quelque côté que l'on se tourne, on arrive inévitablement au même résultat, la civilisation, c'est-à-dire le besoin d'une révolution. La voilà donc installée dans l'Orient, de la main même du Grand-Turc, et par l'inspiration de la diplomatie européenne. L'une et l'autre n'ont pas entrevu ce résultat et ne s'en soucient pas plus l'un que l'autre; car la diplomatie n'a guère plus d'appétit pour les institutions que le Grand-Turc. Mais quelles que soient leurs intentions respectives, ne peuvent pas tous deux également se soustraire aux conséquences de leur premier acte, l'abolition des janissaires et leur remplacement par une armée régulière... A l'épreuve ils vont reconnaître si l'on a des armées européennes avec les vieilles mœurs turques, avec la barbarie, éternel apanage de l'Orient; ils verront que c'est là comme dans *son for* qu'il faut l'attaquer, car c'est en Asie que s'étend la plus grande partie de l'empire ottoman. L'instruction devra se trouver dans la

Turquie elle-même, comme cela a eu lieu en Russie. Les instituteurs étrangers ne peuvent jamais servir qu'en petit nombre et pour un temps ; il faudra donc fonder des écoles. Mais la fondation d'écoles n'est-elle pas elle-même une révolution ? mais des troupes civilisées et régulières, au milieu des nations incivilisées, ne sont-elles pas une anomalie palpable ? De plus le changement devra s'étendre à la totalité du militaire turc. A quoi servirait une armée composée à moitié de troupes régulieres et de troupes irrégulières : c'est comme si la moitié des armées européennes avait conservé l'usage des flèches, pendant que l'autre adoptait celui des armes à feu. La réforme des janissaires s'étendra donc à tout le militaire ottoman, et celle du militaire ottoman à l'organisation de tout l'empire ; je ne vois aucun moyen de se soustraire à ce résultat. Les Anglais ont été obligés d'organiser à l'européenne le gouvernement de l'Inde, et de donner des chefs anglais aux Indiens, pour avoir une armée européenne avec des Indiens. D'après cela, les corps indiens ne diffèrent des corps anglais

que par la couleur du visage des soldats, tout le reste est semblable entre eux. Il faudra donc que la totalité de l'armée turque subisse aussi une métamorphose complète, et celle-ci entraînera celle de tout l'empire, car il ne peut entrer dans l'esprit d'un homme sensé que, dans son état actuel, la Turquie, soit d'Europe, soit d'Asie, puisse sympatiser un instant avec les élémens d'une armée régulière, résultat de la civilisation. Il faut que ce soit l'armée ou la Turquie qui cède : point d'armée et une Turquie, une armée et plus de Turquie ; voilà la question réduite à ses véritables termes. Il y a guerre entre le présent et le passé ; la Turquie doit se civiliser, ou se passer d'armée ; si ses inspirateurs ne l'ont pas vu, ou ne le lui ont pas dit, ils ont la vue courte, ou beaucoup de discrétion, car cela est fort clair. Une armée civilisée au milieu d'un peuple barbare est un phénomène que le monde n'a pas encore vu, et qu'il ne verra point ; il n'y a pas de mérite à le prédire, car tout cela se réduit à savoir qu'il est écrit dans la nature des choses que les effets ne peuvent pas être contraires

à leurs causes, et qu'entre deux choses qui s'excluent mutuellement, l'une ne peut exister à côté de l'autre, et encore moins en provenir. Pour vous convaincre de cette vérité, et vous disposer à ne pas la contester, observez les différens états de l'Europe, dites, si les degrés de la perfection de leur militaire ne suivent pas ceux de leur organisation intérieure; par exemple, si l'Espagne à demi civilisée peut opposer à la France, qui l'est éminemment, une armée qui corresponde à la sienne; si la marine espagnole a jamais pu équivaloir à la marine anglaise, forte de progrès intellectuels égaux à ses progrès matériels. Pour jouir des bienfaits de la réformation militaire, la Turquie sera donc forcée de se dévouer à une réformation sociale toujours croissante; il le faudra pour maintenir son militaire au niveau de celui de l'Europe. Voilà ce à quoi elle vient de s'engager à son insu, ou bien elle ne tardera pas à renoncer à son entreprise. C'est un plaisir de voir avec quelle facilité confiante et irréfléchie des hommes disent : *Le grand-Seigneur vient d'ordonner une levée de* 300,000

hommes. En effet, ce serait un fort grand seigneur que celui qui, en Turquie, opèrerait cette merveille. Mais quelle est la baguette magique propre à réaliser un pareil prodige? la civilisation, et rien hors d'elle. L'étendard du prophète n'est pas aperçu des bords du Tigre et de l'Euphrate; sa vue n'arrachera pas de leurs repaires les sauvages habitans des antres du Taurus et des déserts de la Lybie. Laissons ces jongleries à l'*Observateur autrichien* et au *Spectateur oriental;* tenons-nous à la raison et à la nature des choses, et, resserrant toute cette question en quelques mots faciles à comprendre, demandons *jusqu'à quel point on peut civiliser l'Orient et les mahométans?* Voilà le nouveau jour sous lequel nous allons traiter cette importante affaire.

Demander jusqu'à quel point l'Asie et les mahométans sont susceptibles de passer sous les lois de la civilisation, de porter son joug nouveau, et de le tolérer par le sentiment de ses bienfaits, n'est pas autre chose que demander ce que sont les mahométans et l'Asie. Recherchons les élémens de la for-

mation morale de ces étranges contrées, et des hommes qui les habitent.

La civilisation d'un pays est l'expression de sa religion, de ses lois, et de ses mœurs: le ciment qui en lie toutes les parties tire sa force principale de la conformité qui règne entre ces trois choses. Si leur source est commune, si le code religieux a fait le code civil, et par suite les mœurs, comme chez les juifs, autre espèce de mahométans, l'adhérence de ces parties, par l'appui qu'elles se prêtent mutuellement, formera un tout compact, tenace, et, par là même, fort propre à la résistance. Au contraire, s'il y a indépendance et comme déliaison entre le culte, les lois, et les mœurs; si ces deux dernières ne résultent pas du premier, mais en restent en dehors, comme on le voit dans l'Occident et dans l'Amérique, cette séparation donnera moins de force et de solidité à cette espèce de civilisation, et élargira les portes pour les changemens; c'est ce qui les a facilités et propagés en Europe depuis 1789. D'un autre côté, voyez avec quelle tenacité l'Espagne, qui a tant de rapports avec

la Turquie et l'Asie, l'Espagne sortie, comme la Judée, d'un creuset tout religieux, défend ses institutions gothiques par son fanatisme religieux et par ses mœurs africaines. Les Anglais sous Henri VIII, les Français sous Louis XVI, ont-ils défendu leurs institutions avec la même opiniâtreté? Il s'en faut de beaucoup : les mœurs, les codes, le culte n'étant pas de la même famille, se sont traités en étrangers, et ne se sont pas accordé l'assistance mutuelle que commande la consanguinité. Le peuple irlandais, comme le peuple espagnol, façonné par son culte et par la main de ses prêtres, est aussi fortement enraciné que lui dans sa demi-barbarie; il résiste avec ces seuls élémens au contact de la civilisation anglaise, tant cette triple infusion agit profondément sur les peuples. Un vaisseau retenu au rivage par trois ancres du même poids, cède plus difficilement au mouvement des flots, que celui qui n'y est fixé que par une seule : or, voilà le tableau de l'Asie et du mahométisme. De tout temps, l'Orient fut appelé *immuable* : la disposition au changement est l'attribut

de l'Occident; l'immutabilité, de tout temps, fut celui de l'Orient. On dirait cette contrée exempte des lois du mouvement général de la terre : le régime patriarchal y est encore en vigueur; *continuer* est toute l'éducation de ces climats, et la tradition avec l'imitation des pères forme toute l'instruction de leurs habitans. De quel poids ne doit pas peser sur eux une chaîne provenant de si loin, formée d'anneaux uniformes, et scellée comme dans le même mur? Quel levier peut soulever une masse aussi compacte? Quelles clartés peuvent pénétrer dans des yeux frappés d'un si long aveuglement? Comment faire renoncer à des habitudes découlant du haut des siècles, et empreintes des hommages de cent générations? comment faire renoncer aux fermes persuasions transmises aux enfans par les pères? comment annuler l'effet des prédications des guides spirituels auxquels on a en quelque sorte aliéné sa raison, comme le fait en tout pays l'homme qui n'a de précepteur que son prêtre? En Occident, le magistrat et le prêtre, autorités rivales, se séparent facilement, et tirent cha-

cun le peuple à eux : l'homme de la loi civile abandonne facilement l'homme de la loi religieuse, dont le rapprochement souvent le gêne et l'importune; celui-ci, en raison de son domaine d'en haut, est naturellement porté à vouloir dominer l'homme du domaine d'en bas. En Orient, chez les mahométans, c'est tout le contraire : les deux magistratures se trouvent réunies dans la même personne; elle n'a rien à s'envier à elle-même, au contraire, elle doit chercher à fortifier l'une de ses autorités par l'autre; elle a pour cet effet toutes les facilités possibles, car tout le droit sort des livres sacres dont elle est dépositaire et interprète. Par conséquent, en Turquie, la réformation manque de l'appui qu'offre en Occident la séparation des pouvoirs résultant de la différence des sources d'où ils émanent, des moyens qui leur sont propres, et du but auquel ils se rapportent. En Occident, les communications habituelles entre tous les peuples, les voyages, le commerce, la littérature, les journaux surtout, les théâtres, les banques publiques, ont fondu, pour

ainsi dire, tous les peuples dans une seule et même société, que l'on a fort bien désignée par le nom de *république européenne*, au milieu de laquelle se trouve un immense mobilier de civilisation, et de tous les instrumens qu'il est dans sa nature de créer; mais qui jamais songea à dire *la république orientale et asiatique?* Dans ces déplorables contrées, lugubre séjour de la nuit de l'esprit humain, éternel tombeau de l'humanité intellectuelle, comment l'homme communique-t-il avec l'homme? quelles idées reçoit-il, emprunte-t-il de son semblable pour étendre ou réformer les siennes? Quel commerce, quelle littérature, quel langage, quels théâtres, quelles réunions élargissent ou policent son esprit? Est-ce donc au sein de la mort et dans la séquestration du reste de l'univers, que l'on se civilise? En Occident, un état général de société qu'on peut appeler *voluptuaire*, vit du rapprochement continuel et comme du frottement des hommes entre eux; il règne entre toutes les conditions un besoin et une émulation de se plaire, entretenue par un échange con-

tinuel de pensées, d'opinions et de sensations, résultat inévitable d'un ordre qui appelle sans cesse les hommes en présence les uns des autres. Mais en Orient, où tout se meut sous l'œil d'un maître ombrageux et farouche, où la richesse accuse, où le silence de la crainte s'appelle la paix, où l'extinction violente des contestations se nomme la justice (1), où la séquestration de la vie et l'éloignement du regard du maître font la sûreté, qui peut amener l'homme au sentiment du besoin et à la recherche des moyens de civilisation? Des êtres condamnés, pour leur sûreté, à une vie purement intérieure, pour lesquels les foyers domestiques sont l'univers, n'ont rien à faire de la civilisation; à quoi leur servirait-elle, hors à leur faire sentir davantage le malheur de leur situation? et le maître souffrirait-il long-temps une chose qui l'accuserait sans cesse aux yeux des sujets? Qu'a besoin de

(1) *Luctus, ubique pavor, et plurima mortis imago.*
VIRGILE.

Voilà l'empire turc.

connaître celui qui ne cherche qu'à demeurer inconnu, inaperçu, qui a contracté l'habitude de l'insouciance, fruit nécessaire d'une longue terreur, au point d'abandonner presque tout le soin de ses affaires aux Juifs, aux Grecs, et aux Arméniens, car ce sont ces trois populations qui, unissant l'habileté au courage, osent se charger de l'exploitation des intérêts privés et généraux, en bravant tous les dangers attachés aux relations lucratives, au milieu de barbares chez lesquels la vue de l'or allume la soif du sang, et fait qu'ils se jouent de celui-ci. Dans l'Orient, la difficulté du langage s'oppose à l'instruction; la connaissance de l'instrument de l'émission de la pensée prend plus de temps que la formation de la pensée même; nulle communication ne peut s'établir entre des hommes séparés par des déserts, par des chaînes de montagnes : la géographie de la Turquie est anti-sociale; les voies publiques sont des embuscades pour les brigands, vrais souverains de ces tristes lieux. Le commerce s'y fait encore comme au temps des patriarches; il n'a qu'un seul moyen, bien faible par lui-même,

et incompatible avec un grand mouvement : son agent exclusif est le chameau aux genoux flexibles, ce vaisseau du désert, créé pour les lieux arides, et qui, semblable aux navires qui parcourent l'Océan, porte sa provision d'eau dans son propre sein. Les routes de l'Asie sont sillonnées par de longues files de ces dociles animaux, comme l'est encore l'Espagne par l'animal robuste et revêche pour lequel seul une partie de son territoire est accessible. De part et d'autre égale est l'ignorance, égale l'absence de civilisation, égale la ressemblance avec les premiers âges du monde, dont là on a retenu la grossièreté, à part de leur innocence.

C'est dans ces domaines de la nuit épaissie par la religion, par le temps, par la formation de tous les élémens sociaux, qu'il faut faire pénétrer les premiers rayons de la civilisation, et qu'il faut se faire jour à travers des obstacles dont les causes les plus actives ont formé un faisceau serré par le temps; entreprise immense, une des plus hardies qui aient été tentées parmi les hommes,

devant laquelle peut reculer sans honte le plus ferme courage, capable de faire elle seule la gloire d'une époque entière, à laquelle sourit tout ami de l'humanité contemplant le premier assaut livré à la barbarie sur son plus solide rempart, et haletant après le triomphe de la civilisation, comme le prélude de la régénération, et du rappel à la vie du fond de son antique tombeau, pour la plus belle partie de l'univers. Mais plus cette pensée est attrayante, plus il faut se garder de se placer exclusivement sous son charme; plus elle élève l'esprit et réjouit le cœur, plus elle doit être pesée dans la balance du plus sérieux examen : surtout, gardons-nous du prestige des similitudes, rien n'est plus décevant; n'allons pas conclure de ce qui s'est fait en Russie, pour ce qui pourra se faire en Orient. Pour nous guider, voyons ce qu'il y a de commun entre les choses et les hommes des deux scènes et des deux pays.

Quelquefois un météore nouveau vient remplir le ciel d'une clarté inattendue : astre de la Russie, Pierre-le-Grand apparaît un

jour sur le sol grossier de l'antique Sarmatie, vaste désert pour les arts, les mœurs, les lois et les sciences. Tout est à faire, tout se fera, car Pierre est né.

La nature, qui ne veut et ne fait rien à demi, quand elle veut faire un homme, lui prodigue ses trésors; elle ne connaît pas les favoris sans mérite : c'est ainsi qu'elle traitera Pierre. Il sera condamné à un travail immense; la force de son corps y sera proportionnée : ce sera celle des athlètes des temps héroïques. Des peuples ignorans et mutins doivent être conduits par les yeux; Pierre les frappera par cette stature qui convient au commandement; sa tête, comme son génie, dominera tout ce qui l'entoure. Avec lui vont disparaître les traces rouillées du gouvernement des Ivan, des Fœdor, des Basilewitz; bons pour la Moscovie, fille de l'Asie, ces modes de gouvernemens doivent disparaître des routes par lesquelles Pierre médite de faire passer la Russie en Europe. Pour y arriver, il faut que tout soit neuf; mais pour introduire des Asiatiques dans la famille européenne, il faut les arts, les sciences, et les

hommes de l'Europe. Pierre ira les attirer, bien plus, les chercher lui-même. Comme l'abeille revient chargée du suc des fleurs, Pierre reviendra de ses courses savantes, chargé du butin conquis sur la civilisation de l'Europe, suivi du noble cortége des instituteurs de son peuple : ce sera là sa cour. La Russie opposera aux bienfaits de la régénération, l'opiniâtreté de son attachement à ses habitudes, la rudesse inculte de ses mœurs, la superstition, avec la crédulité de son culte. Incapable d'hésiter, comme de reculer, Pierre travaillera sur cette dure étoffe comme l'eau-forte le fait sur le fer (1) ; sa main inexorable équarrira les groupes révoltés comme les poutres des chantiers qu'il ira habiter. Il déposera et reprendra la couronne ; il remettra le sceptre aux mains d'un sujet : rien ne souffrira de ces transmissions si nouvelles pour son peuple ; il lui apprendra le prix de l'obéissance, en ne montant point sur le char de ses propres victoires, mais en se bornant à le suivre.

(1) Mot de Frédéric.

Il ne trouvera pour armée qu'une populace de soldats, dignes émules des hordes asiatiques: franchissant à la fois par la pensée les bornes de la Russie, et celles mêmes du temps, il sentira que sans une armée d'Europe, la Russie ne sera jamais de l'Europe; il fera des fuyards de Narva, les vainqueurs de Pultawa; il enterrera dans ces champs classiques des grandeurs de la Russie, toutes les grandeurs suédoises; il enverra se dissiper à Bender, dans l'hospitalité des Turcs, le météore qui, pendant neuf ans, avait ébloui le Nord par son éclat, effrayé l'Europe et menacé la Russie elle-même de l'anéantissement. Le clergé de l'empire montrera de l'éloignement pour la transformation du peuple, qu'il est en possession de gouverner : toujours décisif et vaste, pour en finir avec lui, Pierre se mettra à sa tête; en tout, c'est là sa place. Son fils menacera son ouvrage et la Russie du retour à la barbarie : le monarque fera taire le père, la grande famille l'emportera sur la famille personnelle et privée, l'empire sur la nature, et la Russie tremblante, aux yeux de l'Eu-

rope étonnée, recevra un holocauste semblable à celui que le premier Brutus offrit à Rome, menacée à son tour du retour des Tarquins. Sublime et bizarre, à la fois Sarmate et Européen, enfant de la nature et prêtre de la civilisation, ennoblissant un chantier comme un trône, partout où il portera ses pas, il laissera après lui un long sillon de gloire, d'admiration et d'étonnement, ne ressemblant à rien de tout ce qui l'a précédé et de ce qui l'entoure; et pour tout combler, imposant silence sur ses vices, reste de la rouille asiatique, par le poids de ses grandeurs (1), il jettera le manteau de sa gloire sur ses difformités; c'est le droit des grands hommes.

Lorsqu'à son tour la mort aura frappé cette tête privilégiée, excentrique au reste de l'humanité comme à son ordre ordinaire, l'ouvrage survivra à l'ouvrier; il se développera sous une longue suite de successeurs : les

---

(1) *Voyez* son voyage à Paris.

proportions en seront si justes, que des mains de femme suffiront pour le soutenir; et le règne de Pierre aura préparé ceux de Catherine et d'Alexandre. Voilà Pierre; est-ce là Mahmoud (1)?

L'épaisseur des murs du sérail l'a dérobé aux goûts, aux sciences, aux arts, comme aux regards de l'Europe; le sérail, qui fut son berceau, jusqu'ici a été son univers. Les Soliman, les Sélim, les Mahomet II, nais-

(1) Le czar Pierre est sûrement un de ces génies privilégiés, un de ces hommes d'élite faits pour marcher en tête de leurs semblables, et que la nature tire de ses trésors pour le redressement d'un peuple et la décoration de l'humanité. Peut-être que l'Histoire n'offre rien de plus grand que le fut Pierre; voyez les obstacles qu'il eut à vaincre, la netteté et l'étendue de ses vues, l'immensité de ses travaux et de leurs résultats; c'est le *Romulus* d'un empire qui aujourd'hui dépasse l'empire romain, aux lieux mêmes qui furent inconnus de Rome. Charlemagne fut bien grand pour son temps, mais son ouvrage finit avec lui; il n'eut pas à civiliser son peuple, qui alors était le moins barbare de l'Europe, avec lequel il obtint de faciles triomphes sur des peuples qui ne se défendaient qu'avec une ignorante opi-

saient sous la tente, vivaient dans les camps, parcouraient l'Asie et l'Afrique : que connaît Mahmoud, et à son tour qui le connaît? qu'a-t-il vu, et qui l'a vu? que sait-il, et qui sait ce qu'il sait et même s'il sait? de quoi pourrait-il parler, et qui pourrait parler de lui? Sa vie cachée est l'image même de son empire. A-t-il, comme Pierre, promené sur l'Europe, un œil investigateur? a-t-il déposé le sceptre aux mains d'un sujet

---

niâtreté. Au contraire, Pierre dut commencer par civiliser les Russes pour les égaler à leurs ennemis. Frédéric aussi a été fort grand, mais il n'a pas créé la Prusse; il a trouvé disponibles les fruits des travaux de deux prédécesseurs habiles. Dans son genre, Cromwel a été un puissant génie, mais il n'a pas fait l'Angleterre. Richelieu a débarrassé la France des restes de la féodalité; il a brisé la mutinerie des grands, il a dissipé des intrigues de cour : tout cela n'est pas merveilleux, quand, en France, on dispose de la puissance royale, alors absolue. *Donnez-moi le roi pendant vingt-quatre heures*, disait le cardinal de Retz, *et vous verrez ce que j'en ferai*. Richelieu *a fait* avec le pouvoir de Louis XIII, mais Pierre a fait la Russie.

Ces derniers temps ont aussi vu un de ces hommes

pour le reprendre, sans dérogation, au retour de ses courses savantes? a-t-il façonné ses soldats à la victoire, les a-t-il ramenés des humiliations de défaites répétées, à donner des fers à leurs vainqueurs? participe-t-il des facultés immenses dont la nature avait doué les Tamerlan, les Gengiskan, les Thamas-Koulican, ces hommes extraordinaires qu'il est donné à l'Orient seul d'enfanter?

Mahmoud a-t-il la puissance de cette main

---

sous lesquels leurs semblables viennent se ranger naturellement, et leur porter le tribut de leur obéissance : sous beaucoup de rapports très supérieur à Pierre et à Frédéric, privé de l'avantage immense pour commander qu'eurent ceux-ci, celui d'être né dans un berceau ombragé par des colonnes de porphyre; obligé de créer pour lui-même ce que les autres trouvèrent tout fait, et de conquérir là où ils n'avaient eu qu'à hériter. Son esprit était aussi vaste que celui de Pierre, plus cultivé, exempt de ses bizarreries, et rempli d'un agrément que Pierre ne connut pas. Son épée fut plus forte que celle de Frédéric; elle la conquit. Peut-être que sa disproportion avec tout ce qui l'entourait a causé sa chute: ne ressemblant à aucuns, il s'est trouvé isolé de tous, et il est resté seul, parce qu'il était unique.

avec laquelle Pierre et Napoléon brisaient toutes les résistances par l'accord de la force et de l'habileté. Trop d'hommes sont portés à se complaire dans la foi et dans l'admiration des *mains de fer;* qu'ils apprennent qu'une main n'est pas forte parce qu'elle est dure et pesante, mais parce que l'art assouplit ses articulations, et facilite le jeu de ses ressorts. Où donc est le principe de la force et de l'ascendant de Mahmoud?

Quant au pacha d'Égypte, qui nous apprend quel est cet homme? de quelle trempe est son génie, son caractère, tout son être? si c'est un homme complet, ou bien s'il est seulement une ébauche d'homme, telle que l'on en rencontre si souvent dans les postes de commandement? Qu'a-t-il fait? qui l'a vu, qui peut nous le faire connaître? Il vit derrière ce voile épais qui dérobe la vue de tout ce qui se passe en Orient, et qui couvre la politique comme le visage des femmes de ces climats. Que conclure d'ailleurs de ce qui se passe en Égypte, pour ce qui se fera en Turquie? Celle-là est un pays étroit, peu peuplé, purgé de mameluks par l'épée de

Napoléon, partagé entre divers cultes. Un pays ainsi disposé est facile à guider et à contenir : pour cela, il ne faut ni des yeux bien perçans ni des bras bien longs. D'ailleurs, de toute cette civilisation égyptienne dont on parle beaucoup, jusqu'ici qu'y a t-il de constaté? Elle se borne à l'existence de quelques milliers d'hommes formés par des officiers européens, qui travaillent depuis cinq ans à cette éducation, dont les résultats sont encore fort bornés? Combien de ces hommes, et combien d'années n'exigera pas la formation d'une grande armée turque? On a démontré plus haut qu'elle entraînera la réformation simultanée de tout l'empire ottoman. On annonce que le pacha d'Égypte établit ses finances sur le monopole universel de son pays; combien de temps cette méthode peut-elle se soutenir? comment un produit si variable, si précaire, peut-il fournir à des dépenses fixes? De son côté, le Grand-Seigneur pourra-t-il se faire le marchand exclusif de toute la Turquie, pour avoir de quoi pourvoir à l'entretien régulier de sa nouvelle milice? Il est bien prouvé que sans

des finances semblables à celles de l'Europe, il n'aura jamais une armée d'Europe; et qu'à moins de sortir de l'ancien désordre administratif, il faudra rester dans l'ancien désordre militaire : cela est plus clair que le jour. On ne peut donc tirer aucune induction pour la Turquie, de ce qui s'est passé en Russie, ni de ce qui se fait en Égypte, et c'est mal raisonner que de dire : *Pierre et Méhémed-Pacha ont bien réussi, donc Mahmoud réussira.* Voilà pour les hommes; passons aux choses.

CHAPITRE VIII.

Réformation de la Turquie par rapport à Mahmoud, à l'Europe et la Grèce.

PREMIER RAPPORT. — *Mahmoud.*

VAINQUEUR sanguinaire, entouré de hideux trophées, destructeur de ses sujets et de ses propres défenseurs, comme le lion règne sur le désert, ou sur des victimes, Mahmoud (1) s'est lancé à travers des flots de sang, dans une carrière immense. Sa résolution est-elle de lui, ou l'effet de suggestions étrangères? A-t-il voulu, ou bien n'a-t-il fait que consentir? Quoi qu'il en soit, il a surpris ses gardes endormis, et il les a égorgés. Par quelles mains? par celles d'hommes qui ne valent pas mieux qu'eux; car victimes et bourreaux, tout se ressemble, tout est turc. C'est une meute de

(1) Sa parole est du sang, son sceptre est un poignard.
BRAULT.

chiens dévorans lancée sur une meute ennemie; une populace de *lazzaronis circoncis* assouvit son hideuse faim à bon marché. Au sortir de ses grossières orgies, elle applaudit au cimeterre qui fait voler les têtes, comme en tout pays la tourbe le fait pour les signes de la force, qu'elle admire à proportion de sa brutalité. Voilà comment règne Mahmoud, comme agissent les instrumens qu'il emploie pour la réformation. Ses succès ne sont pas plus glorieux. Quelques milliers de misérables, pour sauver leurs têtes du sabre, ou leur vie de la famine, se rangent sous les nouveaux drapeaux; cela suffit bien pour entretenir les pillages et les massacres, pour épouvanter les rives du Bosphore par l'entassement des cadavres; mais ce qui est propre à détruire ne vaut rien pour reconstruire. Il y a loin de ce ramas sanguinaire et anarchique à des corps régulièrement organisés. Laissons ces jongleries à ceux qui font métier de tromper l'Europe par des annonces où l'intérêt prodigue le mensonge, et demandons si les élémens des nouveaux corps turcs ne sont pas les mêmes que ceux des anciens?

Qu'entend - on, en annonçant d'un ton de triomphe que *tant* de janissaires se sont incorporés volontairement dans les cadres des nouvelles troupes? Et si ces cadres se remplissent de janissaires sous un habit ou sous un autre, ils ne seront que des *ortas* de janissaires, et plus il y aura de janissaires, moins il y aura de nouvelles troupes. Depuis quand improvise-t-on une armée régulière, complètement équipée? Qui l'arme, la paie, la nourrit, l'habille et la loge? De plus, et c'est là l'essentiel, qui l'instruit? Dans nos climats, où l'organisation sociale portée au complet, prête à tant de facilités et de ressources, la création de quelques corps est une affaire; et en Turquie, où tout est désordre, ce ne serait que l'affaire d'un jour! Depuis trois ans, le roi d'Espagne, des débris de l'armée espagnole, a bien de la peine à réunir une douzaine de mille hommes complètement équipés (1), et la Turquie enfanterait tout à coup une grande armée! Mahmoud n'est

(1) *Voyez* les lamentations du ministère espagnol, réuni en conseil, au sujet des affaires du Portugal.

pas un nouveau Cadmus, dont la main dispense cette semence d'où sortaient des bataillons tout armés. Il est beaucoup plus probable, 1° que Mahmoud a détruit son ancienne armée, et qu'il n'en aura pas une nouvelle; 2° que s'il doit l'avoir, ce ne peut être qu'à la suite d'un très long temps, et par la victoire sur une multitude d'obstacles qui en prendront beaucoup. L'armée russe ne s'est pas formée dans un jour : cependant dès lors les Russes étaient fort supérieurs aux Turcs; *Frédéric* se jouait encore des armées russes, et l'ouvrage entamé au règne de *Pierre* n'a été complété qu'à celui d'*Alexandre*. Il a fallu deux règnes militaires et celui de *Frédéric*, pour porter le militaire prussien, composé d'Européens très civilisés, au degré de perfection auquel il est parvenu : où sont en *Turquie* les élémens de progrès correspondans, et les moyens d'instruction? en quel nombre, en quelles mains? Seront-ce des Turcs qui instruiront d'autres Turcs? Mais où sont les Turcs savans? Pour instruire les autres, il faut commencer par être instruit soi-même, et en Turquie, qui est instruit,

et de quoi est-on instruit? L'instruction viendra-t-elle par les étrangers? Mais d'où et en quel nombre ceux-ci viendront-ils en *Turquie?* Qui peut les y attirer ou les y fixer? Comment se feront-ils entendre? Comment commander à ceux qui n'entendent pas, et comment apprendre à commander dans un langage qui exige une longue étude, et qui n'a aucun rapport avec les idiomes connus? En Europe, on est forcé de réserver chaque chef pour les corps avec lesquels il a un langage commun; le commandement, la direction générale et particulière des troupes exige la communauté du langage; le simple maniement des armes peut s'opérer à l'aide de signes convenus, ou d'un petit nombre de mots qui ne chargent pas la mémoire; mais cet exercice est la plus petite partie du service militaire. Pour diriger les troupes dans toutes les parties, il faut les entendre, et s'en faire entendre, il faut pouvoir interroger, répondre, juger, de ce que l'on entend, en un mot, il faut des relations habituelles entre les chefs et les subordonnés, et l'instrument de toutes ces communications, c'est la pa-

role. La Turquie est si barbare, si éloignée de toute civilisation, que rien n'y est faisable qu'à force de sueurs et de temps; tout y est à créer, tout y est brut, hommes et choses, il faut tout renouveler. Le czar Pierre étendit sa réformation à tout; il faisait couper la barbe et les longues robes asiatiques à ceux qui se présentaient aux portes de Saint-Pétersbourg: Mahmoud fera-t-il de même aux arrivans à Constantinople? Et si les barbes et les robes ne sont pas coupées, la révolution avortera. Vaincre les janissaires n'est rien, c'est le culte, c'est l'Alcoran, c'est l'Orient tout entier qu'il faut vaincre. Il faut abattre l'étendard du prophète, qui a jeté dans ces contrées des racines aussi profondes que celles du Taurus et du Liban. La victoire ne sera complète et durable qu'à ce terme: il faut transformer ce peuple, et le transporter dans un univers nouveau. Si Mahmoud n'est pas pourvu de la force qui produit ces métamorphoses, ou s'il ne s'est pas pourvu d'une colonie toute prête à remplacer ses vieux Turcs, il faut le plaindre, lui et sa réformation: il pourrait bien être réformé lui-même,

et son ouvrage avec lui. Il est condamné à opérer une réforme générale, car une réforme partielle ne le mènerait à rien. Si une partie de l'armée seulement est organisée, il y aura donc deux armées; et comment s'entendront-elles? Une partie de ces nouveaux corps seront réservés pour la garde du prince et celle de la capitale, comme on le voit dans toute l'Europe; ce seront des corps privilégiés. Si la réforme ne s'opère pas dans tout l'empire, il y aura scission : le sultan pourra, il est vrai, continuer de régner dans Constantinople, mais à la manière des empereurs grecs, lorsque, d'échecs en échecs, l'empire fut borné au voisinage de la capitale et vint expirer sous ses murailles. La Turquie pourra avoir aussi son empire d'Orient et d'Occident : la Turquie d'Asie pourra fort bien se séparer de la Turquie d'Europe; car c'est en Asie, il faut s'y attendre, que se manifestera la plus violente résistance. Quand on songe à la profonde barbarie dans laquelle elle est plongée, aux mœurs sauvages des habitans, à leur insociabilité, à leur invincible horreur pour les étrangers, à l'empire

immense que leurs prêtres exercent sur eux, il est facile de prévoir que, de ce côté, la résistance sera opiniâtre et longue. L'Asie peut résister par sa seule force d'inertie. Quel levier soulèvera cette masse ? Sa résistance est dans sa géographie. Contemplez les chaînes de montagnes qui prennent naissance au rivage du Bosphore, et qui ne s'abaissent que là où naissent les déserts de la Syrie : qui ira chercher dans ces forteresses naturelles des populations ameutées par le fanatisme, fuyant devant la force, échappant à toutes les recherches, dans des contrées où aucune voie certaine et sûre ne lie les habitations entre elles? Faudra-t-il employer la moitié de l'Asie contre l'autre ? Et les pachas exerçant à leur tour la tyrannie loin de l'œil du maître, vivant d'extorsions suites de l'éternelle absence de toute espèce de police, qui les ramènera au devoir ? Ils se font craindre, ils font compter avec eux au sein de la paix la plus profonde, que feront-ils, ou plutôt que ne feront-ils pas avec la désorganisation de l'empire ? Les pachas ne ressemblent pas aux boyards russes, qui n'étaient pas investis de

toute la puissance publique dans les provinces de la Russie, comme les pachas le sont dans celles de la Turquie. Parmi ces derniers, les exemples de révolte se comptent par milliers; quelques-uns, comme les pachas de Damas, de Bagdad, de l'Égypte, vivent dans un état voisin de l'indépendance, et ressemblent plus à des tributaires, à nos anciens grands vassaux, qu'à des sujets tels que le comporte et les représente l'acception ordinaire de ce mot. Parmi ces pachas, on ne baise pas toujours le fatal lacet, comme fit le visir qui venait d'échouer devant Vienne; cet exemple de soumission n'est pas contagieux parmi ces hommes. J'entends les cris de l'Orient soulevé contre une réforme provoquée par des infidèles, et destinée à rendre semblable à ces objets de l'abomination religieuse de ces contrées. Quels beaux textes pour les déclamations d'un clergé desservant les autels de Mahomet, en possession de l'esprit des hommes de ce pays! Si, dans notre Occident civilisé, après trente ans de disparition, les institutions monacales se remontrent, si l'on a entendu le mot d'*inquisition*,

si les jésuites sortent de la tombe, si le peuple espagnol s'est rejeté avec fureur sous la férule de ses moines, si l'on a revu des autodafés; que sera-ce dans cette Asie, en comparaison de laquelle l'Espagne elle-même est un soleil ? Le clergé russe se montra fort opposé aux réformes de Pierre, quoiqu'il fût le ministre d'un culte qui n'a rien d'opposé à la civilisation. Le clergé grec n'est pas abruti ou dégradé par le culte qu'il dessert, mais par la participation aux mœurs générales des pays qu'il habite : transportez-le dans des pays civilisés, le culte ne l'empêchera pas de participer à leurs mœurs; au lieu qu'en Turquie, c'est dans le culte même que réside l'éloignement pour la civilisation. Cela indique l'intensité de la résistance que la réforme de Mahmoud trouvera dans tout le clergé de son empire, dans des hommes remplis à la fois de tout le fanatisme du mahométisme et de toute l'ignorance de l'Asie. Et comme si les difficultés innées dans l'entreprise de Mahmoud ne suffisaient pas, il l'a placée au sein d'une guerre qui le prive déjà d'une partie et la plus belle de son empire, qui épuise ses armées, ses

trésors, et dans laquelle il eût déjà succombé sans l'assistance de l'Égypte. Mais cet auxiliaire égyptien le sera-t-il toujours? Ne craindra-t-il pas lui-même la régénération de la Turquie? Il pouvait aider sa faiblesse; il pourra bien craindre sa force, il sait de quel prix, en Turquie, sont payés les services des sujets qui ont pu se faire craindre; il n'ignore pas que toute l'école du vieux de la Montagne n'est pas éteinte, que le divan en a recueilli les débris, et que, des bords de l'Euphrate, un homme partit pour venir tomber aux pieds de Kléber, une requête dans une main et un poignard dans l'autre. Telles sont les pratiques familières aux sultans : chez eux, la perfidie est le supplément ordinaire de la force; c'est là où mène l'absence de toute civilisation et l'asservissement à un culte abominable, d'où découlent des poisons, comme de ces arbres dont l'ombrage perfide recèle des principes de mort, et la donne aux imprudens qui viennent se reposer sous leur feuillage. Telle est la position de Mahmoud; en fut-il jamais une plus difficile? Il mériterait d'avoir pour lui

et pour son ouvrage tous les vœux de l'univers, si, comme Pierre-le-Grand, la civilisation de son empire était l'objet de son entreprise; il serait plus grand que Pierre lui-même, car il va rencontrer des difficultés encore plus fortes que celles qu'eut à surmonter le réformateur de la Russie. Mais un ouvrage commencé avec des moyens si atroces, et des agens si vils, laisse peu d'espoir: ce n'est pas d'une fange sanglante que peut s'élever un fanal propre à couvrir de lumières les deux Turquies d'Europe et d'Asie. Des procédés qui font frémir la nature, et qui feraient reculer le soleil, sont de tristes augures pour la réformation d'un peuple; l'assassinat et le pillage sont de mauvais introducteurs pour la civilisation, et jeter pêle-mêle à la mer tout ce dont on veut se défaire, ne prépare pas le règne de la justice, et, sans elle, que sont les empires et les hommes? Les excès de 1793, en France, ne pouvaient avoir qu'un temps, et leur retour était impossible; mais en Turquie, qui peut les faire finir? Ils sont dans les mœurs, dans le culte, dans toutes les habitudes; ils n'étonnent pas

même leurs victimes, tant la servitude prolongée, toujours voisine de la cruauté, a l'horrible propriété de dégrader l'homme et de le rendre insensible même à sa propre existence, après avoir perdu sa dignité; il est vrai que la première, sans celle-ci, ne vaut pas mieux que cela.

Voilà l'esquisse des difficultés qui attendent Mahmoud; et nous disons esquisse, car qui peut prévoir toutes celles qui, sous mille formes et de mille sources, peuvent naître dans ces pays désordonnés? Qui les connaît de manière à pouvoir les indiquer exactement? Le tableau est déjà assez sombre sans le charger de plus de couleurs. Mahmoud est assis sur un trône autour duquel voltigent les ombres de Sélim, d'Osman, de Mustapha, enseignement effrayant; c'est ce trône glissant d'où ses prédécesseurs descendirent si tragiquement; les instrumens dont ils se sert rebroussent facilement contre la main qui les emploie. Dans ces sanglantes contrées on ne pactise pas, tout se fait à la pointe de l'épée, au tranchant du glaive; les incendies servent de requêtes; leur nombre est le thermomètre

de l'opinion ; l'appétit de la soldatesque marque la mesure de sa satisfaction (1): tout y est féroce et brut. Voilà l'intraitable étoffe sur laquelle Mahmoud doit travailler. L'a-

---

(1) On sait que le Grand-Turc fait faire aux janissaires, dans les cours du sérail, des distributions de comestibles, parmi lesquelles figure, au premier rang, le *pilau*. Le degré de voracité de ces étranges convives est le thermomètre de leur satisfaction, tant en Turquie tout est tourné au matériel. Sa hautesse honore quelquefois de son auguste présence ces dégoûtans festins, et donne ainsi aux étrangers l'appétit de ces honorables membres, comme la preuve de leur affection à sa personne.

Au reste, ne nous moquons pas des Turcs : nous sommes aussi *turcs* qu'eux, lorsque, aux jours de fêtes, nous appelons aux pieds des échafauds chargés de vivres, pour exciter ou pour exprimer l'allégresse publique, une foule d'athlètes immondes, qui se disputent et s'arrachent quelques lambeaux de ces orgies sales, ramassés dans la fange, et quelquefois souillés de leur propre sang.

On l'a beaucoup dit, mais nous n'en sommes pas encore à rechercher pourquoi une chose a été faite, nous nous bornons modestement à demander si elle a été faite. *Continuer est notre lot et notre savoir.*

t-il su, l'a-t-il prévu en commençant? a-t-il calculé que le dérangement de la première pierre entraînait la chute de la vieille masure, et l'indispensable obligation d'une reconstruction totale? Si, du premier coup d'œil, il n'a pas mesuré tout l'horizon qui s'ouvre devant lui, s'il n'est pas armé du courage propre à braver et à renverser tous les obstacles, c'en est fait de lui et de son œuvre; sa chute servira pendant des siècles de réponse à toutes les demandes d'amélioration. Cette espèce d'échec est le triomphe des routiniers. Au contraire, si, chez Mahmoud, la lumière correspond au courage, s'il persévère en bravant, comme le fit Pierre, tous les mécontentemens et les clameurs de ceux qui repousseront ses bienfaits, il est évident que de destructions en destructions, il arrivera à des reconstructions, car l'espace ne peut pas rester vide; c'est-à-dire qu'il fondera des institutions analogues à la civilisation, et que par ce chemin il ne peut manquer d'aboutir à *une charte*. A ce mot, j'entends les murmures de la surprise et de la dérision : *charte est le mot français; institutions* est la chose. Sous un nom ou

sous un autre qu'importe, quand elles restent? Pierre ne donna pas de charte, parce que, de son temps, il n'y en avait encore qu'en Angleterre, et elle était inconnue au reste du continent. Si alors l'Occident et l'Amérique en eussent été remplis, si les vœux des Européens les eussent appelées de toute part, si la Russie eût recélé dans son sein des complots pour en obtenir une, Pierre, tout porté vers l'imitation de l'Europe, l'eût encore imitée dans cette partie de sa nouvelle existence; et son génie, en brisant la verge du vieux despotisme russe, lui aurait indiqué la mesure et le mode de liberté dont son peuple était susceptible; il l'eût fait sortir de l'avilissement de l'esclavage, sans le laisser tomber dans les abîmes d'une liberté sauvage et effrénée. Voilà où en est et ne peut tarder d'en d'être Mahmoud... Il y a dix ans, on insultait à mes pronostics sur l'Amérique; il y a cinq ans, on aurait regardé comme un insensé celui qui aurait énoncé la pensée que le Brésil enverrait une charte au Portugal, et qu'avant peu l'Amérique constituerait l'Europe. *Attendons, et laissons faire au temps.*

SECOND RAPPORT. — *L'Europe.*

Que demande l'Europe à la Turquie? Une barrière contre la Russie. Découverte en totalité sur son extrémité méridionale, sentant les inconvéniens de l'extension de la Russie dans cette zone, l'Europe dit à la Turquie : « Sortez de la barbarie; adoptez les arts de l'Europe; quittez vos vieilles armes, ce ne sont plus que des simulacres impuissans; revêtez-vous des cuirasses qui couvrent la poitrine des guerriers de l'Europe; chargez vos bras de ces armes redoutables qui, au milieu des éclairs et des tonnerres, font pleuvoir une grêle meurtrière; apprenez à dresser ces plans qui conduisent avec sûreté aux pieds des remparts, ou qui en défendent l'approche. Voyez ce colosse du Nord, qui, depuis un siècle, s'avance graduellement sur vous, et qui, de son ombre immense, gigantesque, couvre déjà le voisinage de votre capitale. Ce que vous fîtes éprouver à l'empire grec, vous allez l'éprouver de la part de votre puissant ennemi; hâtez-vous, pendant qu'il en est encore temps. Passez à d'autres mœurs, à

d'autres usages : civilisez-vous ; sortez en quelque sorte de la Turquie, et faites-vous de l'Europe. Voyez ce qu'a déjà fait l'Égypte pour l'avoir imitée : voilà votre modèle, et votre salut avec le nôtre. » Je ne suis ni du divan ni d'aucun conseil d'Europe, mais je parierais bien que tel est le langage qu'elle tient à Constantinople... Ce langage est fort raisonnable, comme l'est tout langage adapté à des intérêts communs ; et certes, ce caractère est bien marqué entre ceux de l'Europe et de la Turquie. Mais jusqu'ici il n'y a encore qu'un point convenu, la nécessité d'une réformation en Turquie, pour qu'elle devienne utile à l'Europe ; car, dans son état actuel, elle lui est plus nuisible qu'utile ; elle est, pour elle, plus un embarras qu'une force... Mais cette force résultera-t-elle de l'entreprise tentée par Mahmoud ? Que peut en attendre l'Europe ? Voilà la question. Il semble que le chapitre de cet écrit qui précède celui-ci a déjà fourni la réponse. Le changement en Turquie sera-t-il partiel ou général ? On ne peut pas éviter de raisonner dans une de ces deux hypothèses. Le changement par-

tiel sera inefficace pour l'Europe comme pour la Turquie ; il ne présente que l'image d'une anarchie prolongée et sanglante entre des parties divisées, dangereuse pour le sultan, inutile pour le but que l'Europe se propose dans cette réformation. Un changement général est impossible, surtout en Asie ; et si jamais il s'opère, ce ne sera qu'après de longs et dispendieux efforts qui absorberont toutes les ressources de la Turquie. Les difficultés qui naissent du fond même des choses sont immenses ; mais celles qui naissent de la nature des hommes, tant ceux qui font la révolution que ceux sur lesquels elle porte, sont encore plus grandes ; car de part et d'autre ce sont des *Turcs*, c'est-à-dire les plus malhabiles et les plus entêtés de tous les hommes. Les uns ne savent rien faire, et les autres ne savent rien concevoir ni comprendre ; la maladresse réagit sur l'opiniâtreté ignorante, féroce et fanatique. Que faire avec de pareils hommes ? Ce sont des métaux réfractaires qui brisent le coin qui les frappe, se refusant ainsi à l'empreinte dont il allait les marquer, et repoussant sa dureté par une dureté plus

grande encore. Voilà l'étoffe sur laquelle Mahmoud doit travailler; elle est rude, et sa main n'est pas habile. Qu'importe qu'il ait tué des janissaires; eh bien, ce sont des janissaires de moins, mais ce ne sont pas des troupes de plus. Se couper un bras n'est pas se donner un moyen d'action : or voilà ce qu'a fait Mahmoud. Il n'y a plus de janissaires à Constantinople, cela est vrai; mais ils n'étaient pas tous réunis dans les murs de cette ville, l'institution couvrait l'empire; il faut donc l'extirper de tout le territoire ottoman, et c'est là la difficulté. Les janissaires qui habitent Smyrne, Alep, Burse, Damas, Bagdad et Erzerom, avertis par le sort qu'ont éprouvé leurs frères d'armes, se laisseront-ils égorger ou dissoudre sans résistance? *La Saint-Barthélemi* de Constantinople s'étendra-t-elle à toute la Turquie? Mais quand Mahmoud aura fait tuer cent cinquante mille janissaires, si cependant il peut en venir là, en sera-t-il plus fort? aura-t-il un soldat de plus? Ne faudra-t-il pas les remplacer pour la garde du prince, pour celle de la capitale et de l'intérieur de l'état? Que restera-t-il

donc pour garder les frontières contre un ennemi puissant? Sûrement la pensée de la réformation de la Turquie est à la fois humaine et européenne; elle est grande et forte; on doit des vœux à son accomplissement : mais la réflexion amène bientôt, par la considération des difficultés de son exécution, à reconnaître que l'espoir de l'Europe sera trompé; qu'il n'y a de rajeunissement possible pour la Turquie que celui de *Médée;* qu'il s'ouvre pour elle une longue carrière d'anarchie, de déchiremens, et qu'une sanglante agonie amènera la dissolution de ce grand cadavre, qui, après avoir embarrassé l'Europe par l'inutilité de sa vie, lui portera malheur quand il faudra en venir à partager ses dépouilles. Tout porte à croire que, brutal travailleur sur un peuple incurable, Mahmoud aura fait un songe pénible, et qui se terminera par un terrible réveil...

Pour que la réformation de la Turquie ait quelque utilité, il faut qu'elle ait stabilité; l'une ne peut aller sans l'autre : une ébauche, un essai, ferait plus de mal que de bien. C'est ainsi que, dans les antiques édifices, il faut

tout renouveler à la fois, ou tout laisser en place, pour éviter l'écroulement général qui suivrait de la plus petite démolition. Mahmoud est homme; il règne dans un pays où l'on est tué avec autant de facilité que l'on a tué soi-même : son entreprise est de longue haleine; s'il périt en chemin, que devient-elle? Avec quelle force l'antiquité ne revivra-t-elle pas? De quelle humeur sera le successeur? En Turquie comme ailleurs, les successeurs se font-ils une loi de respecter l'ouvrage de leurs prédécesseurs? souvent même, ne cherchent-ils pas la popularité dans sa destruction? Louis XVI rétablit les parlemens frappés par la main de son aïeul. On sait le sort qui attendait l'ouvrage de Pierre, s'il n'en eût prévenu la destruction par le plus terrible des sacrifices. La réformation de la Turquie peut donc tenir à la vie de Mahmoud, et l'espoir de l'Europe être placé viagèrement sur sa tête. De ceci on ne doit pas conclure qu'il ne fallait rien tenter en Turquie, mais seulement que l'état de ce peuple offre les plus grandes difficultés; que ce ne sera qu'à la suite des siècles que l'Europe pourra recueillir

quelque fruit de toute tentative de correction dans l'empire ottoman, et qu'en attendant, elle restera découverte de ce côté contre la Russie.

TROISIÈME RAPPORT. — *La Grèce.*

Faisons l'application de ces mêmes principes à la Grèce. Voilà le sultan privé de ses troupes existantes, réunies, mal exercées, mal disciplinées, il est vrai, mais enfin, formant une force réelle et effective : au lieu de se servir de cet instrument, tout imparfait qu'il était, il le brise. Il n'aura plus ceux qu'il tue; et en quel nombre, s'il vous plaît? Il faut les compter par *centaines de mille.* Je ne vois pas qu'il en soit plus fort; les recrues ne se font pas en Turquie aussi facilement que dans nos états d'Europe. La Turquie d'Europe est peu peuplée; c'est donc de l'Asie que viendra la nouvelle armée; mais combien faudra-t-il de temps pour en extraire les hommes destinés à la former? Et si c'est l'Asie qui se refuse le plus opiniâtrément à la réformation? Dans la guerre ac-

tuelle avec la Grèce, le sultan succombait sans le secours de l'Égypte ; c'est elle qui a fait la dernière campagne. Mais voudra-t-elle, et pourra-t-elle continuer de porter ce fardeau ? Comment envisagera-t-elle la révolution de Constantinople ? Au lieu d'aider le sultan à sortir d'embarras, l'intérêt personnel, la facilité de l'affranchissement ne porteront-ils pas à l'abandonner à lui-même, pour l'y laisser se plonger plus avant. La révolution de Constantinople a presque fait du pacha d'Égypte l'allié des Grecs. Quelle partie de ses nouvelles troupes le sultan pourra-t-il détacher contre la Grèce ? Son premier besoin n'est-il pas de se garder lui-même avec sa capitale turbulente ? Que lui restera-t-il pour le dehors ? Mais s'il forme des soldats, la Grèce n'en formera-t-elle pas aussi de son côté ? Les instructeurs européens n'arrivent-ils pas en Grèce en plus grand nombre qu'en Turquie ? La révolution de Constantinople n'a donc rien qui menace immédiatement la Grèce ; au contraire, elle peut devenir pour elle le principe des plus grands avantages, et le mobile déterminant

de son salut, par les embarras qu'elle donnera au divan, par le désordre qu'elle va entraîner dans l'empire ottoman, et finalement, par la guerre qui ne peut manquer de s'allumer entre le sultan et une partie de son empire. Il vient de se créer assez d'affaires pour n'avoir pas beaucoup de temps à donner à celles de la Grèce ; il va rencontrer bien d'autres insurgens, et la Grèce pourra prévaloir au milieu de ce partage de l'attention et des forces de son ennemi. L'évènement de Constantinople, loin d'être un malheur pour la Grèce, peut au contraire être une bonne fortune, un don du ciel en sa faveur. Il se présente même dans cette réformation turque une hypothèse singulière, et dont le résultat tournerait encore à l'avantage de la Grèce. Pour cela, deux choses sont à supposer : 1° le complément de cette réformation, qui est inséparable de l'adoption de la civilisation ; 2° la soumission de la Grèce. Dans ce cas, la Grèce n'existerait pas comme état indépendant, chose bien à regretter ; mais enfin, dans ce malheur, on trouverait des consolations du côté de l'humanité, car

les Grecs, sujets de la nouvelle Turquie, ne seraient plus soumis à un joug aussi dur que l'était celui de l'ancienne Turquie, et du moins ils retrouveraient du côté de l'humanité ce que, par leur défaite, ils perdraient du côté de la liberté.

CHAPITRE IX.

Comparaison de la Grèce et de la Turquie, comme barrières contre la Russie.

L'Europe est à découvert, elle est ce que l'on pourrait appeler *à nu*, contre la Russie, dans son midi oriental. Contenue vers le nord et l'occident par les grands états militaires de l'Allemagne, soutenus par l'arrière-garde de la France et du royaume des Pays-Bas, l'Angleterre, l'inattaquable Angleterre marchant à la tête de cette opposition, la Russie ne peut plus guère s'étendre que vers les contrées méridionales de l'Europe qui avoisinent l'Orient. C'est là le côté faible de l'Europe contre la Russie : une barrière, dans cette partie, est donc indispensable pour la sûreté de l'Europe; c'est un besoin généralement senti, au point d'être devenu un axiome, *un article de foi politique*. Les choses sont arrivées à un degré tel, que si la Russie passait le Danube, la

Turquie d'Europe ne pourrait manquer de tomber dans son pouvoir, et que la force des choses l'amènerait jusqu'à la pointe de la péninsule grecque. Alors appuyée à la fois à la mer du Nord et à la Méditerranée, à la mer Blanche et à la mer Noire, ayant conquis, pour ainsi dire, le soleil, avec le secours de cet astre, les provinces russes du midi prendraient un accroissement gigantesque, et le monde reverrait quelque chose de pire que le monde romain (1). Voilà à quoi il faut s'opposer à tout prix; mais comment? Là est la difficulté : on n'improvise pas des nations,

---

(1) Les Russes ne peuvent manquer de s'élever à un grand degré de prospérité, de civilisation et de puissance.

« Comment une nation qui possède des contrées si vastes, tant de terres fertiles en bois, en fourrages, en blés, en métaux, en productions de tous les genres, tant de rivières navigables ou susceptibles de le devenir; comment, dis-je, une telle nation serait-elle incapable d'atteindre à un degré élevé de civilisation, de prospérité et de puissance? »

Mémoires de Falkenskiold, page 15.

L'auteur de ces paroles écrivait avant les grandes

on ne les retire pas davantage du tombeau. Le malheur veut que l'on soit placé entre une création et la mort, entre un berceau et un sépulcre : la Grèce et la Turquie présentent cet embarrassant contraste. La Grèce arrive à la vie, la Turquie s'en retire ; et cependant le malheur veut que l'on ne puisse disposer que de ces deux moyens, et qu'il n'y ait à choisir qu'entre l'enfance de l'une et la décrépitude de l'autre. Ici notons deux choses.

1°. Il s'agit d'un établissement permanent et solide à former dans les intérêts de l'Europe. 2°. Loin la pensée d'hostilité contre la Russie, loin toute jalousie contre ce qu'elle possède ; mais préservation et sécurité pour

---

fondations de l'empereur Alexandre : Odessa, Sébastopol, Théodosia, ne faisaient que de naître ; à cette époque les blés de la Podolie n'avaient pas encore inondé le midi de l'Europe et frappé ses campagnes de stérilité ; les écoles, les musées, les bourses de commerce étaient encore à créer ; enfin, les Russes n'étaient pas venus deux fois à Paris. Les pronostics de M. Falkenskiold ont été plus que réalisés, ils sont dépassés, et le seront de plus en plus.

l'Europe ; il faut que la Russie jouisse de ce qu'elle a, mais il faut aussi que l'*Europe dorme en paix*. La vue d'un immense péril, toujours imminent, est propre à troubler le sommeil, et il ne peut pas convenir à l'ordre des sociétés que l'un de ses membres soit comme un glaive toujours suspendu sur la tête de tous les autres. On jugera encore mieux de nos intentions par ce que nous allons ajouter. Depuis cent vingt ans, la Russie ronge l'empire ottoman, comme la mer ronge ses rivages ; de progrès en progrès, la voilà arrivée sur le Danube, par le traité de 1812, qui lui a cédé la Bessarabie ; il reste seulement aux Turcs, au-delà du Danube, deux principautés feudataires, plus que sujettes, la Moldavie et la Valachie : il est bien évident que ces deux appendices, ou plutôt ces deux débris de la puissance turque trans-danubienne, sont réservés à subir le sort qu'ont déjà éprouvé les autres provinces turques situées, comme celles-ci, au-delà du Danube. La Russie tiendra toujours à les incorporer à ses domaines, et à compléter son établissement sur le Danube, aligné avec la mer

Noire; ce sont là de ces enclaves dont un grand état finit toujours par rester en possession. La France a englobé la Bretagne et la Normandie. L'Autriche n'a pas eu de repos qu'elle n'ait planté ses drapeaux sur la place Saint-Marc à Venise. Les États-Unis ont bien su se faire adjuger les Florides, dont la séparation coupait leur territoire entre la Louisiane et leurs états du sud. La Russie n'a pas laissé échapper la Finlande : les deux principautés ne lui manqueront pas davantage ; elles sont les victimes désignées pour le prix de la première guerre entre elle et la Turquie. Dans ces derniers temps, ces misérables principautés ont tenu en mouvement toute la diplomatie européenne ; et pourquoi, grand Dieu ! pour un résultat encore plus misérable que celui de la guerre d'Espagne, le retour aux hospodars et à la suzeraineté turque. Quel était l'intérêt de toute cette agitation ? En quoi l'état réel de l'Europe était-il affecté par ce qui se passait ou pouvait se passer dans ces lieux ? Tout ami éclairé de l'Europe et de l'humanité ne pouvait former qu'un seul vœu, celui de voir les principautés pas-

ser aux mains de l'Autriche et de la Russie. Les habitans y gagnaient d'être à jamais délivrés de leurs hospodars, ces valets des tyrans de Constantinople; du moins les Gouvernemens d'Autriche et de Russie leur auraient épargné les avanies, les extorsions dont les accablent de petits tyrans occupés de s'assurer la protection d'autres tyrans qui mesurent le patronage sur l'*or* qu'il produit; par là ces provinces étaient introduites dans la civilisation, et assimilées à l'Europe. D'un autre côté, l'adjonction à la Russie et à l'Autriche d'une province de plus ne changeait rien à leur consistance politique; une province de plus ou de moins pour des états qui les comptent, les uns en grand nombre, les autres par centaines, ne sont pas plus à considérer que l'adjonction de quelques mille livres de rentes, à une fortune composée de plusieurs centaines de mille livres de revenu. Puisque la Valachie et la Moldavie ne peuvent tôt ou tard échapper à cette réunion, qu'elle ait lieu plus tôt que plus tard, il faudra les en féliciter, et il n'en faudra pas prendre d'ombrage ni contre l'Autriche ni

contre la Russie, car cet accroissement parallèle de territoire sera insensible dans la balance de leur puissance respective, comme dans celle de l'Europe. Mais il faut s'en tenir là, et aucune considération ne peut faire tolérer que la Russie place une tête de pont, une seule planche au-delà du Danube ; la simple démonstration de cette intention devrait devenir le signal d'une prise d'armes générale en Europe. Ces préliminaires bien entendus, recherchons qui, de la Turquie ou de la Grèce, présente plus de moyens d'empêcher ce passage si redouté, et dans le fait si redoutable. Population, armée, et ce qui donne la vie à tout, civilisation, tout est inégal entre la Russie et la Turquie. Cent vingt ans de lutte semée des plus cruels désastres ont constaté la prodigieuse supériorité de la Russie sur la Turquie, avant même que la première fût parvenue au degré de force qui l'a placée au faîte des pouvoirs européens. Écraser la Turquie ne serait plus qu'un jeu pour la Russie ; ce serait le berger qu'Hercule agonisant lança à travers les airs. Il n'y a donc pas de ressources de ce côté :

pour en attendre assistance, il faudrait commencer par refondre une race d'hommes qui n'ont su que profaner et corrompre tous les dons de la nature. Quel empire que celui de la Turquie! que n'eût-il pas fait avec d'autres hommes que des mahométans, et des princes à la fois voluptueux et féroces! En effet, qui compose cet empire? C'est cette Égypte, mère des merveilles du monde et de la sagesse de la Grèce; c'est cette Judée, siége des magnificences de Salomon, pépinière d'un peuple indestructible; c'est cet héritage d'Alexandre, partagé entre ses généraux, par de sanglantes funérailles; c'est cette Propontide qui alimenta pendant trente ans la résistance de Mithridate, et qui lui donna le moyen de balancer la fortune de Rome; enfin, c'est la Grèce avec sa riche ceinture d'îles florissantes. Quelle étoffe, grand Dieu! pour des mains habiles! La victoire sacrilége remportée par le génie turc sur celui de la nature ne prouve-t-elle pas qu'il y a de la folie à attendre quelque appui de la part d'hommes qui ont pu détruire tant de choses. Un culte détestable, un despotisme dans son atroce énergie,

ont tout couvert de ruines: l'esprit même de ces hommes est au nombre de ces ruines; ils ont comme fini de penser (1). Le tableau que Montesquieu traçait de la Turquie, il y a cent ans, s'est encore rembruni; car dans ce

---

(1) De Tocat à Smyrne, on ne trouve pas une seule ville qui mérite qu'on la nomme. J'ai vu avec étonnement la faiblesse de l'empire des Osmanlins: ce corps malade ne se soutient pas par un régime doux et tempéré, mais par des remèdes violens, qui l'épuisent et le minent sans cesse.

Les bachas, qui n'obtiennent leurs emplois qu'à force d'argent, entrent ruinés dans les provinces, et les ravagent comme des pays de conquête. Une milice insolente n'est soumise qu'à ses caprices : les places sont démantelées, les villes désertes, les campagnes désolées, la culture des terres et le commerce entièrement abandonnés.

L'impunité règne dans ce gouvernement sévère : les chrétiens qui cultivent les terres, les Juifs qui lèvent les tributs, sont exposés à mille violences.

La propriété des terres est incertaine, et par conséquent l'ardeur de les faire valoir ralentie. Il n'y a ni titre ni possession qui vaille contre le caprice de ceux qui gouvernent.

Ces barbares ont tellement abondonné les arts,

pays où l'on ne répare rien, où l'infécondité de l'homme s'ajoute à celle de la terre, les ruines engendrent les ruines, et dans ces tristes lieux, il n'y a que les déserts qui gagnent. C'est donc une pensée de pure routine que celle de s'appuyer sur la Turquie pour arrêter le cours des pas de la Russie vers la Méditerranée, car c'est bien là qu'elle

---

qu'ils ont négligé jusqu'à l'art militaire. Pendant que les nations d'Europe se raffinent tous les jours, ils restent dans leur ancienne ignorance, et ils ne s'avisent de prendre leurs nouvelles inventions qu'après qu'elles s'en sont servies mille fois contre eux.

Ils n'ont aucune expérience sur la mer, point d'habilité dans la manœuvre : on dit qu'une poignée de chrétiens sortis d'un rocher font suer les ottomans et fatiguent leur empire. Incapables de faire le commerce, ils souffrent presque avec peine que les Européens, toujours laborieux et entreprenans, viennent le faire; ils croient faire grâce à ces étrangers que de permettre qu'il les enrichissent.

Dans toute cette vaste étendue de pays que j'ai traversée, je n'ai trouvé que Smyrne qu'on puisse regarder comme une ville riche et puissante. Ce sont les Européens qui la rendent telle, et il ne tient pas aux Turcs qu'elle ne ressemble à toutes les autres.

tend; celui qui n'en peut plus, n'est pas propre à arrêter celui qui peut tout. La Turquie n'est plus qu'une vieille caserne d'invalides, sur laquelle ses habitans n'ont pas le droit de lire inscrit, comme sur celle de Berlin, *Læso sed invicto*.... Cette pensée de revenir à la Turquie, contre toute possibilité d'efficacité, provient de la tenacité aux anciennes idées, si chères à la diplomatie, et au défaut d'observation sur la différence des temps. A l'époque de Soliman, la Turquie était une puissance principale, pleine de vigueur, et égale à ce qu'il y avait alors de plus robuste en Europe : elle a fait comme l'Espagne. A l'époque brillante de son histoire, l'Espagne menaçait les libertés de l'Europe, comme la Russie le fait aujourd'hui; mais elle s'est endormie; pendant ce temps, l'Europe a marché; l'Espagne en restant stationnaire, s'est laissé devancer et ne peut plus rejoindre l'Europe. Voyez si la France qui a marché, ne se jouerait pas de son ancienne rivale, qui n'a fait que sommeiller et s'engourdir. Il en est de même pour la Turquie : depuis cent cinquante ans, elle est tombée en léthargie :

plus d'action, plus de pensée, plus de vie; par là, un vide immense s'est trouvé fait entre sa civilisation et celle de l'Europe; elle en est restée à une distance irréparable, et la prolongation de son assoupissement la place désarmée, impuissante, vis-à-vis d'un rival qui, semblable aux soldats romains, lorsqu'ils se disposaient à combattre, c'est-à-dire à vaincre, a passé tout ce période de temps dans les durs exercices qui doublent les forces et qui donnent au bras une vigueur irrésistible. Voilà l'appui que l'on va chercher en Turquie. Voyons si la Grèce est disgraciée au même degré. Dès que l'on parle de barrière, relativement à la Russie, il s'élève naturellement dans l'esprit la pensée d'une force correspondante à cette destination. Qui constitue la force des états? Leur géographie, leur population, leur civilisation et leur masse. La population, comme force défensive, doit être calculée, non pas numériquement, mais géographiquement, d'après les accidens du terrain. Ainsi un pays insulaire se défend par son isolement, avec bien moins de bras que ne peut le faire un état continental qui a plusieurs fronts

d'attaque, tandis que l'insulaire n'en présente qu'un seul. Un tel pays ressemble à une place qui n'est abordable que d'un seul côté; la moitié des défenseurs nécessaires pour une place continentale suffit à la défense de la première... Dans la question actuelle, il faut donc voir, 1° jusqu'à quel point la géographie de la Grèce supplée à sa population; 2° en quoi elle correspond à la population de la Turquie. La première considération amène à indiquer la formation indispensable de la nouvelle Grèce. Réduite au Péloponèse et à quelques îles, je ne balance pas à le dire, la Grèce appartient à l'humanité, mais non à la politique européenne; elle présente tout ce qui est propre à émouvoir les esprits et les cœurs, mais, placée hors du grand but que nous assignons à sa révolution, l'homme d'état n'a pas à s'en occuper; car que pèseraient dans la balance politique la Morée et cinq ou six îles? à quelle nécessité de l'Europe cette émancipation partielle, *ces débris de liberté* au milieu d'une masse d'esclavage et de barbarie satisferaient-ils? Dans ce cas, la Turquie mutilée sera un peu plus faible, mais l'Europe ne sera pas plus

forte contre la Russie : voilà tout ce qu'il y a à gagner dans cet arrangement. Tout dit donc que l'ensemble de la Turquie d'Europe doit former le nouvel état de la Grèce... Admirez le bonheur de sa position : au nord, du côté menaçant, vis-à-vis de la Russie, il s'appuie au Danube; c'est le fossé naturel qui couvre la place sur son front. La mer baigne son contour; du côté de l'Autriche, des chaînes de montagnes et des fleuves forment des limites naturelles que l'art peut rendre impénétrables. La ligne du Danube est soutenue par des forteresses, qui, à leur tour, le sont par les chaînes de montagnes transversales qui sillonnent cette contrée, et qui en rendent les abords très difficiles pour l'assaillant, et par là même très faciles à défendre. Une grande armée n'est pas nécessaire pour protéger un terrain sur lequel la nature a tout fait; et la Grèce n'ayant jamais que ce côté à défendre, pourra y employer toutes les forces que sa position lui rendrait inutiles ailleurs. La Turquie est moins bien partagée; elle a à défendre tout l'espace qui s'étend depuis la Bessarabie jusqu'au Caucase; car, par ses

acquisitions dans cette partie, une armée russe peut descendre dans les pachalics d'Asie et tourner la capitale elle-même. Quand la Grèce gardera le cours du Danube jusqu'à la mer Noire, la Turquie n'aura plus que la charge de la garde des bords asiatiques de la mer Noire et de la descente du Caucase ; elle pourra concentrer ses forces dans cette partie, et les immenses avantages de position que celle-ci présente pourront les rendre suffisantes pour cet objet. Dans ce cas l'Europe gagne un défenseur de plus ; au lieu d'un, elle en aura deux... Observez, 1° que cette position de la Grèce est toute défensive, et qu'elle ne peut être hostile contre personne : ce qui la couvre, la borne ; ce qui arrête les autres et la défend contre eux, l'arrête elle-même et les défend d'elle... Tel est le contre-coup de ces espèces de situations : si elles défendent bien, elles interdisent aussi ; par elles, la sûreté est placée à côté du commandement de la modération. A qui d'ailleurs la Grèce pourrait-elle en vouloir, enclavée comme elle le sera entre l'Autriche, la Russie et la Turquie ? Ces deux premières, ensemble ou séparément, lui sont très supé-

rieures en forces. La Turquie isolée de la Grèce pourra fort bien lui résister; tout est donc avantages dans cette combinaison sans inconvéniens pour personne. 2° La position péninsulaire de la Grèce fera de la marine son attribut distinctif; mais cette marine grecque sera dans la Méditerranée une marine européenne. Voyez cette mer comme jalonnée par le pavillon anglais, et assiégée par le pavillon russe : n'est-il pas infiniment avantageux pour l'Europe qu'il apparaisse dans ces parages un pavillon doué du pouvoir de réprimer l'un et de contenir l'autre. Quand la Grèce gardera la rive occidentale du Bosphore et tiendra des escadres dans l'Archipel, les flottes russes ne viendront plus affronter les Dardanelles ni parcourir la Méditerranée; la mer Noire sera le seul théâtre des guerres maritimes entre la Russie et la Turquie. Dans cette supposition, la Grèce partageant avec la Turquie la défense du midi oriental de l'Europe, deviendra l'alliée naturelle de la Turquie; et ceux qui se combattent aujourd'hui avec fureur, réunis par le lien d'un intérêt commun, se soutiendront avec sincé-

rité. Voilà ce que l'on trouve au fond de cette question, quand on l'examine sous toutes ses faces. J'entends dire : La Grèce est faible en population. Il faut s'entendre : la Turquie est plus peuplée qu'elle, cela est vrai; mais sa population est disséminée sur une étendue si vaste, qu'à mille carré, c'est un des pays les moins peuplés du globe entier. Il faut de plus tenir compte de la nature respective des populations, et de la facilité de les employer. Quelles ressources attendre des hordes asiatiques, qui, comme les milices féodales, au retour des frimats, abandonnent les drapeaux pour rentrer dans leurs foyers? Ces hommes égaleront-ils jamais en civilisation, et par elle, en aptitude à balancer les Russes, les Grecs civilisés à la manière de l'Europe? Dans l'état actuel du monde, la force ne provient plus seulement du nombre, mais de la civilisation; aujourd'hui c'est elle qui décide de tout... D'ailleurs, il faut rejeter les calculs qui bornent et réduisent à un petit nombre la population de la Grèce... Dans le plan que nous exposons, l'état nouveau comprendrait toute la Turquie d'Europe; par conséquent,

les populations de l'Albanie, de la Bosnie, de la Croatie turque, de l'Esclavonie et de la Servie en feraient partie. Ces populations sont militaires comme les Suisses, et fournissent les meilleurs soldats de la Turquie. Réunies à la population de la Grèce proprement dite, toutes ensemble formeraient une population déjà considérable par elle-même, supérieure à celle des Turcs aux mêmes lieux, et très susceptible d'un grand accroissement, au moyen d'un régime propre à développer toutes les facultés des habitans ainsi que celles du sol. Sous un despotisme atroce, avare, bizarre, désordonné, sans douceurs de la vie, sans sécurité pour l'existence, sans sûreté pour la fortune, qui peut porter l'homme à se reproduire? Chacun ne peut-il pas dire de lui-même ce que dit le paysan du Danube :

> Découragé de mettre au jour des malheureux,
> Et de peupler pour Rome un pays qu'elle opprime.

Mais combien cela changera de face sous l'influence de la civilisation et d'un gouvernement éclairé. Partout où un homme et une femme peuvent vivre, il se fait un mariage,

a dit le père du célèbre Mirabeau. Cela est vrai dans les pays civilisés. Voyez ce que, dans quarante-cinq ans, a déjà produit la félicité américaine; mesurez les degrés de la population par ceux du bonheur dont le gouvernement fait jouir, et vous ne vous égarerez pas; la mesure est exacte. La Suisse et la Hollande, les deux pays les plus fortunés de l'Europe, regorgent d'habitans. Dans quelques années de jouissance de quelques facilités pour le commerce, les rochers arides et déserts d'Hydra et de Spezzia se sont couverts d'habitations. Dans un autre hémisphère, l'île de la Trinité, en passant du régime espagnol sous l'administration anglaise, a présenté le même spectacle. Il est reconnu que le voisinage de la mer favorise la population par la multitude des occupations et par l'abondance des subsistances qu'elle lui offre: le nouvel état de la Grèce étant insulaire jouira de tous ces avantages; son sol et son soleil sont les moyens et les garans de l'abondance et de l'excellence de ses productions. Tout y favorise donc l'accroissement de la population; et rendue à la liberté, la Grèce se cou-

vrira de nouveau d'une population égale à celle qui remplissait ses célèbres cités et qui vivifiait ses fécondes campagnes. Mais, dira-t-on, ces avantages appartiendront à l'avenir et la jouissance en est éloignée. D'accord; mais ce n'est pas le moment actuel que nous avons seulement en vue; nous bâtissons pour les siècles. Comme il y aura toujours une Russie, il faut qu'il y ait toujours une Grèce; nous ne pouvons user que de ce qui se trouve sous notre main. Nous ne prétendrons pas à un bien absolu dès le début; mais nous disons : Créez-en le principe, les germes sont là; ne les étouffez pas, au contraire fécondez-les, favorisez-les, aidez leur développement. Il faut choisir entre la Grèce et la Turquie; et nous disons : La Grèce est préférable dans vos intérêts. Dans ce moment, ce n'est pas la Grèce que nous voyons, c'est vous-mêmes, c'est votre instrument propre, celui qui est le plus apte à satisfaire à vos besoins. Eh quoi, la Grèce est faible; est-ce donc que la Turquie est forte? Mais laquelle des deux est susceptible de devenir plus forte? Voilà la vraie question, et sûrement on n'hé-

sitera pas sur la solution. Il n'y a de choix qu'entre la Grèce et la Turquie : qui pourrait balancer entre elles, entre le rajeunissement d'un peuple et la décrépitude de l'autre ? L'Europe s'entendra bien mieux avec des peuples semblables en religion, égaux en civilisation, qu'avec des Turcs toujours en ombrages contre tout ce qui porte le nom de chrétiens, séparés d'elle par un langage, des mœurs, des habitudes, des sensations qui sont entièrement étrangères aux habitans de l'Europe. On voit avec quelle difficulté on ébranle les flegmatiques Ottomans; le temps qu'il leur faut pour se mettre en mouvement, pour passer de leur quiétisme insensible à une action, celui que prennent les négociations avec eux, et combien il faut renverser de barrières pour pénétrer jusqu'à leur entendement, et faire entrer dans ces têtes dures et comme fermées quelques-unes des idées qui sont familières à l'Europe... Rien de pareil ne se rencontre entre elle et la Grèce, tout y est homogène. Les Grecs sont des Européens, des enfans de la famille d'Europe, dont l'esprit, les mœurs, les sensations répondent à

tout ce qui existe en Europe dans chacune de ces parties. D'un côté, tout est opposition, répulsion ; de l'autre, tout est similitude, attraction. Il n'y a donc pas à balancer sur l'appréciation des avantages relatifs que la Grèce ou la Turquie peut faire trouver à l'Europe, dans le besoin urgent qu'elle éprouve de former une solide barrière contre la Russie dans son midi oriental.

CHAPITRE X.

Inimitié de l'Autriche contre la Grèce. Reproches adressés aux Grecs.

Si la Grèce est l'objet de l'intérêt le plus vif pour les Européens, et celui de leur prédilection, si ses souffrances, son héroïsme, sa persévérance, la grandeur de son entreprise et l'illustration d'un grand nombre de ses défenseurs lui ont conquis tous les cœurs et concilié tous les vœux, en revanche, elle a été l'objet des rigueurs et de l'animadversion de tous les gouvernemens. Laybach a lancé contre elle ses anathèmes, Vérone l'a repoussée, Rome l'a laissée se morfondre sans daigner l'écouter; les passages vers elle ont été long-temps ou interdits ou rendus bien difficiles; en quelques lieux, des dépositaires du pouvoir ont entravé la manifestation des sentimens qu'ailleurs on tolérait; mais nulle

part la malveillance n'a pris un caractère plus prononcé qu'en Autriche : on aurait dit que la Grèce l'attaquait autant que la Turquie. Interprète du cabinet, et peut-être son ouvrage, l'*Observateur autrichien* s'est montré constamment aussi hostile que le *Spectateur oriental*, et il serait difficile d'assigner la nuance qui les distingue et les sépare. Faits controuvés, inculpations de toute espèce, étalage des forces et des succès des Turcs, excuses de leurs excès, apologies du divan, tout ce qui peut trahir le secret d'un cœur d'où la haine déborde malgré ses efforts pour se cacher, la Grèce a rencontré toutes les passions haineuses et malveillantes en Autriche : dans ce genre, celle-ci a dépassé beaucoup le reste de l'Europe. La haine est aveugle, a-t-on dit; on peut ajouter qu'elle est un mauvais conseiller. Cependant, comme entre états la haine n'est pas l'effet d'une fantaisie, comme il arrive trop souvent entre les individus, comme ces sortes de haines politiques sont le résultat d'un calcul, plutôt que d'une affection personnelle, cherchons quel calcul peut avoir entraîné l'Autriche

dans cette direction malveillante. Commençons par écarter le motif de la légitimité et de l'insurrection : à ce titre, l'Autriche n'a pas plus à perdre que les autres puissances ses alliées, car il s'agit de principes qui sont égaux entre elles toutes. Il faut donc pénétrer plus avant pour trouver quelque motif plausible; et celui-ci ne réside-t-il pas dans la *coréligiosité* des Russes et des Grecs? L'objet capital de la politique autrichienne est la Russie; elle craint par-dessus tout ce qui pourrait ajouter à des forces déjà trop redoutables; elle craint que la conformité du culte n'attache les Grecs à la Russie, et comme elle en compte un grand nombre dans ses provinces orientales, elle redoute les effets directs de cette conformité de culte entre les Russes et ses propres sujets.

Il semble que ces appréhensions devaient céder à une réflexion qui se présentait naturellement; pourquoi les Grecs se sont-ils montrés jusqu'ici empressés de se concilier le patronage de la Russie? Rien n'est plus simple, c'est qu'ils n'avaient rien à démêler avec les Russes, et que, délaissés par le monde entier,

ils ne pouvaient être soutenus que par eux seuls; c'est que les Russes étaient les ennemis de leurs oppresseurs : mais changez cet ordre, faites que les Grecs deviennent les surveillans de la Russie, et vous verrez si l'ancien pacte ne se dissout pas de lui-même, et si la jalousie ne s'établit pas tout de suite entre les anciens alliés. Ce qui avait cimenté la première alliance, l'intérêt, est précisément ce qui la rompra; cela est dans la nature, et il est vraiment étonnant qu'on ait pu s'attendre à autre chose. Si quelqu'un est intéressé aux succès de la Grèce, sûrement c'est l'Autriche; car elle lui fournit une barrière contre son redoutable voisin. L'Autriche doit bien juger l'impuissance de la Turquie : comment ne pas lui préférer un état jeune, et formé sur les modèles civilisés qui remplissent l'Europe? Par elle-même, la Grèce ne présente rien d'inquiétant pour l'Autriche : 1° à cause de sa force propre, qui dépasse beaucoup celle de la Grèce; 2° à cause de la force des barrières qui les séparent. Les deux états se toucheront, en restant isolés l'un de l'autre par de grandes chaînes de montagnes,

et par des rivières. Loin donc de concevoir des ombrages contre la Grèce, de la poursuivre d'une haine envenimée, l'Autriche devrait voir dans sa révolution une bonne fortune qui lui crée un rempart du côté où elle est la plus faible, un vrai don du ciel qui vient à son secours au milieu de ses embarras. L'Autriche n'est pas une puissance maritime, et ne peut pas le devenir. Par Corfou, l'Angleterre règne sur le golfe adriatique, par lequel seul se fait le commerce maritime autrichien : le maître de Corfou l'est aussi de l'Adriatique. De plus, l'Angleterre règne encore sur la Méditerranée dont elle occupe l'entrée et le centre, à Gibraltar et à Malte, deux positions inexpugnables; et Corfou ne l'est guère moins, depuis les grands travaux faits pendant l'occupation française qui a duré plusieurs années. N'est-il pas d'un grand intérêt pour l'Autriche qu'une marine purement méditerranée se forme là en opposition à celle de l'Angleterre? Celle de la Turquie est tout-à-fait impropre à cet usage ; elle a d'ailleurs assez à faire de s'opposer à celle de la Russie. Cet emploi

ne peut donc être rempli que par la Grèce, qui réunit tout ce qui est nécessaire pour satisfaire à cette destination. Quant aux reproches adressés aux Grecs sur leur prétendu avilissement, sur leurs dissensions intestines, sur leurs déprédations au détriment du commerce européen, cinq années des plus dures épreuves soutenues avec le plus rare courage, des maux inouïs supportés avec persévérance, Miaulis, Canaris, Botzaris, Missolonghi, répondent à ces allégations de haines invétérées. Que l'on nous montre quelque chose de mieux dans le reste de l'Europe. Plus de mille ans de misères ont pesé sur la Grèce. Quels caractères ne fléchiraient pas sous une pression aussi prolongée ? Qui a le plus dégradé le moral des Grecs : sont-ce les empereurs ou les sultans, le bigotisme des uns ou le cimeterre des autres ? On ne sait. A la longue, les hommes sont ce que les gouvernemens les font Depuis mille ans, tout a conspiré contre la Grèce, tout a contribué à briser le ressort moral qui avait porté si haut sa renommée. Les Grecs vivaient sans patrie, sans lois, sans sûreté

personnelle, sans centre de réunion, admis à respirer le même air que leurs maîtres, mais exclus de toute participation aux avantages de l'association. Qu'à la longue, des hommes placés dans une condition aussi dégradée en contractent les inclinations, qu'ils soient bas, parce qu'ils sont courbés et abaissés par la force, rien n'est plus naturel. Mais ici, il ne s'agit pas de ce qu'ils sont, mais de ce qu'ils veulent être. C'est être déjà sorti de l'abaissement que de vouloir en sortir, et n'est-ce pas dans ce noble but que combattent les Grecs? Des dissensions ont éclaté parmi eux et ont paralysé leurs efforts. Cela était prévu et devait avoir lieu entre des égalitaires ; les mêmes scènes n'ont-elles pas eu lieu partout, au sein des monarchies, comme dans celui des républiques ? Naguère encore l'Amérique n'a-t-elle pas été témoin de scènes semblables ? Quel est le remède à cela ? L'amour de la patrie, le besoin de la défense commune, et l'établissement d'un grand gouvernement qui rappellera au centre toutes les opinions divergentes, comme toutes les forces isolées. Quelques forbans, profitant,

comme il arrive toujours, des facilités que donne l'état de guerre, inquiètent et incommodent le commerce dans l'Archipel. C'est un malheur ; mais en quoi cela touche-t-il à la révolution de la Grèce ? Elle-même s'est armée de lois sévères contre ces violateurs avides de la sûreté des mers. La guerre de l'indépendance des colonies espagnoles a peuplé de même d'essaims de corsaires l'archipel américain ; des lois de police maritime, soutenues par la force armée, les ont fait à peu près disparaître. Il y a loin de quelques mystics grecs à la révolution de la Grèce. Concluons de ceci, que la haine de l'Autriche et les inculpations contre la Grèce manquent également de fondement, et que cette admirable question de la révolution de la Grèce mérite d'être jugée d'après d'autres règles d'appréciation et des vues d'un ordre plus élevé.

CHAPITRE XI.

Incompatibilité des Grecs et des Turcs; extermination des populations chrétiennes en Turquie.

Tel est l'état auquel les choses sont parvenues. Dès le début de la révolution de la Grèce, lord Erskine indiqua ce résultat avec une prévoyante sagacité; il est frappant de vérité, et dans son horreur, il apparaît avec une clarté semblable à celles qui s'échappent du fond des enfers. Oui, les enfers sont ouverts, non-seulement pour la population de la Grèce, mais encore pour toutes les populations chrétiennes qui traînent une misérable vie sous l'empire du croissant. Le cimeterre turc, s'il prévaut sur la Grèce, ministre des plus cruelles vengeances et des plus sombres ombrages, s'apprête à les y précipiter. Ruines de Scio, d'Ipsara, dites

si j'exagère. Trop de haines séparent la Grèce et la Turquie, pour qu'aucun accord, pour qu'aucun rapprochement ait lieu entre elles; il faut que l'une cède à l'autre. Aujourd'hui tout moyen terme est impossible, il serait plus facile de faire partager l'empire à Saint-Domingue entre les blancs et les nègres, que de faire dorénavant cohabiter les Grecs avec les Turcs : le sang nègre ne se refuserait pas à la cohabitation européenne, comme le sang turc le fera à l'égard de la cohabitation avec les Grecs et les autres chrétiens domiciliés en Turquie. Cette incompatibilité a deux causes :

1°. La nature de la révolution de la Grèce.

2°. Le caractère particulier des Turcs, et la politique orientale.

Les Grecs se sont soulevés plusieurs fois contre les Turcs, soit par le ressentiment des sévices qu'ils éprouvaient, soit par les instigations de la Russie. Celle-ci n'est pas étrangère à la révolution actuelle, par les germes qu'elle a semés à des époques antérieures : mais ces premiers soulèvemens étaient partiels, de peu de durée, et point systémati-

ques; aujourd'hui le soulèvement se fait en corps de nation, il est organisé, il résulte d'un système complet d'indépendance, assimilé avec ceux qui ont prévalu en d'autres lieux. Dans les soulèvemens antérieurs, c'étaient quelques Grecs qui apparaissaient; mais ici c'est la Grèce elle-même qui apparaît, ses titres d'ancienne possession à la main, et qui revendique sa place avec des armes souvent couronnées par la victoire. Dans les autres soulèvemens, les Grecs isolés n'avaient ni armes, ni flotte, ni gouvernement; la révolution actuelle a engendré tous ces moyens, et se soutient par eux. L'Europe avait à peine ouï parler des premiers soulèvemens, que l'éclat d'aucun nom, qu'aucun trophée ne relevait. Depuis cinq ans, la révolution de la Grèce occupe l'attention de l'Europe; l'intérêt va croissant tous les jours; les lauriers se sont multipliés comme les héros : l'empire ottoman a été ébranlé, et le sultan a tremblé sur son trône. Rapprochez des hommes qui se sont fait de pareilles injures, faites vivre en paix les uns sous l'empire des autres! C'est ce dont vous oseriez à

peine vous flatter dans l'occident de l'Europe. Là, la religion, la civilisation, encore plus puissante, mettent un frein et donnent un terme aux sévices; le glaive de la vengeance s'arrête devant certaines considérations; la politique devenant l'auxiliaire de l'humanité, ne laisse arriver les excès qu'au point où commenceraient l'irritation ou l'affaiblissement : en Europe, la tyrannie peut craindre jusqu'à l'histoire elle-même. Mais que font à des Turcs la politique, la civilisation et l'histoire? Dans ces climats, la politique a toujours le fer à la main; elle use des plus perfides déguisemens pour accomplir ses projets, comme pour assouvir ses vengeances; chez elle, ce qui ferait horreur dans l'Occident est en honneur. En Europe, on pactise, on donne des amnisties, on fait des édits de Nantes; en Turquie, c'est comme en Espagne, on tue, on chasse qui féconde la terre : l'Espagne expulse les Maures qui fertilisaient ses provinces. Tous ces désastres ne coûtent rien aux Orientaux, pas même une réflexion. Les Turcs extermineront les Grecs sans demander ce qu'ensuite devien-

dra la Grèce, sans s'inquiéter de ce que leur vaudra la Grèce couverte de ruines, et vide d'habitans. Les Turcs descendent de ces nations tartares qui ont fait un désert de toute la haute Asie, qui frémissent à la vue d'une cité, et qui élèvent aux pieds de ses murs des pyramides formées avec les têtes de ses habitans. Le Turc est par instinct le plus féroce de tous les hommes; le sang, les ruines, les larmes, le sexe, l'innocence de l'âge, rien ne le touche, rien n'a de prise sur lui; il a ajouté à l'atrocité des mœurs africaines et asiatiques. Cruel et rapace, tant qu'il y a à tuer et à dépouiller, il est infatigable et insatiable (1); le butin a pour ces hommes un

(1) Le *Baron de Tott* cite dans ses Mémoires des traits vraiment inconcevables de cette avarice, de cette soif de posséder qui consume les Turcs. Il dit avoir vu des hommes qui, pour avoir transgressé la défense d'exercer le pillage, étaient, d'après la justice turque, condamnés à l'affreux supplice d'être traînés attachés à la queue d'un cheval, *mourir contens en songeant qu'ils avaient eu, pendant quelque temps, quelque chose en leur possession.* Que faire avec de pareils hommes?

attrait irrésistible; rien ne leur coûte pour s'en attribuer quelques parcelles. L'assassinat et le vol sont dans le sang de ce peuple meurtrier et spoliateur en corps de nation, fléau et honte de l'humanité. Ce peuple chaque jour s'assiérait au festin d'Atrée. Chez les Turcs, tuer n'est que la moitié du supplice : la mort sans insultes à la nature ne leur suffit pas, elle doit être assaisonnée par elles; elle leur paraît fade, tant ils sont familiarisés avec elle, si elle n'est pas aggravée et comme relevée par mille indignités (1). Voilà les hommes

(1) *Voyez* l'ouvrage de M. Deshomettes des Fossés, sur la Bosnie, à l'article des supplices en usage dans ce pays. La population entière se fait bourreau, et porte la main sur le condamné, qui, presque toujours, n'est qu'une victime de l'iniquité, et par là même digne de commisération. On ne sait qui l'emporte, de la barbarie ou de l'imprévoyance, chez des hommes menacés journellement du même sort.

On connaît trop l'infamie à laquelle sont réservés une partie des malheureux qui tombent sous le brutal esclavage des Turcs; et puis déclamez contre la civilisation, arrêtez ses progrès, retenez les hommes dans l'incivilisation, vous aurez des Espagnols et des Turcs.

auxquels les Grecs ont à faire, comme individus et comme politiques. Chez les Turcs, la politique est au niveau de l'humanité; elle se compose de déguisemens et d'ombrages. En Turquie, être puissant, s'être fait craindre, est un arrêt de mort : tôt ou tard, par une voie ou par une autre, on aboutit là. Dans ce pays, où l'on ne croit régner sûrement qu'en étranglant ses frères, où les soupçons jaloux ne se déclarent que par le poignard, tout partage de pouvoir est impossible; il faut tout tenir ou tout perdre. Si les Turcs prévalent sur les Grecs, ceux-ci seront donc exterminés; ils se sont fait trop craindre pour être épargnés : en Orient, la rivalité exclut du pardon; mais les Grecs ne périront pas seuls, toutes les populations chrétiennes répandues sur la surface de la Turquie éprouveront le même sort, parce que les Turcs confondent tous les chrétiens dans la même inimitié, et qu'ils les regardent tous comme étant également leurs ennemis. Ces barbares sont étrangers à toutes les distinctions que l'esprit plus cultivé des Européens sait faire entre les choses : vainqueurs des Grecs, ils

se jetteront sur les populations chrétiennes; après avoir exterminé les premiers à titre de vengeance, ils en feront autant à l'égard des autres à titre de prévoyance. On peut compter sur ce résultat, il est dans les mœurs des Turcs, et les mœurs ne trompent jamais. Voilà la mer de sang sur laquelle l'Europe doit à l'avance fixer ses regards : combien de temps pourra-t-elle soutenir ce spectacle; combien de temps le murmure du genre humain restera-t-il secret, n'éclatera-t-il pas avec une terrible détonnation, et les autels catholiques eux-mêmes ne seront-ils point ternis par l'effacement des autels, même schismatiques, de toute la Grèce? Il me semble que la croix mutilée en Grèce perdra un de ses bras dans l'Occident. Pour calmer des craintes si profondes et si légitimes, dira-t-on que l'on intercèdera auprès des Turcs, que l'on se rendra garans de leur sûreté : c'est bien peu connaître et les hommes et les choses. D'abord l'orgueil ottoman voudra-t-il s'abaisser à reconnaître des intermédiaires entre lui et *ses sujets?* Il y a dans la garantie, il faut le reconnaître, un partage de la souveraineté. Mais que de-

vient la garantie en temps de guerre? La garantie empêche-t-elle les dommages qui autorisent à réclamer l'intervention des garans? Voyez ce qui est arrivé à la Moldavie et à la Valachie; elles étaient censées bien défendues par la garantie de la Russie. Sous une pareille égide, on pouvait se croire en sûreté; a-t-elle empêché que pendant un long cours d'années ces provinces n'aient été en proie aux vexations habituelles des Turcs? ne se sont-ils pas joués avec opiniâtreté des menaces, des représentations, et des armées de l'empereur Alexandre, rassemblées sur leurs frontières? Il faut bien connaître ces hommes : grossiers et subtils tout-à-la-fois, unissant la fourberie à une apparence de simplicité; abondant en subterfuges, en interprétations, en protestations; impassibles, insoucians du temps, ils se replient en tout sens, ils parcourent tous les détours de la diplomatie appliquée aux négociations; ils comptent surtout sur la fatigue de leurs adversaires, et traînent tout en longueur : on va le voir aux conférences qui s'ouvrent à *Akermann.*

Toute garantie de l'Europe à l'égard de la

Grèce sera donc un vain palliatif : les Turcs n'en feront ni plus ni moins; et si la victoire se déclare pour eux, il n'y aura plus qu'à songer aux funérailles de la Grèce et à pleurer sur ses ruines, accusatrices de beaucoup de choses.

CHAPITRE XII.

Droit d'intervention dans l'affaire de la Grèce.

Quand on n'a pas été du combat, peut-on être de la victoire ou du traité qui la suit? Voilà toute la question de l'intervention dans l'affaire de la Grèce. L'Europe a-t-elle été du combat? Non. A quel titre pourrait-elle intervenir? S'est-elle déclarée neutre? Sans doute, et c'est sa résolution définitive. A-t-elle dit par le *fait* : « Allez en Égypte ou en Grèce, à Constantinople ou à Napoli de Romanie, avec Boyer l'Égyptien ou avec le colonel Fabvier, je ne m'y oppose pas; que l'Égypte ou la Grèce arment, construisent, recrutent chez moi; liberté égale pour tous. Si quelqu'un se sent le courage de se mettre à la tête d'un comité turc, à côté des

comités grecs, libre à lui de l'essayer à ses risques et périls. » Ce que l'Europe n'a pas cru devoir faire au nom de l'humanité, le ferait-elle à celui de la simple politique? L'intervention hors de dommages constatés, irréparables autrement que par la force est-elle admissible parmi les nations civilisées? La Grèce a-t-elle fait des dommages de cette nature à l'Europe, ou à quelqu'une de ses parties? Qui oserait le dire? Toute guerre produit quelque gêne pour le commerce; c'est une des charges résultant de la sociabilité générale : quand l'Angleterre et la France se combattaient par mer, les gênes que cette lutte étendue sur toutes les mers causait dans tout le monde commercial, autorisaient-elles les neutres à intervenir? Que leur aurait-on répondu s'ils eussent prétendu le droit de le faire? En quoi le droit de la Grèce diffère-t-il de celui qu'avaient la France et l'Angleterre? Il y a de la différence dans ses forces avec celles de ces puissances, mais il n'y en a pas dans le droit; et la force n'est pas la mesure de celui-ci,

au contraire, c'est à lui à régler l'usage de l'autre. Qu'a répondu lord Liverpool, interpellé, dans la Chambre des Pairs, sur les intentions du gouvernement anglais relativement à la Grèce? qu'il n'entrait nullement dans ses intentions de s'en mêler. La Grèce sera donc libre de poursuivre sa guerre et son ennemi par tous les moyens en son pouvoir; l'Europe n'aura aucune loi à lui imposer à cet égard; c'est déjà une grande conquête faite dans les intérêts de la Grèce et pour les progrès de la civilisation. Le droit l'aura donc emporté enfin sur l'arbitraire et sur la fantaisie; on n'entendra plus dire à un peuple : Vous n'existerez pas, parce que votre existence me déplaît; vous ne vous gouvernerez pas de telle manière, qui formerait un contraste avec celle que je suis; vous ne serez pas trop heureux, crainte que le spectacle de votre bonheur ne renferme des attraits pour ceux qui trouvent moins de félicité sous le mode de gouvernement que j'ai introduit ou que je maintiens parmi eux; car voilà en peu de mots ce que signi-

fient toutes les allégations sur lesquelles on motive ces interventions. A cet égard, la guerre d'Espagne a du moins rendu un grand service : elle a fait établir des deux côtés de la Manche, entre les cabinets de Paris et de Londres, une controverse portée à la barre de l'Europe entière, appelée à juger, à peser les raisons des deux interlocuteurs; et de cette solennelle discussion, il est résulté une solution complète, évidente, confirmative du droit, consolante pour l'humanité, celle par laquelle il est resté démontré que toute intervention hors de la réformation refusée opiniâtrément de principes évidemment anti-sociaux, ou de dommages irréparables, autrement que par la force, est une violation du droit des nations. Ainsi, l'or, après avoir subi l'action du feu, reste au fond du creuset; ainsi la Grèce ne reverra pas ce qui a été commis à Naples, et en Espagne. Elle n'a proclamé aucun principe incompatible avec l'existence paisible des sociétés; au contraire, elle souffre et combat pour les établir aux lieux d'où ils sont bannis depuis long-temps, et d'où ils le seront

toujours si elle succombe : elle est donc hors de la juridiction de l'Europe ; elle s'appartient à elle-même, et n'appartient qu'à elle seule, et ce premier principe de liberté l'aidera à la conquérir toute entière.

CHAPITRE XIII.

Institutions de la Grèce.

Mais à quoi servirait à la Grèce son indépendance, si elle n'usait pas du droit qu'elle lui confère pour le choix de son propre gouvernement, par l'adoption d'une institution fondamentale la mieux assortie à ses besoins? A quoi bon tant de sang versé, et même tant d'héroïsme, si le résultat ne correspond point à des antécédens aussi glorieux, et si chèrement acquis? Que restera-t-il à la Grèce de ses immenses sacrifices? quelle reconnaissance lui en devront l'Europe et l'humanité, qui entrent pour une si grande part dans le résultat espéré de ses travaux, si ceux-ci ne sont pas couronnés par un établissement conforme à ce qu'attendent l'une et l'autre? Cet établissement sera la clef de la voûte qui donnera la solidité à l'édifice et qui en assurera la durée.

C'est là que doit éclater dans tout son jour le patriotisme de la Grèce, avec cet esprit de discernement et de sagesse qui, entre plusieurs choses bonnes en elles-mêmes, sait distinguer la meilleure, c'est-à-dire la plus convenable au but que l'on se propose. Cet esprit élève au-dessus des préjugés, des passions et des intérêts privés; il est le plus haut degré du courage, celui qui, puisé tout entier dans l'ordre moral, est encore plus rare que le courage guerrier, et lui est supérieur, comme la réflexion l'est à l'impulsion purement physique, et comme les opérations de l'esprit le sont aux œuvres de la main.

Beaucoup de choses doivent guider et sont à considérer dans le choix des institutions à donner à une nation. Ce qui convient à un temps, à un peuple, à une contrée, ne convient pas à d'autres. Le bien absolu, étranger par sa nature à toute œuvre humaine, ne doit pas être recherché, ni même envisagé comme but; la prudence, fille bien avisée de l'expérience, apprend à se borner au bien relatif, à s'en contenter, et à ne point aspirer à une perfection qui n'entre pas dans l'a-

panage de l'humanité. L'œuvre se ressent toujours de la main de l'ouvrier et de l'origine de celui-ci; et comme les institutions sont des ouvrages d'hommes, elles ne peuvent manquer de retracer l'origine de leurs auteurs, et d'être défectueuses en quelque chose, comme ils le sont eux-mêmes. L'amélioration graduelle doit donc suffire à l'ambition de l'homme, et pour lui, corriger, c'est être parfait; c'est là seulement qu'il peut atteindre. Ne tendons donc point vers un but trop élevé; car, en cette qualité, il pourrait nous dépasser. Il faut sortir des abstractions qui flattent l'esprit, pour rester dans les réalités qui servent. Par conséquent, lorsqu'on parle d'institutions pour un peuple, il est nécessaire de commencer par s'assurer de son état moral, de son nombre, de l'espace qu'il occupe, de ses relations avec les peuples qui l'environnent, de l'esprit de ces peuples, et des intérêts propres et relatifs de ce même peuple. Les circonstances peuvent même commander de ne pas user des droits de l'indépendance dans leur plénitude, pour ne pas provoquer des oppositions funestes

de la part des sociétés déjà formées, et qui, à tort ou à droit, pourraient se croire lésées par le nouvel établissement, et fondées par là même à contrarier sa fondation... Les considérations les plus élevées et les plus vertueuses, c'est-à-dire les plus dégagées de toute passion et de tout intérêt privé, doivent donc présider au choix des institutions d'un peuple qui se constitue : car ce choix embrasse la vie entière de ce peuple; il fera son bonheur ou son malheur, son repos ou ses agitations, ses vertus ou ses vices, sa gloire ou son opprobre; il lui donnera des citoyens ou des membres inutiles ou corrompus. Tels sont les résultats du choix des institutions, suivant qu'il est réglé par les lumières en compagnie de la vertu, ou bien qu'il est fait sous l'influence d'astres également sinistres, l'irréflexion et les passions.

En devançant le moment où les travaux de la Grèce, couronnés enfin par un succès que hâtent nos vœux, lui permettront de s'occuper de cet important objet, qu'il nous soit permis de lui offrir le tribut des réflexions que la considération de toutes les circon-

stances qui lui sont propres nous a suggérées... La position de la Grèce est très compliquée ; beaucoup de mains sèmeraient volontiers des obstacles sur sa route ; du côté de l'étranger, beaucoup d'ombrages planent sur elle. Ici, un redoublement d'attention et de prudence est donc nécessaire ; il faut tout peser avant de se décider ; car il s'agit d'une chose durable, et souvent, l'erreur reconnue, on n'est plus maître de la corriger.

Depuis la fondation des sociétés, l'humanité apparaît rangée sous deux drapeaux, celui de la monarchie et celui de la république : sous lequel des deux y a-t-il eu plus de bonheur réel pour l'homme ? Qui peut le dire ? Si la république donna à Rome les Gracques, les Marius, les Carbon, les Sylla, l'empire lui donna aussi les douze Césars ; elle dut à la république les Fabricius, les Marcellus, les Scipion, les Caton ; elle dut à l'empire les Antonin et le prince qui marche à la tête de tous les monarques, parce que le genre humain a décerné à lui seul le surnom *de ses délices* ; titre le plus glorieux qui ait jamais décoré le nom d'un mortel, car il l'assimile

en quelque sorte à la Divinité. Dès que les hommes se trouvèrent réunis en sociétés un peu nombreuses, ils durent sortir de l'état de famille, devenu insuffisant pour leurs besoins; il leur fallut des règles et des chefs. Les unes durent être générales et fixes, et les autres élevés au-dessus de la société même, pour la voir tout entière et pour en être vus à leur tour... De là ces siéges élevés au milieu du peuple, non pas pour le dominer ou pour flatter l'orgueil de ceux que la société y faisait asseoir, mais pour les placer dans un poste d'où ils peuvent embrasser toutes les parties de la société. Les trônes, objets d'hommages, sont aussi des postes d'observation dans l'intérêt général... Monarques domestiques, les patriarches ont régné sur la famille et dans le désert; à mesure que les familles se multiplièrent, elles se séparèrent, et leurs membres furent former des royautés de la même nature dans des espaces encore inoccupés. Alors l'homme était nomade, et le voisinage commençait, comme de nos jours, il le fait dans les solitudes de l'Amérique, à des distances qui rendaient les relations entre les hommes

très rares et les collisions sans objet, et par conséquent impossibles. S'il en survenait, leurs causes, simples comme les hommes et les choses de ce temps, ne provenaient guère que de la possession de quelques fontaines pour désaltérer les troupeaux, seuls trésors de ces temps primitifs. *Prenez à droite dans ces vastes plaines, et je prendrai à gauche*, dit un de ces innocens monarques, *afin d'éviter toute querelle entre nos pasteurs*. Ce n'est que lorsque de simples tentes servent de palais que les rois parlent avec cette simplicité; alors le chef de la famille est vraiment roi, car, en elle, tout provient de lui; l'état entier est sous ses yeux; il a droit et capacité suffisans pour tout voir et pour tout régir; il est créateur à la fois de tout ce qui forme la famille et de tout ce qui contribue à la soutenir. Mais un état pareil ne peut pas durer long-temps; il a des bornes dans la multiplication de l'espèce: à son tour cette multiplication crée des intérêts divers, et la complication de ceux-ci exigeant des définitions positives et des garanties pour leur maintien, les magistratures naissent de ces besoins de

la société. Elles lui font trouver en elles des interprètes pour les règles établies et des préposés pour leur exécution ; par elles la raison et la force publique prennent la place de la raison privée qui serait l'arbitraire, ainsi que celle de la force privée qui réduirait tout sous l'empire de la violence. Tels sont l'origine et le but de toutes les magistratures et de toutes les formes de gouvernemens. Leur principe d'existence est dans le pouvoir de la société; leur raison d'existence est dans l'intérêt et le bien-être de la société qui les crée pour elle, et non pour les titulaires... Jusqu'à ce point, toutes les sociétés ont marché du même pas, parce qu'elles avaient toutes un but commun, celui de la recherche de leur plus grand avantage. Il n'est pas un homme revêtu du pouvoir, même absolu, qui ne dise le tenir et ne vouloir l'exercer que dans ce seul but; mais c'est sur la manière d'atteindre celui-ci que l'esprit de l'homme s'est partagé, et que, dans un but uniforme, il a adopté mille variétés dans les moyens de l'atteindre. Monarchie, république, dans l'intention sociale, sont une seule et même chose, c'est-à-dire

un moyen divers de procurer à la société la plus grande somme de bonheur possible. Chaque société a choisi celle des deux formes qui lui a paru la plus propre à la faire jouir de ce bonheur tant désiré : de là cette diversité de gouvernemens qui couvrent la terre, et qui, dans leur contraste, n'ont cependant qu'une même origine et un même objet, le pouvoir et le bonheur social... Les avantages du gouvernement d'un seul ont-ils plus frappé les hommes, et les ont-ils amenés à sacrifier une plus grande partie de leurs droits en vue d'une plus grande somme de repos par un établissement presque général de la monarchie? ou bien celle-ci, née dans l'Orient, berceau de l'humanité, est-elle seulement la continuation de l'état patriarcal, qui, pendant beaucoup de siècles, fut le seul régime de cette contrée classique de l'humanité ? On ne peut l'affirmer, quoique les royautés orientales, par leur droit de possession universelle de tout ce qui se trouve dans ces sortes de sociétés, autorisent à le penser; toujours est-il certain que les domaines de la monarchie ont beaucoup surpassé en étendue ceux de la

république : l'Asie tout entière, l'Afrique, moins Carthage, la presque totalité de l'Europe, comptaient et forment encore cette vaste dotation de la monarchie. Quand les Espagnols posèrent le pied en Amérique, ils trouvèrent que l'esprit humain avait travaillé là comme il l'avait fait dans les autres parties du globe, et que, sous des formes plus ou moins sensées, la monarchie y occupait la plus grande partie du sol. Les navigateurs modernes qui explorent les archipels de la mer du Sud, y retrouvent des images de monarchie, qui, dans leurs bizarreries, rappellent les figures grossières des divinités de ces hommes sauvages dont la civilisation est encore en enfance comme le culte, et retrace la faible portée de leur esprit.

L'ordre monarchique paraît être l'état naturel des hommes privés de lumières : des aveugles ont besoin d'être guidés, et parmi eux, celui qui voit est leur guide naturel. Il est *roi*, car *rex* vient de *regere*, conduire ; il conduit : donc il règne, donc il est *roi*. De quelques prestiges, de quelques prétextes qu'il se serve pour colorer, pour accroître, pour

affermir son pouvoir, toujours est-il que ce pouvoir vient originairement de là; c'est là sa source, et tant qu'il ne s'en écarte pas, il reste pur. Si l'intérêt et les passions le corrompent; si l'impuissance d'y résister, la crainte et l'adulation le font accepter dans cet état d'envahissement, c'est un mal, c'est une dérogation au principe; il est violé, détourné de l'usage auquel il était destiné, du but auquel il se rapportait, mais il n'en est pas moins certain. Ainsi les royautés orientales, qui sont le tombeau de tous les droits de l'humanité, sont des faits établis par la violence, maintenus par la terreur, et supportés par l'ignorance, au fond de laquelle le pouvoir jaloux a relégué et maintient les peuples. Il perpétue l'aveuglement pour perpétuer le pouvoir; car le jour où l'on verra clair sera le dernier jour de son existence. Laissons les intérêts rattacher le pouvoir à la voûte des cieux. Quand leur voix se fait entendre, quand leurs interprètes accrédités par eux montrent les signes auxquels leur volonté se fait reconnaître d'une manière certaine, il n'y a plus qu'à obéir, car les cieux sont plus élevés que

l'esprit de l'homme; mais dans leur silence cet esprit jouit de toute sa liberté, et il suffit pour démontrer et rendre palpable la vérité que tout pouvoir exercé sur la société dérive d'elle. Jusqu'ici, hors sur le peuple juif, le ciel ne s'est expliqué sur le gouvernement d'aucun peuple. Comme dans sa vaste enceinte il embrasse toutes les parties de l'univers, il couvre de même de sa protection toutes les sociétés que celui-ci renferme, et l'on ne voit pas que le soleil se soit levé de préférence sur aucune; il les tolère toutes, comme il les éclaire toutes.

La république paraît être l'état naturel des hommes clairvoyans : cet ordre admet l'homme à la participation de la direction de ses affaires propres; la monarchie absolue en est l'exclusion. La nature, en donnant aux hommes tout ce qui leur est nécessaire pour se diriger dans l'ordre moral, a sans doute voulu qu'ils s'occupassent de leurs affaires, car elle n'a rien fait en vain. En pourvoyant l'homme dans l'ordre moral comme elle l'a fait dans l'ordre physique, il est naturel de conclure qu'elle a aussi voulu qu'il appliquât

ses facultés à l'un des ordres comme à l'autre. D'après cela on pourrait dire que la république est de la nature, et que la monarchie n'est que de l'homme. La république est un état de majorité morale pour l'homme; la monarchie est un état de tutelle et de minorité continue pour lui. Les formes de l'une et de l'autre peuvent varier à l'infini; il n'y a pas une république et une monarchie qui ressemble exactement à une autre république et à une autre monarchie : la diversité des esprits a mis entre elles la diversité dont la nature a empreint le visage de l'homme, parmi lesquels il n'en est pas un qui retrace parfaitement celui de l'autre. Dans ces établissemens divers, les hommes ont tendu vers un but uniforme, qui était leur plus grand avantage : seulement, ils se sont séparés sur le choix du chemin le plus sûr pour arriver à ce but.

La civilisation a apporté un changement immense dans l'ordre social, par l'abolition de l'esclavage de la personne : cette abolition a rendu à l'homme la propriété de lui-même que la force lui avait ravie; elle a permis

de prononcer le nom de liberté au milieu de l'humanité, parmi laquelle ce mot n'était une réalité que pour le plus petit nombre, et une insulte ou bien une dérision pour le plus grand; d'où il arrivait que le grand nombre était hors de la cité, et qu'elle n'existait que dans le plus petit. Un dénombrement de l'Attique ne donna que 22,000 citoyens : tout le reste de la population végétait dans l'esclavage, exclu de toute participation à l'administration de la cité. On peut dire de l'Orient, que dans chaque état il n'y a qu'un citoyen, qui est le prince; car tout le reste vivant dans l'esclavage personnel ou politique, il n'y a réellement qu'un seul homme libre, le prince, qui tient tout le reste dans le servage. C'est la corruption de la monarchie; car, à proprement parler, il n'y a de monarchie que là où elle est tempérée. Il ne faut pas argumenter en faveur des institutions par leur durée, non plus que par l'espace qu'elles ont occupé, ou qu'elles occupent encore : rien n'est plus faux qu'une pareille méthode d'appréciation; avec cela on légitimerait toutes les extravagances reli-

gieuses et civiles, tous les cultes et tous les crimes qui ont souillé la terre. Le paganisme a régné cinq mille ans; des religions insensées comptent aussi leur règne par siècles : des gouvernemens inhumains ont couvert et couvrent encore la terre ! Argumentera-t-on de leur durée contre leurs vices intrinsèques ? Non, sans doute : un homme de sens aurait horreur de le faire. Il se bornera à dire en gémissant : L'homme est faible, patient; il est souvent opprimé, il supporte le joug qui lui est imposé de longue main, et l'habitude a sur lui le pouvoir d'une seconde nature; mais il n'ira pas au-delà pour justifier des faits qui blessent les principes.

Toutes les institutions sont bonnes, dès qu'elles renferment ce qui les rend capables de remplir leur but, qui est le bien-être de ceux pour lesquels elles sont faites : monarchie, république, élection, hérédité, rois, empereurs, sénats, doges, tout a ses avantages et ses inconvéniens, tout a fait du bien et du mal. La monarchie avec son hérédité donne du repos et de la stabilité dans quelques parties; mais elle fait acheter ces avan-

tages par tous les inconvéniens attachés à la nature de l'homme, à sa jeunesse, à sa vieillesse, à ses passions, à ses infirmités, à sa séparation prolongée d'avec le reste des hommes, qu'on l'accoutume à voir de haut et de loin, principe certain d'insensibilité et d'enflure de cœur; à la force comme à la faiblesse de son esprit, qui tantôt peut trop, et tantôt pas assez. Dans la monarchie, le prince, centre de tout, absorbe, pour ainsi dire, la cité; c'est là que l'on dit : *L'état, c'est moi.* C'est la patrie que l'on aime et que l'on sert en lui; il faut comme passer par lui pour arriver jusqu'à elle : son nom même couvre le sien. Tout honneur, tout éclat, presque toute fortune vient de lui; aussi tout s'abaisse-t-il à ses pieds, et va y ramasser les faveurs. Les affaires se concentrent dans son cabinet, les chars de triomphe ne s'attellent que pour lui seul : lui plaire est la grande étude, et parfois le plus grand mérite; lui déplaire, le plus grand tort et l'écueil le plus redouté. Souvent le successeur ne marche pas dans les voies du prédécesseur, et se plaît à défaire son ouvrage, ce qui prive des avan-

tages de la stabilité que l'ordre monarchique semble promettre : de plus, des liens de famille peuvent commander les intérêts de l'état. Voilà de grands inconvéniens : cependant l'usage général semble les avoir placés au-dessous des avantages que renferme l'ordre monarchique, et une adoption presque universelle semble être le gage de cette préférence (1).

La république élève l'âme, conserve intacte la dignité de l'homme, fait les grands citoyens : Montesquieu lui a donné avec raison la vertu pour principe. Elle impose au citoyen de moindres sacrifices pécuniaires que la monarchie, et lui aide à les mieux porter, parce que l'usage lui en est plus personnel ; elle exige plus de lui dans l'ordre moral, car elle attend tout de lui, et il doit tout faire pour elle. Les grands hommes disparurent de Rome quand toute la puissance

---

(1) Comme je ne suis qu'un simple publiciste, je me suis abstenu soigneusement de retracer les couleurs dont Samuel peint la royauté pour détourner les Juifs de la demande ardente qu'ils lui en faisaient.

fut tombée aux mains des successeurs de César ; ceux-ci ne surent pas même conserver l'ouvrage des premiers. L'empire grec ne compte que Bélisaire : l'humanité défend de citer Théodose, couvert du sang des habitans de Salonique. En Occident, les peuples, plus heureux à mesure qu'ils se sont civilisés, n'ont pas éprouvé de la part de leurs monarchies un souffle aussi desséchant pour leurs vertus : sous mille formes, parmi eux, le génie, les talens, tous les genres de grandeurs ont pu se développer au sein des monarchies modernes. On a refusé aux républiques la faculté de durer, de s'étendre avec solidité, on leur a reproché la turbulence : ces reproches sont-ils fondés, et jusqu'à quel point ? Rome s'est soutenue pendant une longue suite de siècles ; Carthage, Athènes, dans les temps anciens, ont égalé en durée un grand nombre de monarchies : souvent celles-ci gardèrent leurs formes, mais elles changèrent de mains, autre genre d'instabilité. Dans les temps modernes, Venise a égalé en durée l'aînée des monarchies européennes, celle de France ; Gênes, la Hol-

lande, la Suisse, les républiques anséatiques datent déjà de loin, et la république de Pologne a traversé dix siècles, et en eût compté beaucoup d'autres, sans les violences de ses avides voisins : c'est un état conquis, mais non pas tombé. L'heureuse invention des états fédératifs prévient les inconvéniens de la trop grande étendue des républiques : cette forme dédouble, pour ainsi dire, l'état; par elle, dans le même état, il y a une république générale et une république particulière. Celle-ci ne tient à l'autre que par des rapports généraux; les intérêts privés se règlent dans son sein : par là, le lien de l'association perd ce qu'il pourrait avoir de gênant et de lourd; par là encore, la marche de chaque état, dégagée d'entraves, peut être plus active. Chacun trouve une protection efficace dans l'association fédérale, partage l'honneur du corps fédéral, et, dans cet état de communauté et de dépendance mitigée, il jouit des avantages attachés à la solidité du lien, sans ressentir le poids d'une chaîne. Le temps fera connaître si des républiques ainsi constituées peuvent se flatter d'une

longue vie. On en est encore à l'essai : peut-être, et il faut l'espérer, que le même génie qui a su inventer ce ressort nouveau, saura aussi trouver les moyens de lui conserver son action. Il faut dire de même pour la turbulence reprochée aux républiques; elles étaient turbulentes chez les anciens, pendant que l'esclavage réduisait les citoyens à un petit nombre d'hommes maîtres dans la cité: alors tout se passait entre des égalitaires, disposés à ne se rien céder, et à user des moyens que leur donnaient la fortune et le rang qu'ils occupaient dans la république. Il existait aussi dans ces états un ordre de clientelle très favorable aux ambitions privées; elles n'étaient pas moins secondées par le serment militaire prêté individuellement aux chefs des armées. La civilisation encore en enfance prêtait de grandes facilités aux manœuvres cachées de l'intrigue et de l'ambition. L'abolition de l'esclavage, en appelant un beaucoup plus grand nombre d'hommes sur la place publique, a rendu les brigues politiques plus difficiles, et créé de puissans obstacles aux ambitions particulières : la

presse seule suffirait pour prévenir et déjouer tous leurs projets. Dans les temps modernes, les républiques ont été turbulentes, quand les monarchies l'étaient aussi; et de part et d'autre, par la même raison, le défaut de civilisation. En y faisant attention, on reconnaîtrait que son action s'est fait ressentir en même temps et au même degré aux unes et aux autres, et que la turbulence républicaine s'est calmée à mesure que la féodalité a disparu. Les excès de la république française régie par des mains féroces, envahie par la populace, furent un combat contre la civilisation, dans lequel cette république a succombé; et si l'on voulait s'autoriser contre moi de l'exemple du 18 brumaire, il est facile de répondre que l'acte de ce jour ne fut pas une invasion de la république par un homme pour son profit particulier, mais une remise faite d'elle-même par la république dans ses mains, comme dans celles qui seules pouvaient mettre un terme à ses angoisses. De plus, il faudrait rechercher ce qui, dans l'intérieur comme dans l'extérieur de cette république, favorisait ou contrariait son éta-

blissement; discussion tout-à-fait étrangère à la question qui nous occupe, et de laquelle, pour cette raison, nous nous abstiendrons. Revenons à la Grèce. Il s'agit du choix d'une institution pour elle : après avoir établi les principes qui doivent régler ce choix, voyons quelle peut être leur application à la cause actuelle de la Grèce, et, pour cela, recherchons ce qu'est la Grèce, quelle est la guerre qu'elle poursuit, quelle est sa géographie, sa destination, et les circonstances dans lesquelles elle est placée. Il semble voir sortir naturellement le choix de ses institutions de l'ensemble de ces considérations.

1°. Qu'est la Grèce comme population et comme territoire? Un pays peu peuplé encore, coupé par des chaînes de montagnes et des accidens de terrain qui rendent difficiles les communications entre elles. La Grèce, qui forme une péninsule, de plus est insulaire dans un grand nombre de points, tels que les îles si nombreuses de l'Archipel... La Grèce avait reçu de sa configuration son esprit républicain et ses anciennes républiques; des sociétés isolées s'étaient formées, et se

maintenaient dans des positions isolées, et par conséquent indépendantes les unes des autres. Aujourd'hui il s'agit d'autre chose; il faut recréer la nation grecque dans un but européen, celui de donner à l'Europe une barrière dans la partie où elle se trouve le plus faible. C'est ce grand intérêt qu'il ne faut pas perdre de vue, et qui rend indispensable la réunion de tout le territoire grec depuis le Danube jusqu'à la pointe de la Morée... Cette étendue de terre est occupée, surtout vers le nord, par des peuplades diverses, aguerries, peu formées à la discipline civile. Comment maintiendrait-on l'union entre ces populations et ces sections de territoire, sans un lien commun propre à en serrer toutes les parties et à les empêcher de diverger, pour retourner à l'ancienne séparation? Dans ce moment même, on entend parler de Moreotes, de Romeliotes, d'Albanais, de Mainotes, d'Hydriotes, de Spezziottes; on les voit étrangers pour ainsi dire les uns aux autres, toujours au moment de se séparer, tendant chacun à borner leur défense à leur propre territoire, tandis qu'il ne devrait ja-

mais être prononcé qu'un seul nom, celui de la Grèce, ni défendu qu'un seul territoire, celui de la Grèce... Cette malheureuse division, provenant des choses encore plus que des hommes, a beaucoup nui à la cause de la Grèce: elle a partagé ses forces; elle en a affaibli, arrêté, suspendu l'emploi, quelquefois dans les momens ou il eût été le plus utile. Cet inconvénient se fera ressentir et s'agrandira, si la Grèce ne se hâte d'y mettre ordre par un établissement qui, rappelant toutes ses forces vers un centre commun, leur donnera une impulsion commune. Cette fatale divergence a ouvert la porte aux intrigues qui ont entretenu les collisions entre les divers gouvernemens qui ont manié dans des sens différens les affaires de ce pays. Il y aurait eu de la honte à attaquer la Grèce de front et à force ouverte : on a caché ce projet sous le voile des intrigues; on a travaillé à dissoudre ce que l'on n'osait combattre, pour se donner le droit de déclarer ingouvernables ceux que l'on empêchait soi-même de se gouverner. Peut-être que ce genre d'attaques a été le plus funeste de toutes celles que la Grèce

a eues à soutenir, et a amené les scènes dont la Grèce a souffert et dont ses amis ont gémi... Mais qui peut y mettre un terme hors d'un gouvernement central, réuni dans une même main, auprès de laquelle l'intrigue n'aura pas la témérité d'essayer ses trames, car ce serait la provoquer contre elle-même...

2°. La guerre de la Grèce contre les Turcs est une guerre de possession de territoire, une guerre de propriété. Qui restera maître de la Grèce? voilà la question véritable... Mais qui peut la résoudre à l'avantage de la Grèce, sinon un gouvernement qui, embrassant toutes ses parties, les soignera toutes avec la même sollicitude, et ne se laissera pas aller, comme fait tout gouvernement collectif, à sacrifier ses associés pour se conserver lui-même? Or, il est hors de doute que, pour affaiblir la résistance de la Grèce, son ennemi déclaré et ses ennemis cachés n'usent de ce moyen en faisant luire l'espoir de la conservation aux yeux de chacun en particulier pour prix de sa défection. Ne doutons pas qu'il n'ait été dit aux Romeliotes : Abandonnez les Moreotes ; et que les mêmes paroles insi-

dieuses et décevantes ne soient aussi prononcées en secret auprès des Moreotes et des Hydriotes. Telle a toujours été et sera toujours la marche de la diplomatie envers les coalitions quelles qu'elles soient; les voies droites et découvertes ne sont pas son fait. L'Orient surtout excelle dans l'emploi de ce dissolvant, qui convient d'autant plus à ces âmes avilies par une longue servitude, que la perfidie est plus voisine de l'esclavage : tout ce qui est bas et perfide est un fruit naturel de celui-ci... Pour prendre un caractère ferme et décisif, la guerre de la Grèce a donc besoin d'être dirigée par un pouvoir central, inaccessible à toute suggestion d'intérêt privatif, et qui ait un intérêt égal à la conservation de chacune de ses parties.

3°. La destination politique et européenne de la Grèce a été tracée dans cet écrit; c'est une barrière attendue par l'Europe pour arrêter la Russie vers son midi oriental... Hors de là, cette révolution n'a plus d'intérêt politique et européen; mais, sous ce rapport, elle en a un immense. Or, même en supposant le succès le plus entier, le plus com-

plet contre les Turcs, la Grèce fractionnée reste étrangère à l'Europe; elle ressemblerait à l'Albanie, à la Servie, dont l'existence ne se fait sentir en aucune manière dans la balance politique. La Grèce serait encore plus inutile que ne l'était l'empire germanique avec ses cent vingt-deux principautés réduites à *trente-deux*, et que n'est encore l'Italie morcelée en sept souverainetés dont quelques-unes ne retracent que des apanages de cadets de familles princières; la division s'établirait immanquablement entre les fractions du territoire grec, qui redeviendrait le théâtre des sanglantes divisions qui, dans d'autres siècles, les armèrent les unes contre les autres, et qui les rendraient un fléau pour cette même Europe pour laquelle la Grèce, constituée convenablement, est un si grand bienfait... Alors ne surviendrait-il pas quelque nouveau Philippe, qui couvrirait d'or la place publique de ces cités discordantes, ouvrant ou fermant avec lui, à son gré, la bouche de leurs orateurs? et finalement, quelque nouvel Alexandre ne viendrait-il pas renverser les remparts des nou-

velles Thèbes, vides du tombeau de Pindare? Il arriverait même que le morcellement de la Grèce ferait tourner à l'avantage de la Russie la force qui devrait être destinée à la contenir. Une monarchie grecque ne sera jamais une auxiliaire de la Russie, pas plus que l'Angleterre ne le sera de la France, et l'Autriche de la Russie : entre ces monarchies, l'intérêt est trop tranché pour que l'une serve jamais à l'autre. Mais qui garantit que, parmi les sections de la Grèce, la Russie ne trouvera pas le moyen de pénétrer et de se faire des alliés? La France en avait bien trouvé dans l'empire germanique, et avait bien su en faire servir une partie contre l'autre; pourquoi la Russie serait-elle moins portée à rechercher les mêmes facilités, et, avec elles, ce qui devait l'exclure du midi oriental de l'Europe ne serait-il pas précisément ce qui le lui livrerait? Rien de pareil n'est à craindre dans l'ordre monarchique, dont une des propriétés est de rendre inaccessible à toute proposition d'où peut suivre un déchet de pouvoir...

4°. L'indépendance n'est jamais absolue...

toujours quelque circonstance, dans l'ordre social, vient en modifier l'essor... Dans sa racine, le droit de se constituer appartient bien à un peuple; mais au-delà du droit radical, il faut considérer l'opportunité de son exercice. S'il ne peut avoir lieu qu'au prix de l'existence, qu'il se garde bien d'en user; et à quoi lui servirait ce funeste emploi? *Prius est* esse, *quam* esse *tale*. Cet axiome s'applique à l'existence des nations comme à celle des individus. Avant tout il leur importe d'*être* : le mode d'existence viendra après. Belle manière de durer, que de commencer par un suicide! Il s'agit maintenant de savoir si, dans les circonstances générales de l'Europe et dans la position particulière de la Grèce, l'établissement d'une république n'équivaudrait point pour elle à un suicide véritable; si son existence, sous cette forme, serait tolérée par ses puissans voisins. Qui sont-ils? La Russie et l'Autriche, c'est-à-dire le corps même de la Sainte-Alliance. L'une a dit à Laybach « *que le signe révolutionnaire avait apparu du côté de l'Orient; et qu'aux souverains seuls appartenait le droit de*

modifier les institutions des peuples, en ne restant responsables qu'à Dieu seul »; l'autre n'a pas pu tolérer le parlement de Naples, comme parlant trop haut aux yeux et aux oreilles de ses sujets italiens. Ailleurs, on a fondu les armes à la main sur la révolution d'Espagne : cela ne prépare guère à la tolérance d'une république en Grèce. L'Europe hésite et recule devant la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique, dont la révolution est si bien affermie. On a pu remarquer des hésitations à l'égard de l'ordre constitutionnel, donné au Portugal par les voies que le congrès de Laybach avait indiquées comme les seules légitimes. La légitimité législatrice de l'Europe a reculé, pour ainsi dire, à l'aspect d'elle-même; elle a hésité à la vue de son propre ouvrage, et la survenance d'une grande république surgissant au milieu d'elle, ne la porterait pas à quelque éclat? Je ne puis me résoudre à le croire : l'Autriche a craint pour ses sujets d'Italie le spectacle de Naples, et les comparaisons de son état avec le leur, et elle laisserait établir une république délibérante avec la hauteur

des modes en usage dans ce gouvernement, à la perte de cette Hongrie, qui commence à se rappeler de sa constitution? L'autocratie est un mauvais voisinage pour une république, et quand elle n'existe pas, un pouvoir aussi absolu ne la laisse pas se former paisiblement : pressé entre tant d'inimitiés, le berceau de la Grèce républicaine serait brisé sans ressource comme sans pitié. Si une royauté tombait tout à coup au milieu du républicanisme américain, il est vraisemblable qu'elle y trouverait un accueil très froid ; c'est ce qui attend toute république en Europe. L'Amérique tolère le *Brésil-empire*, 1° parce qu'il est sans danger pour elle, dans un pays où il n'existe pas de conformité, ni de tendance vers l'ordre monarchique; 2° parce que le Brésil est un démembrement des colonies de l'Europe, comme l'Amérique l'est elle-même, et qu'à ce titre, il lui est conforme, dans son intérêt capital, qui est le maintien de la séparation avec l'Europe. Si celle-ci attaquait l'Amérique, on verrait le *Brésil-empire* défendre l'Amérique républicaine : ce titre d'empire ne serait pris en

considération qu'après celui d'anti-européenne. Les républiques de l'Amérique feraient de même à l'égard de l'empire du Brésil (1); mais aucune combinaison de cette nature, aucune similitude ne lierait la Grèce républicaine à l'Europe monarchique, et ne lui ferait pardonner cette qualité. Pour juger sainement de ce qu'il y a à faire, il faut se représenter au naturel les dispositions actuelles des gouvernemens des grandes monarchies européennes; ils sont entièrement à ce qu'ils appellent le principe monarchique, sans pouvoir le définir correctement. Depuis 1815, la terreur les assiége, le fantôme démocratique est pour eux comme la goutte ineffaçable du sang d'Hamlet. Les changemens

---

(1) On en voit la preuve dans la demande du Brésil d'être admis au congrès de Panama; son titre de monarchie ne l'empêche pas de s'associer aux républiques qui forment ce congrès, et ne les empêche pas à leur tour de l'y admettre, dans l'intérêt commun, la séparation avec l'Europe. Les États-Unis députent aussi à Panama; il est bien évident que c'est dans le même but.

qui proviennent de la nature des choses, et quelquefois de leurs propres aberrations, ils les appellent esprit démocratique et révolutionnaire : ne pouvant ou ne voulant pas s'en rendre compte, ils leur opposent une résistance maladroite, dont le mauvais succès contribue à les irriter encore. Le mouvement de l'esprit humain allant toujours croissant, les porte tous les jours plus loin de l'ancienneté à laquelle tenaient leurs formes ordinaires, et les principes de leur pouvoir ; ils l'appellent séditieux, parce qu'il ne leur ressemble pas. Les progrès des lumières mettent à jour les vices des anciennes institutions, et leur enlèvent à la fin efficacité et considération. Dans cette position, les gouvernemens des grandes monarchies sentant leur ancien terrain ébranlé et comme se dérobant sous eux, ont une aversion extrême pour tout changement fait à grand bruit, et présentant au monde de nouveaux exemples et de nouveaux principes : c'est là l'objet de leur frayeur et de leur antipathie. La république française leur avait donné suffisamment d'embarras ; le républicanisme américain, fruit

de leurs erreurs (1), leur présente et tient sans cesse devant leurs yeux un fantôme dont les proportions gigantesques les remplissent de frayeur. Par là on peut juger si une république prendrait bien son temps pour venir se placer au milieu d'eux. Je ne doute pas

---

(1) Ce n'est pas ma faute si la royauté a perdu ses domaines en Amérique, car, dès 1799, dans mon premier ouvrage sur les colonies, je distribuai le territoire américain en autant de monarchies qu'il renferme aujourd'hui de républiques ; elles ont suivi exactement les démarcations que j'indiquais pour les monarchies. La besogne était toute faite des mains de la nature, par les grandes barrières qu'elle a élevées dans ces contrées ; alors l'établissement monarchique eût été accueilli comme un grand bienfait, car alors, il n'y avait encore qu'un désir, celui de sortir de l'état colonial, et d'exister en état américain : ce passage eût comblé les vœux de l'Amérique, et elle n'eût pas contesté sur le mode de gouvernement qu'on lui aurait proposé ou imposé, en prix de sa libération. Mais avec le temps, tout a changé de face : les monarchies n'ont pas voulu de l'Amérique indépendante ; à son tour, elle n'a pas voulu de la monarchie : l'Espagne l'a combattue, elle a rejeté l'Espagne après l'avoir vaincue. On

que si la Grèce s'était ouvertement et persévéramment déclarée pour l'ordre monarchique, cette déclaration n'eût beaucoup tempéré l'animosité dont elle a été l'objet. Ici on est placé entre deux difficultés correspondantes : si les monarchies européennes ne veulent pas de la république grecque, à son tour la Grèce peut-être ne veut pas de la royauté. De part et autre, on se fait peur;

---

s'est flatté de mille chimères pour se dispenser d'agir; pendant ce temps, l'Amérique a grandi, elle a pris des forces, elle a acquis des lumières, elle a regardé à ce qui se passait dans les monarchies européennes, et pour s'en préserver, pour s'en séparer plus sûrement, elle s'est faite républicaine. Elle n'a pas voulu laisser subsister la moindre conformité entre elle et ses anciens maîtres; ce résultat était inévitable d'après la ligne de conduite suivie de part et d'autre. Quand, plus tard, on a tenté de la ramener vers l'ordre monarchique, il y avait du temps perdu : l'Amérique avait pris un parti définitif, irrévocable; et ces tentatives ont dû être classées par elle, au nombre de celles qu'essaie l'impuissance, et qui n'obtiennent que les *honneurs attachés aux niaiseries*. Eh puis, quand, à force de maladresses, on a tout gâté, on crie à l'esprit révolutionnaire.

et il faut le reconnaître, la royauté européenne n'a pas créé des attraits pour elle, en Grèce. Depuis trente-cinq ans, le culte de la royauté a souffert de grands déchets, et sûrement, dans l'affaire de la Grèce et de l'Amérique, les prêtres de cette religion n'ont point travaillé pour elle; ils n'ont point compris ses intérêts véritables. Mais ici, que font les fautes? Pourquoi consulterait-on des dégoûts et des ressentimens? Le sceptre ne souffre pas des maladresses de la main qui le manie; il conserve, malgré elles, ses propriétés bienfaisantes : un acte aussi élevé que celui de la constitution d'un peuple est un acte de la raison la plus épurée, guidée seulement par les motifs les plus nobles et les plus hauts, et c'est à eux seuls que la Grèce doit céder; l'Europe et elle doivent à la fois faire un grand acte de raison, l'une en adoptant la Grèce, et la Grèce en adoptant le gouvernement le plus affermi en Europe. Destinée à concourir au même but qu'elle, à entretenir des relations continuelles avec elle, la Grèce doit éviter de se présenter à l'Europe sous une forme propre

à nourrir des défiances et à entretenir des causes d'éloignement. Que la Grèce ne se laisse pas non plus séduire par le spectacle du bonheur de l'Amérique. Si elle était située en Amérique, je lui dirais : Faites comme elle. Mais elle fait partie de l'Europe, je lui dis au même titre : Faites comme fait l'Europe, et ne devenez pas une *anomalie* avec tout ce qui vous entoure. Toute terre n'est pas propre à toute espèce de productions,

Non omnis fert omnia tellus.

de même, tout sol n'est pas propre à toute institution : le sol de l'Europe appartient à la monarchie, celui de l'Amérique à la république. Les dynasties, les aristocraties sacerdotales et nobiliaires, filles des anciennes institutions, pour long-temps encore, excluent la république de la surface de l'Europe : aussi, parmi les esprits sensés de cette contrée, comme parmi la masse entière de sa population, n'existe-t-il aucune tendance vers la république, aucun levain républicain, mais seulement un pen-

chant vers l'ordre monarchique constitutionnel ; et cette tendance est très prononcée. On peut même dire, en voyant les institutions dont les peuples se contentent, qu'ils ne sont pas fort difficiles. C'est aussi vers l'établissement de l'ordre monarchique constitutionnel que la Grèce doit tendre : désormais ces deux idées sont inséparables. Cet ordre est la pensée et le besoin de l'Europe : c'est la chose de l'époque, et l'on n'a jamais résisté à une tendance de cette nature. L'ordre constitutionnel prévaudra en Europe, et avant cinquante ans, il sera, malgré toutes les résistances, le régime général de cette contrée. Les choses sont trop avancées pour qu'il en soit autrement. Ce régime renferme tout ce qui suffit à la fois au peuple et au prince : le peuple y garde sa dignité d'hommes ; il ne tombe pas au-dessous de ses lumières propres en restant dans un état continuel de minorité, mais il en use en les appliquant dans une juste mesure à la direction de ses affaires propres. Il est porté à augmenter ses lumières, pour être en état de mieux diriger ses affaires : il trouve dans cet ordre les moyens

de faire redresser ses griefs, de surveiller l'administration, et il y obtient tous ces biens sans troubles et sans secousses. De son côté, le prince, inaccessible à l'injure, jouit de toute la portion du pouvoir qui lui est nécessaire pour la bonne administration de l'état dont il est le chef, et pour ses jouissances personnelles. Que lui manque-t-il? Est-ce donc que, dans un état, tout doit se rapporter à un seul, et que tout n'existe que pour lui? Pour être heureux, faut-il donc, comme dans l'Orient, tenir dans sa main la vie et la fortune de tous? Faut-il, comme dans l'Occident, commander, imposer, faire la loi et l'interpréter seul? Faut-il vivre renfermé dans une sphère dont l'élévation interdit l'approche aux plaintes, et trop souvent à l'acquisition des connaissances indispensables pour bien administrer? Faut-il n'apparaître qu'au milieu des pompes qui éblouissent, ou de cortéges chargés d'armes menaçantes? Il ne faut pas faire des rois de Salente, plus que des despotes dévastateurs tels qu'en a l'Orient; il y a un juste milieu dans tout, et ce juste milieu se trouve dans le gouvernement repré-

sentatif. Il peut et doit suffire au bonheur d'un être aussi faible que l'homme de paraître à la tête d'un peuple entier, de concentrer en lui seul tous les rayons de sa majesté, de le représenter aux yeux des autres peuples, de le défendre au dehors, de l'administrer au dedans, de le préserver de la fraude, de la violence, de lui indiquer les lois qu'exigent ses besoins, et de recueillir pour prix de ces travaux des hommages dictés par la reconnaissance, source toujours pure, et par là même plus flatteuse. Si, à tant de biens, vous ajoutez les richesses et les honneurs, il faut plaindre celui qu'ils ne contenteraient pas, et il faudrait encore plaindre la royauté elle-même, si l'accumulation de tant de jouissances ne lui suffisait pas.

L'ordre constitutionnel, le gouvernement représentatif, sagement pondéré, franchement observé, juste dans ses proportions, loyal dans son exécution, a résolu le problème dont le genre humain a cherché si longtemps et si douloureusement la solution, *celui d'être gouverné sans perte de la dignité et de la liberté, avec le moindre sacrifice de*

l'une et de l'autre. Jusqu'ici la force l'avait décidé; la raison reprenant ses droits, à la clarté des nouvelles lumières, a fait apparaître le gouvernement constitutionnel, et l'humanité a respiré; elle a pu à la fin entrevoir un port, un asile de paix, où, dans une heureuse harmonie, le commandement serait sans rudesse, et l'obéissance sans contrainte ni avilissement, où la loi et la soumission seraient également des actes de raison, et où, suivant l'expression d'un poëte, les peuples seraient

Libres, mais gouvernés; fortunés, mais soumis.

Delille.

O Grecs, achevez votre ouvrage! les lumières l'ont commencé, l'héroïsme guerrier l'a soutenu; que les lumières et l'héroïsme civil réunis au premier le complètent et l'achèvent. Fallût-il vous vaincre vous-mêmes, ne balancez pas plus contre vos propres passions que vous n'avez balancé contre vos ennemis; jugez sans préjugés de votre position; voyez où vous êtes placés, ce qui vous environne, ce que vous avez à en espérer

comme à en craindre. Vous ne devez pas exister pour vous seuls, mais pour l'Europe entière ; vous lui appartenez autant qu'à vous-mêmes ; elle finira par vous rendre justice, si vous savez vous la rendre à vous-mêmes ; ne la tenez pas plus long-temps en suspens sur ce qu'elle doit attendre de vous ; prononcez hardiment, fermement, le nom de monarchie : vous verrez combien de haines tomberont à ce seul nom, et combien de vœux s'élèveront pour vous. Remplissez toute votre destinée ; elle est attachée à la réunion de toutes vos parties sous un même drapeau ; que ce drapeau soit grec, élevé par vos seules mains, c'est le principe de tout, mais qu'il soit monarchique, et que son apparition ne soit plus différée. Si j'étais l'un de vous, il flotterait déjà sur ma demeure ; avec lui, je croirais avoir placé au-dessus un *paratonnerre*.

Et vous, qui dirigez les grandes monarchies de l'Europe, souffrez qu'on vous le dise, n'ajoutez pas, dans cette circonstance, aux nombreuses aberrations qui, depuis le congrès de Vienne, ont si laborieusement af-

fecté l'Europe. Ce congrès l'a constituée malencontreusement; la Grèce vous offre une admirable occasion de réparer quelques-unes des lésions que l'Europe en a reçues; ne laissez pas échapper une occasion dont des regrets éternels ne repareraient pas la perte. Il est de ces occasions qui ne se représentent plus, et la révolution de la Grèce est en tête de ces précieuses occurrences. Cessez de prendre, par une déplorable méprise, un don du ciel pour un malheur; il a vu votre embarras du côté de l'Orient, il vous a envoyé la révolution de la Grèce pour vous en tirer: ne repoussez pas la main qui vous offre ce grand bienfait, ne vous méconnaissez pas vous-mêmes dans la Grèce; car c'est bien pour vous qu'elle travaille autant que pour elle-même. Si elle vous implore, à votre tour, vos besoins vous commandent de l'implorer. Dans cette étroite liaison de vos intérêts, qui peut vous empêcher de vous réunir pour marcher d'un même pas vers le même but? Que sont vos autres intérêts auprès de celui-là? et voudriez-vous préférer les idées d'une politique vulgaire à ces hautes pensées qui, sorties du

sein des lumières, font la destinée des nations? Consentiriez-vous à ce qu'il pût être dit au détriment du génie de l'Europe, quedésormais, pour toute grande pensée, il n'y a plus qu'à se tourner vers un tombeau sur un rocher désert? Commencez, mais sans perdre un instant de plus, car l'humanité passe avant tout, par commander à ces torrens de sang humain de s'arrêter; que puisqu'une destinée cruelle le condamne encore à couler, du moins que ce ne soit plus que d'après les règles et dans la mesure prescrites par les lois de la guerre, et par celle des nations. Si la politique vous interdit toute autre intervention, l'humanité la réclame de votre part, et l'ordonne; car, avant d'y avoir des Grecs et des Turcs, il y a des hommes, avant qu'il y eût des monarchies, ou des républiques, il y avait des sociétés humaines; c'est la base de tout. Les yeux des hommes policés de l'Europe sont fatigués de cette continuité de scènes d'horreur, contemplées avec l'apparence de l'insensibilité; ils ne s'expliquent pas la neutralité entre les outrages faits à l'humanité, et pour votre intérêt propre, donnez des

apaisemens à ces murmures de la conscience du genre humain.

Un poste assailli par une opposition sentimentale, légitime, honorable, et, ce qui renferme tout, humaine, n'est pas un poste de sûreté pour ceux qui s'y exposent, aux lieux où la civilisation exerce un grand empire.

Je vous dirai de plus, cette grande affaire de la Grèce appartient à l'avenir autant qu'au présent; elle retombe donc dans le domaine de la prévoyance, et prévoir est une partie de votre tâche et doit être une partie de votre talent.... Contemplez le mouvement de la société; elle court d'un pas rapide dans toutes les carrières de la science, de l'industrie et de la richesse; l'homme en demande à tous les élémens. Jadis il ne la recherchait guère que sur un seul, sur la terre; un champ plus vaste s'est ouvert devant lui, c'est la nature tout entière qu'il interroge, et dont il a fait sa tributaire. Voyez les immenses travaux qu'il a exécutés : déjà les produits de ses travaux surchargent le monde, et dépassent ses besoins. Dans la recherche

d'une condition meilleure, l'homme a donné à son esprit une direction plus élevée, et une culture plus soignée ; les générations naissantes s'éclairent et se polissent pour s'associer aux jouissances que l'héritage paternel leur refuse souvent, et que l'éducation peut seule leur faire atteindre. Cette éducation forme aujourd'hui une partie de la fortune des Européens ; elle peuple chaque contrée d'hommes qui recherchent l'emploi de leurs talens, et il peut arriver que ceux-ci dépassent l'emploi qu'ils peuvent trouver dans la société. Dans cet état de choses, les talens sont à l'ordre social, ce que les machines sont à la richesse manufacturière, qui n'a de fortune réelle que par l'emploi de ses produits, et qui produit en vain au-delà des besoins de la consommation ; cette exubérance de talens et de produits peut devenir un embarras pour la société ; l'Angleterre est ébranlée toute les fois que quelque débouché de son industrie se ferme ou s'encombre. Dans cet état, de quel prix n'est pas pour l'Europe l'ouverture d'un placement assuré pour les fruits de son génie et de son industrie, tel

que celui que lui offrira la Grèce (1) vivant à l'européenne, à la place de ces Turcs oisifs et parcimonieux par l'insouciante ignorante, et par tous les mobiles qui rendent l'homme timide dans la production et dans la montre de la richesse. Des milliers de générations attendent que la Grèce soit libre et européenne, pour naître sur ce sol affranchi, et pour offrir à l'Europe un vaste emploi de ses arts et de ses sciences. Voilà des objets

---

(1) Montesquieu remarque que l'empire grec n'a pu se soutenir que par le commerce dont il était le centre, à cette époque où tout le commerce n'avait lieu que dans la Méditerranée. En effet, on est étonné, et sans cela la chose serait inexplicable, que l'empire grec, déchiré dans son intérieur, dévasté par les barbares, ait pu fournir aux frais de guerres continuelles, et réunir toutes les richesses dont resplendissaient les palais, les églises et les monastères, ainsi que celles que les Turcs trouvèrent dans Constantinople. Le commerce suffit à tout cela; hommes et argent, tout en venait. Il en sera de même de la Grèce nouvelle. Sa situation est admirable, entre l'Europe et l'Asie, entre le midi de la Russie et le nord de l'Afrique. Que l'on songe donc que les plus hautes destinées attendent le midi de la Russie, que

dignes de fixer toute l'attention de ceux qui dirigent l'Europe ; ils y trouveront la gloire à côté de la prévoyance ; et les couronnes tressées des mains de l'humanité ne sont pas les moins glorieuses. Ministres de l'Europe, souffrez nos instances, car elles ont l'humanité pour objet.

Et vous, généreux Européens, qui, de toute part, dès que vous avez été libres de

---

toutes les forces de l'empire se porteront de ce côté, que presque tous les grands cours d'eau de la Russie arrivent à la mer Noire, que les fleuves de l'Allemagne, le Danube, la Sarre, la Draver, que le Dniester, le Pruth, aboutissent au même point ; que la Hongrie et toutes les nations esclavonnes, et sous ce nom je comprends les Croates, Bosniaques, Moldaves, Valaques, Serviens, entretiendront leurs principales relations commerciales avec la Grèce, et l'on verra de quelle importance, sous ce rapport, la Grèce sera pour l'Europe. A mesure qu'elle se peuplera, qu'elle s'enrichira, elle profitera davantage à l'Europe, dont elle partage les goûts, bien plus que ne le font les nations asiatiques et africaines. Cette importance augmentera encore si, comme il n'en faut pas douter, la communication avec l'Inde s'ouvre

le faire, avez volé au secours de la Grèce, vous qui, diversifiant vos bienfaits, avez fourni des armes à ses défenseurs, et versé du baume sur leurs blessures! dès ce jour, l'humanité vous tient compte de vos nobles et vertueux efforts, de vos touchans sacrifices; plus tard, la politique sera forcée de les reconnaître; et fasse le ciel qu'alors elle n'ait pas à regretter d'en avoir méconnu la

---

par la mer Rouge. Les Anglais travaillent à ouvrir cette route : l'étendue toujours croissante de leurs possessions dans l'Inde doit la leur faire désirer. Les Anglais se sont ménagé, dans la Méditerranée, *des échelles*, par Gibraltar, Malte et Corfou, qui forment autant de dépôts pour leurs marchandises de l'Inde, et comme autant d'anneaux qui unissent leurs possessions de l'Orient avec celles qu'ils ont en Europe. Ce système anglais est complet, il est admirablement bien lié dans toutes ses parties; et par son dernier traité avec l'empire des Birmans, l'Angleterre vient d'ajouter à l'étendue et à la solidité de son empire de l'Orient. Tel est le résultat d'un gouvernement qui procède uniquement d'après l'intérêt national, et un système suivi, indépendant des vicissitudes qui ailleurs perdent tout.

beauté et l'importance! Ne retirez pas à la Grèce cette main protectrice qui l'a soutenue à défaut de la politique; le ciel est trop juste pour vous refuser la récompense due à de pareils bienfaits; il ne veut pas que l'on doute de la vertu, et le salut de la Grèce sera à la fois le monument de sa justice et le gage des succès qui finissent toujours par couronner l'héroïsme du courage et de la sensibilité.

Oui, la Grèce vivra, triomphera, la civilisation l'emportera sur la barbarie, la liberté sur l'esclavage brutal et aveugle, et l'Europe recevra, malgré elle peut-être, un bienfait dont elle n'apprendra l'importance que par la longue suite des avantages dont il renferme le principe. Bienfaiteurs de la Grèce, le jour de son triomphe sera aussi celui du vôtre, sa gloire et la vôtre sont désormais inséparables, et vos noms resteront immortels comme le sien.

Pour vous, qu'une association sacrilége avec les exterminateurs des Grecs, rend complices de leurs forfaits, entendez enfin la voix de l'Europe qui vous poursuit, et

qui vous somme de cesser d'aiguiser les glaives sous lesquels succombe un peuple objet de l'intérêt de l'univers. En vous réunissant à ses bourreaux, en armant leur bras, vous appelez sur votre tête une horreur égale à celle dont ils sont l'objet : faites-vous naturaliser en Turquie, car l'Europe vous renie, vous, renégats de sa civilisation et de sa gloire. Comment n'avez-vous pas aperçu que, dans ce temps d'exhibitions religieuses, vous exposez à la dérision les fauteurs de l'alliance avec les sectateurs du Coran? comment n'avez-vous pas vu que vous enlevez l'honneur à ces glorieux insignes militaires de la France, si chèrement achetés par elle, et que vous donnez gain de cause à ces détracteurs qui, ne pouvant égaler les exploits de ses nouvelles armées, les ont souvent attribués à des motifs moins nobles que ceux qui leur avaient donné naissance? Oseriez-vous regarder en face un de vos frères d'armes restés fidèles à l'honneur français, et comment à leur tour vous envisageraient-ils? En foulant cette terre d'Égypte, ne la sentez-vous pas frémir sous vos pieds, et n'entendez-vous pas la voix de l'Europe qui vous poursuit, et

dez-vous pas des voix menaçantes vous poursuivre de leurs reproches, et vous dire que si vos pères y vinrent sans prudence, du moins ils y étaient venus sous l'influence des sentimens qui décorent le plus les hommes, la religion et l'honneur? Vous, à quels titres habitez-vous cette terre où dorment sans remords ces honorables victimes?

Telles sont les réflexions que nous a inspirées cette grande cause de la Grèce (1). Cinq années de massacres alternatifs sans résultats, les Turcs égorgeant les Grecs, les Grecs égorgeant les Turcs, forment un spectacle horrible à contempler et une perspective hideuse pour l'avenir, si cette série de carnage

(1) J'aurais pu intituler cet écrit : *Politique de l'Europe par rapport à la Turquie et à l'Orient.* En effet, en contemplant dans son ensemble le tableau de la politique européenne, on reconnaît que du côté de l'*Occident* il existe un ordre certain, arrêté, et reposant sur des bases fixes et convenues : là, il y a quelque chose fait. Au contraire, du côté de l'Orient, tout est à faire : là, il n'y a encore que besoins, mais nul moyen convenu d'y pourvoir.

doit continuer avec la même absence de résultats. Heureusement il s'en présente *un* dont les avantages sont immenses pour l'Europe ; nous l'avons vu, et nous l'indiquons. Nous voudrions rallier autour de cette grande considération toutes les opinions, et, par elle, l'action des pouvoirs européens. Leur malheur et celui de la Grèce, est qu'ils ne s'entendent pas, divisés qu'ils se trouvent être par des intérêts mal compris. Le plan que nous leur présentons leur offre un point de

Cette considération m'a frappé depuis long-temps ; aussi, depuis cinq ans, ai-je périodiquement reproduit le même plan : aujourd'hui, la répétition est de rigueur pour le succès de toute idée nouvelle. Bien ignorant des choses de nos jours est celui qui, séduit par la justesse d'une idée, s'imagine que ses propriétés agiront sur les autres comme elle le font sur lui-même, et que, pour la faire accepter, il suffit de la présenter. La diplomatie ne va pas si vite ; c'est un tort à ses yeux que d'avoir raison deux ans avant elle. J'ai eu ce tort relativement à l'Amérique, je suis bien sûr de l'avoir de nouveau dans l'affaire de la Grèce. Cette considération n'a pas dû m'arrêter dans l'exposition d'un plan qui offre enfin, dans cette grande

réunion également utile à tous; que peuvent-ils vouloir de mieux? Qu'ils se persuadent bien que la Grèce est plus nécessaire pour eux et pour l'Europe, qu'eux et l'Europe ne sont nécessaires à la Grèce; que cette occasion, s'ils la laissent échapper, ne se représentera plus. Voilà pour les pouvoirs européens. De son côté, la Grèce doit une satisfaction à l'Europe, celle de lui faire enfin connaître le but auquel elle tend; de n'est que la moitié de la chose de lui dire :

[illegible] la seule solution qui satisfasse à la fois aux intérêts de la Grèce et de l'Europe. Peut-être que cette absence de tout plan a contribué à attiédir les cabinets sur le sort de la Grèce; il fallait leur enlever cette excuse ou ce prétexte. D'un autre côté, il fallait montrer que les explosions sentimentales, quelque respectables qu'elles soient, ne suffisent pas pour ébranler la diplomatie : elle est matérialiste de sa nature; elle veut du solide, du positif, de ce qu'on peut apprécier en argent ou mesurer avec la toise; elle se pique moins de sentimens que de calculs. Eh bien, en voilà, et de sûrs, et à bon marché; car, à l'exemple du Créateur, l'Europe peut dire : *Que la Grèce se fasse, et la Grèce sera faite.*

Je veux être libre. Ce mot même peut prêter pour quelques parties de l'Europe à beaucoup d'ombrages, dans la disposition actuelle des cabinets; car il ne s'agit pas d'engager avec eux une question de droit, mais d'assurer son existence. Le bon esprit de la Grèce doit lui faire sentir que son existence, sous une forme contradictoire à celle des gouvernemens qui l'entourent, ne sera pas tolérée, et que, par conséquent, il ne s'agit pas de se perdre dans de vains systèmes, dont *la mort* serait le résultat, mais que, chez elle, tout doit se rapporter à dégager son établissement d'autant d'obstacles qu'il lui sera possible de le faire, et que le moyen le plus sûr d'obtenir cette sécurité, c'est d'en inspirer aux autres sur ses intentions propres, en se mettant en harmonie avec eux sur les points auxquels ils portent une attention principale, *les institutions*. Que la Grèce, sans balancer ni retarder davantage, proclame donc l'intention de former un gouvernement monarchique : cela seule annonce seule, elle dissipera beaucoup d'ombrages; elle soulagera d'un grand fardeau l'esprit de ses vrais amis, qui se de-

marchent avec anxiété où elle veut arriver; elle fixera les opinions encore incertaines sur la nature et l'objet de sa révolution et de ses travaux; enfin, elle donnera à ses propres forces une plus grande efficacité, en les ralliant autour d'un centre commun, et en les mettant à l'abri de ces rapides et violentes transitions qui, depuis cinq ans, ont fait passer le pouvoir de main en main, et qui, par là même, l'ont affaiblie, en lui faisant subir toutes les défiances qu'inspirent ces longues vicissitudes; que l'ambition, surtout à l'aide des armes, peut toujours introduire dans l'état. Pour durer, il faut des principes de stabilité, et la Grèce ne peut les trouver que dans l'ordre monarchique.

Ce n'est point pour procurer la jouissance des grandeurs ni des hommages à un homme, ou bien à une famille; ce n'est pas pour donner à celle-ci la satisfaction d'étendre ses rameaux sur un trône de plus, que l'on peut songer à l'établissement de la royauté en Grèce. Cet établissement est commandé par des motifs plus élevés; c'est pour la Grèce et pour l'Eu-

rope, qu'on le demande. Quant au titulaire de cette nouvelle royauté, il faut le plaindre plus que l'envier ; car il s'assiéra sur un trône qui sort du feu d'une révolution, comme l'or sort du creuset, après avoir passé par l'épreuve de la fournaise. Celui-ci se trouvera vis-à-vis d'immenses difficultés ; qu'il s'y prépare à l'avance. Il aura de grands devoirs à remplir ; qu'il se fortifie pour en soutenir le fardeau. Il faudra du courage pour oser monter à ce poste ; il faudra du génie pour s'y tenir ; car de long-temps ce poste ne souffrira la médiocrité ; et, pour tout dire en un mot, le nouveau souverain de la Grèce est destiné à être à la fois *le martyr de la royauté, de l'Europe et de la Grèce*. En offrant ce trône laborieux, celle-ci pourra proclamer : *Au plus habile et au plus hardi.*

SUPPLICE CHEZ LES TURCS.

Un homme envoyé en prison, pour des fautes graves, ou quand on veut le faire périr, est placé dans un caveau profond, très petit, et construit de façon que le sol est toujours couvert d'un ou deux pouces d'eau; le criminel est attaché contre une muraille humide par des fers épais qu'on lui met aux pieds, aux mains, aux reins et au cou. Ces chaînes ne pèsent jamais moins de soixante livres. Il est prouvé qu'un prisonnier abandonné dans cette situation, où il lui est impossible de dormir, meurt avant le huitième jour; aussi n'y est-il oublié que lorsqu'il y a été mis par l'effet d'une vengeance, autrement on l'en retire dès le lendemain, pour être jugé. S'il est condamné à mort, il est aussitôt dépouillé de ses habits par les exécuteurs, et cela au moment même de la sentence. On ne lui

laisse que la chemise et les caleçons, il est conduit de suite au supplice, et, pendant le chemin, il est sans cesse accablé par les passans, ainsi que par les bourreaux, d'invectives et de coups de poing.

Le supplice ordinaire est la potence, pour les Turcs comme pour les rayas. Voici comment on pend un homme sur cette terre de Cannibales : arrivé au lieu du supplice, deux des exécuteurs lui placent le cou au milieu d'une longue corde mise en double ; chacun des bourreaux tient le bout de cette corde, qu'il tord jusqu'à ce que le cou du criminel soit serré. Quand le supplicié a perdu la respiration, on lâche la corde, et on lui fait reprendre connaissance en lui enfonçant entre les côtes les poings fermés, dont le doigt du milieu fait une pointe. On répète ce manége deux fois, et à la troisième, au moment où on l'étrangle encore, un des exécuteurs lui donne un grand coup de pied aux parties viriles, et les lui écrase ensuite dans ses mains. Lorsqu'il est expiré, on le suspend à un arbre voisin. Je ne puis écrire sans frissonner d'horreur que, si le crimi-

nel est un raya, on le laisse pendre à un pied de terre, afin que les chiens puissent dévorer son cadavre (1).

---

(1) Extrait de l'ouvrage de M. Chomette des Fossés sur la Bosnie, etc.

APPENDICE.

Puisque le grand évènement du moment est la réformation du militaire turc, il est bon de rappeler ce qu'en disent M. Pouqueville, et M. de Falskenskiold, dans ses Mémoires récemment publiés. Le tableau d'une armée turque, tracé par le premier, dans son assemblage bizarre, représente une espèce de procession de la ligue, moitié armée et moitié religieuse, avec tout le désordre ordinaire dans une populace ameutée : aucun ordre de marche, aucune conformité d'armement, aucune prévoyance administrative, aucun soin de santé ; chacun agit, se conduit, se nourrit comme il veut, et devient ce qu'il peut. Aussi, parmi les Turcs, il n'y a pas de retraite calculée, régulière, comme dans les armées européennes ; c'est toujours une déroute, une débandade, où reste tout le matériel de l'armée. Quand les Turcs sont battus, ils laissent et abandonnent

[illegible] matériel, bagages; chacun s'est
[illegible] campagne étaient mal [illegible]
Depuis [illegible] ans, les Turcs ne
se sont mis en campagne contre les Russes
et les Autrichiens que pour se faire battre :
le duc de Lorraine, le prince Louis de Baden, le prince Eugène, les ont constamment [illegible] devant eux. Au siège
de Belgrade, [illegible] que les Turcs
avaient pris le prince Eugène avec son armée,
il ne devait pas en échapper un seul homme.
Si, en 1739 et en 1787, les Turcs eurent
quelques avantages sur les Autrichiens, ils
les durent aux fautes que firent le maréchal
Wallis et l'empereur Joseph. Ceux-ci s'étaient
conduits comme l'auraient fait des grands-visirs. Quand le général Laudon revint commander l'armée autrichienne, les choses reprirent leur cours ordinaire, et les Turcs
éprouvèrent défaite sur défaite.

M. de Falkenskiold était employé dans les
armées russes, commandées par le prince
Galitzin et le maréchal Romanzoff; tout le
prestige des succès de ces généraux s'évanouit sous la plume de cet officier. Les ar-

mées russes étaient de faibles corps; les plans de campagne étaient mal conçus, des généraux peu habiles, et cependant tout réussissait. L'explication de ces succès était dans l'inconcevable sottise des Turcs, qui, avec une supériorité effrayante de forces, ne savaient pas s'en servir, ne tiraient parti ni des avantages du terrain, ni du désavantage de l'ennemi, évacuaient des villes fortes, et abandonnaient par centaines les pièces d'une artillerie capable, en d'autres mains, de réduire en poussière les armées devant lesquelles, lâches et ignorans, les soldats turcs ne savaient que fuir. Les Mémoires de M. de Falkenskiold rabaissent même beaucoup la renommée du maréchal Romanzoff, sous le double rapport de son mérite personnel et de la facilité du succès sur des ennemis tels que les Turcs. Quand les généraux russes occupaient seuls la scène dans un fort grand lointain, ils croissaient de toute la distance qui les séparait de nous; alors la renommée s'occupait d'eux seuls, et restait silencieuse sur tout le reste du militaire de l'Europe, qui était inactif; mais quand le temps des

grandes épreuves est arrivé, elle a eu bien d'autres noms à apprendre et à proclamer. Dans leur rapprochement avec les généraux des autres nations, on a pu évaluer le mérite de ces hommes si célèbres, comme celui de leurs troupes.

Il suit également des récits de MM. Pouqueville et Falkenskiold, que la milice turque n'est propre à rien, et qu'elle ne peut devenir bonne à quelque chose que par la refonte complète de toute l'organisation de l'empire ottoman. Tant qu'il restera ce qu'il est, il ne pourra servir à autre chose qu'à ce à quoi il sert aujourd'hui; car il n'aura pas à sa disposition plus de moyens qu'il n'en possède. C'est donc une pensée remplie d'illusions, que celle de vouloir opposer la Turquie à la Russie. Les Turcs sont hors de tout service possible; ces gens-là ne sont plus bons qu'à être chassés, et leur place donnée à qui la remplira mieux qu'eux: la Turquie est tombée encore plus bas que l'Espagne, et c'est tout dire. Ces deux états, pour redevenir des membres de la société européenne moderne, ont besoin d'une refonte totale, et

ne pourront servir qu'après avoir subi cette épreuve. On brûle à Valence comme on décapite à Constantinople, on condamne à mort à Séville comme en Turquie; dans les deux pays, on tue, on assassine, on mendie, on ne paie pas d'impôts, le commerce est abattu, les grands chemins sont impraticables, la misère est partout, l'absence de toute police est égale. Le Grand-Turc aura une armée de 300,000 hommes comme le roi d'Espagne en trouvera une pour expulser la constitution qui a pris poste dans son voisinage. Le Portugal avec ses institutions est à l'Espagne ce que la Grèce avec sa révolution est à la Turquie. Si l'on veut connaître l'état réel de l'Espagne et les effets du système que son gouvernement a fait prévaloir sur l'ordonnance si sage d'Andujar, il n'y a qu'à lire le résultat du conseil tenu pour savoir si l'on fera la guerre au Portugal et à sa constitution maudite. La bonne volonté ne manquait pas; mais la bonne volonté ne suffit pas plus pour faire la guerre, que *les bonnes intentions et le zèle* pour conduire un état; il faut, de plus, de l'argent pour la première, et

écu ! On ne ferait pas mieux que cela en du talent pour le second objet. On dirait que les ministres espagnols jouaient une scène tragi-comique, avec leurs lamentations sur leurs départemens respectifs. En effet, n'est-ce pas une véritable comédie que de s'assembler pour délibérer si l'on fera la guerre, quand le ministre de la guerre, principal acteur dans cette affaire, dit : *Je n'ai pas un soldat de disponible ; le peu qui en existe n'est ni payé, ni habillé, ni nourri;* quand le ministre de la marine, à son tour, dit: *Et moi je ne puis pas disposer d'une seule barque; depuis huit mois les fournisseurs-entrepreneurs se sont retirés à défaut de paiement*; et quand le tour de celui qui tient dans sa main le nerf de la guerre, le ministre des finances, est arrivé, on entend sortir de sa bouche ces lugubres paroles : *Je n'ai pas un écu. La misère augmente de jour en jour; l'année présente ne rendra que la moitié des impôts de l'année passée, dans laquelle ils ne furent payés qu'à moitié.* Conçoit-on que des hommes sensés s'assemblent pour délibérer sur une guerre, lorsqu'ils n'ont à leur disposition ni un soldat, ni un vaisseau, ni un

écu! On ne ferait pas mieux que cela en Turquie. Changez les noms, et voyez auquel des deux pays ce régime convient le mieux. La consolation à tant des maux est une promesse formelle faite à l'Espagne, de la préserver à jamais de ces institutions qui font tant de mal à l'Angleterre, à la France, au royaume des Pays-Bas, et de lui garder soigneusement le précieux régime absolu, descendu du ciel en droite ligne, auquel elle doit le glorieux état où elle est parvenue, et le poids dont elle est dans la balance politique de l'Europe. Tout ceci se réduit à deux mots, qu'il est bien à déplorer que l'on n'ait pas entendus : *Le sort de l'Espagne se balançait entre l'ordonnance d'Andujar et les décrets du port Sainte-Marie; l'aristocratie, en France, jetait feu et flammes contre la première; c'était le système de modération. Les décrets du port Sainte-Marie étaient celui de l'exaltation, celui qui, en France, avait prévalu en* 1815. Le malheur de l'Espagne, et celui de la France, ont voulu que l'exagération ait prévalu. On devait s'y attendre, en remettant la pleine disposition du pouvoir

dans les mêmes mains qui, depuis 1814, en avaient usé de manière à amener la révolution de 1820, et qui avaient gouverné cette révolution avec autant d'habileté qu'elles en avaient montré avec le pouvoir absolu, quand elles le tenaient. Du reste, il n'arrive jamais que ce qui doit arriver; on ne recueille que ce qui a été semé : on a laissé semer de l'anarchie en Espagne, on recueille de l'anarchie avec ses fruits hideux. On ne peut rester lié avec l'Espagne sans frais, on ne peut la laisser à elle-même sans danger, on ne peut ni y rester ni en sortir. L'ordonnance d'Andujar aurait mieux gardé l'Espagne qu'une armée d'occupation, ou plutôt c'était la véritable et efficace armée d'occupation, tout le reste était désastres. On ne serait pas plus embarrassé avec la Turquie, et la civilisation du dix-neuvième siècle n'est pas moins blessée par les scandales de l'Espagne que par les excès brutaux de la Turquie; encore celle-ci fait-elle quelque effort pour aller vers le jour, tandis que l'Espagne s'enfonce dans la nuit. Dans cette lutte hideuse de barbarie, une honteuse palme reste à l'Espagne, bien plus

coupable que la Turquie; car la religion et la civilisation la défendaient mieux contre ces horreurs, que ne le font les attributs correspondans chez sa rivale en *sauvagerie*. Peut-être qu'une bataille rangée eût fait couler moins de sang que n'en ont coûté les supplices, les sévices, les assassinats, les massacres et tous les excès dont l'Espagne est le dégoûtant théâtre depuis les décrets du port Sainte-Marie, et le rejet de l'ordonnance d'Andujar. *Inde mali labes.*

Dans le temps qu'a pris l'impression de cet ouvrage, deux grands évènemens ont eu lieu en Turquie : 1° le congrès d'Akermann; 2° l'incendie de Constantinople. Dans ce congrès, les ministres turcs se sont mis à négocier *à la turque*, comme nous l'avions annoncé dans cet écrit ; les délais, les récriminations, les protestations, allaient leur train accoutumé. L'empereur Nicolas ne s'est pas accommodé de ces jongleries diplomatiques, et, plus expéditif, il a fixé un terme pour l'admission ou le rejet de son *ultimatum*; cette diligence a déconcerté le flegmatique divan, cet ultimatum est arrivé sur les cen-

dra tous les édifices de Constantinople. L'embarras de ces stupides conseillers a été extrême : il faut parler clair, grand supplice pour des Turcs. On va voir le fier Mahmoud baisser le ton ; il ne se défera pas des Russes avec autant de facilité que des janissaires; il ne jettera pas à la mer, cousus dans des sacs, les bataillons de l'empereur Nicolas (1).

L'incendie de Constantinople présente deux

(1) J'avais prévu cet évènement depuis long-temps : il est clairement annoncé dans l'ouvrage intitulé *Vrai système de l'Europe à l'égard de l'Amérique et de la Grèce* (*). Voici ce que j'en disais, page 230.... Le livre est de 1825, au mois de mars, par conséquent antérieur de dix-huit mois à l'évènement.

« On s'est emparé de la conversation de l'impératrice Catherine avec l'empereur Joseph, lorsque ces deux souverains méditaient entre eux le partage de l'empire ottoman. Joseph insistant sur le partage, Catherine répondait toujours, *Que ferons-nous de Constantinople?* En effet c'était le point délicat, et le grand objet de convoitise. Fiez-vous aux Turcs du soin de lever cette difficulté : ces barbares le

(*) Un vol. in-8°, chez Béchet aîné, libraire, quai des Augustins, n° 47. 5 fr.

sujets de réflexion : 1° l'affaiblissement de la puissance ottomane contre la Grèce, 2° l'état affreux d'anarchie de ce pays.

Sous le premier rapport, cet évènement est du plus grand prix pour la Grèce, en enlevant à son ennemi sa principale ressource ; car, comme au temps de l'empire

---

saccageront, la brûleront de leurs propres mains, et fuiront en Asie avec ce qu'ils pourront emporter. Ces peuples ressentent la soif continuelle du pillage, et sont nés pour détruire et pour piller. » Voilà ce que j'écrivais en 1825. L'accomplissement de cette annonce ne s'est pas fait attendre ; et qui peut répondre qu'elle ne sera pas complètement réalisée par d'autres évènemens semblables à celui-là, de manière à ce que le sol même de Constantinople ne présente dans peu de jours que l'image des ruines de Troie, de Carthage et de Missolonghi ? Dans sa justice le ciel punira les destructeurs par la destruction ; la ruine de Constantinople vengera celle de Missolonghi. Mahmoud a été impitoyable envers les Grecs ; les janissaires seront impitoyables envers Mahmoud ; il verra périr sa capitale et son empire ; il périra lui-même. Cela est juste et de bon exemple : quand on lâche des tigres sur les autres, on s'expose à être dévoré par eux.

grec, l'empire turc vit par la capitale; toutes les richesses sont dans son sein : une grande partie de celles-ci ont péri dans cet épouvantable incendie. Il est le résultat de la révolution faite par Mahmoud : voilà son premier fruit en faveur de la Grèce. Quand ce seraient les Grecs qui auraient brûlé Constantinople, ils n'auraient pas mieux fait dans leur propre cause.

2°. La catastrophe de Constantinople prouve jusqu'à l'évidence la folie de faire quelque fond sur un pays dans lequel l'anarchie est arrivée à ce point, et dans lequel le mécontentement se déclare par l'incendie de la capitale. La diplomatie européenne a bien dû s'éclairer à la lueur des flammes qui dévoraient Constantinople, et ses espérances ont dû s'exhaler en fumée, comme les édifices de cette ville infortunée. Le moment de prendre un parti définitif à l'égard de cette Turquie est donc arrivé; aucun ne peut être plus opportun, et, dans l'impossibilité de rien faire avec elle, l'Europe n'a plus qu'à s'occuper de l'établissement de la Grèce, et de sa substitution à ce cadavre hideux, infect et em-

barrassant. L'obstination de la diplomatie européenne à chercher une force, un point d'appui en Turquie, est un phénomène d'aberration; il vaudrait cent fois mieux en attendre de l'Espagne, toute misérable qu'elle est..... Comment les diplomates renfermés dans Péra, obligés de se garder contre la peste, contre les voleurs et les assassins, ayant devant eux une populace hideuse de misère et de férocité, incapable de rien par son abrutissement et son ignorance, ne crient-ils pas sans cesse à leurs cabinets : *Séparez-vous de ces bêtes féroces, de ces êtres abîmés dans la crapule d'une superstition sanguinaire, dégradés du caractère de l'humanité, n'ayant de l'homme que le visage. Cherchez ailleurs des alliés, des appuis; parmi eux vous ne trouverez plus que des embarras. Cessez de compter sur leur régénération, elle est impossible... Ce ne sont plus des hommes à changer, mais à chasser; ne vous tourmentez plus à leur chercher des instituteurs, il n'y a plus à leur trouver que des remplaçans...* Ce discours est désormais le seul sensé qui puisse être tenu à l'égard de la Turquie...

L'expérience de chaque jour prouve qu'avec elle, il ne peut plus y avoir que de l'embarras. Je ne crains point d'annoncer que l'année prochaine, du sein de ce foyer de putréfaction, de cette populace affamée, errante parmi les débris de Constantinople, sortira une contagion capable de dépeupler l'Europe : on peut tendre déjà les cordons sanitaires. La Turquie menace l'Europe d'une contagion semblable à celle qui, élancée du sein de l'Asie, au quatorzième siècle, coûta à l'Europe plusieurs millions d'habitans. Alors on aurait dit que l'Asie prenait sur l'Europe sa revanche de tout le mal qu'elle était venue lui faire avec ses croisades, produit de la superstition, et dont la civilisation eût préservé le monde.

Accoutumé à traiter les intérêts politiques de l'Europe, je regarde comme un devoir de la prévenir sur les suites de ce qui se passe en Turquie et en Espagne, et de lui déclarer que si l'on n'y met ordre, ces deux pays, offrant le théâtre d'horribles catastrophes, deviendront, par leur état misérable, des brandons de discorde qui incendieront l'Eu-

rope; on le voit déjà par ce qui se passe entre la Russie, l'Angleterre et la Turquie, comme entre l'Espagne et le Portugal. Une grosse guerre est cachée là-dessous; il faut être aveugle pour ne pas la voir: mais vous verrez que, comme à l'ordinaire, on fera jouer les pompes quand la maison sera brûlée, et puis ces habiles gens diront que c'est *la faute à Rousseau* et *la faute à Voltaire*, et qu'il faut faire des lois contre la liberté de la presse et les formats in-32, en oubliant que c'est celui de presque tous les livres de dévotion.

Deux actes émanés du Grand-Seigneur sont venus dans ces derniers jours prouver l'union indissoluble de la réformation militaire de la Turquie, avec sa réformation sociale. Le Grand-Turc n'a pas d'argent, cela n'est pas plus rare parmi les souverains que parmi les simples particuliers. Il y a en Europe des souverains dont l'état et les finances ne sont guère mieux réglés que celles de la Turquie, et dont la milice n'est guère moins *volontaire* que l'étaient les janissaires. Comment sa hautesse s'y prend-elle pour se pro-

curer de l'argent? le voici : elle a demandé au muphti et aux ulémas de chercher dans l'Alcoran si l'abstinence du vin et la circoncision sont de rigueur ou de précepte; des théologiens peuvent bien être un peu complaisans pour une demande faite le *sabre à la main*, et les docteurs de Constantinople ont répondu que les fidèles croyans pouvaient en toute sûreté de conscience boire du vin, et se tenir exempts de leur ancien mode d'initiation dans l'islamisme; que cela était bon pour les aspirans à la perfection, mais que la masse pouvait s'en passer. En conséquence de cette belle décision, le sultan a fait ouvrir les cabarets, toutefois, en les chargeant d'un bon impôt. Voilà donc une espèce de droits réunis établis à Constantinople; voilà les Turcs, après 1300 ans d'abstinence, remis à l'usage du vin. Libre à eux désormais de faire succéder une ivresse moins lourde à celle que ces idiots se procuraient avec des pilules d'opium. Désormais on pourra prendre le turban sans avoir rien à perdre. Ainsi sont tombés, par suite d'une réformation militaire, deux co-

lonnes de l'ancienne absurdité religieuse en vigueur parmi les mahométans.

La hache est au pied de l'arbre; de toute part il s'en va. Remercions Mahmoud d'avoir levé les scrupules de ses sujets. Puissent tous les mahométans des trois parties du monde se mettre à boire du vin de Champagne et de Bordeaux! Bordeaux et la Champagne s'en trouveraient fort bien, et devraient illuminer en signe de reconnaissance, en l'honneur de Mahmoud et des dociles théologiens de Constantinople. En voilà de fort maniables, et puissent-ils être partout.

Pauvre politique, comme tu est traitée! à peu près comme l'est la morale avec les coups d'état, les jésuites entrés sous pavillon masqué, les attentats de Bemposta, les amnisties d'Espagne, et ce que M. le comte de Montalembert a si bien caractérisé dans la chambre des Pairs.

FIN.

DE LA GRÈCE

DANS

SES RAPPORTS AVEC L'EUROPE.

Ouvrages de M. DE PRADT, *qui se trouvent chez le même libraire.*

1° Les Quatre Concordats, suivis de Considérations sur le gouvernement de l'Eglise en général, et sur l'église de France en particulier, depuis 1515, 4 v. in-8., 22 fr 50 c.
2° Des Colonies et de la Révolution actuelle de l'Amérique, 2 vol. in-8. (*rare*), 15 fr.
3° Les trois derniers mois de l'Amérique méridionale et du Brésil, seconde édition, 1 vol. in-8., 3 fr.
4° Les six derniers mois de l'Amérique et du Brésil, faisant suite aux deux ouvrages ci-dessus sur les Colonies. Paris, 1 vol. in-8., 4 fr. 50 c.
5° Pièces relatives à Saint-Domingue et à l'Amérique, 1 v. in-8., 3 fr.
6° Antidote au congrès de Rastadt, suivi de la Prusse et sa neutralité ; nouvelle édition de ces deux ouvrages, 1 gros vol. in-8., 8 fr.
7° Lettre à un Electeur de Paris, 1 vol. in-8., 3 f.
8° Préliminaires de la session de 1817, 1 vol. 3 fr. 50 c.
9° Des progrès du gouvernement représentatif en France, 1 vol. in-8., 1 fr. 25 c.
10° L'Europe après le Congrès d'Aix-la-Chapelle, faisant suite au congrès de Vienne, 2e édit., 1 vol. in-8., 6 fr.
11° Mémoires historiques sur la Révolution d'Espagne, 1 vol. in-8., 7 fr.
12° Congrès de Carlsbad, 1re et 2e part., 2 v. in-8., 6 fr.
13° Etat de la culture en France, 2 vol. in-8., 10 fr.
14° Petit Catéchisme à l'usage des Français sur les affaires de leurs pays, 2e édit., 1 vol. in-8., 3 fr. 50 c.
15° De la Révolution actuelle de l'Espagne et de ses suites, 1 vol. in-8., 4 fr. 50 c.
16° De l'affaire de la loi des Élections, 2e édit., revue et corrigée, 1 vol. in-8., 6 fr.
17° Procès complet de M. de Pradt pour l'affaire de l'ouvrage ci-dessus, 1 vol. in-8., 3 fr.
18° De la Belgique depuis 1789 jusqu'à 1794, 1 v. in-8., 3 fr.
19° L'Europe et l'Amérique depuis le congrès d'Aix-la-Chapelle, 2 vol. in-8., janvier 1821, 9 fr.
20° L'Europe et l'Amérique en 1821, 2 vol. in-8., janvier 1822, 12 fr.
21° Examen présenté aux Cortès pour la reconnaissance de l'indépendance de l'Amérique espagnole, 1 v. in-8., 2 f. 50 c.

DE LA GRÈCE

DANS

SES RAPPORTS AVEC L'EUROPE,

PAR M. DE PRADT,

ANCIEN ARCHEVÊQUE DE MALINES.

DEUXIÈME ÉDITION.



PARIS,
CHEZ BECHET AINÉ, LIBRAIRE,
Quai des Augustins, n° 57.
ROUEN,
CHEZ BECHET, Libraire, rue Grand-Pont, n° 73.
1822.

PRÉFACE.

L'HIVER est le temps des négociations et des spéculations politiques : ainsi s'est écoulé celui de 1822. Le printems revient, il va donner congé aux diplomates, et ramener les guerriers sur la scène. Pendant que les négociateurs faisaient d'honorables mais inutiles efforts pour concilier ce qui est inconciliable, les forces de deux grands empires s'ébranlaient, se rapprochaient : les voilà en présence, l'incendie ne tardera pas à éclater. Pourquoi va-t-on se choquer ainsi ? Les motifs apparens sont-ils les véritables ? La guerre est-elle dans le divan, dans le cabinet de Pétersbourg, ou bien dans la Turquie elle-même, et dans la Russie tout entière ? Rome et Carthage se sont-

elles battues d'après elles-mêmes où d'après leurs sénats ? et ceux-ci étaient-ils autre chose que les interprètes des dispositions des deux pays ?

Une scène de l'importance de celle qui s'ouvre du côté de l'orient ne pouvait manquer de faire éclore beaucoup de conjectures et d'écrits. Il n'en a pas manqué. La tribune nationale elle-même a retenti des grands noms de la Grèce et de l'Orient : en sommes-nous plus avancés? A-t-il été proposé quelque chose d'où découle une solution? Je viens payer mon tribut à ce grand intérêt; car il est à la fois celui de l'Europe et de mon pays. Pour y satisfaire, j'ai tourné toutes mes pensées vers les intérêts généraux de l'Europe, et d'une cause russe, turque ou grecque, j'ai tâché de faire une cause européenne.

Ce n'est que dans un résultat de cette étendue que peut se trouver quelque satisfaction pour l'esprit. Hors de ces considérations générales, il n'y a aucune solution. Interrogez la position de l'Europe, voyez si jamais elle offrit rien de semblable, et quelle place se trouve pour les particularités au milieu du mouvement qui l'entraîne. A l'occident, l'Amérique revêt une existence toute nouvelle; au midi, tout est sujet de crainte et menace d'embrasement... A l'orient, l'étendard de la croix attaque celui de Mahomet; la Grèce revendique sa liberté, son territoire, et refoule les Turcs en Asie; et comme si cela ne suffisait pas pour faire une position fort grave, la voilà qui se complique d'une guerre entre les Turcs et les Russes, guerre inégale par les moyens respectifs des combattans;

guerre d'un résultat imprévoyable et sans limites ; guerre contrariante pour les autres gouvernemens, qui ont plus d'envie que de moyens de s'y opposer directement ; guerre d'un effet moral autant que politique sur l'Europe ; car, l'odeur de la poudre qui sera brûlée devant Constantinople se répandra dans toute l'Europe, et montera à la tête de beaucoup d'hommes... *Les lauriers des Miltiades russes* empêcheront de dormir un grand nombre de leurs émules de *France*; d'*Allemagne* et d'*Angleterre* : l'impatience est bien naturelle chez des hommes qui n'ont pas été accoutumés à regarder faire les autres.

L'ensemble de ces considérations a tracé le plan de cet écrit, qui n'a pour objet que les intérêts généraux de l'Europe : il a paru naturel de procéder ainsi qu'il suit :

Assigner la nature et la date véritable de la révolution grecque ;

Indiquer les besoins généraux de l'Europe ;

Former un plan d'après ces besoins;

Chercher qui peut mieux les satisfaire, de la Grèce ou de la Turquie.

On sait que les livres ne dirigent pas les cabinets; au contraire, ils semblent les fuir et craindre d'avoir l'air de les suivre ; mais le public est aussi un cabinet, auquel la nouvelle civilisation donne beaucoup de force. N'importe quand doit germer la vérité ; toujours faut-il commencer par la semer : un jour ou l'autre, quelqu'un en profitera. Les cabinets ont tenu peu de compte de ce qui avait été prédit sur l'Amérique : cela ne l'a pas empêchée d'arriver au but. Peut-être pourrait-on citer quelques autres avertissemens qui, pour avoir

été négligés, n'en ont pas moins été réalisés.

La prévoyance est la plus haute partie de la politique. Sa vie se compose en grande partie de l'avenir; le présent est le moyen de le préparer: diriger ce qui vient de naître, est facile; quand il a grandi, il faut le subir.

Voilà précisément où se trouve l'Europe relativement à la Grèce.

La révolution de celle-ci commence: bien entendue, bien soignée dans le début, dirigée vers un but vraiment politique et général, elle offre à l'Europe une occasion admirable pour corriger une partie des inconvéniens que lui fait éprouver la suprématie russe; et ce qu'il y a de remarquable, c'est que cet immense bien peut s'opérer sans dépouillement reprochable, et en satisfaisant plei-

nement aux désirs que la Russie peut encore raisonnablement former... Il n'y a de conquête que sur ce qu'à bon droit on peut appeler le désert, puisque c'est sur la Turquie : tout ce qu'elle perdra sera rendu à l'humanité (1).

D'un autre côté on acquiert dans

---

(1) Je m'estime très-heureux toutes les fois que j'ai l'avantage de me rencontrer avec M. de Bonald, et ce bonheur est trop rare pour que je n'en jouisse pas publiquement quand l'occasion s'en présente. Voici ce que cet honorable orateur vient de dire à la tribune.

Notre alliance avec les Turcs, utile si l'on veut à notre commerce, devait tôt ou tard devenir à charge à notre politique, parce qu'on se compromet à vouloir sauver un peuple qui ne peut plus se défendre, et qu'aujourd'hui on ne peut plus défendre un peuple que lorsqu'on peut le policer : il se prépare dans l'Orient un cours d'événemens amenés de loin, et qu'aucune puissance ne peut changer.

Tout mon écrit est dans ce peu de mots. Je n'ai pas aussi bien dit que l'a fait M. de Bonald, mais je n'ai pas dit autrement. En y regardant même de bien près, je pourrais trouver dans ces deux phrases le résumé de tout ce que j'écris depuis six ans.

ce plan une force capable de fermer à la Russie le chemin du midi et de la Méditerranée. Ceci est d'un intérêt capital, et tout doit être sacrifié pour l'empêcher.

J'ignore s'il est vrai que Napoléon ait dit, comme on le lui prête, que dans cinquante ans l'Europe serait cosaque ou république : l'aperçu est vaste, quoique peu consolant. Il serait vrai, si l'Europe souffrait que la Russie eût une tête de pont au-delà du Danube : ce résultat serait inévitable, si Constantinople devenait Russe, et le tocsin de l'Europe devrait sonner avant qu'elle l'admît. D'autre part, plutôt que de se laisser faire Sarmate, l'Europe courrait risque de se précipiter dans d'étranges résolutions, et de chercher de la sûreté dans des institutions pourvues de la virilité propre à la

défendre. C'est sûrement là ce qu'a voulu dire Napoléon; et l'on ne peut guère prêter d'autre interprétation à un homme de ce génie.

Allons, s'il est possible, au-devant de ces cruelles nécessités. L'Europe est déjà fortement blessée dans son organisation politique; la pondération de ses pouvoirs est défectueuse au dernier degré; ne laissons pas échapper les correctifs que le sort vient nous offrir: les occasions négligées ne se retrouvent plus; et si dans ce moment la Grèce est manquée comme l'a été l'Italie, la terre de Thémistocle sera utile à l'Europe, à peu près comme depuis deux cents ans l'est celle de Romulus... Jamais tant d'effacement n'aura dégradé des lieux où furent tant de grandeur.

TABLE

DES MATIÈRES.

Fin de la table des matières.

DE LA GRÈCE

DANS

SES RAPPORTS AVEC L'EUROPE.

CHAPITRE PREMIER.

Exposition.

PATRIE des arts et des sciences, mère des héros, institutrice de l'univers, enfin, après six siècles d'asservissement, tu soulèves la pierre que des mains barbares ont placée sur ta tombe pour en sceller l'entrée. Généreuse entreprise! quelle âme humaine refuserait de s'associer à tes nobles efforts, et ne t'offrirait pas le tribut de ses vœux pour se consoler de ne pouvoir t'offrir le secours de son bras! Souffre qu'avant de m'occuper de tes nouvelles destinées, je trace le tableau de ta gloire et de tes infortunes. Je voudrais pouvoir transmettre à l'univers les sentimens que tu m'inspires : toute pitié n'est pas éteinte

parmi nous, et quoiqu'aussi desséchante que le soufle du midi, l'aride politique n'aura pas réussi à revêtir de bronze tous les cœurs; elle n'aura pas fait fuir partout les douces lumières qui s'âlument au feu sacré de l'humanité.

Du haut des siècles, ton genie domina le ciel et la terre : tu donnas ses dieux au premier, et à la seconde ses arts et ses lois. Longtemps le monde ne connut que toi, ne s'entretint que de toi seule; tu peuplas une partie de l'Asie, de la Sicile et de l'Italie; il fallut la main d'un de tes enfans pour arracher Carthage aux armes de Régulus, préludant déjà au grand ouvrage réservé aux Scipions; une poignée de tes soldats avait traversé en vainqueurs les vastes états du successeur de Xerxes, et le grand-roi s'humilia souvent devant ton grand-peuple. Tu jouissais en paix des couronnes qu'Apollon et Mars avaient réunies sur ta tête; mille noms immortels faisaient multiplier chez toi les dons adressés par l'admiration de l'univers; les peuples accouraient s'associer à tes jeux, écouter, avides, les oracles de ton aréopage, les préceptes de Socrate et de Platon; s'émouvoir aux scènes de Sophocle et d'Euripide; se presser autour de la tribune où tonnait

Démosthène ! Tu étais alors le centre de l'univers, visité par lui, envié par qui ne pouvait y aborder ; ta Corinthe multipliait ces attraits de la vie dont elle a légué le secret à Paris ! Mais, ô destinée humaine, comme le faîte et l'abîme se touchent de près! Pendant que tu te livrais confiante au doux charme de tant de biens, l'astucieux roi de Macédoine t'enlaçait dans les réseaux de sa politique, et l'épée de son fils, préludant aux coups qu'il destinait à l'empire persan, abattait tes remparts ; le pardon accordé à la tombe de Pindare te consola de la perte de ta liberté ; là commença l'éclipse de ta gloire : ni elle, ni ta puissance n'ont pu se rétablir : tant la main d'Alexandre portait des coups mortels ! Bientôt sortant de l'Italie, dont l'étroite enceinte ne pouvait plus la contenir, Rome vint te ranger au nombre de ces provinces dont la longue liste présentait presque tous les noms connus alors dans l'univers... Comme lui, tu reçus d'elle des fers et des proconsuls, dont la dure et grossière avidité, dans un long apprentissage d'esclavage, te façonnait aux adorations que tu devais prodiguer aux successeurs de Constantin, et aux humiliations que te préparaient les farouches en-

fans de Mahomet... Ainsi, sous le croissant comme sous la croix, t'attendaient les plus sanglans outrages! Qui perd sa liberté, perd aussi son génie. Quand tes portiques furent déserts, les cloîtres s'ouvrirent; les esprits, dépourvus de ces fortes émotions, manquant de ces buts nobles que donnent et que montrent les seuls intérêts de la patrie, s'évaporèrent dans mille disputes vaines, et la petitesse ouvrit la porte à l'esclavage. O cloîtres! dites-nous, avez-vous coûté à l'humanité plus de larmes que de sang? avez-vous brisé plus de cœurs que vous n'avez faussé desprit? Quand tous les nerfs de l'esprit d'un peuple ont été détendus et débilités par une longue occupation à des objets sans gloire et sans substance, il tombe facilement sous des bras armés de cimetères; et un bigotisme craintif et méticuleux cède bientôt à un fanatisme audacieux et farouche. C'est par tous ces degrés que la Grèce a passé pendant plusieurs siècles pour rester enchaînée au pied des monumens dont son génie avait couvert la terre, que foulent avec un stupide orgueil d'ignorans oppresseurs... Les Grecs ont passé cinq cents ans sous la domination des Turcs, dans un état très-voisin de celui

où l'Espagne a tenu les Américains, et l'Angleterre les Indiens. La différence, quant aux premiers, a été que les conquérans ont plié les conquis à leur religion, tandis que les Tures ont laissé les Grecs maîtres de suivre la leur, comme les Anglais l'ont aussi fait dans l'Inde. O honte éternelle de l'Espagne! sous ce repport si précieux pour l'humanité, elle a été vaincue en raison et en lumières, par qui? par les Turcs....!

Voilà le passé de la Grèce.

Était-il dans la nature des choses que l'état dans lequel elle était tombée se maintînt, et les germes du mouvement qui se manifeste aujourd'hui n'étaient-ils point renfermes dans un grand nombre de mobiles, que l'action lente mais infaillible du temps ne pouvait manquer de développer? Voilà ce qu'il est important de rechercher, et ce dont la connaissance peut servir à diriger sûrement dans l'appréciation de la nouvelle scène qui s'ouvre du côte de l'Orient, scène dont l'influence sur les destinées du monde ne peut marquer d'être fort grande. Ce sujet est aussi compliqué qu'il est important; et, pour être exposé avec fruit, il doit être discuté avec méthode.

CHAPITRE II.

Causes de la révolution de la Grèce.

Révolution de la Grèce ! Que de choses dans ce mot, et même dans celui-là seul de *révolution !* Que de choses ne faut-il pas pour faire éclore une révolution ! A entendre le vulgaire, on dirait qu'une révolution est un événement ordinaire et facile, que chaque jour peut amener, que chaque individu peut accomplir, tandis qu'il n'en est pas une seule qui ne soit le résultat de longues préparations qui, par une marche lente et couverte par le silence, conduisent au terme marqué par la nature. Ainsi, par de lents et longs détours, le feu s'ouvre dans les entrailles de la terre un passage jusqu'à sa surface : un instant suffit pour son éruption : peut-être se préparait-elle depuis des siècles. Dans l'Orient même où l'on voit un homme marcher au palais, attaquer le prince, se mettre à

sa place ou mourir, croit-on qu'il n'y ait dans cette tentative que l'action privée d'un homme audacieux ? Ah! il a fallu l'architecture tout entière de la civilisation orientale pour qu'il osât concevoir et exécuter ce projet...

Il en est de même de toutes les révolutions : nées aujourd'hui, elles s'élaboraient sourdement dans le sein de la nature des choses pour éclater à l'heure de la maturité, cette heure que personne ne peut ni devancer, ni retarder, ni décliner : en elle tout est de nécessité et de rigueur : c'est par ce long travail que la Grèce a passé en secret pour arriver à la régénération qu'elle tente, et pendant que le congrès de Laybach l'accuse d'avoir *cédé aux machinations criminelles qui ont troublé l'occident de l'Europe*, la réflexion rapporte cet événement à ses véritables causes, interroge la nature des choses, celle de l'homme et des sociétés, et découvre dans la réunion de ces élémens les principes d'une action qui n'est pas une révolution d'hommes, mais de choses; qui ne fait point partie des actes que l'on appelle vulgairement *conspirations*, mais qui est le résultat inévitable d'une multitude de causes

préexistantes qui ont reçu leur complément à l'heure marquée pour leur développement. Quand la mine est chargée, une étincelle, un instant suffisent pour l'explosion. Ira-t-on dire que cette étincelle et cet intant en sont les causes uniques? et sans la réunion des matière combustibles, toutes les étincelles auraient-elles produit cet embrasement?

Une vérité bien certaine, c'est que rien n'est plus difficile à renverser qu'un gouvernement établi, même quand il est faible ou malhabile. Tant de choses concourent à son maintien, tant de dangers sont attachés à son attaque, que, pour que le changement arrive, il faut qu'il soit amené et préparé par un grand nombre de mobiles dont l'action soudaine et combinée est inévitable, comme il arriva en France en 1789, comme on l'a éprouvé en Espagne en 1820; alors un gouvernement tombe comme un mur miné de longue main, et une révolution ressemble à un fruit qui se détache de l'arbre à l'heure de la maturité.

C'est pour avoir perdu de vue cette importante considération que se sont égarés un grand nombre d'hommes qui s'obstinent à attribuer la révolution française à des cau-

ses isolées, accidentelles ou bien instantanées ; tandis que cette grande scène est bien évidemment le produit nécessaire du changement arrivé dans le monde depuis trois siècles. Trois cents ans de changement survenus dans l'ensemble des institutions humaines pesaient sur la France, lorsque des causes privatives à ce pays ont donné lieu de ce manifester aux effets que ces changemens avaient produits. Essayez de construire la révolution française sans l'imprimerie, la réformation, les colonies, l'instruction générale et la philosophie, et vous verrez si vous parviendrez à en réaliser un seul acte : mais, avec des hommes travaillés depuis longtemps par mille causes de changemens, transportés par eux dans un ordre de civilisation entièrement neuf, le moindre choc a dû suffire pour déterminer l'explosion de cette révolution, qui a trouvé toutes les voies ouvertes, et comme aplanies par les changemens qui l'avaient précédée.

Voyons s'il n'en a pas été de même pour la Grèce, et si sa révolution n'était pas préparée de longue main par des mobiles à la force desquels sa situation particulière ne lui permettait pas de résister...

Entre ces mobiles, il en est deux qui ont une influence décisive dans ces sortes d'actes; je veux dire la population et la civilisation respectives des parties entre lesquelles ils se passent... Il faut donc rechercher les rapports qui existaient entre la population turque et la population grecque, ainsi qu'entre la civilisation de ces deux peuples.

Population.

Un peuple conquiert un autre peuple et le laisse vivre en état d'assujettissement: on lui accorde la vie sans la liberté, et l'existence civile sans l'existence politique. Pour juger de la durée que pourra avoir cet assujettissement, il faut commencer par compter les deux populations, et calculer les degrés de leur inégalité respective; il faut de plus y ajouter l'appréciation des mobiles qui de part et d'autre peuvent favoriser ou contrarier l'accroissement des deux populations.

Lorsque la disproportion entre les deux peuples est extrême, les conquérans ressemblent à une armée campée dans le pays et qui s'y maintient par la force des armes. Ainsi sont les Mameluks en Egypte, et les Turcs dans les

régences d'Afrique. Une soldatesque toujours armée en impose à une multitude désarmée. Dans les pays où la population noire dépasse à un haut degré la population blanche, la sauvegarde de celle-ci réside dans l'usage des pouvoirs de la souveraineté, qu'elle se réserve pour sa défense et pour contre-balancer la supériorité du nombre qui est de l'autre côté.

L'angleterre maintient sa domination dans l'Inde par les mêmes moyens : une armée anglaise, un gouvernement tout anglais retiennent dans le devoir un peuple doux et craintif, et que d'ailleurs les lois anglaises ont débarrassé de beaucoup de maux que lui faisaient ses propres lois. A mesure que s'étend l'inégalité entre les deux populations, la force relative des deux états se déplace, et passe du maître au sujet, et du vainqueur au vaincu.... Là commencent les dangers du premier ; et ces périls sont tellement dans la nature des choses, qu'on retrouve leurs effets d'une manière uniforme dans toutes les pages de l'histoire. Ce n'est point lorsque Saint-Domingue n'avais encore que cent mille nègres, qu'il était menacé de devenir leur apanage ; mais ce sort devenait inévitable à mesure que le nombre s'approchait de celui de 500,000

Africains qui s'y trouvaient au moment de la révolution, en présence de 25,000 blancs. Quand les premiers purent se compter, ainsi que compter les seconds, le sort de Saint-Domingue fut arrêté... Tout le temps que l'Amérique du nord fut dépourvue de population, elle suivit en silence les lois de la métropole; mais, quand elle posséda 3000000 d'habitans, elle se sentit en état de soutenir le choc de la mère-patrie, de prévaloir contre la partie de sa population, dont l'Angleterre pouvait disposer contre elle; et le succès justifia son calcul. Comment se fut-il trouvé faux? c'étaient Franklin et Wasingthon qui l'avaient fait... L'Amérique espagnole a fait de même. Les conquérans avaient commencé par exterminer la population indigène : la postérité des premiers, isolée, comme perdue au milieu de sa propre possession, craignant les restes de la population qui avaient échappé au massacre, loin de se séparer de la métropole, au contraire, avait besoin d'elle pour sa propre sauvegarde : alors c'était en Espagne que se trouvaient ses défenseurs, et le soin de leur conservation dictait à ces hommes de ne se point séparer de leur protectrice : mais, lorsque les progrès du temps eurent donné à cette popu-

lation faible dans son principe, mais accrue par le cours de la nature, une force à la fois suffisante contre la population native et contre la domination de l'Espagne, elle travailla et réussit à s'en affranchir : ceci est l'effet nécessaire de l'ordre de la nature, et se représentera partout dans les mêmes situations : il faudrait éteindre l'humanité pour que cela cessât d'être vrai. L'Irlande en fournit une nouvelle preuve. D'où proviennent les mouvement continuels qu'elle fait contre la domination anglaise? Du sentiment de sa force comparative à celle de l'Angleterre elle-même, et à celle de la population qu'elle a reçue de l'Angleterre : car ici il y a deux oppositions, une contre l'Angleterre, et l'autre contre les Anglais d'Irlande : au fond ce sont des indigènes irlandais qui veulent être maîtres chez eux. Il faut que ce sentiment soit bien impérieux, puisque la crainte de la puissance anglaise placée aux portes de l'Irlande n'a pu réussir à l'étouffer, et que ses éruptions survivent aux répressions les plus violentes et aux infortunes les plus graves. Quand l'Irlande aura dix à douze millons d'habitans, comme elle est très-susceptible de les contenir, je ne sais comment

l'Angleterre pourra y maintenir son empire; il finira inévitablement par l'accroissement de la population irlandaise: le temps ne manquera pas à cette annonce.

Faisons l'application de ces principes à la Turquie et à la Grèce.

Commençons par rendre justice à la Turquie. Ses procédés ordinaires sont d'une grande dureté, barbares même: cependant elle ne s'est jamais portée contre la population grecque à des excès tels que ceux auquels l'Espagne s'est livrée contre la population américaine: tels que ceux dont l'Agleterre même a usé contre l'Irlande. Les Turcs n'ont employé ni l'extermination comme l'Espagne l'a fait en Amérique, avec des formes hideuses, ni les massacres d'Irlande, horreur de l'humanité. Dès le principe de la conquête, la population grecque dépassa de beaucoup la population turque. Les vainqueurs arrivèrent dans la Grèce comme les Francs l'avainet fait dans la Gaule du nord, comme les Romains le firent dans la Gaule du midi: c'est l'état habituel de tous les conquérans, la minorité. Les Turcs étaient donc la minorité à l'égard des Grecs. La différence de religion ainsi que celle des mœurs les empêchent de se con-

fondre avec les Grecs, comme les Francs et les Romains l'avaient fait avec les Gaulois. C'étaient deux fleuves qui coulaient parallèlement l'un à l'autre sans pouvoir se mêler. Cette interdiction du mélange des vainqueurs avec les vaincus est toujours un grand désavantage pour les premiers, dont l'intérêt est d'effacer le caractère du conquérant, toujours odieux, pour y substituer les affections de famille, qui sont toujours favorables : il faut fare disparaître le vainqueur pour montrer le parent et laisser parler le sang. C'est un soin que tous les conquérans éclairés n'ont pas manqué d'avoir. Alexandre ne dédaigna pas les femmes et les vêtemens des peuples qu'il avait conquis.

D'un autre côté il existait entre les Turcs et les Grecs des principes de population très-inégaux : la preuve s'en trouve dans le nombre relatif des familles; celles des Grecs sont beaucoup plus considérables. Celui des deux peuples qui est constitué de manière à devoir croître davantage, devait à la longue l'emporter sur le peuple destiné à multiplier moins; et ce dernier état est le partage des Turcs. Par l'ensemble de leurs moeurs,

de leur civilisation, de leur gouvernement et de leur religion, cette race va en diminuant: elle s'appauvrit, se dessèche en quelque sorte, et, quoique robuste, point circonscrite par la loi religieuse dans les moyens d'accroître, elle décroît... Les faits sont là pour répondre aux théories : parmi les Turcs, il en est de l'humanité comme de la terre; les vides se multiplient dans la première, comme le désert dans la seconde. La Turquie d'Europe prend chaque jour l'aspect d'une solitude dévastée par des brigands plutôt qu'habitée par des propriétaires. La Turquie d'Asie n'est pas mieux traitée : il ne reste rien de ce qui rendait cette contrée si florissante : les champs languissent sans culture, les cités ne sont plus que des ruines, la population est rare et pauvre, les extorsions d'un pouvoir toujours armé, l'absence de la police, tous ces mobiles réunies pour éteindre l'industrie et l'amour du travail, qui ne feraient que désigner des victimes à l'avidité du fisc, à la rapacité d'hommes qui veulent la richesse sans sa condition première, qui est le travail, ont fait de ces lieux jadis si florissant un théâtre de désolation, et

dans ce qui existe montrent ce qui les attend encore (1).

LETTRES PERSANES.

(1) De Tocat à Smyrne, *on ne trouve* pas une seule ville qui mérite qu'on la nomme. J'ai vu avec étonnement la faiblesse de l'empire des osmanlis ; ce corps malade ne se soutient pas par un régime doux et tempéré, mais par des remèdes violens qui l'épuisent et le minent sans cesse. Les bachas, qui n'obtiennent leurs emplois qu'à force d'argent, entrent ruinés dans les provinces et les ravagent comme des pays de conquête. Une milice insolente n'est soumise qu'à ses caprices ; les places sont démantelées, les villes désertes, les campagnes désolées, la culture des terres et le commerce entièrement abandonnés.

L'impunité règne dans ce gouvernement sévère : les chrétiens qui cultivent les terres, les juifs qui lèvent les tribus sont exposés à mille violences.

La propriété des terres est incertaine, et par conséquent l'ardeur de les faire valoir ralentie : il n'y a ni titre ni possession qui vaille contre le caprice de ceux qui gouvernent.

Ces barbares ont tellement abandonné les arts, qu'ils ont négligé jusqu'à l'art militaire : pendant que les nations d'Europe se raffinent tous les jours, ils restent dans leur ancienne ignorance, et ils ne s'avisent de

Aussi n'est-ce plus qu'à force d'étendue que la Turquie compte encore quelque population : sous ce rapport elle est, par lieues carrées, au-dessous des parties de l'Europe les moins peuplées; elle est condamnée à une progression toujours décroissante. Si la population de la Turquie répondait à ce que la font partout ailleurs le climat, l'étendue, la fertilité du sol, le voisinage des mers, elle dépasserait cent millions d'hommes : ce nombre vivrait facilement dans l'espace oc-

---

prendre leurs nouvelles inventions, qu'après qu'elles s'en sont servies mille fois contre eux.

Ils n'ont aucune expérience sur la mer, point d'habileté dans la manœuvre : on dit qu'une poignée de chrétiens sortis d'un rocher font suer les Ottomans et fatiguent leur empire.

Incapables de faire le commerce, ils souffrent presque avec peine que les Européens, toujours laborieux et entreprenans, viennent le faire : ils croient faire grâce à ces étrangers que de permettre qu'ils les enrichissent.

Dans toute cette vaste étendue de pays que j'ai traversée, je n'ai trouvé que Smyrne qu'on puisse regarder comme une ville riche et puissante, et il ne tient pas aux Turcs qu'elle ne ressemble à toutes les autres.

cupé directement par l'empire ottoman. Peu de contrées jouissent d'autant d'avantages naturels ; mais aussi peu de gouvernemens ont été plus propres à les rendre superflus et à les éteindre. La main de ce peuple, après avoir tout brisé, a tout desséché. Ainsi le fer, qui a la force de tout détruire, est privé de la faculté de rien produire.

Là se trouve le premier principe de la révolution que subit la Grèce ; elle se fait, non pas seulement par la volonté des hommes, mais par les élémens constitutifs de la Grèce même. Ses habitans se sont comptés, ils se sont trouvés être les plus nombreux : ce calcul les a avertis de leur puissance, et celle-ci a ravivé en eux le sentiment inné dans l'homme, qui avertit le plus fort qu'il y a contradiction avec la nature, quand il obéit au plus faible, et qui le sollicite à sortir d'une infériorité désavouée par tous les principes de la sociabilité. La Grèce a consulté l'histoire, qui lui a montré tous les peuples sortant de la domination étrangère au point où elle se trouvait être arrivée : forte de ce premier avantage, la Grèce s'est sentie encore en possession d'un autre qui achevait de décider sa supériorité sur ses

maîtres : je veux dire sa civilisation, et ce qui s'est passé à cet égard entre les deux populations est digne de remarque.

A l'époque de la conquête, toute la civilisation consiste dans la force : alors ce n'est que d'elle qu'il s'agit ; et cette force se trouvait surabondamment du côté des Turcs. Mais ce qui fait la conquête peut ne pas suffire pour la maintenir, et ne forme pas l'état ordinaire. La force et l'état guerrier ne sont pas l'état naturel de l'homme : il ne se trouve que dans la civilisation : sans cesse l'homme revient à elle. Quand la force et la guerre ont fait leur charge, la civilisation revient à son tour, recommence son œuvre, et les hommes qui s'abandonnent le plus à son influence, qui s'avancent le plus dans ses voie, qui, si l'on peut parler ainsi, se teignent davantage de ses couleurs, ne peuvent manquer de l'emporter sur les hommes revêches à son action, qui la repoussent, ou qui la faussent. Dans l'état des sociétés modernes, toute puissance ne peut plus se mesurer que sur les degrés de la civilisation. Il faut donc comparer celle des Turcs avec celle des Grecs, pour juger auxquels des deux la puissance devait finir par rester, et s'il était possible

que celui qui était *plus* civilisé servît toujours celui qui l'était *moins*.

Ainsi, en y regardant de près, on trouve que toute la question de la Grèce se réduit à celle de la population et de la civilisation. Population et civilisation ont tout fait.....

Civilisation respective des Grecs et des Turcs.

La civilisation des Turcs est le résultat combiné des mœurs de l'Orient et des préceptes de l'Alcoran : ce sont deux ancres qui rendent cette civilisation immobile, et qui lui interdisent tous progrès. L'*immutabilité* forme le caractère distinctif de l'Orient : c'est son état général ; aussi en a-t-il pris le nom d'*immuable Orient*. Dans ces contrées, rien ne change, mœurs, lois, coutumes, état civil, religieux, domestique : les patriarches se reconnaîtraient dans les lieux où ils remplirent leur longue carrière ; les hommes et les choses des siècles passés sont encore les hommes et les choses du siècle présent, et le seront de même des siècles à venir. Quand de plus la religion vient ajouter son ciment durable à cette disposition, tous ceux qui sont atteints par

ce double mobile doivent rester comme enchaînés à la place où ce double écrou les fixe, c'est ce que les Turcs ont éprouvé. Ils occupent une partie du territoire de l'Europe, mais ils y ont transporté les mœurs de l'Orient. On peut dire qu'ils n'en sont pas sortis, et qu'ils ont fait entrer l'Orient dans l'Europe. Les mœurs orientales réprouvent les communications avec l'étranger, l'adoption de ses usages, le mélange avec son sang; la religion veille sévèrement sur cette prostitution du sang des fidèles croyans avec les infidèles : chez les Turcs tout est exclusif, lois et culte. Ce serait en se rapprochant de la civilisation des autres peuples, ainsi que l'ont fait les Russes, qu'ils pourraient les égaler; eux au contraire ne tendent qu'au maintien de leur séquestration légale et religieuse, et leur fol orgueil les remplit de l'idée, source de leur ruine, que, pour eux, imiter est déchoir, et se mêler, est se souiller. Que faire d'hommes qui appellent le ciel même à concourir pour les empêcher de prendre part aux progrès de l'esprit humain? Ne se condamnent-ils pas ainsi à une infériorité progressive avec les peuples qui, mieux inspirés, ouvrent toutes les portes à ces progrès, qui s'y associent, et

qui font effort pour les accroître ? Une distance immense doit avec le temps, séparer des êtres qui partent de deux points aussi opposés que sont le mouvement et le repos : il semble voir deux vaisseaux, dont l'un, sous des voiles déployées et des flancs artistement construits, fendrait l'Océan avec agilité, et dont l'autre verrait sa lourde masse n'obéir qu'aux lents et pénibles efforts d'une chiourne inhabile. Voilà précisément où en sont les Turcs ; aussi sont-ils au dernier degré de la puissance en Europe. La même chose était à peu près arrivée aux Espagnols, pour avoir passé le dix-huitième siècle en dehors des progrès du reste de l'Europe. On a vu ce qu'il leur en a coûté au dix-neuvième pour se rétablir à son niveau. *L'Espagne a aussi trouvé sa Grèce en Amérique :* là s'était formé un peuple au moins son égal en civilisation, et quand le choc a eu lieu entre elle et lui, elle a dû céder. Le même effet se répétera partout où le même principe se remontrera : la civilisation, d'une main inébranlable, tient le niveau suspendu sur la tête de tous les peuples, et rejette inexorablement au dernier rang ceux qui ont négligé son culte. Les Turcs ont une civilisation et une religion de stérilité et de mort, puisque toutes

les deux s'opposent également à tous progrès de leur part. Ce sont des institutions faites pour les déserts où l'homme isolé ne peut être l'objet d'aucune comparaison, et n'a besoin d'aucun accroissement relatif; mais qui deviennent des principes de ruine et de mort dès que l'homme entre en société, puisqu'elles tendent sans cesse à le rejeter vers ses derniers degrés, et à le rendre inférieur à tout ce qui en fait partie. Les Turcs subissent les effets de cet ordre de choses, comme la conséquence nécessaire des institutions auxquelles ils soumettent la totalité de leur existence, et ils continueront d'être déprimés par elles tant qu'ils continueront de porter leur joug.

Heureusement pour les Grecs, ils n'ont point à supporter le poids de pareilles entraves : si leurs mains sont enchaînées, leurs esprits sont libres : plus fortunés que leurs maîtres, dont les mains seules sont libres, mais dont les esprits sont enchaînés. Chez les Grecs, rien n'arrête le développement des facultés données par la nature. La religion est une religion de vie : elle n'enchaîne point ses sectateurs à des autels stationnaires ou répulsifs, qui rejettent leurs adorateurs aux derniers rangs, et comme en dehors des sociétés agis-

santes et existantes, vouées à l'extension des facultés de l'esprit et des moyens de prospérité qu'elles recherchent sans cesse. Au contraire, les Grecs, comme toutes les parties du christianisme, sont voués à un culte ami de l'esprit humain, profitant de ses progrès, hospitalier pour tous les modes de gouvernemens, qu'il reçoit également dans son sein, et qu'il y fait vivre en harmonie sous une égale protection : là il n'y a ni exclusion, ni barrière ; là, ni les communications, ni les emprunts mutuels ne sont point interdits entre les sectateurs d'aucun culte : tous peuvent y prendre part dans la double mesure de leurs facultés et de leurs besoins.

De plus, la civilisation des Grecs n'est point bornée par la rigide immobilité de celle des Turcs : les premiers sont des Européens sujets à la mobilité à laquelle les peuples de l'Occident aiment à se livrer : ce sont des Occidentaux habitant le sol de la Turquie, comme les Turcs sont des Orientaux fixés sur la terre de l'Europe; par conséquent les Grecs sont susceptibles de suivre tous les progrès que l'Occident fait dans l'ordre social, et de les appliquer à leur usage : leur histoire en est la preuve. Pendant long-temps ils ont paru

engourdis, et la vie semblait s'être retirée d'eux : c'est que le temps de la terreur, qui suit toujours la conquête, était rapproché de leur esprit ; c'est que la puissance des Turcs était alors à son apogée ; c'est que la Grèce n'avait pas les forces qu'elle possède aujourd'hui : mais depuis que les proportions ont changé dans un sens absolument inverse en rendant forts ceux qui étaient faibles, et faibles ceux qui étaient forts, la première combinaison, celle qui avait fait le pouvoir des Turcs s'est trouvée entièrement dérangée, et les Grecs se sont mis à imiter les Européens dans tout ce qui, en accroissant la civilisation, accroît aussi la force et la vie. Ainsi, à leur exemple, on les a vus établir des imprimeries, fréquenter les écoles étrangères, en élever chez eux, ressusciter les génies divins qui avaient illustré leur patrie, y rapporter les fruits précieux qu'avides des sciences, ils avaient été recueillir chez les peuples plus éclairés : la France, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie comptent des essaims de ces voyageurs aspirant à égaler l'Europe savante, et qui viennent aujourd'hui demander à l'Occident de leur rendre les lumières que jadis il empruntait de leurs pères : voit-on également

des Turcs se répandre en disciples des muses et des arts sur les terres où celles-ci ont fixé leur séjour? Dépassent-ils dans leurs grossières institutions les étroites limites fixées par l'Alcoran ou par ses bizarres commentateurs? Profitant de l'engourdissement dédaigneux de leurs maîtres, les Grecs ont pris la direction de leurs affaires avec les profits qui y sont attachés; la richesse a passé de leur côté; ils ont créé un commerce maritime qui s'étend chaque jour; ils dirigent des banques dans plusieurs contrées : les Turcs ne font rien de tout cela. La tactique turque est encore celle des janissaires au temps de Soliman : ces barbares repoussent celle de l'Europe, quoique sans cesse ils en soient les victimes. Les sultans qui ont voulu l'introduire, ont payé de leur vie cette innovation, traitée de sacrilége. Les Grecs ne s'en tiennent pas, par respect pour leurs pères, à la phalange de Macédoine; ils ont adopté la discipline européenne, comme firent les Russes quand ils voulurent résister à leurs ennemis d'Europe. Tout est donc opposition, contraste, inégalité entre les deux peuples : l'un est à la hausse et l'autre à la baisse; l'un est dans un état de culture croissante, et

l'autre *en friche*; l'un n'éprouve aucun obstacle dans ses progrès; l'autre en est repoussé par tous les élémens constitutifs de son existence. Cette disproportion, en changeant la situation relative des deux peuples, a dû porter celui qui croît à se séparer de celui qui décroît, et qui ne peut que décroître, comme deux vaisseaux de marche inégale tendent sans cesse à se séparer; par conséquent la civilisation grecque a pu suffire pour faire éclore la révolution dont nous sommes témoins, sans qu'il soit besoin, pour l'expliquer, de recourir à des machinations qui lui sont étrangères, et dont elle n'a eu besoin sous aucun rapport. Les causes naturelles suffisaient à part de ce triste secours: sans ces causes primitives et d'une application générale, des machinations seraient impuissante pour mettre un peuple entier en mouvement, et il serait impossible de trouver dans l'histoire un seul exemple qu'elles aient suffi pour produire un semblable effet... Autant vaudrait attribuer à des complots et à des intrigues la double révolution de l'Amérique, tandis qu'elle est évidemment le produit combiné de la science de l'Amérique, de son égalité avec l'Europe, des inconvéniens du

commerce exclusif et d'une domination lointaine. Il y avait dans cela plus qu'il n'en fallait pour une révolution, et il est bien superflu de rechercher des causes fantastiques quand on a tant de causes naturelles auprès de soi qui suffisent pour tout expliquer. Mais on dirait à voir une foule de jugemens, qu'il y a dans un grand nombre d'esprits une tendance à se détourner de la considération des réalités pour se fixer sur des fictions, et pour accorder aux unes la confiance qui n'est due qu'aux autres...

CHAPITRE III.

Date véritable de la révolution de la Grèce.

Est-il vrai que la révolution de la Grèce ne date que de 1821, et que les *révolutionnaires* seuls y aient travaillé? N'est-il pas juste de la faire remonter plus haut, et de lui assigner de plus illustres parens?

Dabord la tentative que les Grecs font aujourd'hui pour recouvrer leur liberté est-elle la première qu'ils aient essayée dans le même but? Le principe de ce mouvement, le désir de se soustraire à une oppression cruelle n'a-t-il pas toujours existé parmi eux? n'a-t-il pas toujours vécu au fond de leur cœur? n'a-t-il pas dû naître le jour même de la conquête pour durer autant qu'elle? Les peuples ne se condamnent point d'eux-mêmes à une abnégation éternelle; ils tolèrent ce qu'ils ne peuvent empêcher, mais ils ne l'acceptent point, et la faiblesse n'attend que de devenir à son tour la force supérieure pour reprendre ses droits et se délivrer de la violence qui l'opprime. Si donc les Grecs ont supporté jusqu'ici la domination Turque, c'est que leur faiblesse secondait mal le vœu secret de leurs cœurs; c'est que leurs tyrans avaient encore trop de puissance, et qu'eux n'en avaient pas encore assez. La virilité appartenait encore aux premiers, et dans ce temps, trop de dangers étaient attachés, soit à les provoquer, soit à se mesurer avec eux.

Secondement, le jour où le colosse du Nord se fut approché de la Turquie attaquée et comme rongée par lui depuis un

siècle; le jour où Catherine, trois fois triomphante des Turcs, eut imprimé sur le front des héritiers de son empire les noms qui ont le plus illustré la Grèce ancienne et moderne; depuis qu'elle eût jalonné la route de Constantinople avec des arcs de triomphe; depuis qu'elle eut fait passer sous ses lois la Tauride, et la moitié des rivages de la mer Noire, le signal de la révolution fut arboré aux yeux des Grecs; les armes, les agitations, un protectorat hautement déclaré en furent les agens; et dans le même temps la voix harmonieuse et brillante, qui était en possession de tenir l'Europe attentive depuis un demi siècle, réclamait ouvertement la délivrance de la Grèce, implorait des vengeurs pour elle: elle lui créait des alliés dans tous les cœurs généreux, et dans tous les esprits élevés (1). Le chantre d'Henri IV a passé

VIE DE VOLTAIRE ET DE TURGOT,

Par M. Condorcet.

Voltaire, supérieur à ces politiques de comptoir qui prennent l'intérêt de quelques marchands connus dans les bureaux pour l'intérêt du commerce, et

trente ans à prêcher la croisade en faveur de la patrie du chantre d'Achille et d'Hector,

---

l'intérêt du commerce pour l'intérêt du genre-humain, non moins supérieur à ces idées d'équilibre de l'Europe, si chers aux compilateurs politiques, voyait dans la destruction de l'empire turc, des millions d'hommes assurés du moins d'éviter, sous le despotisme d'un souverain, le despotisme insupportable d'un peuple; il voyait renvoyer dans les climats infortunés qui les ont vus naître ces mœurs tyranniques de l'Orient qui condamnent un sexe entier à un honteux esclavage; d'immenses contrées, placées sous un beau ciel, destinées par la nature à se couvrir des productions les plus utiles à l'homme, auraient été rendues à l'industrie de leurs habitans; ces pays, les premiers où l'homme ait eu du génie, auraient vu naître dans leur sein les arts dont ils ont donné les modèles les plus parfaits; les sciences dont ils ont posé les fondemens.

Sans doute les spéculations routinières de quelques marchands auraient été dérangées, leurs profits auraient diminué; mais le bien-être réel de tous les peuples aurait augmenté, parce qu'on ne peut étendre sur le globe l'espace où fleurit la culture, où le commerce est sûr, où l'industrie est active, sans augmenter pour tous les hommes la masse des jouissances et des ressources. Pourquoi voudrait-on qu'un philosophe préférât la richesse de quelques nations à la li-

son zèle, s'il fut plus éclairé, ne fut pas moins ardent que celui de l'apôtre des croisades,

---

berté d'un peuple entier, le commerce de quelques villes, au progrès de la culture et des arts dans un grand empire? Loin de nous ces vils calculateurs qui veulent ici tenir la Grèce dans les fers des Turcs; là, enlever des hommes, les vendre comme de vils troupeaux, les obliger à force de coups à servir leur insatiable avarice, et qui calculent gravement les millions que rapportent ces outrages faits à la nature.

Que partout les hommes soient libres; que chaque pays jouisse des avantages que lui a donnés la nature; voilà ce que demande l'intérêt commun de tous les peuples, de ceux qui reprendraient leurs droits, comme de ceux où quelques individus, et non la nation, ont profité du malheur d'autrui. Qu'importe, auprès de ces grands objets et des biens éternels qui naîtraient de cette grande révolution, la ruine de quelques hommes avides qui auraient fondé leur fortune sur les larmes et le sang de leurs semblables? Voilà ce que pensait Voltaire.

Voilà ce que devait penser M. Turgot.

On a parlé de l'injustice d'une guerre contre les Turcs. Peut-on être injuste envers une horde de brigands qui tiennent dans les fers un peuple esclave, à qui leur avide férocité prodigue les outrages: qu'ils rentrent dans ces déserts dont la faiblesse de l'Europe

de celui qui le premier ouvrit vers des contrées frappées d'une perte irréparable cette voie funeste dans laquelle l'Europe se précipita pendant deux cents ans. Ce n'est pas comme on voit un de ces conciliabules souterrains où se forgent les complots ; ce n'est point par la main de quelques conjurés que s'est élaborée la révolution de la Grèce ; c'est à la face de l'Europe ; du haut des palais et du faîte du temple des Muses ; ce n'est pas hier, c'est de-

---

leur a permis de sortir, puisque dans leur brutal orgueil, ils ont continué à former une race de tyrans, et qu'enfin la patrie de ceux à qui nous devons nos lumières, nos arts, nos vertus même, cesse d'être déshonorée par la présence d'un peuple qui unit les vices infâmes de la mollesse à la férocité des peuples sauvages. Vous craignez pour la balance de l'Europe, comme si ses conquêtes ne devaient pas diminuer la force des conquérans au lieu de l'augmenter ; comme si l'Asie ne devait pas long-temps offrir à des ambitieux une proie facile qui les dégoûterait des conquêtes hasardeuses qu'ils pourraient tenter en Europe. Ce n'est point la politique des princes, ce sont les lumières des peuples civilisés qui garantiront à jamais l'Europe des invasions ; et plus la civilisation s'étendra sur la terre, plus on en verra disparaître la guerre et les conquêtes, comme l'esclavage et la misère.

puis et pendant cinquante années que le complot a été flagrant et découvert aux yeux de tous, proclamé en vers et en prose, reçu toujours avec les mêmes applaudissemens. Jamais conspiration ne réunit plus de suffrages; jamais l'ambition n'obtint de pardon plus éclatant de l'humanité et de l'esprit humain étonnés de ces services inattendus!

Les Grecs, en subissant la domination turque, ont eu à porter le fardeau du sentiment le plus insupportable pour l'homme, celui d'être dominé par *l'infériorité*: par sa nature, il appartient tout entier à la supériorité, il veut être gouverné d'en-haut : dès qu'il sent le frein venir d'en-bas, il s'en indigne et travaille à s'en délivrer : rien n'est plus dangereux pour les gouvernemens que de donner lieu aux peuples de penser qu'ils ne les égalent point en lumières. Ce sentiment douloureux et irritant tout à la fois acquiert une nouvelle vivacité lorsque c'est de peuple à peuple que cette infériorité se fait ressentir : alors c'est chaque homme d'un parti qui se mesure avec chaque homme de l'autre; alors il y a autant de mécontens que d'individus, et l'irritation *se compte par têtes*.

Les Grecs avaient sous les yeux le tableau

parlant de l'abjection de leurs maîtres ; il leur présentait tous les jours de nouveaux motifs de briser leurs fers, avec de nouvelles probabilités de succès. Le jour qui paraissait propre à réaliser cet espoir est arrivé, et la révolution a éclaté.

A ces considérations, déjà bien puissantes par elles-mêmes, joignons-en une nouvelle, qui est d'un poids décisif.

Dans quel temps vivent les Grecs actuels? N'est-ce pas dans celui de ces révolutions qui ébranlent et renouvellent le monde? Sont-ils privés de la faculté d'assister, comme le reste des humains, à ce grand spectacle? Est-il interdit à leur cœur de s'enflammer à ces noms si attrayans de liberté qui remplissent l'univers devenu le temple de cette protectrice des mortels? Leurs oreilles doivent-elles rester fermées à ces discussions solennelles où, pour la première fois, depuis la création des êtres, tous les droits que le ciel leur conféra en les créant sont recherchés et mis en harmonie avec l'ordre des sociétés qu'ils sont appelés à former...? Eh quoi! les Grecs sont les plus malheureux de tous, et ils seraient restés les plus insensibles! Quel pouvoir aurait suffi pour les retenir dans un

pareil engourdissement ? Qui a comme eux à supporter les coups frappés par les mains féroces et avides des pachas ? Qui a comme eux à tendre le cou au ministre muet des vengeances d'un maître invisible ? Qui, sur son sol propre, doit supporter des humiliations d'homme à homme, de race à race, telles que celles que les Grecs endurent chaque jour de la part des Turcs par suite de leur infériorité sociale avec eux...? Ils sont vis-à-vis d'eux comme des ilotes jetés hors de la société, n'ayant qu'une vie tolérée et une concession d'existence : c'est l'état le plus intolérable qui puisse exister. Pour achever de le rendre tout-à-fait insupportable, il faut que le nombre et la supériorité de civilisation se trouvent du côté des opprimés : on sent qu'alors il est impossible qu'ils le restent toujours.... C'est à cela que se réduit toute la révolution de la Grèce : elle était tellement dans la nature des choses, qu'en laissant subsister les mobiles qui l'ont causée la première fois, fût-elle étouffée vingt fois, elle recommencerait autant de fois ; car, autrement, il faudrait que la nature se mentît à elle-même en cessant avec les mêmes causes de ne plus produire les mêmes effets.

Ceci nous conduit à une question toute nouvelle, et que je vais m'appliquer à résoudre.

CHAPITRE IV.

A quoi servirait-il d'arrêter la révolution actuelle de la Grèce.

A RIEN. — Hors de ces deux cas : 1° l'extermination de la population grecque ; 2° le changement de la civilisation parmi les Turcs ou parmi les Grecs. Il est reconnu que la révolution provient en grande partie de la supériorité numérique de la population des Grecs sur celle des Turcs : c'est une base convenue et dont il faut partir. Si cette supériorité relative se maintient avec ses effets nécessaires, la révolution recommencera autant de temps que les effets de cette supériorité continueront d'agir, et l'on aura sans cesse une nouvelle révolution à réprimer ; autant vaut laisser aller celle-ci. Pour pré-

venir ces inconvéniens, il faudra donc trouver quelque moyen de borner cette population, ou bien de l'arrêter....De quoi faire choix pour arriver à ce résultat? Sera-ce de l'extermination de l'Amérique, des famines du Bengale, ou des embuches de Pharaon contre les Israélites? Les enfans d'Ismaël diront-ils comme le monarque d'Egypte le fit contre ceux d'Israël, *sapienter opprimamus eos : détruisons-les avec art*. Mais, dans l'état actuel du monde, comment cela pourrait-il se faire? Il est tel cet état, produit de la civilisation moderne, que tous les grands sévices sont devenus impossibles. Cet état est si favorable à l'homme, que ne pourrait plus être oppresseur qui voudrait, qui aimerait a l'être et qui en aurait les moyens. « Il trouverait dans la civilisation un obstacle invincible : elle a banni de l'univers ces grands forfaits qui en ont fait l'effroi, et qui sont restés dans l'histoire comme la goutte de sang sur les vêtemens de Hamlet.... La main de Mithridate n'oserait plus signer la mort de cent mille Romains, et le fatal tocsin de la Sicile resterait suspendu immobile dans les airs. » Rois et peuples, tout a également reçu de la civilisation le joug indestructible d'une responsabi-

lité à laquelle il n'est plus donné à personne de se soustraire.

Les Turcs n'oseraient pas s'abandonner à un massacre public des Grecs, et pour ainsi dire légal.... La crainte surmonterait la férocité et la réduirait à une rage impuissante.... Ils redouteraient le désespoir des victimes, ou les représailles de l'Europe ébranlée par les cris de ces victimes. L'effet des lois répressives contre la population se ferait long-temps attendre : il serait facile à détourner. Tout s'accorde pour confirmer à la population grecque la supériorité dont elle jouit sur celle des Turcs : pour l'empêcher, il n'y a pas d'autre moyen efficace que l'extermination, et il est démontré que son impossibilité égale son horreur.

Il en est de même de la civilisation; et là la difficulté s'accroît encore.

Celle des Grecs résulte de leur religion et de leurs mœurs : il faudrait donc changer toutes les deux à la fois; mais qui a jamais entendu parler de pareille chose ? et qui a jamais pu l'exécuter ? Par conséquent, les Grecs continueront à s'avancer dans la route où leur religion et leurs mœurs les ont portés. C'est par ce double mobile qu'ils ont pris part à

la civilisation moderne : il faudrait donc les refondre en totalité, ou les séquestrer; il faudrait qu'ils cessassent d'être actifs, spirituels, navigateurs, commerçans, c'est-à-dire qu'il faudrait en faire d'autres hommes ou les éteindre. Si vous n'en faites pas des *Turcs*, ils resteront *Grecs*; et alors vous n'aurez rien gagné à arrêter la révolution actuelle : une seconde, suivie de beaucoup d'autres, ne manquerait pas de lui succéder. C'est un ennemi dont on aura sans cesse à se défendre : il vaut autant s'arranger avec une première révolution qu'avec une troisième, ou bien avec une dixième.

La révolution actuelle de la Grèce, fondée sur les choses, sur la religion et la civilisation, est donc, par la force de ses élémens, éternelle, indestructible, et se revivifiant par ses principes constans : elle doit être envisagée sous ces rapports ; et ceux-ci, à leur tour, vont avertir la politique de la marche qu'elle doit suivre dans cette action où tout est neuf, où tout s'enchaîne, où tout fait à la politique une loi de se régler sur cette *éternité* de la révolution qui est son *attribut* principal.

CHAPITRE V.

Politique de l'Europe à l'égard de la Grèce.

La révolution de la Grèce est une chose permanente par sa nature propre : c'est une vérité convenue, et qui vient d'être démontrée. Il faut donc agir à son égard comme avec une chose destinée à durer ; c'est-à-dire qu'il faut travailler à la mettre en harmonie avec les établissemens sociaux déjà formés en Europe, ce qui n'est pas autre chose que chercher à la rendre le plus utile qu'il sera possible à la société, dont elle est destinée à faire désormais partie. Le principe de son action étant le même que celui de son existence, la durée, il ne s'agit plus que de reconnaître comment la Grèce doit être placée en Europe, pour que son introduction parmi elle, non seulement ne lui soit pas dommageable, mais de plus lui devienne utile, en incorporant les intérêts de ce nouveau membre de l'Europe avec les anciens. Pour réaliser cette vue, il

faut donc se demander, 1° quel est l'état de la politique de l'Europe; 2° quels sont ses besoins; 3° à quoi peut lui servir la Grèce.

État de l'Europe.

Il faut le reconnaître: la plus douloureuse expérience ne permet plus ni doute ni hésitation à cet égard. La *politique* de l'Europe est restée faussée et meurtrie par les coups que lui a portés le congrès de Vienne. Appelé par un concours inouï de circonstances à reconstituer le corps social de l'Europe, mission la plus élevée qui soit jamais échue en partage aux représentans de la puissance européenne, ce congrès, devant lequel aurait dû pâlir celui qui cimenta le traité de Westphalie devait embrasser toute l'étendue de sa destination, et former ses calculs sur les avertissemens contenus dans les agitations dont lui-même était le terme, et dont il devait s'appliquer à prévenir à jamais le retour. D'où étaient provenues ces agitations? De la mauvaise conformation de la plus grande partie des états de l'Europe, parmi lesquels l'inégalité avait fomenté les haines, les jalousies et tous les sentimens ombra-

geux auxquels vingt années de malheurs communs n'avaient pu faire accorder qu'une trève signée sur les bords du précipice où tous allaient tomber à la fois.

Parmi les membres de l'association européenne, il s'en trouvait un trop grand nombre qui, par leur ténuité, échappaient à l'ordre politique, ou qui l'embarrassaient continuellement par le soin de prêter à ces faibles les forces dont ils manquaient en propre; par celui de les maintenir contre les dangers résultans de leur propre faiblesse, et d'atténuer le déchet de considération qu'en général leur insignifiance faisait souffrir à la souveraineté. C'était vers une organisation générale, grande et vivace, que le congrès de Vienne devait tourner toutes ses vues, pour donner au corps de l'Europe une liaison et un complément qui lui avaient manqué jusqu'ici. Là était sa force et sa gloire; là se trouvait la sécurité du présent et celle de l'avenir. Le congrès a-t-il pris son rôle à cette hauteur? Loin de là : il ne s'est pas même élevé à un système identiquement uniforme, donnant raison entière à un système complet, tel, par exemple, que celui du rétablissement de la propriété : au contraire, dans sa marche va-

cillante, mêlant ou plutôt brouillant tous les systèmes, il a fait des emprunts à chacun, démentant à l'égard des uns ce qu'il établissait à celui des autres : ainsi il excluait *Gênes* et *Venise* de la réintégration dans la propriété souveraine; il faisait de même pour *Parme*, tandis qu'en d'autres lieux il pressait son rétablissement. Ainsi il sacrifiait la bonne organisation de la *Prusse*, si importante pour l'Europe entière, à la conservation de la Saxe tronquée, mutilée, aussi inutile dans cet état à l'Europe qu'à elle-même. Ce congrès était si éloigné des idées générales, qu'il n'a pas même songé à porter le royaume des Pays-Bas jusqu'au Rhin et à la Moselle, ce qui rend la création de cet état incomplète et de moitié moins utile au corps même de l'Europe qu'il ne l'eût été dans sa formation intégrale. Puisque le but de l'érection de ce royaume était de fortifier le nord de l'Europe contre la France; il fallait compléter la barrière; et ce perfectionnement ne se trouvait qu'aux bords du Rhin et de la Moselle.

La seule opération politique exécutée dans ces derniers temps, avec le caractère d'une conception à la fois grande et complète, est la réunion de la Suède avec la

deux états sont-ils à peu près nuls pour l'Europe. Avant la grande révolution de l'Amérique, l'Espagne et le Portugal tenaient plus à l'Amérique qu'à l'Europe: même depuis la perte de ce pays, elles ont cessé d'être de l'Amérique, sans devenir tout-à-fait de l'Europe. Ces états sont placés de manière à ne pouvoir rien en Europe sans la coopération de la France: celle-ci les sépare de l'Europe encore plus que ne font les Pyrénées.

Toute la politique de l'Europe est donc concentrée dans les trois cours du Nord sous la suprématie de la Russie. Il en serait autrement, si la France, l'Espagne et le Portugal n'égaraient pas leurs forces dans des voies qui les rendent tout-à-fait inutiles à l'association européenne. Leur réunion présente une agglomération de *quarante-quatre millions d'hommes*, et de *quinze cents millions* de revenus.

Si cette masse de puissance se dirigeait dans un sens d'utilité générale, on verrait accourir à elle les états moyens du continent et de l'Allemagne, que la frayeur que leur causent les trois cours doit faire tendre vers qui peut les contre-balancer. L'attrait qui les porterait vers elle serait d'autant

plus fort que les trois états sont essentiellement conservateurs, ne pouvant être ni conquérans ni conquis ; quoique le royaume des Pays-Bas ait été créé contre la France, il reviendrait à sa fédération ainsi que la Suède, qui a besoin du midi de l'Europe contre la Russie, comme elle en avait besoin contre l'Autriche au temps de Gustave-Adolphe et de Richelieu.... Il y a plus, l'Angleterre elle-même, qui a passé vingt ans à chercher des ennemis à la France, obéissant aux nouveaux besoins de l'Europe, se rapprocherait de la France, dans laquelle elle verrait un appui solide pour l'ordre de l'Europe. Aujourd'hui elle est réduite à entretenir des connexions avec l'Autriche : connexions inefficaces, parce que l'Autriche, placée pour ainsi dire sous la main de la Russie, ne peut s'y livrer qu'avec timidité, tandis que la France et ses alliés, exempts d'une crainte semblable, ne sont pas assujettis aux ménagemens que sa position commande à l'Autriche. En ajoutant la puissance de l'Angleterre à celles dont nous avons présenté le tableau, on trouve un total de soixante-deux millions d'hommes, et de trois milliards de revenus qui seraient disponibles dans l'ordre de la politique qui leur

paraîtrait la plus convenable au bien général. Si un meilleur système eût laissé à l'Italie la disposition de ses forces, elle eût complété un nombre de quatre-vingt millions d'hommes, et de trois milliards deux cents millions de revenus, qui transporteraient au midi de l'Europe la balance des pouvoirs européens qui en est tout-à-fait éloignée, non point par la nature des choses et à défaut d'étoffe, mais par la manière dont elle est taillée.

En partant de ces données primitives, on arrive tout de suite au fond de la question de l'état de l'Europe.... On voit d'un coup-d'œil ce qu'il est, ce qu'il exige, par où il pêche, et comment il peut être *amendé*.... car on ne peut point porter l'ambition plus haut.

Quel est le principe du mal que nous venons de signaler? 1° La disproportion entre les états de l'Europe : les uns sont démesurément grands à l'égard des autres; 2° ce qui est la suite naturelle de ce premier mal, le trop grand nombre de petits états : ceux-ci forment un retrait fort considérable de la puissance général de l'Europe; par ce retrait il existe une déperdition de forces qui, réunies, ou distribuées en plus grandes masses,

servîraient efficacement au maintien de l'équilibre général. Ainsi le Piémont, Lucques, l'État du pape, la Toscane, Modène, ne servent à rien dans l'équilibre européen : l'Allemagne recèle une quantité de petites souverainetés qui sont étrangères à cet ordre général ou qui n'y entrent qu'indirectement. Le Portugal et le Danemarck, soit par leur faiblesse propre, soit par leur position géographique, n'y sont pas beaucoup plus sensibles : un simple calcul va mettre cette vérité dans tout son jour.

L'Europe renferme à peu près cent soixante millions d'habitans : par les morcellemens que le temps a consacrés, d'accord avec les intérêts de famille, on trouve à peine sur cette masse d'hommes cent vingt millions qui prennent une part active dans le mouvement général de l'Europe.... C'est donc un retrait, une perte effective de quarante millions, ou du quart de la population de cette contrée, qui, dans l'application à sa politique, sont comme s'ils n'existaient pas. Comme on voit, c'est une perte immense, et que les intérêts de l'Europe commandent de diminuer autant que possible, en rapportant au soutient de la vie commune les membres morts

de l'association générale. Le principe constant est qu'à mesure que certains états grandissent, ceux qui ont aussi une grande part dans le mouvement général, par le soin de leur conservation propre, doivent chercher à se fortifier dans la même proportion; car ils ont à préserver leur indépendance avec celle des autres, et ils ne doivent pas perdre de vue que bien peu de distance sépare la trop grande inégalité de l'esclavage même : il ne faut pas chercher des exemples bien loin.

Dans l'état où les choses sont venues, l'Europe se trouve pressée entre deux colosses, l'un sur terre, et l'autre sur mer. La disproportion de chacune des forces privées avec celles de ces deux géans réduit à peu près sa politique aux soins d'une défensive stricte et journalière, et fait que toute l'attention se porte vers le moyen de parer ou d'amortir les coups qu'ils peuvent porter : c'est une position cruelle, et dont il est de l'intérêt le plus pressant de diminuer les *inconvéniens*.

CHAPITRE VI.

Besoins de l'Europe.

Ils sont de deux espèces :

1° Des états plus grands.

2° L'accroissement de la civilisation.

Il a été démontré plus haut que le vice principal de l'organisation européenne est le trop grand nombre des petits états. L'Europe en masse ressemble à ces états d'Allemagne qui renfermaient un grand nombre de souverainetés immédiates : cette bigarrure y gâtait tout. Elle n'est pas plus profitable à l'Europe en général, lorsqu'elle se rencontre dans son sein. Par elle, comme on l'a montré, l'Europe perd la coopération du quart de sa population, proportion dommageable au plus haut degré. De plus, quand les petits états s'unissent aux grands, comme il leur arrive quelquefois de le faire, ils n'apportent pas des moyens égaux à ceux qu'ils trouvent chez les autres dans l'ordre

des attributs qui font la force des sociétés : ainsi les troupes de ces petites principautés sont très-inférieures à celles des grandes ; les vues, la capacité même des chefs, la nature des hommes qui composent ces contingens se ressentent du resserrement du cercle dans lequel ils sont puisés. Dépourvus, dans le cours d'une carrière bornée, des grands et nobles mobiles qui remuent le cœur du citoyen et qui portent ses pensées vers les hautes régions de l'ordre social, ces hommes ne peuvent s'étendre au-delà des limites dans lesquelles ils se trouvent comme enfermés. Une étroite prison est donnée par lui à leur esprit : il reste souvent dans une condition subalterne. L'esprit de l'homme, semblable à ces matières ductiles qui reçoivent l'empreinte du moule dans lequel elles sont jetées, se modèle de même sur les objets habituels de ses occupations : il s'agrandit ou se rapetisse suivant que de leur côté elles s'élèvent ou s'abaissent. Voyez les habitans de la Grande-Bretagne et les sujets des petits princes d'Allemagne ou d'Italie ; quelle comparaison peut-on établir entre eux ? et d'où provient l'infériorité, sinon de celle des objets sur lesquels leur position sociale arrête d'ordinaire leurs

regards? Règle générale : si vous voulez avoir des hommes d'une grande valeur, donnez-leur de grands intérêts à soigner, et présentez à leurs actions le plus noble but.. C'est ce qui fit ces grands citoyens, orgueil de Rome et de la Grèce, et dont le monde ne cesse pas de s'entretenir.

Accordât-il jamais un quart d'heure d'attention aux affaires de Lucques ou Modène, dans des carrières aussi rétrécies, que peut-il se trouver pour l'esprit et pour le patriotisme de l'homme? L'un et l'autre ne peuvent rencontrer d'alimens que dans une enceinte élargie. S'ils venaient à s'élever, il s'établirait une disproportion entre eux et leur sujet : ce sont les petites choses qui font l'homme petit. Sous ces rapports, on peut considérer les petits états comme aussi funestes à l'humanité qu'à la politique elle-même.

Le second besoin de l'Europe est l'extension de la civilisation. Ici se découvre un horizon qui n'a pu être dévoilé aux yeux des anciennes sociétés. Celles qui existent aujourd'hui ont des élémens de formation entièrement différens de ceux des sociétés anciennes; par conséquent elles doivent avoir des besoins que celles qui les ont précédées n'ont pu connaître.

La science domine les sociétes modernes, au lieu de la force qui caractérisait les anciennes. Elle en est l'âme, la vie et la gloire ; mais, par un retour singulier, elle en est aussi le tyran. En échange des jouissances qu'elle leur apporte, elle les condamne à se surpasser sans cesse elles-mêmes, à ajouter travail à travail, perfectionnement à perfectionnement, afin de ne pas perdre le fruit des efforts antérieurs, toujours prêts à être dépassés par d'autres : en couvrant le front de l'homme de plus de couronnes, la science a aussi ajouté aux sueurs qui doivent en découler.

Armé d'une science toujours croissante, qu'en fera l'homme, s'il ne sait où il peut en placer les produits? En vain multiplierait-il ceux-ci, ainsi que les attraits propres à les faire rechercher, si en même temps il ne multiplie pas les consommateurs, et s'il n'aiguise pas sans cesse leur goût pour de nouvelles consommations. De plus, la diffusion de la science l'a porté aujourd'hui dans tous les degrés de l'échelle sociale : c'est le monde même qui en est imprégné. Jadis l'homme éclairé faisait l'exception : de nos jours elle est formée par ceux qui ne le sont pas.

Mais la fortune est plus avare de ses dons

que ne peut l'être la science. La nature de celle-ci est de s'enrichir en se distribuant, ce qui en prouve l'excellence. Tout le monde peut prendre part au partage sans appauvrir personne; il en est autrement de la fortune, elle a une qualité exclusive qui fait que la même chose ne peut pas se communiquer à deux à la fois.

La civilisation agissant avec une force égale sous beaucoup de rapports, conduit donc à deux résultats fort différens. Si l'industrie peut donner à un pays plus de produits qu'il n'en peut consommer, la civilisation peut aussi, par l'éducation et les lumières généralement répandues, fournir un excédant de science dont la société resterait surchargée. Il faut donc proportionner la consommation à cette abondance des moyens producteurs : tout pays qui présentera ces débouchés précieux, par là même sera éminemment utile à l'Europe, comme celui qui ne lui en présenterait aucun, serait pour elle comme n'existant pas : ainsi la révolution de l'Amérique vient à propos au secours de l'Europe ; elle lui offre des débouchés immenses, et toujours croissans, qui fourniront pendant longtemps des alimens au travail des bras indus-

trieux, et des postes à remplir aux esprits inquiets. Après tout ce qu'a éprouvé l'Europe, avec les fermens qui s'échauffent dans son sein, la révolution de l'Amérique est un don que le ciel semble avoir réservé pour la soulager de ses maux passés, et pour prévenir beaucoup de ceux qui pourraient naître. On va voir les deux pays s'entr'aider mutuellement, se faire fleurir, et s'enrichir par la double action de l'un sur l'autre. Déjà cet effet est devenu sensible dans tout le littoral de l'Europe : l'Angleterre lui doit sa tranquillité intérieure par l'emploi que l'Amérique donne aux bras de ses ouvriers, qui, sans ce nouveau débouché, resteraient oisifs et dangereux. Déjà, sur tous les rivages européens, les cités commencent à s'accroître sous l'influence de la révolution américaine : avec le temps, cette révolution donnera à l'Europe un aspect nouveau.

Étendons cette idée et disons : Si au lieu d'une Amérique, il y en avait deux, trois... ; reculons encore la limite, et faisons trouver cette seconde Amérique dans la Turquie d'Europe ; une troisième dans la Turquie d'Asie, une quatrième dans la Turquie d'Afrique : car il y a trois Turquies, égale-

ment funestes à l'humanité. A la place de ces Turquies inertes, consommant peu des produits de l'Europe, inaccessibles à la science, aux arts, aux goûts délicats de la société, aux voyages, placez trois contrées qui partagent les goûts des consommations européennes, tels que l'éprouvent les peuples policés, et vous allez voir quelle somme immense de travaux vont payer ces consommateurs nouveaux, travaux qui aujourd'hui restent à faire, parce que personne ne les demande. Par conséquent, il est de l'intérêt le plus pressant de l'Europe de donner la préférence aux peuples consommateurs et civilisés sur ceux qui ne le sont pas et qui ne sont pas susceptibles de l'être. Ici se découvre la totalité de la question. On la voit s'établir entre le monde civilisé et celui qui ne l'est pas : à quoi le monde non civilisé sert-il à l'autre ? que lui apporte-t-il ? qu'en retire-t-il ? qu'a-t-il à lui donner ? Autant vaudrait qu'il n'existât pas, par rapport à la partie civilisée. La société humaine n'a donc intérêt qu'à la portion du globe qui a subi les influences de la civilisation ; et son intérêt s'accroît à mesure que celles-ci s'étendent. Hors de là, il n'y a pour elle que

néant. C'est donc à reculer les limites du néant, c'est à en retirer ce qui s'y trouve plongé, à donner du mouvement à ce qui est inerte, des goûts à qui n'a que de l'instinct, que les parties du monde civilisé doivent faire servir leur pouvoir, dans la vue éclairée de ne pas succomber sous le poids de leur propre civilisation; de n'être pas forcées de demander trève à leur propre science, et de commander à leur esprit de borner ses acquisitions. Le développement de la civilisation exige donc l'accroissement proportionel de son application, sans lequel elle s'arrêterait ou rebrousserait sur elle-même.

Faisons l'application de ces principes à la Grèce, et montrons que tout se réduit à une question de politique et de civilisation européenne.

CHAPITRE VII.

Utilité relative de la Turquie et de la Grèce pour l'Europe.

QU'EST la Turquie, soit d'Europe, soit d'Asie, soit d'Afrique ? car il y a trois Turquies ; et cette maudite Turquie a eu le fatal pouvoir d'empoisonner trois parties du monde. Ce qu'elle est ? les faits sont là pour répondre ; et sûrement ils ne laissent rien à désirer pour le faire. Ce qu'est la Turquie ? à la fois un cadavre et le sépulcre de la population, des arts, des sciences, un abîme où tout s'engloutit ; un principe de mort d'autant plus actif qu'ils sont contenus dans les élémens mêmes de l'association musulmane ; un foyer éternel de peste morale et physique : voilà ce qu'est la Turquie ! On ne quitte les tombeaux de ce malheureux pays que pour se purifier dans les lazareths.

La loi religieuse des Turcs, qui forme

aussi leur loi civile, est une loi de séquestration : sous ce rapport ils ont hérité de la haine des Juifs contre le mélange avec tous les étrangers. Pour les Turcs, tout ce qui n'est pas musulman est ennemi, traité comme tel : ce peuple a, par sa loi, l'horreur de la science ; il ne tend qu'à abrutir l'homme, sans craindre de dégrader l'ouvrage du Créateur.... Les mœurs et la langue des Turcs fortifient l'éloignement qui déjà les sépare des autres nations. Jamais un Turc ne s'entendra avec les hommes qui ne sont pas de son culte ou de son sang. Aux yeux des Turs, tout chrétien est un infidèle ; repoussé par l'auteur de sa loi, un digne objet de la colère du prophète ; et dans tous les chrétiens ils ne voient qu'un ennemi plus ou moins déguisé de l'islamisme : ils les regardent comme également fourbes ; et cependant, dans cet état d'abjection, ces barbares osent encore jeter des regards de mépris sur tous les peuples qui ne partagent pas leur origine et leurs superstitions... Stationnaires dans la civilisation, les Turcs imaginent que les autres sont restés immobiles comme eux, et quelque échec qu'ils aient éprouvé par leur infériorité dans tous les arts, surtout dans celui de

la guerre, rien n'a pu ébranler leur stupide tenacité. On les a vus égorger les sultans qui, frappés des avantages de la discipline européenne, ont tenté de la faire adopter par des hommes qu'une superstition innée rend inaccessibles aux conseils de la raison et de l'expérience. Cent fois ils ont succombé sous des ennemis croissant en civilisation, et surtout en éducation militaire : ces cruelles leçons n'ont pu les engager à faire un seul pas pour s'approprier, en vue de leur défense propre ; les armes dont l'atteinte leur avait été si funeste. Si les Russes avaient repoussé la civilisation avec la même opiniâtreté, s'ils avaient traité le czar Pierre comme les Turcs ont traité Sélim III, aujourd'hui ils ne menaceraient pas Constantinople.

La Turquie n'aide en aucune manière au corps politique ou industriel de l'Europe : c'est sous ces deux rapports que nous avons à envisager l'utilité de tous les états en général, et celle de la Grèce et de la Turquie en particulier. Quant à la politique turque, elle est fort simple : elle se borne à ne prendre aucune part à celle de l'Europe : quelque chose qui arrive dans cette contrée, la Turquie la regarde faire sans déranger en rien son

imperturbable gravité. Qu'il y ait un équilibre en Europe ou qu'il soit rompu, que les uns montent et les autres baissent, les Turcs n'en prennent point inquiétude : pour eux, autant vaut que tout cela se passe en Amérique qu'en Europe. Plusieurs fois on a vu la Suède, la Prusse et l'Angleterre accourir à leur défense : vit-on jamais la Turquie faire un pas en faveur de qui que ce soit ? Il est encore d'autres motifs qui éloignent les Turcs de la participation aux affaires de l'Europe.

1° Ils regardent toutes les puissances chrétiennes comme étant également leurs ennemies, par cela seul qu'elles sont chrétiennes. Ce sentiment découle chez eux de l'idée religieuse qui absorbe toutes les autres : dans l'homme ils ne voient que le *sujet de la religion*.

2° Le soin journalier de surveiller la marche des autres gouvernemens, tel qu'il est usité en Europe, la nécessité de se mettre en harmonie avec eux, attention qui exige une surveillance de tous les instans, serait trop pénible pour le quiétisme ottoman, et lui imposerait une gêne dont ces hommes amollis ne pourraient soutenir le fardeau. La séparation établie par la religion, les mœurs et le langage font que, pour des Turcs,

le monde finit avec la Turquie. Ils n'entrevoyent tout le reste qu'à travers les préjugés les plus bizarres, tous issus de l'ordre religieux, qui domine toutes les parties de la vie des Turcs.

Mais si la vie politique, ou plutôt la mort politique des Ottomans n'apporte aucun avantage au corps social de l'Europe, leur vie privée n'est pas plus fructueuse pour elle. En effet, que peut-elle gagner avec une population qui s'appauvrit tous les jours, qui diminue en nombre et en moyens de solde, et qui, étrangère aux goûts de l'Europe, ne consomme qu'une petite partie de ses produits naturels ou industriels?

Le Turc est voué à une vie sobre; il consomme peu, sa nourriture est simple et ses vêtemens durables par sa vie sédentaire et par la gravité conservatrice de sa démarche. A l'exception de celui de quelques grands, le mobilier est vil, ou plutôt nul. Prenez la carte de la Turquie: sur un espace immense, quelques villes seulement s'élèvent au milieu des ruines, et doivent toute leur splendeur à l'activité entretenue par les Européens. Si les Turcs seuls en étaient chargés, on verrait bientôt ces cités tomber au niveau des autres

villes qu'ils ont réduites à des monceaux de ruines. Constantinople, Smyrne et Thessalonique sont les seuls points qui présentent encore l'aspect de quelques richesses. Du reste, cette quantité de villes opulentes; remplies d'un peuple si nombreux qui couvrait les rivages de la Propontide, ont disparu : il ne reste d'elles, que l'emplacement; et l'on peut dire d'elles toutes comme d'Ilium : *Ibi Troja fuit....*

Quel avantage peut présenter à l'industrie de l'Europe un peuple destructeur par ses mœurs, qui a des pieds de fer qui brisent le sol sur lequel il marche, et des mains qui stérilisent tout ? Que peut-on gagner avec des paresseux ou bien avec des pauvres ? Ne sont-ils pas à l'égard des autres comme s'ils n'existaient pas ? Eh bien ! voilà précisément ce que sont les Turcs; et c'est cette inutilité commerciale, surajoutée à leur inutilité politique, qui doit porter à favoriser ceux qui se présentent pour les remplacer. Voyons si ceux-ci sont sujets aux reproches que nous venons de faire aux Turcs...

Les Grecs ne sont séparés de l'Europe par aucune des barrières qui s'élèvent entre elle et la Turquie. Ce sont des Européens comme

le reste des habitans de cette contrée, unis avec eux par la similitude de religion et de mœurs; ils n'ont rien parmi eux qui puisse les empêcher de s'associer à l'action générale de l'Europe; ils ne partagent point les préjugés haineux, superstitieux ou dédaigneux que les Turcs nourrissent également contre tous les chrétiens: au lieu de voir dans les puissances chrétiennes des ennemis de tous temps, comme les Turcs ont coutume de le faire, les Grecs ne pourraient manquer de reconnaître en elles des appuis qui les aideraient à défendre cette frontière de l'Europe contre les Turcs.... La Grèce est donc très-susceptible de s'attacher fortement au corps de l'Europe, et de devenir un membre aussi vivant de l'association européenne que de leur côté les Turcs sont incapables de le faire, condamnés qu'ils sont par tous les élémens de leur existence sociale à une séparation continuelle avec l'Europe, et à une paralysie éternelle dans l'ordre politique.

Les Turcs n'ont qu'une bonne qualité en politique, l'inviolable fidélité à l'observation des traités; encore pourrait-on en faire honneur à leur orgueilleux quiétisme, qui souffre pour n'avoir pas à agir, et qui dis-

simule les injures pour n'être pas contraint de venger celles dont ils auraient l'air de s'apercevoir. Si la population turque diminue, en revanche celle des Grecs se propage avec activité : elle a pris le dessus sur celle des Turcs, en nombre comme en facultés morales.... Il en est de même du commerce, de la richesse, et de tous les moyens d'offrir à l'Europe des débouchés qui lui manqueront toujours avec la Turquie. Les choses sont arrivées au point qui place un peuple nombreux, riche, actif, au milieu d'un autre peuple tout-à-fait dépourvu des mêmes attributs. Il n'est pas difficile de reconnaître quel est celui qu'il importe d'adopter ou de rejeter, ni celui qui doit finir par prévaloir. Dans le commerce du Levant, la part afférente aux Grecs doit l'emporter beaucoup sur celle pour laquelle les Turcs s'y trouvent compris. On a désigné ce commerce par un nom générique, par une désignation générale, celui de *commerce de Turquie*. Mais, dans le fait, la Turquie n'y entre que pour la plus petite partie. Le calcul propre à fixer le contingent particulier de la Turquie et de la Grèce n'a pas été fait et serait coûteux à connaître. La Turquie ne fait directement le commerce

maritime qu'avec un petit nombre de bâtimens. Le commerce de l'Archipel et d'une partie de la Méditerranée est fait presque inclusivement par les Grecs, qui se livrent à cette nouvelle carrière avec une activité toujours croissante. C'est de là que sont sorties ces flottes qui ont résisté aux escadres ottomanes, et qui ont surpris l'Europe, aussi bien que la Turquie, par leur apparition inattendue.

Quand des hommes portés ainsi vers le travail, s'associant à toutes les parties de la civilisation de l'Europe, seront maîtres de développer toutes leurs facultés, on les verra entretenir avec l'Europe, un commerce de la plus haute importance, et qui n'aura aucun rapport avec celui qu'elle peut faire avec la Turquie d'aujourd'hui. La Grèce deviendra dans ce genre une Amérique d'Europe, ouvrant à celle-ci des débouchés de commerce comme le fait l'Amérique. Par conséquent, soit sous les rapports de la politique, soit sous ceux de la civilisation, la préférence de l'Europe entre la Turquie et la Grèce ne peut être balancée : elle a tout à gagner d'un côté, et rien à perdre de l'autre. Il ne peut être de motif de détermination plus frappant ni plus efficace.

CHAPITRE VIII.

Vrai système politique de la Grèce par rapport à l'Europe.

Il a été établi dans le chapitre précédent :

1° Que le premier besoin de l'Europe est d'avoir de grands états ;

2° Que le second est l'accroissement de la civilisation parmi tous les peuples ;

3° Que la révolution de la Grèce provient de la nature des choses, et qu'elle se renouvellera, malgré une première compression, à moins d'exterminer les Grecs ou bien d'en faire des Turcs ;

4° Que les Turcs sont dans un état de décroissance progressive, en dehors de la politique et de la civilisation de l'Europe, et existant passivement et stérilement au milieu du monde ;

5° Que les Grecs sont dans une progression

ascendante, semblables en tout aux Européens, et très-propres à prendre part à la politique et à la civilisation de l'Europe ;

6o Que par là ils réunissent toutes les conditions que requièrent les intérêts de l'Europe.

En partant de ces données, on arrive tout de suite au système qu'il convient à l'Europe de suivre à l'égard de la révolution grecque. Il semble que le ciel la tenait en réserve pour le moment où l'Europe aurait le plus besoin d'un pareil secours.

Le mal le plus pressant, le plus poignant de l'Europe, on ne peut se lasser de le dire, est la suprématie de la Russie... Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à regarder ce qui se passe : il n'est plus d'action vraiment libre, ou de choix que pour cette puissance ; tout le reste agit dans un ordre subordonné, attend, consulte, et ne suit pas une direction entièrement affranchie : voilà la Russie à la place de la France de Napoléon ; que dis-je ? bien plus haut que celle-ci ne monta jamais, dans ces jours de gloire qui ont soulevé contre elle tant de haines et de craintes ! Voyez comme aujourd'hui tout le monde est dans l'attente de chacun des mouvemens de la Russie ; comme l'œil cherche à pénétrer dans son

cabinet ; comme on redoute des décisions qui peuvent renfermer le sort commun ; combien le nouvel esclavage de l'Europe est marqué dans chaque partie de cette attitude contrainte ! Que peuvent, unies ou séparées, l'Autriche et l'Angleterre ? Celle-ci se sent rejetée en dehors de la direction des affaires à laquelle elle a pris jusqu'ici une si grande part : elle voit son éclipse politique arriver du haut du nord. L'Autriche, si voisine de la Russie, n'a-t-elle pas le plus grand intérêt à se faire des alliés et des appuis qui l'aident à supporter cet immense fardeau ? Dans une position pareille, les états de l'Europe entière ne devraient-ils pas regarder comme un bonheur, comme un vrai coup du sort en leur faveur, qu'il se présente sur la scène un peuple tout neuf pour remplacer un peuple usé, un peuple européen qui succède à un peuple asiatique, un peuple civilisé qui remplisse les vides que laisse un peuple nomade. Or, voilà ce que la Grèce vient offrir à l'Europe ; une belle, nombreuse et croissante population ; des bras retrempés par une lutte fort dure ; un esprit renouvelé et une harmonie complète avec tout ce qui existe en Europe... Depuis plus d'un siècle la Turquie

a cessé d'être quelque chose pour l'Europe : elle ne lui a causé que des embarras : deux fois, dans les cinquante dernières années, l'Europe a dû s'armer pour l'arracher aux serres de la Russie et de l'Autriche.

Il est bien démontré par l'état de la Turquie qu'elle n'est pas un contre-poids pour la Russie, rapport sous lequel beaucoup de personnes aiment à la considérer : elle n'a pas la force nécessaire pour un pareil rôle ; et quand elle l'aurait, on ne la verrait pas en user dans ce but ; car il renferme une continuité de travail et d'attention qui excède ou qui contrarie l'ensemble de l'existence des Turcs, et qui les porterait également en dehors de leur système politique et de leur constitution morale. Par conséquent il existe dans cette prétendue barrière contre la Russie un vide, une lacune qu'il importe beaucoup de combler. Il faut pour cela créer un point résistant, pour que tout le fardeau ne retombe pas du côté de l'Occident abandonné à lui-même. Dans l'état actuel, c'est à lui à le supporter tout entier ; car la Turquie de plus ou de moins ne fait plus rien à l'affaire.

En prenant ainsi la question du côté des sauvegardes de l'Europe, on se convaincra

que, si la révolution de la Grèce n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Elle a tout le mérite de l'à-propos.

La Russie est maîtresse de la mer Noire.

Le Danube débouche dans cette mer. Le fleuve qui traverse la plus grande partie des états de l'Autriche, qui reçoit les rivières qui fécondent ses terres et qui entretiennent son commerce, la Save, la Drave, l'Inn, la Theysse, le Dniester terminera-t-il son cours sous la domination exclusive de la Russie? Cela peut-il entrer dans les intérêts de l'Autriche? Peut-elle voir de bon œil les deux rives du Danube appartenir à la Russie, maîtresse de la mer Noire? Ne doit-elle pas désirer qu'il s'établisse sur ces rives un partage de domination? Par conséquent, pour garder un de ces rivages, il faut y placer une puissance en état de le défendre. Nous avons déjà vu que ce ne pouvait plus être la Turquie: il faut donc que ce soit la Grèce..... Mais, pour parvenir à ce but si important, celle-ci a de grands pas à faire: il faut que du fond du Péloponèse elle arrive aux bords du Danube, en occupant tout l'espace que remplit aujourd'hui la Turquie d'Europe. Ici se présente une disjonctive qui n'admet aucune con-

tradiction, celle d'après laquelle la Grèce doit être ainsi ou n'être pas du tout. La Grèce partagée n'est bonne à rien à l'Europe ni à elle-même : sans ces grandes proportions, elle est annulée. Si les Turcs conservent quelque partie de ce terrain, le combat sera éternel entre eux et les Grecs, et dans cette lutte prolongée, l'utilité de la Grèce pour l'Europe s'évanouira tout-à-fait...... Tout cela finit avec l'occupation totale de la Turquie d'Europe par les Grecs, et par leur formation dans un grand état.

Supposons que l'indépendance grecque soit bornée à la Morée et à quelques îles de l'Archipel, quel fruit l'Europe retirerait-elle de ce nouvel état de choses, dans l'ordre politique ou bien commercial ? Ne voit-on pas les Turcs et les Grecs sans cesse aux prises, et leurs voisins troublés par leurs querelles renaissantes ? Les grandes circonstances exigent les grandes décisions. Puisque la Grèce a fait tout le chemin qu'elle a fait, il faut qu'elle le complète, qu'elle atteigne de prime abord à ses limites naturelles, et qu'elle remplisse rapidement le cadre que la nature a tracé pour elle. Il n'y a pas de difficultés pour la Grèce proprement dite : celle-ci n'est

point mélangée de peuplades étrangères : à peu de choses près, tout y est Turc ou Grec. Le mélange des populations ne commence guère que vers la Thessalie, et se prolonge jusqu'au Danube. Là vivent des races d'hommes sauvages, âpres, accoutumés à se régir eux-mêmes en petites associations, plus tributaires de la Porte que ses sujets immédiats, guerriers de génération en génération, et propres à fournir à un bon fonds d'armée.

La Romélie, la Bulgarie sont presque entièrement turques. Mais l'abominable régime sous lequel ces deux provinces existent depuis des siècles les a réduites à la plus triste condition. Le cadre du nouvel état de la Grèce serait donc formé par l'espace qui s'étend depuis le Bosphore, le Danube et les frontières autrichiennes, jusqu'à la pointe de la Morée; dans cette formation, la Grèce ne tiendrait à l'Europe que du côté du nord, ainsi que le fait l'Espagne par son attache avec les Pyrénées : cette position serait très-forte, n'ayant qu'un front à garder du côté de l'Autriche, couverte à la fois par le Danube et le Bosphore, enveloppée par la mer et jouissant de tous les avantages des positions insulaires : l'intérieur du pays est très-fort : les

montagnes et les défilés y abondent; c'est une succession de thermopyles qui prêtent à une défensive très-favorable à ceux qui n'ont qu'à garder le pays.

CHAPITRE IX.

Politique de l'Autriche et de l'Angleterre à l'égard de la Grèce.

Quel rapport, dans cette circonstance, a la conduite des deux cabinets de Londres et de Vienne avec l'intérêt général de l'Europe et avec le leur propre?

Il semble qu'ils marchent en sens inverse de la nature des choses et de leurs vrais intérêts.

Le système politique des deux états est le même : la carrière commune à tous deux est l'opposition à la Russie. C'est évidemment le principe des connexions que l'on voit se former entre les deux états. Mais si

le principe est commun, les moyens sont différens, et la position est inégale. L'Angleterre ne peut ni atteindre directement la Russie, ni être atteinte par elle ; elle ne peut la frapper que par la main d'autrui, et cette main doit être payée par elle : désormais tout le pouvoir de l'Angleterre se borne là.

Au contraire, l'Autriche peut atteindre la Russie. Mais que n'a-t-elle pas à craindre d'une lutte avec ce terrible ennemi ! Ce serait bien pire que d'avoir affaire à la France. La Russie peut, comme avait fait la France, trouver le chemin de Vienne : mais qui prendra celui de Pétersbourg ? On peut pénétrer au cœur des autres états : mais où est le cœur de la Russie ? Dans toute guerre contre elle, il y aura toujours plus à perdre qu'à gagner.

Il est donc de l'intérêt le plus pressant de l'Autriche qu'il s'élève dans son voisinage une puissance auxiliaire pour contre-balancer la Russie, et placée de manière à lui fermer le chemin du midi, que celle-ci tiendra toujours à prendre. Ce serait se tromper étrangement sur la nature des choses que de placer la moindre confiance dans les Turcs pour former cette barrière, ce point résistant : ils en sont complètement incapables. Depuis long-

temps ils se sont mis en dehors de ce rôle : plus durera cet empire, plus durera l'inutilité d'un grand état privé de virilité, en proie à la dissolution physique et morale, plus s'accroîtra la puissance russe par la langueur de cette empire agonisant : c'est tout le contraire qu'il faudrait à l'Europe. Elle a besoin d'un redoublement de virilité dans les pouvoirs qui, par leur position, sont appelés à former la barrière contre les Russes ; et sûrement cette force se trouvera bien plus facilement dans la Grèce renouvelée que dans la Turquie vieillie, usée et tombant en lambeaux : d'un côté se montre la jeunesse, de l'autre la décrépitude.

Les cabinets qui commettent le mouvement de la Grèce, contrarient donc un véritable contre-sens contre l'Europe et contre eux-mêmes en s'efforcant d'empêcher ce qu'ils devraient promouvoir de toutes leurs forces. Leur conduite paraît être entièrement contraire à celle que les intérêts généraux comme leurs intérêts privés semblent leur conseiller.

De la part de l'Autriche, serait-ce la haine de ce qu'elle appelle révolution, système de maintenir ce qui existe, ou bien désir de marquer son éloignement et son improba-

tion pour les innovations ? A la bonne heure : il ne s'agit ici ni de révolution à provoquer ou à encourager, mais d'une révolution déjà faite, mais de l'ordre politique de l'Europe et du parti que l'on peut tirer de cette révolution dans l'intérêt général, et même dans celui de l'Autriche. La révolution grecque est faite : elle n'a pu être étouffée que par l'extermination de la population grecque, et jamais on n'osera demander à l'Autriche de fixer son idée sur une pareille horreur..... Avec les meilleures intentions, les cabinets qui aspirent à la fois à mettre fin à larévolution et à protéger les Grecs, à garantir la souveraineté des Turcs et la vie des Grecs, n'entendent pas suffisamment la question, et désirent ce qui n'est pas en leur pouvoir d'obtenir ; car leur vœu va contre la nature des choses : par conséquent l'Autriche n'a rien de mieux à faire qu'a ne pas contrarier la pente qu'à prise la Grèce, et qu'à l'aider à arriver tout de suite à son complément naturel, sans lequel cette révolution resterait sans effet sensible pour la politique générale. Le bon sens, c'est-à-dire l'esprit qui met chaque chose à sa place, le commande ainsi ; il exige le sacrifice des petites considé-

rations à un grand but d'utilité dont les moyens se présentent comme d'eux-mêmes.

Les intérêts commerciaux profiteraient de ce nouvel établissement dans la même proportion que les intérêts politiques; car une nation qui a les moeurs de l'Europe, qui consomme comme les Européens, qui est dans une progression croissante, profitera bien plus au commerce de l'Europe que ne peut le faire une nation attachée aux moeurs asiatiques, avec tous les vices qu'elles traînent à leur suite, et tombée dans une décadence complète, dans l'appauvrissement, et la misère. Un grand état européen, formé aux lieux dans lesquels végète aujourd'hui une partie du squelette de la puissance ottomane, présentera au commerce général de l'Europe, à celui de l'Angleterre en particulier, des débouchés beaucoup plus abondans que ne peut le faire un pays administré *à la turque*, dans lequel il ne se trouve qu'une seule classe, oppresseurs publics et par leurs fonctions; qui ose montrer sa richesse en laissant à tout le reste pour sa sûreté l'hypocrisie de la pauvreté. Or, tel est l'état général de la Turquie. Les grands seuls se livrent à des dépenses éclatantes : le reste de la population cache sa

richesse, n'en jouit qu'en secret et qu'en tremblant, et semble ne travailler à l'acquérir que pour réussir à la cacher. En Turquie, la richesse ne peut guère s'acquérir que par le commerce, comme moyen de sûreté plus grand que la propriété de la terre. Celle-ci accuse pour ainsi dire son possesseur, et le décèle à tous les regards; au lieu que la fortune mobilière ne peut être que soupçonnée, mais jamais constatée.

La Grèce libre, gouvernée par les lois tutélaires de la propriété qui régissent l'occident de l'Europe, permettrait à la richesse les révélations et la publicité que l'absence de lois semblables rend si funeste en Turquie, où généralement la possession de la richesse est un sujet d'inquiétude pour le propriétaire, au milieu de maîtres avides, et de lois barbares. Par conséquent la Grèce fournirait à des consommations beaucoup plus considérables que celles que la Turquie peut admettre: elle tournerait ainsi à l'avantage de ceux qui auraient à en fournir les objets. Mais ne seraient-ce point les Européens auxquels la force des choses donnerait l'investiture de ces fournitures? Ne sont-ce pas leurs arts qui sont les agens exclusifs de tous

les produits dont se forment ces consommations ? Ainsi ce serait pour eux que la Grèce existerait réellement dans son nouvel état : c'est une admirable acquisition que l'Europe peut faire, et dont on n'aperçoit pas qu'elle puisse, avec quelque apparence de raison, se déshériter elle-même.

Que l'on cesse de lancer contre les Grecs des reproches flétrissans, dont les mobiles diffèrent beaucoup de ce qu'on laisse apercevoir : on les accuse pour n'être pas accusé soi-même dans sa conduite active ou dans son oisiveté ; on les accuse des torts de la tyrannie qu'ils ont subie, et ils cherchent à la secouer ! On les accuse eux chrétiens et Européens, et on adopte leurs adversaires, ennemis des chrétiens et de l'Europe ! Il faudrait les encourager, les soutenir dans la carrière d'épuration dans laquelle ils sont entrés. Leur entreprise est dans l'ordre humain comme dans l'ordre politique au premier degré de la dignité et de l'utilité ; il s'agit de rendre à la civilisation un grand peuple et une grande contrée. Il n'y a là rien de ce qui caractérise les séditions et qui en représente le caractère étroit et odieux. Loin de là, ici tout porte l'empreinte noble et généreuse du désir inné

dans tous les cœurs bien placés, de reprendre le rang que l'on a eu parmi les nations, de rendre son antique honneur au nom que l'on a porté, et de se soustraire à une domination à la fois flétrissante et oppressive, insupportable enfin comme l'est celle de la barbarie sur la civilisation, et des ténèbres sur les lumières.

Les deux plus grandes et plus nobles époques de l'histoire de la Grèce seront celles dans lesquelles elle aura expulsé *le grand-roi et le grand Turc.*

CHAPITRE X.

Mauvaise neutralité de l'Europe envers la Grèce.

Neutralité de l'Europe envers la Grèce! Je crains beaucoup l'histoire pour l'Europe, quand elle aura à s'occuper de cette neutralité-là, et, à dire comment l'Europe n'a eu que de la neutralité à offrir à la Grèce... Beau secours en effet que la neutralité! honorable retour pour tout ce qu'elle lui doit! Homère

et Phidias devraient fuir du milieu d'elle, emportant leurs immortels ouvrages, comme Enée sortit de l'embrâsement de Troie emportant ses dieux et son père, si l'Europe continue à rester sourde aux cris des hommes issus de leur sang, qui répandent le leur pour arracher la terre qui enfanta ces génies divins, aux barbares qui ignorent jusqu'à ces noms sacrés, et qui détruisent sans honte des monumens consacrés par l'admiration des siècles.

Où est dans tout ceci la place de l'honneur de l'Europe? Ah! ne troublons pas les cendres de l'honneur européen : il est mort, il est descendu dans le tombeau creusé par l'insensibilité qui fait assister froidement au supplice de la Grèce; et (les siècles à venir le croiront-ils?) qui fait conspirer contre la Grèce sous le nom de *neutralité*... Une guerre ouverte aurait du moins le mérite de la franchise.

Que faites-vous, soldats de la Grande-Bretagne, qui allez prêter le secours de votre expérience aux barbares de l'Orient (1)? Ah

---

(1) Les papiers publics ont annoncé que beaucoup d'officiers anglais, surtout de l'artillerie, avaient pris du service chez les Turcs.

du moins restreignez l'emploi de vos talens à les guider dans les combats contre les Moscovites ! Eux aussi pèsent sur l'Europe ; mais gardez-vous de méconnaître qu'il y aurait un sacrilége à combattre la Grèce. N'êtes-vous pas les fils aînés de la liberté des temps modernes comme les Grecs furent ceux des âges passés ? Vous avez été leurs continuateurs en Europe et les instituteurs de l'Amérique comme ils le furent du monde connu de leur temps ? Comment irez-vous défendre votre liberté contre vos ministres, si vous avez combattu contre elle en faveur des Turcs ? Ne perdez pas votre temps et vos efforts à réchauffer ce cadavre glacé de la Turquie : il est mort ; la superstition a frappé sa vie dans sa source, et la stupidité seule circule dans ses veines.... Tournez-vous du côté où la vie se fait reconnaître : vous, peuple qui en renfermez parmi vous des sources si fécondes, vous qui en avez déposé les semences en tant de lieux, portez vos regards du côté de la Grèce ; voyez-y un peuple tout neuf, cédant aux plus nobles émotions, affrontant les plus affreux dangers, fier des souvenirs les plus éclatans, se présentant de nouveau au monde sous une constellation de héros et de génies qui bril-

lent sur sa tête, et dont l'apparition, ravivant les plus augustes souvenirs, devrait la faire couvrir de la protection de l'univers. Regardez ce peuple entrer dans la civilisation que vous suivez vous-même; comptez tout ce que l'Europe doit gagner aux progrès de cette civilisation; ne fermez pas pour vous-mêmes les sources où se formeront de nouvelles richesses dont vous avez encore plus besoin pour votre tranquillité que pour votre fortune. Désormais l'Angleterre ne peut avoir de calme que par la richesse croissante, et celle-ci ne peut lui venir que par les progrès de la civilisation. Que sont Ithaque et Corfou auprès de ces nobles motifs ? La politique anglaise doit-elle donc être subordonnée à celle des Sept Iles? et quand le cimetère ottoman, semblable à la faux qui dans son rapide passage tranche et brûle à la fois, aura fait de la Grèce un désert *turc*, à quoi vous serviront Ithaque et Corfou....? Puisque vous régnez à Ithaque, imitez au moins la prudence de son ancien roi. Dans cette destruction inconsidérée, que deviendront vos comptoirs! et quel temps n'aurez-vous point pour pleurer ceux que la Grèce renouvelée ne demandait qu'à vous offrir...! Il en est des peuples comme des individus;

c'est toujours avec la jeunesse qu'il faut traiter; il n'est rien à attendre de la décrépitude; et les vents d'un hiver irréparable qui soufflent du côte de la Turquie, vous avertissent de vous tourner vers les lieux d'où se font sentir les douces haleines qui accompagnent le printemps. Dans quelques années, des milliers de bras que l'oisiveté rendra dangereux pourront faire regretter au ministère britannique ses calculs d'aujourd'hui....

Et vous écrivains, qui du fond de l'Autriche semblez vous être voués à servir de conducteurs à toutes les calomnies que mille motifs honteux font redoubler contre des hommes que le respect universel devrait entourer, vous qui travaillez sans cesse à égarer l'opinion de l'Europe sur l'état réel des affaires de la Grèce, qui prostituez vos préférences à des Turcs, et qui vous laissez décorer du titre de leurs patrons, vous avez eu beau balancer l'opinion de la paix à la guerre et de la guerre à la paix, vous ne changerez rien à la nature des choses ; et si le destin voulait que la Grèce succombât, qu'auriez-vous à mettre à la place de l'appui qu'elle vient vous offrir contre cette formidable Russie, l'objet de votre frayeur, hélas! trop bien fon-

dée, mais dont la stupide et molle Turquie ne vous défendra pas ?... A l'horreur qu'inspire la calomnie se joint encore celle du mauvais sens qui s'obstine à méconnaître ses véritables intérêts ; et quand on vous voit insulter la Grèce, faire des vœux pour ses ennemis, il semble voir des hommes assez dépourvus de sens pour aller chercher leurs amis parmi leurs ennemis, et leurs ennemis parmi leurs amis. Apprenez que si la Turquie n'est faite pour personne, la Grèce nouvelle est faite pour l'Europe et pour vous. Retenez bien que c'est un présent que le ciel veut bien vous faire, et ne vous obstinez pas à repousser ses bienfaits.

A quels signes se reconnaît la neutralité ? Qui dit *neutralité* ne dit-il pas en même temps *égalité entre les contendans ?* Or cet ordre d'égalité a-t-il été observé entre la Grèce et la Turquie ? A-t-on laissé toutes les portes ouvertes vers l'une comme vers l'autre ? A-t-on laissé tous les magasins ouverts pour les uns comme pour les autres ? A-t-on cherché à retenir, à amortir l'élan qui se manifestait pour la cause de la Grèce ? Les gouvernemens n'ont-ils pas usé contre elle, des moyens dont ils disposent toujours d'une manière détournée, en évitant le contrôle de

l'opinion? Est-ce là de la neutralité véritable? et suffit-il de dire: *Je n'arme point, je regarde faire: je ne suis ni Turc ni Grec?* Beaucoup de degrés séparent la coopération directe d'avec la faveur, et l'appui public d'avec les secours détournés. Aujourd'hui tout le monde sait faire ces faciles distinctions, et nul déguisement n'échappe plus à personne. Une observation importante se présentait : toute révolution déplace un grand nombre d'existences, et, en se calmant, ramène à l'oisiveté beaucoup d'hommes formés à la chaleur de ces commotions : nulle révolution n'ayant égalé en grandeur la révolution française, nulle n'a déplacé ni déshérité de leur carrière un plus grand nombre d'hommes. Un torrent arrêté dans son cours renfle ses eaux et se déborde : cet état violent et pénible s'étend à un fort grand nombre d'individus : quand donc il s'élève quelque part de ces scènes qui peuvent parler à leur imagination, et leur retracer l'image d'occupations chères à leurs souvenirs; pourquoi ne pas leur ouvrir les portes vers elles? L'Europe ressemble aujourd'hui aux champs Élysées des poëtes, qui représentaient leurs héros occupés dans leur demeure des exercices

auxquels ils s'étaient livrés pendant leur vie. Une politique bien entendue dictait de laisser de grandes facilités aux hommes qui se trouvaient dans cette situation, pour l'emploi d'une activité qui se dévore elle-même en manquant d'alimens : il arrive quelquefois de se plaindre du mal que l'on n'a pas su prévenir, et les médecins expérimentés n'ignorent pas qu'il faut ouvrir de larges débouchés à tout ce qui peut gêner ou bien irriter les principes de vie qui soutiennent les corps animés.

Européens, avec tout ce que vous devez à la Grèce, vous êtes neutres, ou plutôt vous ne l'êtes même pas ; car vous penchez évidemment pour ses ennemis... Apprenez-nous en vertu de quel droit public le prince Ipsylanthi est retenu dans des cachots étrangers ? Il s'y rencontrera avec ces députés de Naples, qu'un autre droit public (car il paraît qu'il y en a de beaucoup de façons), a amenés dans ces mêmes lieux ; là, ils pourront rendre hommage aux douceurs des gouvernemens occultes et absolus : là, leur exemple sera une grande et légitime excuse pour les révolutions contre l'arbitraire et l'absolu, et montrera à quoi elles sont bonnes... Si c'est en guidant les étendards des Turcs, en

pourvoyant leurs arsenaux, tandis qu'on coupe toute communication avec les Grecs, que vous vous montrez neutres, votre neutralité, appréciée par l'histoire, pourra bien être mise par elle au nombre de ces ingratitudes solennelles dont elle sait demander compte aux nations aussi-bien qu'aux individus.

CHAPITRE XI.

Vœu de l'Europe.

Il est tout entier pour la Grèce comme il l'est aussi pour l'Amérique. Ce n'est pas simplement une opinion, une espèce de mode telle qu'elle éclata à l'ouverture de la révolution américaine; c'est un vœu prononcé, produit à la fois du sentiment et de la raison, une opération de l'esprit et un mouvement du cœur... L'Europe agit ici comme d'instinct, et celui des masses n'est jamais faux... Si les deux questions de la

Grèce et de l'Amérique se traitaient dans un lieu où la population de l'Europe pût comparaître, de ce nouveau *forum* s'élèverait un cri uniforme d'indépendance et de secours pour l'une et pour l'autre... Dans cet élan commun se montrerait la vérité de l'adage qui dit que la *voix du peuple est celle de Dieu*: Ceci n'est point, comme on pourrait le supposer, une conjecture, une opinion formée sur des désirs secrets; c'est la conviction résultante de l'observation de la nature des choses, qui par elle représente les dispositions qui agissent sur les masses, et les sentimens qui ennoblissent l'homme. Qu'un danger menace un homme, le premier mouvement, celui de la nature, porte vers son secours. Qu'un orphelin se débatte entre les mains d'avides et cruels oppresseurs, l'intérêt redouble et tous les cœurs sont à lui, sans qu'il ait besoin de les solliciter: son malheur seul suffit pour les lui donner tous... Eh bien! la Grèce est l'orpheline de l'Europe, redemandant son héritage aux hordes sauvages qui depuis tant de siècles l'en ont dépouillée. Ici chacun se sent blessé, ici chacun entre en compte avec lui-même, et se demande ce que dans tout

son être il ressent de conforme avec les Grecs ou bien avec les Turcs; si l'instruction qui a formé son esprit, les arts qui décorent son habiation et qui font une partie des délices de sa vie, sont nés sur le sol de la Grèce ou de la Turquie; si ce sont des fruits cultivés par la main des habitans d'Ahènes, ou par celle des guerriers farouches que le Caucase a vomi sur la Grèce. L'éducation forme des liens entre les maîtres et les disciples : ceux qui ont donné la vie de l'esprit sont de seconds pères dont les soins doivent être payés par l'amour et le respect. Les Grecs occupent cette place glorieuse à l'égard de l'Europe dont ils ont été les instituteurs, et l'on ne sache pas que la Turquie lui ait rien appris....

Il est donc évident qu'il ne peut manquer d'exister dans la généralité de la population européenne un attrait qui l'attire vers la Grèce, et qui se manifesterait parmi elle d'une manière éclatante, si les gouvernemens n'en arrêtaient pas le développement.

Ce vœu des peuples relativement à la Grèce et à l'Amérique maintient entre eux et les gouvernemens une contradiction qui peut devenir fâcheuse pour ces derniers,

qui se sentiront incommodés par ces dissentimens autant qu'elles dureront... La divergence d'opinion entre le gouvernement et le peuple est toujours dommageable pour celui-ci : c'est lui qui toujours a le plus à y perdre ; car le peuple a moins besoin de l'opinion du gouvernement que le gouvernement n'a besoin de l'opinion du peuple. En ce cas, ce que le gouvernement a de mieux à faire, est de bien reconnaître l'état et le principe de l'opinion, et de la suivre quand elle est fondée, et sûrement cette opinion ne présenta jamais des motifs plus légitimes que celle qui se prononce si hautement en faveur de l'Amérique et de la Grèce.

CHAPITRE XII.

La Russie.

La Russie est-elle amie de la Grèce ? Non. Est-elle son ennemie ? Non.

A-t-elle encouragé l'insurrection grecque ? Loin de là, elle l'a qualifiée *de suite des ma-*

chinations criminelles qui ont troublé l'occident de l'Europe.

Une politique mesquine et routinière présente sans cesse la Russie comme prête à dévorer Constantinople. C'est un point de vue faux et faible tout à la fois... Quelles sont donc les intentions de la Russie à l'égard de la Grèce? Son action est double : elle agit 1° à l'égard de la Turquie; 2° à celui des Grecs.

1° La Russie exige de la Turquie l'accomplissement des traités; 2° elle entend empêcher les sévices contre les Grecs, mais sans soutenir leur insurrection.

Existe-t-il un véritable sujet de guerre entre la Russie et la Turquie? Non. Si de part et d'autre on se trouvait dans ces temps calmes, propres à entretenir les dispositions bienveillantes, on n'entendrait point parler de guerre; car on ne peut dire d'une manière précise sur quoi elle porte : on ne se dispute rien qui ait un corps et que l'on puisse saisir... Ce qui est le plus évident, c'est que les deux gouvernemens ne sont pas les maîtres d'empêcher la guerre; les Turcs la veulent, les Russes aussi; comment serait-elle évitée...? Résister aux vœux d'un peuple armé,

en soi-même est peu sûr, et surtout en Turquie : la guerre est donc inévitable.

Il faut rire de ces moyens artificiels de diriger, ou plutôt d'égarer l'opinion, tels que les hausses et les baisses qui sortent alternativement de la roue de fortune de quelques spéculateurs, et que dans son ignorance le crédule vulgaire regarde comme les régulateurs des affaires... L'hiver, enchaînant les pas des guerriers, a prêté à tous ces jeux décevans; mais le soleil est remonté sur son char, les jours s'éclairent et s'allongent, et la carrière ne tardera pas à s'ouvrir.

Ici se présente une question bien naturelle:

Jusqu'où la Russie peut-elle étendre ses conquêtes sans danger pour l'Europe? Jusqu'au Danube. Là le cadre de la Russie se complète : plus loin, il n'y a plus de bornes. La possession partielle ou bien intégrale de la Moldavie et de la Valachie, depuis que la Russie occupe la Bessarabie, ne change rien à l'état actuel de cet empire relativement à l'Europe : ce n'est pas là ce qui fait les dangers pour elle : quelques provinces de plus ou de moins pour la Russie ressemblent à quelques milliers de livres de rentes retranchées ou ajoutées dans la fortune d'un riche

Il est dans la nature des choses que ces provinces soient réunies à la Russie, et que celle-ci arrive au Danube. On pourrait même dire que cette nouvelle acquisition, mettant le Danube entre le territoire des deux empires russe et grec, deviendrait un principe de paix en les séparant d'une manière prononcée : il y a cent vingt ans que la Russie a commencé ce grand ouvrage.

Le partage des deux provinces citées plus haut, entre la Russie et l'Autriche, vaudrait mieux; mais leur réunion sous le sceptre russe ne fait pas grand'chose à l'équilibre européen.

Il n'en serait pas de même si la Russie franchissait le Danube et saisissait Constantinople: là le tocsin devrait sonner dans toute l'Europe. On ne peut assigner le degré de gravité d'une pareille démarche : ce serait Rome franchissant les Alpes, et se débordant sur la Gaule et la Germanie.

Le même inconvénient ne se trouve pas dans les attaques que la Russie peut former sur l'Asie mineure : là commence pour elle une carrière illimitée; et pour se procurer quelque sûreté, elle doit aller au moins jusqu'au mont Taurus.

Deux choses vont dans cette nouvelle cir-

constance, ajouter à la puissance morale et matérielle de la Russie :

1° Le rôle exclusif qu'elle joue : seule elle décide des affaires de l'Orient, fait les siennes à part, décline les médiations, et tient tous les regards fixés sur elle. On la verrait refuser un congrès, parce que les congrès sont des juges, et qu'elle veut bien juger les autres; mais elle ne se laisse pas juger.

Les armées russes, étant en guerre dans le temps que les autres seront en repos, leur deviendront supérieures en science, comme elles le sont déjà par le nombre. La guerre et les champs de bataille sont les véritables écoles des guerriers : les esplanades et les polygones ne peuvent jamais offrir à leur instruction les combinaisons, les hasards terribles que renferment les jeux sanglans de la guerre. Le moral du guerrier ne se forme que dans les combats réels, dont les évolutions les plus savantes pendant la paix ne peuvent pas lui donner l'idée.

La guerre de l'Orient remettant en action tout le militaire russe, il se trouvera qu'il en sera des armées comme du cabinet russe, qui seul agit, et que tout le reste regarde faire.

CHAPITRE XIII.

Seul danger des Grecs.—La Discorde.

Le ciel semble avoir pris sous sa protection la cause des Grecs, et leur avoir ménagé des diversions dont ils ne sont pas les objets. Leur salut peut leur venir de leurs ennemis, dont la rage aveugle et féroce leur a préparé des vengeurs inattendus. Seuls contre toutes les forces de l'empire ottoman, ils pouvaient être écrasés: ils peuvent prévaloir, ils prévaudront par la division des forces ennemies. Les voilà occupées contre deux ennemis arrivés fort à propos au secours des Grecs: ils en profiteront, quoiqu'il ne leur soit pas destiné directement. La Perse et la Russie n'ont pas immédiatement en vue la révolution de la Grèce: mais cela ne l'empêchera pas de profiter de leur intervension, et d'en faire sa chose propre. Les Persans, tout aussi fanatiques que les Turcs, ne prennent pas le moindre intérêt aux Grecs, infidèles à leurs yeux comme

à ceux des Ottomans. La Russie a traité la révolution grecque *de suite des machinations qui ont troublé l'occident de l'Europe:* elle veut la conservation des Grecs; mais avec leur soumission elle ne permettrait pas leur massacre, mais elle n'admet pas davantage leur révolution. Ces deux diversions sont donc des survenances, et non pas des secours intentionnels : on n'interdira pas aux Grecs d'en profiter; mais on ne vient pas les leur offrir : cette distinction est essentielle à saisir.

Dans toute insurrection, deux choses sont principalement à considérer: 1° la qualité de ceux qui y prennent part, et le but vers lequel ils tendent; 2° le temps.

Ici je n'ai pas à m'occuper des insurrections individuelles, produits d'intérêts ou de calculs personnels, que l'on caractérise ou que l'on flétrit par le nom de *révolte*. C'est le combat de la force privée contre la force publique, et l'issue n'en peut guère être douteuse. La force collective, telle qu'est celle des états, a toujours par elle-même une grande supériorité. — Je n'ai à parler que des insurrections faites en corps de nation, telles que furent celles de la Suisse, de la Hollande, du Portugal contre l'Espagne, de

Gênes contre l'autriche, et des deux Amériques contre l'Angleterre et l'Espagne.

L'histoire montre ces espèces de révolutions presque toujours triomphantes après de grandes souffrances, il est vrai ; mais elle les montre presque toujours couronnées de succès. Ne nous abusons point sur le principe de ce succès : il est dans la nature de l'entreprise et dans son but. Celui-ci est si noble, il émeut tellement les âmes, il les dispose tellement aux sacrifices, il inspire des résolutions si généreuses, il montre au terme de la carrière tant d'espoirs glorieux, que les dangers perdent de leur horreur, que les souffrances s'adoucissent, et que l'homme tire du fond de son trésor véritable, qui est *son cœur*, des ressources que la grandeur des épreuves le force d'y chercher, et que sans elles il ne supposerait pas s'y trouver. C'est sur ce riche fonds que se sont appuyés tous les peuples qui ont voulu sincèrement la liberté : de ce foyer ardent et épurateur sont sorties les résolutions sublimes, et ces hommes démesurés avec leurs semblables, qui font remonter notre mémoire jusqu'aux temps héroïques. Ainsi firent les Hollandais et les Suisses ; ainsi viennent de renouveler ces merveilleux exemples les

guerriers américains qui, dans les champs de Colombia, ont exécuté des prodiges que la muse de l'histoire transmettra à la postérité étonnée.

Toute chose a son enfance, qui est le moment de la faiblesse : attaquée dans ce moment, elle peut périr facilement. Le temps où éclate une grande insurrection, celle d'un peuple, est celui de la formation de tous les moyens de la soutenir : ainsi ils n'existent pas encore; alors beaucoup de jours sont nécessaires pour les réunir, les disposer et les mettre en jeu dans une action harmonique. Mais, lorsqu'ils ont eu le temps d'acquérir tous ces attributs, la chose change, et l'insurrection jouit de tous les avantages attachés aux organisations régulières.

Faisons à la Grèce l'application de ces principes.

1° Son insurrection est celle d'un peuple entier, nombreux, qui se propose un but distinct, facile à reconnaître par tous, et du plus haut intérêt pour eux. Cette insurrection réunit toutes les conditions des insurrections qui ont eu les plus durables et les plus grands succès.

2° Elle a eu *le temps*. Le grand maître

est en sa faveur : s'il eût été dans les habitudes ou dans la possibilité des Turcs de se presser pour l'attaquer, ils auraient pu l'étouffer au berceau : mais dans ce berceau reposait un Hercule! Il en est sorti, il jouit de la plénitude de ses forces, il a saisi ses armes : il pouvait être attaqué, aujourd'hui c'est lui qui attaque : le dompter, n'est plus possible aux Turcs.

Les Grecs sont les maîtres du Péloponèse entier : la configuration de cette contrée, ses fortifications naturelles suffiraient presque seules à sa défense. Dans un pays pareil, un peu d'habileté peut rendre de grandes forces inutiles et en triompher. Les Turcs ont peu de bonne infanterie : leur force est dans leur cavalerie, et la Grèce est le pays du monde le moins propre à cette armé. L'armée grecque a eu tout le temps de se grossir, de s'organiser, de s'instruire. Elle en saura toujours plus que celle des Turs : elle dépend tout à l'heure d'un gouvernement qui a pris des formes régulières ; elle a tout ce qu'il faut pour remplir sa destination. N'oublions pas que, les Turs et les Grecs étant dans un ordre de civilisation absolument inverse, ceux-ci s'instruiront, se perfectionneront,

s'amélioreront de tout ce qui pourra ajouter à leur force; tandis que l'ignorance grossière et superstitieuse des Turcs, les enchaînant à leurs anciennes méthodes, les exclut de la possibilité de tout progrès. Les Turcs sont supérieurs en nombre, mais très-inférieurs en science positive et facultative. A la longue c'est celle-ci qui décide du succès. L'ignorance tombe dans ces fautes grossières dont un œil exercé et attentif sait profiter, et dont on ne se relève pas. Les Turcs mettant la confiance dans leur nombre, tout art est loin d'eux : quand ce nombre n'a point prévalu, l'ignorance, qui ne sait rien voir au-delà du nombre, les condamne au désespoir.

Quoique la Perse et la Russie n'aient pas fait entrer les Grecs dans leurs calculs, l'influence de leur coopération sera immense pour la Grèce. Les Turcs ne peuvent manquer d'éprouver les plus rudes échecs de la part des Russes : ceux-ci marcheront vers Constantinople. D'un autre côté, les Persans attaquant les derrières de Constantinople par leur invasion sur l'Anatolie, les forces turques se concentreront ou plutôt accourront en tumulte autour de Constantinople. Quand ces barbares verront la capitale me-

nacée, nul doute qu'ils n'aoandonnent tout pour voler à son secours : les Grecs pourront donc dans peu de temps n'avoir plus d'ennemis en tête ; et, d'après les événemens imminens dans le voisinage de Constantinople, il est permis de conjecturer que dans peu de temps la guerre de la Grèce aura pris son terme, et que ses forces pourront s'étendre librement dans un pays purgé des Turcs, depuis la pointe du Péloponèse jusqu'au Danube : il restera dans l'intérieur du pays quelques points fortifiés, qui, bloqués, privés de communications, arrivés au bout de leurs approvisionnemens, ne tarderont pas à se rendre. C'est le dénouement ordinaire de ces scènes.

Dans cette position, quels sont les dangers de la Grèce?

Je n'en aperçois qu'un seul; mais il est fort grand, et les élémens en sont fort multipliés dans son sein, la *discorde*. Accoutumés à l'état d'un esclavage égalitaire, les Grecs peuvent éprouver beaucoup de jalousie pour le pouvoir : c'est toujours la pierre d'achoppement. Les Grecs sont habitués à vivre par petites associations, restes de leurs anciennes républiques ; ils se ressentent du goût de

leurs pères pour cette division de la souveraineté. Parmi eux, aucun titre aucun nom ne s'élève assez au-dessus des autres pour donner des droits au commandement. Toute la partie de ce pays qui est formée par la Thessalie, la Macédoine et l'Albanie, renferme une multitude de peuplades accoutumées à un régime privatif, indépendant; la force commune doit se former de ces forces éparses, et se réunir dans un centre qui donnera l'impulsion à toutes ces parties. Là se trouve la difficulté, et elle est grande. Il est souvent moins difficile de combattre ses ennemis que de sympathiser avec ses amis politiques: les exemples de ces divisions sont innombrables; elles ont perdu plus de partis que n'a fait la force des armes. Que les Grecs s'en défendent donc comme d'un poison mortel, elles perdraient tout parmi eux; elles les empêcheraient de remplir leurs hautes destinées, celles auxquelles ils sont appelés par les besoins de l'Europe et par les leurs propres; qu'ils ne se reposent pas avant d'avoir atteint la rive droite du Danube: là est leur sûreté et leur puissance; c'est de là qu'ils tendront à l'Europe une main secourable, et qu'ils la forceront à l'accepter; car ils doivent s'attendre qu'elle ne le

fera qu'à la dernière extrémité. Les Grecs ont à craindre les embûches d'ennemis perfides, étrangers à l'honneur, à ces règles dont les Occidentaux ne s'écartent pas : la trahison est parmi ces peuples le supplément de la force. Les plus infâmes perfidies, pourvu qu'elles les servent, ne coûtent rien à leur instinct moral : telles sont les horribles mœurs de l'Orient et de l'Afrique, et dont, dans leur long séjour dans le midi de l'Europe, ces durs Africains ont laissé des traces. Le prince Ipsylanthi vient d'être victime d'une de ces trahisons ourdies et récompensées à la turque... Les Turcs chercheront à renouveler ces tragédies ; ils travailleront de mille manières sur les conseils des Grecs pour les diviser, les séduire, les intimider : *les perfides Sinons* ne manqueront point parmi eux : qu'à son tour la Grèce se méfie des *chevaux de bois remplis de Turcs.* Il est un dernier article d'une haute importance, sur lequel il ne m'est donné de m'exprimer qu'avec la plus extrême réserve ; je veux dire le mode du gouvernement que la Grèce doit adopter... Sa résolution touche à de grands intérêts ; aussi doit-elle la bien peser.

Depuis quelque temps, dès que le nom de

révolution est prononcé, celui de *république* vient s'y joindre : on dirait qu'il s'agit d'une *mode*, et que ce puissant mobile soit fait pour décider de tout. D'un autre côté, le nom de *république* est devenu l'effroi des monarchies subsistantes : peut-être que la frayeur qu'il leur fait est au nombre des causes qui motivent la froideur des monarchies de l'Europe à l'égard de la Grèce : du moins ne peut-on pas douter que beaucoup de déclamateurs n'y aient puisé des textes. Les républiques sont devenues le régime commun d'un autre hémisphère. Les monarchies du nôtre peuvent craindre de se trouver placées en regard d'un ordre si différent du leur, et, sous quelques rapports, d'avoir peu à gagner à la comparaison. Il faut le reconnaître : depuis quelques années les monarchies européennes ont fait beaucoup de fautes; elles ont compté beaucoup de mauvais serviteurs, par un zèle faux ou vrai, mais toujours mal entendu ; elles ont éprouvé du déchet; il est notable : elles ne peuvent pas ne point le sentir. L'éloignement des républiques américaines rend leur établissement moins pénible à supporter; et cependant on ne dépasse pas avec elles les limites de la tolérance. D'ailleurs elles existent en

force ; les détruire, les empêcher d'être, est impossible : l'impossibilité triomphe de la répugnance. Il y a loin de là à une grande république grecque s'élevant aux côtés des monarchies d'Europe déjà bien fatiguées de la présence des républiques d'Amérique, et voyant sortir du tombeau le spectre de la Grèce pour reprendre sur la scène du monde réel la place qu'elle n'occupait que dans les souvenirs et sur le théâtre. Cette survenance, on peut le supposer, sera très-inquiétante pour les grandes monarchies européennes, et très-peu propre à concilier leur faveur à la cause de la Grèce.

Celle-ci aura donc à balancer les avantages et les inconvéniens des divers modes de gouvernement entre lesquels elle peut avoir à choisir.... Que les conseils de la plus haute prudence dirigent seuls son choix : il y va des plus grands intérêts ; car elle a à remplir la magnifique destination d'établir un état indispensable à la fois pour la politique et pour la civilisation de l'Europe. Elle doit tout rapporter au soin de remplir une si noble tâche.

Si le génie de Napoléon pouvait revivre, il faudrait qu'il présidât aux conseils de la

Grèce : sûrement ce serait vers le grand et vers l'utilité de l'Europe qu'il les dirigerait. Il semble l'entendre prononcer le résumé suivant.

Résumé.

La Grèce proprement dite, inutile à la politique et à la civilisation de l'Europe.

La Grèce réunie à la Turquie d'Europe, éminemment utile à la politique et à la civilisation de l'Europe.

La Grèce libre ou exterminée, la Russie jusqu'au Danube, un pied au-delà de ce fleuve, ira jusqu'à la pointe de la Grèce, et rendra la Méditerranée russe. Toute la question de la Grèce est là.

FIN.

IMP. DE Mme. JEUNEHOMME-CREMIERE, rue des Noyers, n. 46.





